

Adaptations

Jacques Foccart est sans conteste le principal géniteur de la Françafrique. Pendant un demi-siècle, jusqu'à sa mort en 1997, il l'a conçue, couvée, cajolée, supervisée - tandis qu'elle lui échappait partiellement, dès l'accession de Giscard à l'Élysée. Tissée sous la IV^e République, en soutien d'un gaullisme écarté du pouvoir, la Françafrique a été centralisée de 1958 à 1974 par le jacobin Foccart, en charge officielle des affaires africaines. Elle s'est ensuite décomposée, en plus d'une dizaine de réseaux et lobbies. Elle s'est familiarisée et privatisée - presque aussitôt côté africain, par paliers côté français. On est passé du superintendant Foccart aux frères et neveux de Giscard, aux fils de Mitterrand et de Pasqua ; les Elf, Bouygues, Bolloré, ont pris leurs aises ; les membres et correspondants des services secrets se sont taillé des fiefs rivaux, ou des sociétés de mercenaires, etc.

Je ne reviendrai pas sur cette évolution, exposée dans *La Françafrique*¹. J'essaierai plutôt de décrire les fonctionnements actuels, souvent étonnants, de cette foison de réseaux et lobbies. Plutôt côté français : le versant africain, évidemment incontournable, a été parcouru dans la première partie de cet ouvrage, et les Africains sont bien mieux placés que moi pour affiner son exploration. La description qui va suivre, encore bien incomplète, n'a d'autre but que d'aider à se repérer ceux qui veulent mettre un terme à ce système.

La logique de la Françafrique est assez simple : c'est le double langage, le dualisme de l'officiel et du réel, de l'émergé et de l'immergé, du légal et de l'illégal, avec une forte domination du second terme. En 1960, De Gaulle a compris qu'il n'échapperait pas à une mutation radicale du droit international régissant les relations entre la France et ses colonies d'Afrique noire. Il a admis une légalité : l'indépendance. En même temps, il chargeait Jacques Foccart de satelliser ces nouveaux États, d'organiser leur dépendance politique, économique, financière, militaire. La V^e République y est parvenue, en éliminant les opposants et promouvant les collaborateurs. La réalité mise en place, c'est donc l'illégalité érigée en système, l'infraction constante de l'indépendance proclamée. Qui dit illégalité dit secret, mécanismes cachés. La dépendance réelle a donc été masquée sous toutes sortes de déguisements, coutumiers des services secrets : vraies-fausse entreprises, vrais-faux mercenaires, sociétés-écrans, coopération bidon ou alibi, flux financiers parallèles.

Installer durablement l'illégalité, c'est promouvoir les voyous, les escrocs, et finalement les mafias. C'est pourquoi la Françafrique est devenue si dangereuse. Elle ne durera pas éternellement, car l'indépendance réelle des Africains est inéluctable. Mais elle peut, dans la décennie à venir, commettre encore bien des dégâts, provoquer bien des drames. Il importe donc d'examiner les moteurs français de cette usine criminogène, pour enrayer leur nocivité ou les mettre au rebut.

Cela suppose, entre autres, d'écarter les schémas d'irresponsabilité, dédouanant un peu trop vite les décideurs politiques français - qui doivent des comptes aux citoyens. Dans le deuxième tome de *Ces Messieurs Afrique, Des réseaux aux lobbies*², Antoine Glaser et Stephen Smith développent la thèse suivante : on serait passé des « réseaux », qui impliquaient l'État français, aux « lobbies » privés. Dans le cadre de la normalisation mondialisée, les intervenants français feraient désormais comme tout le monde : du lobbying, depuis l'extérieur de l'État. Avantage de la thèse : la France instituée est désormais exonérée de tous les forfaits commis par certains Français. Ceux qui continuent de dénoncer sa responsabilité politique sont des « contempteurs de la vingt-cinquième heure ». La décolonisation serait un objectif stratégique du pouvoir exécutif, la France se retirerait de l'Afrique, ses militaires n'interviendraient plus, la non-ingérence serait la règle, etc.³ Le lecteur a pu voir ce qu'il en était.

Cette thèse, la privatisation de la Françafrique, néglige ce qu'a mis en lumière l'historien Fernand Braudel : l'interpénétration, à l'étage supérieur de la société, entre domaines économique et politique, entre décideurs publics et privés. Inévitable, cette

¹ P. 285-305.

² Calmann-Lévy, 1997.

³ Cf. aussi Stephen Smith, *La "doctrine Védrine", ou quand Paris décolonise*, in *L'autre Afrique* du 12/11/1997, confortant l'éditorial de Géraldine Faes, *Adieu la France*.

confusion est normalement limitée par l'intervention d'un étage intermédiaire, celui qui croit aux "règles du jeu" et les pratique⁴. Mais, dans le domaine franco-africain, le volume des affaires au-dessus des lois, le mélange des genres, la corruption, puis la criminalisation, prospèrent à tel point qu'ils démoralisent, littéralement, les tenants des règles du jeu. La désinformation concourt encore un peu plus à les neutraliser.

Comment distinguer les lobbies privés des réseaux étatiques lorsque les groupes de pression français restent si directement branchés sur le sommet de l'État (l'Élysée) ou sur ce qu'on appelle les "partis de gouvernement" ? lorsque ces groupes ont accumulé de tels moyens de chantage ? Le foccartisme reste encore la référence et la culture communes. La nécessité d'une forte présence militaire en Afrique, tant de l'armée que des services secrets, n'est guère contestée. Faire croire que le retrait français est quasi réalisé, alors qu'il n'est même pas décidé, permet à Paris de « *gagner sur tous les tableaux*⁵ », comme au Congo-Brazzaville. Tandis que la France affiche sa neutralité, promeut la « réforme » de sa coopération et sa « nouvelle » politique africaine, la Françafrique poursuit et modernise ses pratiques délinquantes. Elle reste capable des pires bavures. « La France » ne pourra pas plus s'en exonérer que du régime de Vichy.

Je comprends qu'il s'agit d'une vérité plutôt désagréable. Beaucoup préféreront supposer que nos institutions sont déjà guéries. Ils gagneront en ce cas à éviter de lire ce qui suit.

⁴. Cf. F.X. Verschave, *Libres leçons de Braudel*, Syros 1994, actualisé dans la revue *Agone*, n° 22, 1999, p. 13-20, *On joue mieux avec un ballon gonflé*.

⁵. Ainsi que l'admettent Antoine Glaser et Stephen Smith dans une interview à *La Libre Belgique* du 03/11/1997.

14. Services incontrôlés⁶

« Créer un Conseil national de sécurité [...] avec, pour objectif affiché, de discuter, à l'Élysée, des grandes options impliquant la sécurité de la France, et singulièrement l'action des services secrets, [...] [avec] pour vocation naturelle de prendre des décisions, parfois lourdes, [...] [aurait une] dommageable conséquence [...] : impliquer directement le président de la République dans les affaires les plus scabreuses. Car la conduite des opérations secrètes implique la présence de plusieurs fusibles tout au long de la chaîne de décision et de commandement ».

Jean Guisnel, spécialiste des Services⁷.

La trop longue fréquentation des dictatures corrompues a ancré dans l'inavouable la majeure partie des pratiques "sécuritaires" de la France en Afrique. L'ex-puissance coloniale continue de décider, « *au nom de la politique du moindre pire* », qu'il faut défendre des tyrans contre leurs peuples. Le moindre pire est évidemment perçu comme la moindre atteinte aux intérêts matériels et immatériels français, tels que les perçoivent une minorité d'initiés. Ce n'est certes pas le moindre pire pour les peuples théoriquement décolonisés.

Redondances

L'inavouable ne peut se prolonger qu'en abusant de la clandestinité. D'où un recours excessif aux services secrets. Et au secret-défense. Telle une gangrène, il a envahi la relation franco-africaine. Il garantit l'impunité, encourage une extrême permissivité. La promiscuité est systématique : les agents des services secrets se déguisent en mercenaires et font du trafic d'armes, les mercenaires et trafiquants d'armes sont encartés aux Services ou sont leurs "honorables correspondants", comme nombre de conseillers ou instructeurs de l'armée, de la gendarmerie ou de la police. De plus en plus, le financement public des Services se double de recettes privées. Ainsi lesdits Services, en théorie étatiques, acquièrent-ils en certaines de leurs branches une forte dose d'autonomie, jusqu'à peser sur le pouvoir politique au lieu de lui obéir.

Ils sont quatre au moins à intervenir en Afrique : la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), la Direction du renseignement militaire (DRM), la Direction de la surveillance du territoire (DST) et la Direction de la protection et de la sécurité de la Défense (DPSD). La multiplication des guichets ajoute à l'opacité. Tous ceux qui ont appris à en user pour leur pouvoir ou leur profit n'ont aucune envie d'une clarification. Jusqu'ici, les réformes n'ont permis que d'additionner les couches.

La DGSE, ex-Sdece, alias la "Piscine", est le plus célèbre des Services français. Elle rend compte directement au président de la République. Elle dispose de plus de quatre mille agents, et d'un budget d'au moins un milliard et demi de francs.

Dès la fin des années quarante, Jacques Foccart a mis la main sur une partie du Sdece en gonflant considérablement, avec quelques amis, le groupe des réservistes du "service Action". Ils lui ont été précieux lors des complots du 13 mai 1958, puis lors des secousses qui ont marqué la fin de la guerre d'Algérie.

Sur cette base, et en recyclant habilement les brebis égarées dans les impasses de "l'Algérie française", Foccart a monté avec le fidèle Maurice Robert le fameux Sdece-Afrique : un État dans l'État, et surtout dans les "États" africains. Ainsi valsèrent plusieurs chefs de ces États sous tutelle, jusqu'à ce que le champ post-colonial ne fut plus dirigé que par des "amis". À la notable exception de Sékou Touré, que les assauts répétés du Sdece contribuèrent à détraquer.

⁶. Ce chapitre reprend en partie, en l'actualisant et le complétant, le chapitre *Services secrets* que j'ai écrit pour Agir ici et Survie, *Trafics, barbouzes et compagnies*, L'Harmattan, 1999. Avec l'aimable autorisation de l'éditeur. Il en est de même pour les chapitres 15, 16 et 18.

⁷. *Services secrets : l'impossible centralisation*, in *Libération* du 21/03/1995. Le projet d'un tel Conseil, qui existe à la Maison blanche, a été sérieusement étudié, selon Jean Guisnel. Il n'a pas abouti parce qu'il est « impensable » de renoncer à toutes les garanties d'irresponsabilité qu'offre le maquis actuel.

⁸. Claude Silberzahn, ex-directeur de la DGSE, in *Le Nouvel Observateur* du 30/03/1995.

Chaque Président “ami” est chaperonné par un officier de la DGSE, un conseiller-présidence, qui veille à sa sécurité... jusqu’au jour où l’on décide de ne plus y veiller. Le gêneur est alors écarté, tel le Comorien Djohar par Bob Denard, ou éliminé, comme Sylvanus Olympio.

La DGSE reste omniprésente en FrancAfrique. Ce n'est pas Michel Roussin, ancien haut responsable de ce service, qui le démentira : lorsqu’en 1993 on lui confia le “portefeuille” de la Coopération, il truffa son cabinet d'encartés à la “Piscine”.

Souvent, le conseiller-présidence est en conflit avec le chef de la mission de Coopération et avec le représentant du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP). Ce service-là, qui relève du ministère de l'Intérieur, fait aussi du renseignement. Il a multiplié les casseroles : dans l’attribution d’un vrai-faux passeport à Yves Chalié, pivot de l’affaire Carrefour du développement ; dans la “revente” de matériels de police d'occasion ; lors de la disparition de coopérants en Guinée équatoriale, etc. C’est resté l’un des viviers du réseau Pasqua⁹.

Bien que son nom n'y invite pas, le ministère de l'Intérieur ne cesse de vouloir élargir l'implantation africaine de son service classique de renseignement : la Direction de la surveillance du territoire (DST), dotée de 1 500 agents. L'armée, elle, double la DGSE d'un service plus à sa main, la Direction du renseignement militaire (DRM). Créée par Pierre Joxe, son effectif dépasse déjà 1 700 hommes. L’armée est elle-même contrôlée par un service ultra-secret¹⁰, la Direction de la protection et de la sûreté de la Défense (DPSD) - l’ex-Sécurité militaire -, dont les 1 600 agents sont les vestales du secret-défense, traquent les brebis galeuses, surveillent les mercenaires, etc.

Ce n’est pas un hasard si Maurice Robert passa du Sdece-Afrique à la direction du service de renseignement d’Elf - un autre État dans l’État. Les grands groupes francAfricains se sentent tenus de disposer eux aussi de ce genre de services. Le tout interfère avec les circuits d’information que constituent naturellement les lobbies politico-affairistes et certaines loges franc-maçonnaires.

La DGSE est elle-même divisée en chapelles. Ainsi, aux Foccartiens très anti-Anglo-Saxons se sont opposés les atlantistes recrutés par Alexandre de Marenches, à la demande de Valéry Giscard d’Estaing. Mais ces clivages idéologiques ont cédé à la logique des réseaux, ce qui fait que plus grand-monde ne s’y retrouve. Même Loïk Le Floch-Prigent, devenu à la tête d’Elf l’un des hommes les plus puissants de France, a dû capituler : « À mon arrivée, j’essaie, avec le directeur de la DGSE et celui de la DST, de mettre un peu d’ordre. Je n’y arriverai pas parce que la DGSE est un grand bordel où personne ne sait plus qui fait quoi¹¹ ».

Rivalités

Entre réseaux et services secrets (DGSE et DST notamment), les rivalités et divergences se sont avivées en Afrique. Surtout depuis l'effondrement du régime de Mobutu, révélateur d'une énorme panne stratégique. À plusieurs reprises, les uns et les autres se sont envoyés des coups directs ou tordus, par presse interposée. Ce qui nous permet quand même - moyennant décryptage - d’en savoir un peu plus.

Ce fut le cas dans l’affaire des mercenaires serbes et bosno-serbes ameutés au secours de Mobutu : un épisode incroyable raconté dans *La FrancAfrique*¹², « une opération surveillée de très près par les plus hautes autorités politiques à Paris¹³ ». Entre la DGSE, la DST, la cellule foccartienne de l’Élysée et quelques “privés” (Geolink, Securance,...), un tir nourri d’articles dénonciateurs s’est poursuivi de janvier à mars 1997, dans une série de quotidiens et d’hebdomadaires. Ce qui est

⁹. Pivot de ce réseau, le brigadier-chef Daniel Leandri fut “placardisé” en 1995 dans un petit bureau du ministère de l’Intérieur, après que Charles Pasqua ait été évincé du gouvernement Juppé. Ministre de l’Intérieur depuis juin 1997, Jean-Pierre Chevènement a promu Leandri à Nanterre, au SCTIP (*Le Canard enchaîné*, 29/07/1998). Un “éloignement” qui a plutôt eu l’air d’un rapprochement.

¹⁰. Alors que la DRM (créée en 1992) apparaît pour la première fois dans le Bottin administratif en 1993, et que la DGSE y figure depuis 1990, la DPSD en est absente.

¹¹. “Confession” de Loïk Le Floch-Prigent, *L’Express*, 12/12/1996.

¹². P. 256-265.

¹³. Didier François, *Cinq nettoyeurs serbes encombrants pour Paris*, in *Libération* du 03/12/1999.

sûr, c'est qu'a surgi au Zaïre, au premier rang des combattants de la Françafrique, un criminel frimeur et tortionnaire, le « *colonel Dominique* », ou Dominic Yugo, ou Malko - de son vrai nom Jugoslav Petrusic. Auparavant, ce Franco-Serbe a connu un parcours exemplaire : il a fait la Légion, appartenu au service de protection de François Mitterrand, noué des liens avec la DST et Jean-Charles Marchiani, éminence du réseau Pasqua. Il a assisté au massacre de Srebrenica, en Bosnie - tandis que son compère Milorad Pesemic, alias "Misa", commandait une unité de tueurs. Les deux hommes dépendaient du service de renseignement de l'armée bosno-serbe, sous les ordres du général Mladic.

Leur passif est si lourd que Slobodan Milosevic a jugé bon de les arrêter fin novembre 1999 à Belgrade, avec trois collègues du même acabit. Au prétexte qu'ils auraient tenté de l'assassiner, mais bien plutôt pour faire pression sur Paris. Le ministre yougoslave de l'Information se plaît à souligner que Yugo Petrusic travaille depuis dix ans pour les services secrets français. Il l'accuse d'avoir participé à un massacre en Algérie en 1994...

Au Zaïre en 1997, ce même Dominic Yugo affirmait à un journaliste qu'il serait allé, « *pour les Français* », « *au Liban, en Irak, ailleurs en Afrique* ». Rémy Ourdan, dans *Le Monde*¹⁴, précise que Yugo bénéficiait d'un passeport français au nom de Jean-Pierre Pironi, pour opérer au Kosovo en juin 1999. Il trouve « pour le moins étonnant » le parcours des "espions" arrêtés par Milosevic.

Didier François, dans *Libération*¹⁵, mentionne d'autres vrais-faux documents fournis à Petrusic par la DST. Il évoque un autre des collègues de Yugo, Slobodan Orasanin : « Il aurait été chargé de fournir du matériel militaire à l'équipée africaine [au Zaïre] tout en s'assurant de l'achat, pour la Yougoslavie sous embargo, d'équipements électroniques à une très grande société française avec laquelle "Dominic Yugo" était également en contact ». Le journaliste ajoute : « les autorités yougoslaves ont entrouvert la porte d'un bien sombre placard ».

Son éditorialiste, Jacques Amalric, résume le "message" adressé par Milosevic à Jacques Chirac : « *N'oubliez pas que vous avez eu recours à plusieurs occasions aux services d'un de nos plus grands nettoyeurs ethniques, que nous tenons ; n'en faites pas trop en ce qui concerne la chasse aux criminels de guerre* ». Cependant, comme chaque fois que la Françafrique est en cause, le scandale restera très circonscrit.

La DGSE a été fermement invitée à ne pas pousser trop loin son avantage. En particulier contre Jean-Charles Marchiani. Celui-ci n'a cessé de marcher sur les brisées du Sdece/DGSE depuis qu'il en a été chassé par Pompidou. A fortiori de 1993 à 1995, lorsque son patron Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, commandait à la DST, au SCTIP et aux Renseignements généraux. Contraint en mai 1995 de quitter le gouvernement, Pasqua demanda au nouveau Président, Jacques Chirac, de nommer Marchiani à la tête de la DGSE. Cela ne se fit pas, on devine pourquoi. En tout cas, la presse est tenue régulièrement informée des faits et gestes du sieur Marchiani.

Son passage à la préfecture du Var ne l'a manifestement pas sédentarisé. On le retrouve en Angola, où ses amis Pierre Falcone et Arcadi Gaïdamak mènent leurs tractations milliardaires autour de la fourniture d'armes russes. Les activités mirobolantes de ce tandem, dont je reparlerai, suscitent des poussées d'urticaire à Paris dans les milieux rivaux ou plus scrupuleux. Falcone a subi une sérieuse offensive fiscale.

De même est-ce par des fuites de la DGSE que l'on a fini par en savoir davantage sur le contexte de la livraison de Carlos par Khartoum, en 1994. Ce n'est pas que la "Piscine" ait hésité à frayer avec ce régime infréquentable. Ses officiers dans la région, Paul Fontbonne et Jean-Claude Manton, prônent un *gentleman's agreement* avec la junte soudanaise pourvu que celle-ci ne conteste pas la tutelle française sur les pays voisins, le Tchad et le Centrafrique. L'imposition d'Idriss

¹⁴. *L'itinéraire sanglant des cinq "espions" de Belgrade, de la Bosnie au Zaïre*, 30/11/1999. Cf. aussi dans le même numéro, Frédéric Fritscher, *Une rencontre avec "Dominic Yugo"*, à Gbadolite, fief de Mobutu ; Hélène Despici-Popovic, *Le "complot" en manchettes*, in *Libération* du 03/12/1999 ; Colette Braeckman, *L'enjeu congolais*, Fayard, 1999, p. 115-116.

¹⁵. *Cinq nettoyeurs serbes encombrants pour Paris*, 03/12/1999.

Déby au peuple tchadien, fin 1990, s'est inscrite dans cette option géopolitique.

Mais la DST avait eu le tort de s'intéresser de trop près, elle aussi, à ce Soudan qui ne la concerne pas. Elle utilise de plus en plus le prétexte de la "dangerosité" immigrée. Elle s'intéresse aux influences islamistes dans l'immigration maghrébine, algérienne notamment. Or l'islamisme au pouvoir à Khartoum se pose en tour de contrôle de l'islamisme mondial... De là à collaborer à la modernisation des services de sécurité soudanais - au grand mépris de tous les opposants qui en seront les victimes - il n'y a qu'un pas. Il sera franchi :

« Vendredi 23 décembre [1994], à l'aéroport de Roissy, parmi les voyageurs attendant le vol Sudan Airways pour Khartoum [...], figure le numéro trois de la sécurité extérieure soudanaise, "M. Hassabalah", obligeamment raccompagné par un agent - corse - de la DST, "M. Bercanti". Ainsi se poursuivent les passages, réguliers, de hauts responsables des services secrets soudanais à Paris.

De son côté, la DST française est plus que jamais présente au Soudan, au point d'y avoir "inspiré" la réorganisation de l'ancienne Sécurité générale, désormais plus nettement divisée en Sécurité extérieure et intérieure. [...] De sources recoupées à Paris, la France a livré à la Sécurité extérieure soudanaise, chapeauté par Ahmed Nafi et le général Hachim Abou Saïd, du "matériel de communication et, notamment, d'écoutes téléphoniques"¹⁶».

Qui, sympathiquement, a informé la presse du rendez-vous aéroportuaire de la DST ?

Barbouzes de conserve

La DGSE n'apprécie pas le trop voyant lobbying de l'ancien directeur de la DST, l'ex-député Yves Bonnet, en faveur des militaires algériens¹⁷, serbes ou irakiens. Certaines mésaventures de cette sommité du renseignement valent d'être contées.

Fréquentant l'Association pour le développement des relations franco-arabes (Adraf), réputée active en barbouzerie, Yves Bonnet y a connu Jean-Michel Beaudoin, un ancien chargé de mission à la mairie de Paris, aux engagements politiques très droitiers. Avec Pierre Bonnet, le frère d'Yves, et un repris de justice, Bruce Allet, Beaudoin a entrepris de commercialiser un conservateur alimentaire miracle, "Conserver 21". Ce projet, vanté par Yves Bonnet jusque dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, s'est avéré être une escroquerie. Entre-temps, 80 millions de francs ont été "exfiltrés", sans doute vers une société offshore au Luxembourg. Mis en examen par la juge Laurence Vichnievsky, Allet prétend qu'Yves Bonnet et son ami Beaudoin utilisaient ce projet pour des opérations des services spéciaux¹⁸.

Si c'est vrai, cela veut dire que les méthodes commerciales de Foccart, finançant des activités secrètes par les sociétés les plus diverses, ont fait des émules. Si c'est faux, on n'est pas très rassuré sur les processus de sélection des patrons des Services français.

Mais l'escroquerie s'est avérée plus corsée encore¹⁹. Outre les millions évaporés dans "Conserver 21", elle interfère avec une vaste arnaque monétaire, flambant du golfe de Guinée à la péninsule arabique. L'enquête judiciaire a croisé le chemin d'autres personnages que les premiers cités :

- Gérard Le Pemp, passé d'une mission de sécurité dans le métro parisien à des missions plus lointaines, à Madagascar, aux Émirats, au Yemen, créateur de PME exotiques avec la famille Mobutu ou dans l'immobilier djiboutien, ... ;
- l'ex-patron des gendarmes élyséens, Christian Prouteau ;
- un ancien chef du service Action de la DGSE, reconverti dans la fabrication de

¹⁶. S. Smith, *La France aux petits soins pour la junte islamiste du Soudan*, in *Libération* du 12/01/1995.

¹⁷. Une inclination que partage l'ancien tuteur de la DST Charles Pasqua. Ce n'est pas fini. Selon Claude Angeli (*Paris malade de son complexe algérien*, in *Le Canard enchaîné* du 07/01/1998) : « Chevenement [...] [prône], faute de mieux, un soutien sans réserve aux militaires algériens. [...] La DST, qui entretient de bons rapports avec la Sécurité militaire algérienne, n'a d'ailleurs aucune envie de le contredire ».

¹⁸. D'après Karl Laske, *Yves Bonnet, ex-ponte de la DST, cuisiné par la PJ*, in *Libération* du 28/11/1997.

¹⁹. D'après K. Laske, *Un conservateur bidon truffé de barbouzes*, in *Libération* du 19/01/1998. Le même journaliste laisse entendre que les arnaques monétaires de Koagne à Djibouti pourraient être l'un de ces dossiers trop dangereux qui ont fait "suicider" le juge Borrel (*Mort suspecte d'un juge à Djibouti*, in *Libération* du 04/02/2000). Voir chapitre 10.

véhicules porte-chars, qui accompagne volontiers Yves Bonnet en Irak ;

- Donatien Koagne, un Camerounais qui résidait à Libreville, lié au gratin gabonais, suspecté jadis d'avoir trempé dans un trafic géant de faux CFA.

Devenu richissime, propriétaire de salles de jeux et président du club de football de Bafoussam, il avait été arrêté à Douala. On le relâcha « faute de preuves », malgré l'aveu détaillé du programme de faux-monnayage. Se croyant invulnérable, il se lança dans des escroqueries de plus en plus audacieuses, jusqu'à Djibouti et au Yémen - où il fut emprisonné²⁰.

Les Services français s'en sont vivement inquiétés. Une série de chefs d'État africains étaient chevillés financièrement à ce faiseur d'or - et peut-être quelques obligés parisiens. L'arnaqueur camerounais disposait aussi d'un fichier clients... que la division internationale de la DST tenait apparemment à récupérer avant Interpol.

Pour libérer son prisonnier, le Yémen exigeait de récupérer 3 millions de dollars escroqués. Sous l'étiquette "Conserver 21", Allet et des comparses se sont beaucoup dépensés à cet effet. Et peut-être récompensés, éblouis par cette histoire d'escroquerie en miroir. Selon Allet, qui juge plus sûr d'être bavard, l'affaire "Conserver" aurait permis à « *Beaudoin et Bonnet d'établir des contacts pour des opérations diplomatiques officieuses* » avec le Zaïre de Mobutu. On imagine...

Entreprises

Ainsi, souvent, les Services avancent masqués derrière les entreprises les plus diverses, petites ou grosses. Et ils n'hésitent pas à les compromettre dans des activités criminelles.

On a beaucoup parlé, à propos des guerres dans les deux Congos, de la PME Geolink. En liaison avec le conseiller élyséen Fernand Wibaux, elle a joué un rôle-pivot dans la fourniture de mercenaires à Mobutu²¹. Elle lui aurait aussi procuré trois avions de combat Mig-21, leurs pilotes et leurs mécaniciens, en provenance d'ex-Yougoslavie (où Geolink a manifestement d'excellents contacts). La note globale des actions parallèles ainsi initiées (5 millions de dollars pour le mois de janvier 1997) aurait, selon le *New York Times*²², été réglée par la France.

Geolink est en principe spécialisée dans le commerce de gros de matériel de télécommunication. Elle s'employait à fournir en téléphones satellites (écoutables ?) les journalistes couvrant les événements d'Afrique centrale, et en téléphonie de campagne l'armée zaïroise. Ses dirigeants, André Martini et Philippe Perrette, ont fourni des explications contradictoires. Le premier aurait découvert tardivement que le second, représentant Geolink au Zaïre, travaillait pour les services secrets français. Il s'en serait donc séparé fin avril 1997. Perrette, tout en démentant travailler pour les Services, admet avoir mis en relation des autorités zaïroises avec des mercenaires serbes par l'intermédiaire d'un mercenaire français présent à Kinshasa. Une conception assez large des télécommunications... « *Notre société était une bonne couverture* », consent Martini.

Philippe Jehanne, une figure de la DGSE proche de Michel Roussin, a été l'officier traitant de nombreux aventuriers et mercenaires en Afrique. Pour son travail, il « a toujours eu des couvertures "business" ». Les plus officielles sont la société Export Trading Services (ETS), qu'il a laissée à son ami Bernard Cayrou, et la société Brentford Consultants Limited, constituée le 6 mars 1992 à... Hong Kong²³».

PDG d'une série d'entreprises de sécurité, Paul Barril moucharde ses rivaux d'ARC Consultants International. Cette société a été fondée par la "bande des treize", tous proches des services spéciaux, habitant à proximité de Cercottes (Loiret), la base aérienne de la DGSE. Jacques Lefranc, banquier à Beyrouth, a été le principal actionnaire et le premier PDG d'ARC. Il aurait été l'un des hommes-clefs du dispositif DGSE au Liban, et l'ami du banquier libanais Roger Tamraz, cité dans l'affaire de délits d'initiés Triangle-Péchiney (dont le scandale secoua le second

²⁰. Cf. Agir ici et Survie, *France-Cameroun. Croisement dangereux*, op. cit., p. 30.

²¹. Cf. *France-Zaïre-Congo*, op. cit., p. 126-127.

²². Du 02/05/1997.

²³. *L'affaire Soizeau*, in *LdC* du 29/09/1994.

septennat mitterrandien). Les “treize” ont ouvert un compte bloqué de 1,3 millions à la banque de Tamraz, la BPP (Banque de participations et de placements), liée selon Barril à la célèbre banque mafieuse BCCI²⁴.

L’ex-officier de gendarmerie Jean-Louis Chanas a succédé à Lefranc à la tête d’ARC, avant de fonder plusieurs autres sociétés de sécurité spécialisées dans la surveillance des champs pétroliers. Ancien responsable du service Action de la DGSE, il largement puisé dans ce vivier - le 11^e Choc. En plus de ces activités très lucratives, il a poussé l’amitié jusqu’à devenir administrateur du Fondo, le FSCE (Fondo sociale di cooperazione europea). Cette « banque de l’ombre », avec « un sigle trompeur, un statut hybride (entre Milan et Paris), une remarquable capacité à jongler entre les différents paradis fiscaux », a attisé la curiosité du journaliste Renaud Lecadre. Il s’étonne que les sociétés de Chanas, réputé très riche, aient « laissé une ardoise au Fondo²⁵».

Le Fondo a été créé par un autre “ami” des Services, à l’histoire tumultueuse : l’homme d’affaires franco-yéméno-marocain Ahmed Chaker, dit Charlie. Pour Roger Faligot et Pascal Krop, c’est carrément un agent de la DST, “traité” au plus haut niveau par le chef de cabinet du Directeur²⁶. C’est lui qui, vers la fin des années quatre-vingt, a créé l’Association pour le développement des relations arabo-françaises, point de départ de l’affaire “Conserver 21”. Non sans moyens : le siège de cette Adraf se trouve au n° 40 de la prestigieuse avenue Hoche, dans le même immeuble que la Fondation de France. Chaker est un ami personnel du roi Fayçal d’Arabie, de Saddam Hussein et de son ministre Tarek Aziz. Ancien responsable du service Action du Sdece, l’omniprésent général Jeannou Lacaze fréquentait les bureaux de l’Adraf, et il aurait travaillé pour elle. Dans ses nombreuses relations, Charlie compte encore l’ancien patron de la DST Yves Bonnet, les “Marocains” André Guelfi et Alain Afflelou, les ex-gendarmes Philippe Legorjus et Paul Barril, ainsi que tout un pan du football professionnel. Cela ne l’a pas empêché d’être mis en examen à plusieurs reprises pour abus de biens sociaux ou escroquerie, et emprisonné quatre mois à la Santé²⁷.

Selon *Libération*, Chaker « serait très lié avec la “cellule de Versailles”, une très discrète antenne de la DST spécialisée dans les relations avec les pays africains et moyen-orientaux, et diligentant des enquêtes et des opérations aux contours flous hors du territoire national²⁸». Une spécialité que ne goûte pas du tout la DGSE, et qui est peut-être la source d’une partie des déboires de Charlie.

Son Fondo sociale a agüiché un monde fou, notamment dans la franc-maçonnerie droitrière (GLNF, loge P2) ou parmi les “anciens” de la DGSE ou de la DST. Elle a “prêté” cinq millions au Parti républicain, ce qui vaut à François Léotard d’être mis en examen.

« Les services de renseignement français et les milieux de l’armement lient depuis longtemps cette affaire au méga-contrat Sawari II, d’un montant de 3,5 milliards de \$, par lequel la France a vendu en novembre 1994 des frégates [...] à l’Arabie Saoudite. [...] Il était prévu [*que le Parti républicain*] touche 10 % des “rétro-commissions” qui devaient revenir côté français. Selon plusieurs sources, une avance sur ces rétro-commissions, d’un montant de 50 millions FF, est [...] versée [*en avril 1995 - sur un total convenu de quelque 100 millions*] ²⁹».

Péto-renseignement

À cette échelle de jonglerie financiero-barbouzarde, on commence à se rapprocher d’Elf. Même si l’on s’en tient à l’objet déclaré de la compagnie (le pétrole), la majorité des décideurs français et même certains journalistes estiment pouvoir :

« Plaider que c’est grâce au **renseignement**, à la corruption, à la menace, au trafic

²⁴. Cf. *Guerres secrètes à l’Élysée*, Albin Michel, 1996, p. 99s.

²⁵. Renaud Lecadre, *Ce beau linge blanchi à la banque de l’ombre*, in *Libération* du 10/12/1998.

²⁶. *DST. Police secrète*, Flammarion, 1999, p. 439-440.

²⁷. Cf. Julien Caumer, *Les requins*, Flammarion, 1999, p. 260-263 et 275.

²⁸. Du 17/01/1992. Grâce à ses contacts, « en deux occasions, il aurait fourni de précieux renseignements sur des attentats terroristes dans la capitale » (*Libération* du 10/07/1996).

²⁹. *Corruption. Rétro-commissions Ryadh-Paris*, in *Le Monde du Renseignement* du 03/09/1998.

d'influence et au chantage que ce groupe public, [...] est devenu la première entreprise française, la huitième compagnie pétrolière du monde, dérangeant le cartel des sept majors anglo-saxonnes. [...] Expliquer aux professeurs de vertu que sans ces méthodes peu orthodoxes, Elf serait un groupe pétrolier de deuxième zone et que, pour son énergie fossile, la France dépendrait des étrangers. Rappeler enfin que les Américains utilisent tous les moyens pour casser cette dynamique³⁰».

Une version pétrolière du syndrome de Fachoda qui marche tout autant sur le corps des Africains que les versions politique ou militaire ! Mais y a-t-il une différence ? La “confession” de Loïk Le Floch-Prigent, ex-PDG d’Elf, explicite parfaitement le rôle de la compagnie en tant qu’« *officine de renseignement dans les pays pétroliers* », bondée « *d’anciens des services* », « *avec un certain nombre de véritables spécialistes qui sont en prise directe avec les services* ». C’est tellement le « *bras séculier* » de la France qu’« *il ne se passe rien dans les pays pétroliers, en particulier en Afrique, dont l’origine ne soit pas Elf*³¹».

Mais la symbiose s’est dérégulée, avec la décomposition du réseau Foccart, avec les guerres entre Services et à l’intérieur même des Services. André Tarallo, Charles Pasqua et Jacques Foccart tiraient les ficelles. Le Floch est convaincu que Foccart s’informait via ses relais chez Elf, des agents de la DGSE, puis les poussait à faire « *de l’intox* » auprès de la compagnie pétrolière qui les employait officiellement, et même du Président de la République. « *L’intox* » est l’un des métiers des Services. Toute une histoire de coups tordus conduit certains à intoxiquer jusqu’à leurs supérieurs légitimes. Au détriment de la France et de l’Afrique. Quant au bilan politico-financier de l’honorable correspondant Alfred Sirven, ces énormes masses d’argent, de manœuvre et de corruption gérées en “autonome”, toute l’eau de la “Piscine” suffit difficilement à empêcher qu’il n’explose à la tête du Service, et de la République³².

Elf n’en continue pas moins de placer à la tête du renseignement-maison d’anciens officiers de la DGSE :

« Le “Colonel” s’en va, un général arrive. [...] Officier issu des services secrets français et fidèle des fameux “réseaux Foccart”, M. [Jean-Pierre] Daniel, surnommé le “Colonel”, sera remplacé au 42^e étage de la tour Elf [à la tête du “service de sécurité”] par un autre membre de la confrérie du secret - et non des moindres : le général Patrice de Loustal, récent retraité [...] a dirigé le fameux service “Action” de la DGSE de 1993 à 1996, après en avoir longtemps été le second [...].

Premier président d’Elf, Pierre Guillaumat avait [...], dès le début des années 60, [...] doté le secrétariat général du groupe d’une “cellule de renseignement” non officielle [...]. La direction en avait été confiée à Guy Ponsaillé, ancien agent des services spéciaux, [...] chaudement recommandé par [...] Jacques Foccart. Constituée de transfuges de la “Piscine” (le Sdece), du contre-espionnage, voire du Quai d’Orsay, dotée de véritables unités d’action, sous la forme de sociétés de sécurité basées en France et au Gabon, cette structure parallèle devait encore accroître son influence sous la conduite du colonel Maurice Robert, ancien responsable des services secrets en Afrique, puis patron du “SR”, [...] la principale branche du Sdece. [...]

Devenu ambassadeur de France au Gabon en 1978, Maurice Robert [...] parraina l’entrée à Elf du colonel Daniel [...]. [Celui-ci] régnait sur une galaxie de “correspondants” plus ou moins honorables, dont on ne sait si elle coopérait ou concurrençait les structures officielles, service dans les “services”, comme il y a des “États dans l’État”³³».

Visitant ce “service” privé, les juges Joly et Vichnievsky ont découvert des

³⁰. Valérie Lecasble et Airy Routier, *Forages en eau profonde. Les secrets de « l’affaire Elf »*, Grasset, 1998, p. 185 (c’est moi qui souligne).

³¹. “Confession” de Loïk Le Floch-Prigent, *L’Express*, 12/12/1996.

³². Selon A. Routier (*Le bonjour d’Alfred*, in *Le Nouvel Observateur* du 15/07/1999), Alfred Sirven est « bien entendu » sous la protection « des services secrets français ». Le journaliste retranscrit l’auto-plaidoyer de Sirven, en quête d’amnistie : « s’il a détourné beaucoup d’argent, il l’a surtout redistribué », « il n’a jamais changé radicalement de train de vie », « un nombre important de cadres dirigeants d’Elf, qui ont su rester dans l’ombre, sont au moins autant compromis que lui ». Le même plaidoyer est distillé dans le roman à clefs de Christine Deviers-Joncour, *Relation publique* (Mazarine/Pauvert, 1999). Alfred Sirven se dit en quête d’une amnistie, qui serait surtout celle d’un système délirant.

³³. Hervé Gattegno, *L’étrange interpénétration des services d’Elf et de la France*, in *Le Monde* du 28/09/1997.

documents confidentiels et des “notes blanches” de tous les Services de l’État : DST, DGSE, Sécurité militaire, gendarmerie, RG (Renseignements généraux), police judiciaire ! On l’a dit, les deux juges ont aussi trouvé la preuve de l’engagement conjoint d’Elf et des réseaux dans l’interruption du processus démocratique au Congo-Brazzaville, dès 1991. Avec des mercenaires. C’est, en plus petit, la même configuration que celle qui stimula et prolongea tragiquement la guerre du Biafra. Ou qui, pendant vingt-cinq ans, a favorisé l’équilibre des forces (et de la terreur) entre les deux camps qui se déchirent l’Angola.

Schémas

Les hommes des Services contribuent fortement à informer-déformer les représentations des responsables politiques, tout particulièrement celles du chef de l’État. Je ne reviendrai pas sur l’américanophobie, dont Jean-Paul Cruse propose une forme virulente³⁴. Il faut y adjoindre le fantasme d’une « grande politique arabe », entretenu par des émules de Lawrence d’Arabie et des spécialistes de l’Islam : la France pourrait d’autant mieux développer son influence en milieu arabo-musulman que les Américains n’auraient jamais rien compris à la “mentalité des Arabes”. Dès lors que les États-Unis jugent infréquentable le régime soudanais, la France aurait toutes les raisons du monde de lui faire la cour.

Un promoteur anonyme du clan pro-Khartoum explique que si le président ougandais Museveni soutient les rebelles sud-Soudanais, c’est par crainte de l’expansionnisme arabe : « *Il y a une collusion de fait entre le lobby juif et le lobby noir, qui disent : “Nous faisons face aux mêmes dangers - l’expansionnisme du fondamentalisme arabe”* »³⁵. Et de dénoncer la « *diabolisation* » du Soudan, entretenue par des Égyptiens à la solde des Américains. La boucle est bouclée : Museveni et le Front patriotique rwandais (FPR) pilotent un lobby noir allié au lobby juif, lequel mènerait l’oncle Sam par le bout du nez... contre notre « grande politique arabe », en Irak, en Algérie, au Soudan, etc. Au bout de ce raisonnement, les Tutsis, les Noubas et les Dinkas peuvent rejoindre les Juifs parmi les victimes des idéologies génocidaires...

Chef des armées, le président de la République est le patron des Services, mais sa vision géopolitique est cultivée jour après jour par les notes qu’ils lui destinent. Au Caire, le 8 avril 1996, Jacques Chirac fait l’éloge d’une « *grande politique arabe* » et méditerranéenne de la France, où ni la démocratie, ni l’État de droit n’ont de place. Il prononce ce discours devant une carte hautement significative : l’Irak et le Soudan sont inclus dans les États arabes³⁶. En ces deux pays pourtant, aux frontières dessinées par la colonisation, les populations arabes sont nettement minoritaires. En leur nom, des dictatures sanglantes massacrent ou “normalisent” sans états d’âme les autres peuples et communautés linguistiques ou religieuses. Jacques Chirac préfère ne pas le savoir, lui qui, Premier ministre (1974-76), initia le surarmement de Saddam Hussein à fonds publics perdus.

Durant l’été 1996, il visite le Qatar. Pour mieux fourguer ses avions et ses chars, la France est liée par un accord de défense avec ce lointain émirat. Un journaliste décèle une nostalgie d’Empire dans la « *grande politique arabe* » du Président. Celui-ci sort alors le grand jeu : « *Je suis fier de l’Empire français et de ce que la France y a fait. Il faudra bien que tout le monde s’habitue à ce que la France défende à la fois ses intérêts et ses idées partout dans le monde* »³⁷.

Souvenons-nous que cet Empire français s’est édifié sur des préjugés et un apartheid raciaux, et que nombre de ses zéloteurs, à commencer par Lyautey, ont prôné la manipulation ethniciste. Les Services dressèrent ainsi en Indochine les ethnies minoritaires contre les indépendantistes d’Hô Chi Minh, ils attisèrent au Cameroun un racisme anti-Bamiléké. On trouve encore aujourd’hui de tels schémas. Parfois leurs colporteurs eux-mêmes en sont dupes.

³⁴. Voir p. xx-xx. Cf. aussi Agir ici et Survie, *Dossiers noirs* n° 1 à 5, p. 155-156, 198-200 ; *France-Cameroun*, p. 66-68 et 82-83. L’Harmattan, 1996.

³⁵. Propos recueilli par *The Middle East*, 02/1995.

³⁶. Cf. *Libération* du 09/04/1996.

³⁷. Cité par *Libération* du 09/07/1996. Il faudra bien que Jacques Chirac s’habitue, de son côté, à ce que « *le monde* » puisse s’offusquer de ce langage impérial.

Dans la région des Grands lacs, la DGSE, et plus encore la Direction du renseignement militaire, ont répandu le mythe des « Khmers noirs » tutsis, et l'ont diffusé dans les médias parisiens. Ils ont propagé le thème du « complot Hima-Tutsi », qui serait prouvé par un document apparu en août 1962 dans le Nord-Kivu. Ce pseudo-document joue pour l'antitutsisme le même rôle incendiaire que le Protocole des Sages de Sion pour l'antisémitisme³⁸. Les Tutsis se retrouvent englobés dans un groupe racial haï, les Himas, un peu comme les Juifs sont traités de Sémites. Pour mieux les transformer en boucs émissaires, on leur prête un plan machiavélique d'asservissement du monde, ou d'une partie du monde. Malgré (ou à cause) de son caractère grossier, cette falsification est un levain efficace d'extermination. Les Services en ont usé sans modération. Certains de leurs analystes parlent d'une « *légion tutsie* » enrôlée par l'Ouganda, ou « *des nostalgiques de l'empire tutsi* »³⁹. Plusieurs années après le génocide.

En Bosnie, une part notable des officiers de l'armée et des Services a témoigné d'une partialité serbophile - et anti-musulmane. Relié à la DRM, et plus spécialement à son ex-patron Jean Heinrich, le commandant Hervé Gourmelon a rencontré sur une longue période de 1997, en zone contrôlée par les soldats français, l'un des deux criminels les plus recherchés par le Tribunal pénal international de La Haye : Radovan Karadzic. Le *Washington Post* l'accuse même « *avec certitude* » d'avoir « *transmis des informations au sujet d'opérations de l'OTAN destinées à capturer Karadzic* ». Paris a admis que l'officier envoyait des rapports sur cette relation inavouable... L'affaire sentant le roussi, Gourmelon a été, en catastrophe, « *exfiltré* » de Bosnie début 1998⁴⁰.

Associée à des Dominic Yugo ou des Milorad Pesemic, la DST est encore plus mouillée. Elle n'hésite pas à faire mener des négociations avec le général Ratko Mladic par le général Pierre-Marie Gallois, qui reconnaît lui-même avoir envoyé « *une lettre d'encouragement à Radovan Karadzic* », le « *président* » bosno-serbe⁴¹. Mladic et Karadzic sont accusés de génocide par le Tribunal pénal international.

Le colonel Michel Castillon a fini sa carrière à la DRM. Puis il s'est mis à militer ouvertement au Front national⁴². Faut-il encore s'étonner si les informations distillées à l'exécutif par ce genre de « *service* » suivent si souvent une grille de lecture ethniste ?

La garde des Présidents

Auprès des chefs d'État françafricains, la DGSE ne se contente pas de déployer un « *conseiller-présidence* ». Elle forme aussi, fréquemment, des gardes présidentielles (GP) - trop claniques pour être publiquement instruites : au Togo, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Cameroun, au Tchad, etc. En 1998, elle met sur pied la garde présidentielle Cobra de Sassou-Nguesso, au Congo-Brazza⁴³. Selon un prêtre français vivant au Rwanda⁴⁴, « *deux semaines avant le génocide, qui a débuté sous l'impulsion de la garde présidentielle, l'officier français qui conseillait les tueurs de la GP a quitté précipitamment Kigali* ».

De 1990 à fin 1993, c'est un « *ancien* » de la DGSE, le colonel Didier Tauzin (alias Thibaut), qui a été le conseiller militaire du général Habyarimana⁴⁵. À l'époque, les instructeurs français vivaient dans les mêmes camps que les soudards se rodant aux premiers massacres. Revenu au Rwanda à la tête de l'un des régiments de *Turquoise*, le colonel Tauzin déclare en juillet 1994 qu'en cas d'offensive vers les positions françaises, « *nous tirerons dans le FPR, sans état*

³⁸. Cf. Jean-Pierre Chrétien, *L'empire HIMA/TUTSI*, manuscrit, 12 p., 17/08/1998.

³⁹. Propos cités par Jacques Isnard, *Une "légion tutsie" de quinze mille hommes, formée par l'Ouganda, aurait appuyé les forces rebelles, selon les services occidentaux*, in *Le Monde* du 13/05/1997.

⁴⁰. Cf. Hélène Despic-Popovic, *L'ange gardien français de Radovan Karadzic*, in *Libération* du 24/04/1998.

⁴¹. Roger Faligot et Pascal Krop, *DST. Police secrète*, Flammarion, 1999, p. 483.

⁴². Cf. Renaud Dely, *L'élu frontiste de Vitrolles donne des cours aux officiers*, in *Libération* du 18/09/1997.

⁴³. Cf. *Des officiers de la DGSE pour Sassou II*, in *La Lettre du Continent*, 12/03/1998.

⁴⁴. Cité par *Le Monde* du 01/04/1998.

⁴⁵. D'après C. Braeckman, *La France résolue à contenir la victoire du FPR*, in *Le Soir* du 05/07/1994, et Jean-Philippe Desbordes, *Qui est ce colonel qui veut casser du FPR ?*, in *Info-Matin* du 07/07/1994.

d'âme⁴⁶», et qu'il ne ferait « *pas de quartier*⁴⁷ ».

Paul Fontbonne, de la DGSE, a cornaqué le retour au pouvoir d'Idriss Déby. Il ne l'a pas lâché, malgré les massacres commis par la "Garde républicaine". Une vingtaine d'agents de la DGSE ont persisté à chaperonner cette Garde⁴⁸. En janvier 1996, par contre, la "Piscine" a donné au moins son feu orange au putsch du général nigérien Baré Maïnassara (un poulain de Jacques Foccart)⁴⁹, contre un président légitimement élu. Elle a donné carrément son feu vert au "débarquement" du président comorien Djohar, fin 1995.

En Centrafrique, le colonel Jean-Claude Manton (de la DGSE) manageait le général-président Kolingba. Paul Barril, qui ne l'aime guère, affirme⁵⁰ que Manton avait quadrillé Bangui avec 25 réémetteurs radio, reliés à 680 postes de radio portables payés par la Coopération, pour parfaire les écoutes téléphoniques⁵¹. Le colonel se serait aussi occupé de la "gestion" des diamants. Vindictif, Barril évoque « *de belles histoires de diamants baladeurs, en route dans un avion pour Rome et perdus dans le décor à l'époque du tandem Manton-Kolingba, qui commencent à remonter jusqu'à mes oreilles* ». Manton, qui fut de 1980 à 1993 une sorte de vice-roi d'Afrique centrale et l'un des architectes de l'alliance Paris-Khartoum, a été promu en 1997 général dans le cadre de réserve.

Action

Le millier de militaires du service Action de la DGSE provient du 13^e Régiment de dragons parachutistes (RDP) de Dieuze, en Moselle, et du 1^{er} Régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa), de Bayonne. Ces clandestins composent le 11^e Bataillon de parachutistes de choc (11^e Choc), créé en 1946, dont Foccart fut longtemps le « *patron hors hiérarchie* »⁵². Même si ce bataillon a écrit quelques-unes des pages les plus sombres de la guerre d'Algérie, la DGSE est très fière de ses commandos. Début 1994, par exemple, elle a convié Hachim Abou Saïd, le directeur des services de la sécurité extérieure soudanaise, à visiter les installations d'un détachement du 11^e Choc⁵³.

Les "jeunes anciens" de ce bataillon se sont encore illustrés lors du putsch de Bob Denard aux Comores⁵⁴. Mais les missions "spéciales" semblent tellement emplir l'horizon des stratèges qu'elles tendent à envahir l'ensemble de la "Force d'action rapide". Le Rwanda a servi de laboratoire :

« [Avant 1990], la Mission militaire de coopération (MMC) entretenait au Rwanda une trentaine d'experts. [...] Ce dispositif est progressivement monté en puissance [...] avec l'adjonction de nouveaux éléments, autrement appelés des Détachements d'assistance militaire et d'instruction (DAMI). Cette mission fut baptisée "Panda". Fin 1992, aux 30 premiers cadres relevant de la MMC se sont ajoutés 30 autres, puis 40 autres encore début 1993. Ces détachements provenaient en majorité de trois régiments constitutifs de la Force d'action rapide [dont] le 1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de marine [RPIMa]. [...] »

La tâche de ces nouveaux arrivants, dont le contrôle opérationnel a peu à peu échappé à la MMC [...], a carrément été d'appuyer les combattants des FAR [Forces armées rwandaises] à partir de deux camps d'entraînement installés dans des parcs proches de la frontière avec l'Ouganda. [...] Les hommes du 1^{er} RPIMa, qui sont entraînés à monter des opérations clandestines dans la profondeur d'un territoire et à s'y camoufler le temps de recueillir le renseignement, ont pour mission d'établir des contacts permanents avec les plus hautes autorités politiques et militaires à Paris qui gèrent les crises en Afrique. Quitte, au besoin, à s'affranchir de la chaîne

⁴⁶. Cité par François Luizet, *La France décide de s'interposer*, *Le Figaro*, 05/07/1994. .

⁴⁷. Cité par Jean Guisnel, *Mitterrand et Juppé rectifient le tir*, *Libération*, 06/07/1994.

⁴⁸. Fontbonne a été remplacé par le colonel Guillou. C'est Idriss Déby lui-même qui en 1998, sur un coup de colère, chasse la DGSE ("conseiller-présidence" et instructeurs).

⁴⁹. Ancien attaché militaire à Paris, il venait d'y achever un stage au collège interarmes de défense.

⁵⁰. *Guerres secrètes à l'Élysée*, op. cit., p. 112-115.

⁵¹. Cela s'est banalisé. Dans les capitales du "pré carré", la coopération barbouzarde ou policière a facilité la mise sur écoutes systématique de tous les téléphones et fax sensibles.

⁵². L'expression est du général Paul Aussaresses, fondateur de ce bataillon spécial. Jacques Foccart la fait sienne jusqu'à l'arrivée de Pompidou (*Foccart parle*, t. 2, Fayard/Jeune Afrique, 1997, p. 19). Officiellement, le 11^e Choc a été dissous en 1993, mais l'appellation continue de désigner le service Action.

⁵³. *France-Soudan : Les liaisons dangereuses !*, in *Nord-Sud Export* du 18/02/1994.

⁵⁴. Cf. Paul Guéret, *Affaire des Comores. Les secrets d'un coup tordu*, in *Le Point* du 06/01/1996.

des commandements.

Ce fut le cas au Rwanda, grâce à un fil crypté direct entre le régiment et l'Élysée, via l'état-major des armées et l'état-major particulier de l'Élysée⁵⁵.

« Les services spéciaux français officiels ont bloqué en 90 l'attaque des terroristes du FPR avec l'Ouganda, le travail de la DGSE. Un travail remarquable dont on peut être très fier dans cette première phase de guerre. Il y a eu du côté français des héros que l'on ne connaîtra jamais, des histoires extraordinaires de types qui ont pris des initiatives folles, qui ont fait des cartons à l'extérieur avec quelques hélicoptères seulement et quelques canons⁵⁶».

« À leur façon, les DAMI Panda ont servi de laboratoire à la mise sur pied, à partir de 1993, d'une nouvelle chaîne hiérarchique propre au renseignement et à l'action, avec la création, sous la tutelle directe du chef d'état-major des armées, d'un commandement des opérations spéciales (COS), intégrant notamment le 1^{er} RPIMa aux côtés d'autres unités⁵⁷».

Le 1^{er} RPIMa tout entier, et pas seulement lui, tend à se transformer en un "service Action" capable de guerres secrètes, non déclarées. Le Commandement des opérations spéciales (COS), branché sur l'Élysée, renforce le potentiel incontrôlé du domaine réservé. C'est ainsi que François Mitterrand a pu mener au Rwanda une guerre quasi privée. Comme dit Paul Barril, « *il y aurait matière à un livre sur l'héroïsme des Services Secrets au Rwanda, face à l'Ouganda et au FPR...*⁵⁸ ». Un tel livre conclurait peut-être que cet « héroïsme » a été fourvoyé. En tout cas, l'Élysée dispose désormais d'une sorte de Garde présidentielle, à son usage direct. C'est ce qui a permis à Jacques Chirac de faire la guerre au Congo-Brazzaville en se passant pratiquement de l'avis du gouvernement.

Hors ce "Panda" expérimental, on parle beaucoup désormais des CRAP (Commandos de recherche et d'action en profondeur), spécialisés dans le renseignement derrière les lignes ennemies. Selon le colonel Yamba, officier zaïrois réfugié en Belgique, ils étaient 500, venus de Bangui, lors de la guerre de 1996-97 au Zaïre. Mis au service du camp mobutiste, et, pour certains d'entre eux, déguisés en mercenaires...⁵⁹. On les a retrouvés fin 1999 aux côtés de Kabila, avant qu'une quarantaine d'éléments d'une autre troupe de choc, le 2^e REP, ne prennent le relais. De "jeunes anciens", encore. En congé sabbatique ?

Ceux que tout cela scandalise peuvent être rassurés - ou scandalisés selon leur tempérament : en Afrique francophone, écrit *La Lettre du Continent*, « les "Grands frères" de la DGSE [...] sont aussi bien aux côtés des chefs d'État que des chefs de l'opposition. C'est la version française du "Big Brother" qui permet d'être toujours du côté du vainqueur au pouvoir⁶⁰ ».

La DRM à l'offensive

Beaucoup moins connue que la DGSE, la Direction du renseignement militaire (DRM) est basée à Paris et Creil. Ses mille six cents agents se répartissent en deux catégories principales : des techniciens, spécialistes de l'interprétation des photos satellites ou des rayonnements électromagnétiques, et des analystes, dotés d'une connaissance pointue sur tel ou tel pays. Le COS lui procure un service Action sur mesures. Elle dépend directement du ministre de la Défense. Le livre d'André Rougeot et Jean-Michel Verne, *L'Affaire Yann Piat*⁶¹, est fondé sur un ou plusieurs témoignages d'officiers, liés semble-t-il à la DRM. Du coup, le ministère de la Défense a ordonné une enquête sur son propre service de renseignement. Il y a découvert des « réseaux », « nébuleuses » ou « filières ». Il a constaté que la DRM avait glissé du renseignement militaire au renseignement politique et stratégique,

⁵⁵. J. Isnard, *La France a mené une opération secrète, avant 1994, auprès des Forces armées rwandaises*, in *Le Monde* du 21/05/1998.

⁵⁶. Paul Barril, interview à *Playboy*, mars 1995.

⁵⁷. J. Isnard, *La France a mené une opération secrète...*, art. cité.

⁵⁸. *Playboy*, mars 1995.

⁵⁹. Cf. C. Braeckman, *À Bruxelles, la diaspora est à l'écoute*, in *Le Soir*, 03/02/1997.

⁶⁰. *L'Afrique au cœur des services secrets*, in *LdC* du 06/04/1995.

⁶¹. Flammarion, 1997.

voire à l'action psychologique et au soutien des entreprises françaises⁶².

Cela n'étonnera pas les lecteurs de Jean-Paul Cruse⁶³, selon lequel se mène « une guerre mondiale du renseignement qui bat son plein, et atteint un niveau d'intensité et de violence qu'on n'imagine pas », dans « la lutte pour d'importants contrats ». « Partout, la guerre économique court à la guerre tout court ». Manifestement, une partie de la DRM est imprégnée de cette idéologie. Quand, à force d'habitude, on parvient à décrypter la part du discours géostratégique français imputable respectivement à la DGSE et à la DRM, on s'aperçoit que la seconde est beaucoup plus obtuse, crispée dans un nationalisme primaire. Ce qui ne veut pas dire que la première fasse toujours le meilleur usage de sa lucidité...

L'Affaire Yann Piat et l'affaire Gourmelon ont compromis la brillante carrière militaire du fondateur charismatique de la DRM, le général Jean Heinrich. Démissionnaire, il a pu aller soutenir ouvertement une entreprise française exemplaire, le groupe Bolloré. Il était très proche de Philippe Jehanne, lui-même très proche de Michel Roussin, devenu le Monsieur Afrique de Bolloré. Un bout du réseau de l'ombre...

Jehanne, de son côté, a dû quitter le ministère de la Coopération en même temps que son ministre Roussin. Il est alors entré dans la société PHL Consultants de l'ancien gendarme Philippe Legorjus, avant de passer en "semi-retraite" en Bretagne. Thierry Desmarest lui a commandé durant l'été 1999 un rapport sur les réseaux africains d'Elf⁶⁴. De telles jonctions préparent le passage d'Elf sous l'écran Total.

Obscure DPSD

Également rattachée au ministère de la Défense, la Direction de la protection et de la sécurité de la Défense (DPSD) a été créée par décret le 20 novembre 1981.

«Elle remplace la Direction de la sécurité militaire. [...] Elle emploie environ 1 600 hommes, principalement recrutés parmi les sous-officiers et officiers de marine. Il s'agit du service le plus secret et le plus puissant de l'appareil d'État, puisqu'il dispose de pouvoirs d'investigation illimités.

Parmi ses attributions, la DPSD est maître des habilitations "Défense", et à ce titre, peut mettre instantanément un terme aux carrières civiles et militaires liées à la Défense. Elle est également en charge du signalement des trafics d'armes et des recrutements de mercenaires⁶⁵».

Parmi les professionnels vulnérables à un retrait instantané de l'habilitation "Défense", il y a les journalistes spécialisés dans la chose militaire. Ce qui relativise leur liberté d'expression.

On est assez inquiet d'apprendre, du Réseau Voltaire, les noms de deux anciens (?) officiers de cette "Sécurité militaire" : le bras droit de Jean-Marie Le Pen, Bruno Gollnisch, qui fut secrétaire général des Centres d'études et de recherches de la Défense ; et Bernard Courcelle, qui organisa et dirigea durant cinq ans la milice du Front national, le... DPS (Département protection sécurité). La proximité des sigles n'est pas anodine : les membres du DPS disent « *la* » DPS...⁶⁶

Bernard Courcelle a fait ses armes dans la "coloniale", au 6^e RPIMa. Passé à la DPSD, il s'y occupe « de la surveillance des trafics d'armes et des mercenaires⁶⁷ ». Ce qui ne l'empêche pas de passer par le Groupe 11, une société de mercenaires, laissée par la suite à son frère Nicolas, et qui fera parler d'elle : en 1996, elle est mêlée au recrutement de mercenaires français d'extrême-droite pour Mobutu ; en février 1999, elle a proposé ses "services" au ministre de l'Intérieur de Sassou

⁶². D'après Jean-Dominique Merchet, *Les militaires se renseignent sur le renseignement militaire*, in *Libération* du 16/10/1997.

⁶³. *Un corbeau au cœur de l'État*, Éd. du Rocher, 1998. Cf. chapitre 5 du présent ouvrage.

⁶⁴. Cf. *Philippe Jehanne et Prudence africaine...*, in *La Lettre du Continent* des 09/02/1995 et 14/10/1999.

⁶⁵. *La DPSD*, in *NIRV* du 01/03/1999.

⁶⁶. Cf. *NIRV*, 30/12/1998 et 01/09/1999. Les paragraphes qui suivent doivent beaucoup aux investigations courageuses du Réseau Voltaire. Cf. aussi Michel Sitbon, *De Mitterrand à Le Pen. Les aventures de Bernard Courcelle*, in *Maintenant* n° 28.

⁶⁷. Michaël Darmon et Romain Rosso, *L'après-Le Pen*, Seuil, 1998.

Nguesso, en visite à Paris⁶⁸.

Depuis 1985, le capitaine Bernard Courcelle est, selon ses dires, « *en réserve active* » de la DPSD. En 1986, il est chargé de la sécurité de la division Armement de l'entreprise Luchaire. En 1989, il est mêlé aux négociations qui visent à écarter Denard des Comores - sa sœur et son beau-frère travaillaient pour le "corsaire". En 1990, on lui confie la sécurité du musée d'Orsay, et par conséquent de sa conservatrice Anne Pingeot. La "seconde épouse" de François Mitterrand est l'une des personnes les mieux protégées de la République, sous la supervision directe du chef de la sécurité élyséenne Christian Prouteau. Courcelle affirme : « *Je m'occupais de préparer les visites souvent imprévisibles de François Mitterrand à Anne Pingeot* ». On suppose que le Président, gourmand d'écoutes et de renseignements, en savait beaucoup sur un tel homme.

En 1994, Jean-Marie Le Pen cherche un bon professionnel pour diriger son service d'ordre. Son ami l'ex-commissaire Charles Pellegrini (un ancien de la cellule élyséenne, mêlé à ses écoutes officieuses) lui recommande Bernard Courcelle. Sans transition, le protecteur d'Anne Pingeot devient le patron des paramilitaires du Front national - entre 1 700 et 3 000 hommes, issus pour une bonne part des commandos parachutistes, de la Légion étrangère, de la gendarmerie et de la police. On suppose que Le Pen n'a pas recruté un adversaire idéologique pour diriger sa garde présidentielle⁶⁹.

Fin 1998, lors de la scission Le Pen-Mégret, Courcelle penche pour le second, qui crée son propre service d'ordre, le DPA (Département protection assistance). Il fait cependant d'étranges allers-retours entre DPS et DPA, veillant à un judicieux partage des troupes et à leur réorganisation. Puis il file à Brazzaville, où on lui demande de diriger la garde présidentielle de Sassou II, "formée" par la DGSE. L'essai n'est pas concluant. Courcelle passe à Pointe-Noire, pour garder hors la guerre cette enclave pétrolière.

Le Congo-B étant de plus en plus nettement rattaché au domaine privé élyséen, on s'aperçoit que ce chef d'une milice d'extrême-droite ne s'est guère, en dix ans, éloigné du cœur du pouvoir. A-t-il jamais cessé d'être en service commandé ?

Nombre de militants et responsables du DPS sont partis comme mercenaires dans des expéditions autorisées ou encouragées par les plus hautes sphères de l'État : aux Comores en 1995, avec Bob Denard ; au Zaïre en 1996-97, avec Christian Tavernier ; au Congo-Brazzaville en 1997, 1998 ou 1999. Par ailleurs, la DPSD n'a pu ignorer les échanges militaires entre le noyau dur du DPS et la Tchétchénie. De quoi Bernard Courcelle était-il officiellement chargé à la DPSD ? De surveiller les trafics d'armes et les mercenaires. Et officieusement ? De créer Front sans Frontières ?

Le DPS apparaît comme un aquarium de vrais-faux mercenaires, destiné à permettre la conduite de guerres clandestines, avec la logistique et les finances de "sociétés de sécurité" périphériques - que j'évoquerai plus loin. Un peu comme certains policiers de la Brigade mondaine virent au proxénétisme, la DPSD serait passée de la surveillance des mercenaires à la gestion de leur vivier, sous un pseudonyme transparent.

En soi, un tel camouflage est un défi à la démocratie. En maints pays, Sécurité militaire = dictature. La DPSD est un "service" hypertrophié, d'autant plus opaque que la carrière professionnelle des journalistes habilités Défense est suspendue à son bon vouloir. Le super-contrôleur est mal contrôlé, pas plus par le quatrième pouvoir que par les trois premiers.

Le danger redouble lorsque la tenue de camouflage choisie est la chemise brune du racisme - une idéologie qui a valu à l'employeur du DPS, Jean-Marie Le Pen, plusieurs condamnations. Par ailleurs, le procureur de la République a ouvert une information judiciaire pour menace d'assassinat à l'encontre de Thierry Meyssan, président du Réseau Voltaire qui a révélé ces accointances nauséabondes.

⁶⁸. Cf. *La Françafrique*, p. 270, et *De la diplomatie sécuritaire* in LdC du 04/03/1999.

⁶⁹. « *Si ces informations sont avérées, alors cela voudrait dire que le président de la République [François Mitterrand] ne se serait pas contenté d'instrumentaliser le FN, mais qu'il aurait eu des relations plus qu'équivoques avec lui* », déclare le député vert Noël Mamère au *Parisien* (11/01/1999).

Il est significatif que le Parlement n'ait pu éviter de créer la commission d'enquête réclamée par ce réseau républicain. Assez de députés ont perçu le danger. Trop de députés cependant, vestales d'une déraison d'État, ont refusé les investigations qui s'imposaient : on leur a signifié sans doute qu'à trop gratter le (ou « la ») DPS, on mettrait à vif un D final, comme Défense, couvert par le Secret du même nom. Le rapport de la commission⁷⁰ est forcément accablant pour le DPS, compte tenu des éléments fournis par le Réseau Voltaire. Mais il se garde de mettre en cause la DPSD. Et il prétexte de la scission du DPS pour ne pas exiger sa dissolution : « les éléments les plus durs » auraient rejoint le DPA mégrétiste, qui n'était pas l'objet de l'enquête...

La DST se mêle d'Afrique, la police aussi

Je n'ai pu éviter de parler de la DST en évoquant la DGSE. Ce service n'est que théoriquement cantonné à la sécurité sur le sol français. Je cite à nouveau cet aveu stratégique du préfet Parant : « Nous “parlions” avec les services soudanais depuis le début de l'été 1993, pour trouver avec eux un espace de coopération comme nous le faisons avec beaucoup d'autres services étrangers⁷¹ ». Ainsi, des exilés tunisiens en France sont étroitement surveillés par le responsable des Services tunisiens à Paris, avec la coopération de la DST et des Renseignements généraux⁷².

Comme à la DGSE, des responsables de la DST se recyclent volontiers dans les sociétés de sécurité privée. L'ex-n° 2 Raymond Nart est passé à CS Security. Le commissaire de la DST Pierre-Yves Gilleron était l'ami du directeur de cabinet de François Mitterrand, Gilles Ménage. En 1987, il quitte la “cellule” sécuritaire de l'Élysée, rejoint la société SECRETS de Paul Barril, puis se met à son compte, tout en continuant de travailler discrètement pour Ménage⁷³. Il cultive son jardin françafricain au Rwanda et au Congo-Brazzaville, entre autres.

En 1960, Jacques Foccart et Michel Debré créent le Service de sécurité de la Communauté, qui devient en 1961 le Service de coopération technique internationale de police (SCTIP). Jusqu'en 1990, le SCTIP est “la chose” de la DST, qui le dirige. C'est son service extérieur. Elle y place ses hommes. « Dans des pays comme le Gabon, le Togo, la Côte d'Ivoire, ils créent des DST locales⁷⁴ ». Avec des résultats parfois sinistres. Depuis 1990, la séparation est plus nette.

Le SCTIP mène des missions conjointes avec la très pasquaïenne Sofremi, la société semi-publique de ventes d'armes du ministère de l'Intérieur. Objectif : “placer” du matériel de maintien de l'ordre subventionné par le Fonds d'aide et de coopération (FAC)⁷⁵. Lequel n'est pas trop regardant sur les prix.

Tenir les politiques

Si ce magma de Services est si peu contrôlable et contrôlé, c'est que les principaux décideurs politiques le veulent bien, à commencer par le Président, le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur. C'est aussi, plus souvent qu'on ne le pense, qu'ils doivent céder à toutes sortes de pressions et chantages. Il y en a eu d'énormes à propos du Rwanda, on les voit surgir à propos du conflit yougoslave et on les devine pour l'Algérie. Le Premier ministre Alain Juppé a ainsi été immédiatement écarté des dossiers brûlants. L'avertissement a été cinglant - un rebondissement de l'affaire Maillard et Duclos (une filiale rhônalpine de Lyonnaise des Eaux-Dumez) :

« Le 9 mai 1995, la commissaire des RG Brigitte Henri remet au juge de Bourg-en-Bresse Philippe Assonion une feuille de papier quadrillé, support de notes du PDG de Maillard, Robert Bourachot. On y lit notamment : “1,8 M en Suisse. Pour Juppé”. Lequel sera nommé Premier ministre deux jours plus tard. Le document

⁷⁰. Publié le 26 mai 1999, ce rapport a été totalement éclipsé par la guerre au Kosovo.

⁷¹. Dans *Valeurs actuelles* du 19/11/1994. Cité par R. Faligot et P. Krop, *DST*, op. cité, p. 422.

⁷². D'après *DST*, op. cité, p. 443.

⁷³. Cf. Yann Navarro, *Une loge P2 entre Élysée et extrême-droite*, in *L'Idiot International* du 19/12/1990.

⁷⁴. Cf. *DST*, op. cité, p. 405.

⁷⁵. Cf. par exemple, en janvier 1995, la mission conjointe à Ouagadougou de deux proches de Charles Pasqua : le directeur du SCTIP Jean-Louis Ottavi et le vice-président de la Sofremi Bernard Poussier (*Burkina Faso. Mission conjointe SCTIP/SOFREMI*, in *LdC* du 26/01/1995).

complet montre qu'il s'agit d'une allusion à une commission liée à la rénovation des Thermes de Vichy, un marché obtenu par Maillard & Duclos auprès de la Compagnie fermière de Vichy, concessionnaires des établissements de bains et dirigée par Antoine de Galambert.

Alain Juppé nie. De leur côté, les enquêteurs retrouvent le parcours de ce paiement (**c'est assez exceptionnel**) : la Banque continentale du Luxembourg (BCL), la banque parisienne Monte Paschi, une fiduciaire luxembourgeoise, des sociétés irlandaises et anglaises, enfin un compte bruxellois de la banque Duménil-Leblé⁷⁶».

Ce n'est pas « assez exceptionnel » : c'est tout à fait exceptionnel. Les enquêteurs ont été forcément « aidés » pour une remontée de parcours qui, normalement, peut prendre huit à dix ans (deux ans en moyenne par étape). On remarquera accessoirement que plusieurs tenants de cette affaire sont en relations parfois très étroites avec le réseau Pasqua, via Étienne Leandri : Robert Bourachot, Dumez, la BCL⁷⁷.

Autre problème : la faculté d'autonomisation croissante de certains secteurs des Services, abusant de leurs camouflages économiques et profitant de l'explosion des financements politiques. Dans un volet de l'affaire Elf, le rachat en Allemagne de la raffinerie Leuna et des stations Minol, 256 millions de francs de commissions ont transité par une société d'André Guelfi, domiciliée au Liechtenstein. Interrogé par la juge Joly, l'ancien directeur d'Elf Maurice Mallet reconnaît qu'Elf a payé cet ensemble pétrolier « *au moins trois fois trop cher* ». Une part de la confortable marge a servi à financer la CDU de l'ami Helmut Kohl. Selon le journaliste Gilles Gaetner⁷⁸, « François Mitterrand et Pierre Bérégovoy, à l'époque Premier ministre, ont été parfaitement informés de cette générosité à l'égard de la CDU ».

Le colonel Pierre Léthier, l'un des plus hauts responsables des services secrets, s'implique personnellement dans les transactions : 96 millions passent par ses comptes. Jusqu'en 1986, il a été un collaborateur proche de trois directeurs successifs de la DGSE : Alexandre de Marenches, Pierre Marion, le général Imbot. Il n'a jamais été mis en disponibilité : il appartient donc toujours à l'armée d'active, affecté au 44^e RI d'Orléans, une structure fantôme qui abrite le service Action de la DGSE.

Officier traitant d'Alfred Sirven, revenu apparemment à la vie civile, le colonel se reconvertit dans la vente d'armes, en Afrique et ailleurs. Son frère est directeur commercial du Giat, le premier fabricant d'armes français. Pierre Léthier reste en contact avec Sirven. Il gagne très bien sa vie : il possède une impressionnante demeure en Suisse, à Coligny, et une maison près de Johannesburg⁷⁹.

Ainsi, l'argent d'Elf détourné par Sirven était « branché DGSE ». Ou plutôt, un énorme pot commun pétrole-armes-DGSE permettait à une élite barbouzarde de s'affranchir financièrement, d'accroître ses moyens de corruption, et finalement de se moquer de tout contrôle démocratique.

C'est avec ce genre de système qu'« un groupe d'officiers de renseignements français, disposant de « correspondants » au sein des Renseignements généraux, de la magistrature, de la PJ et de la presse », peut aussi disposer « de très gros moyens⁸⁰ » et organiser un chantage sophistiqué à l'encontre du Président de la République.

Un possible contrôle ?

Résumons avec Jean-François Bayart : « Les Services français interviennent actuellement avec les mêmes approximations, le même rôle de l'imaginaire, les

⁷⁶ J. Caumer, op. cit., p. 208-217. C'est moi qui souligne.

⁷⁷ La BCL appartenait à... Nadhmi Auchy, représenté en France par Étienne Leandri. Questionnée le 18 mai 1995 par le juge Assonion, Brigitte Henri lâche un nom, celui d'Étienne Leandri, qui, selon elle, a pu servir de pont, à l'occasion, entre Robert Bourachot et des membres du cabinet de Charles Pasqua (cf. Jean-Paul Cruse, *Un corbeau au cœur de l'État*, p. 27). J.P. Cruse précise p. 109 : « Étienne Leandri connaissait bien Robert Bourachot. Ils avaient été en affaires... ». Auchy et le PDG de Dumez comptaient parmi les rares présents lors du service funèbre d'Étienne Leandri.

⁷⁸ *Le Roman d'un séducteur*, Jean-Claude Lattès, 1998.

⁷⁹ Cf. J. Caumer, op. cit., p. 244-251 ; K. Laske, *Elf : André Guelfi rattrapé par la Suisse*, in *Libération* du 18/09/1999 ; H. Gattegno, *L'ombre des services secrets plane sur le volet allemand de l'affaire Elf*, in *Le Monde* du 22/09/1999.

⁸⁰ J.P. Cruse, op. cit., p. 260.

mêmes circuits de financement⁸¹». Mais on a changé d'échelle. Il est plus que temps d'instaurer un contrôle parlementaire des services secrets. Les États-Unis ou l'Allemagne ont fini par admettre que les Services pouvaient manipuler le pouvoir exécutif, ou lui échapper.

Impensable en 1997, chez des députés écrasés par le « Surmoi V^e République », un tel contrôle est dans l'air du temps. La commission de la Défense a adopté le 23 novembre 1999 une proposition de loi visant à créer une délégation parlementaire pour le renseignement. « *Un pan entier de l'activité gouvernementale baigne dans l'obscurité la plus totale*⁸²», observe le député UDF Arthur Paecht, rapporteur de la proposition⁸³.

Celle-ci a suscité un tollé chez ses collègues de droite. Ils ont dénoncé le danger, voire l'inefficacité d'une telle loi. On devrait s'alarmer à Washington, Londres ou Berlin, où ce contrôle est passé dans les mœurs ! En tête des indignés, le député RPR Yves Fromion - un ancien de la DGSE, qui ne dédaigne pas le Front national. Le voilà délégué à l'action militante et aux DOM-TOM dans la nouvelle équipe de la présidente du RPR Michèle Alliot-Marie⁸⁴. Comme au temps de Foccart, l'Outre-mer sera bien gardé !

⁸¹. Jean-François Bayart. Entretien in *Les politiques de la haine - Rwanda, Burundi 1994-95, Les temps modernes*, juillet 1995.

⁸². Interview à *Libération* du 26/11/1999.

⁸³. Le ministre de la Défense Alain Richard, on l'apprend en février 2000, a promis que cette proposition de loi serait inscrite en cours d'année à l'ordre du jour de l'Assemblée.

⁸⁴. Cf. *La droite protège la barbouzerie*, in *Le Canard enchaîné* du 01/12/1999 et *Brochette de séguinistes dans l'équipe de MAM*, in *Libération* du 18/12/1999.

15. Le cas Barril

Paul Barril « n'a pas pu, pendant toutes ces années, de 1982 à aujourd'hui, traverser vivant tant de rideaux de flammes sans une "haute protection", qui ne doit pas seulement à la Sainte Vierge. Tout service de renseignements digne de ce nom - et les Français figurent aujourd'hui dans le gotha mondial - a besoin de "jokers", capables d'effectuer les tâches les plus ingrates et les plus dangereuses, qui sont aussi les plus utiles, sans engager de commanditaires institutionnels, en cas d'accident de parcours, toujours, sur le papier, envisageables ».

Jean-Paul Cruse, journaliste, plume de Paul Barril⁸⁵.

Quand il quitte en octobre 1983 la sécurité élyséenne et la "cellule antiterroriste", le capitaine de gendarmerie Paul Barril continue de fréquenter le conseiller spécial de François Mitterrand, François de Grossouvre. Dans son livre *Guerres secrètes à l'Élysée*, il le présente comme son ami intime⁸⁶. Ce fut au moins une espèce de mentor.

Paul et François II

François de Grossouvre n'est pas un personnage banal, si l'on en croit la fiche que lui ont consacrée les Renseignements généraux (RG)⁸⁷. En 1949, il s'impose à la tête de Maison Berger et Cie, la grosse entreprise sucrière de son beau-père, qui fait aussi dans l'anisette. Grâce aux Amitiés franco-chinoises, il se lance dans les affaires avec la Chine de Mao, puis adopte la même approche avec l'URSS. Tout cela dans une grande proximité avec plusieurs Services : la DST, les RG (Renseignements généraux) et le "Service 7" du Sdece - la future DGSE. Avec Jean-Pierre Lenoir, adjoint au chef du Service 7 (le célèbre Le Roy-Finville), il s'initie au trafic d'armes. En réalité Grossouvre, alias Monsieur Leduc, a été l'un des principaux dirigeants en France du réseau ultra-secret "Gladio" (Glaive), créé à l'initiative des Américains par le colonel du Sdece Pierre Fourcaud, pour organiser la résistance à une éventuelle invasion soviétique⁸⁸.

Toujours selon les RG, de Grossouvre était en lien avec la Banque romande de Joachim Fedelbaum, alias Jean-Pierre François : cet ami d'enfance de Roland Dumas, présenté comme le "banquier" de Mitterrand, ne cache pas son cynisme corrompueur ; sa banque suisse serait, d'après les RG, impliquée dans des trafics mafieux. De Grossouvre s'approche du pouvoir dans l'ombre de François Mitterrand. Il en devient le conseiller spécial à l'Élysée, et pénètre au cœur des mécanismes de financement des marchés d'armes : il faut passer par lui pour débloquer d'importants contrats avec le Gabon, le Maroc, le Liban, d'autres pays arabes et d'Amérique du Sud⁸⁹. Autrement dit, il accède à la tour de contrôle des faramineuses rétro-commissions qui, sur la quasi totalité des ventes d'armes, nourrissent les décideurs politiques français. Plus fort : c'est lui encore qui, en 1983, aurait parrainé la gigantesque opération « *Joséphine* » : une commission de plusieurs milliards de francs sur un prêt saoudien de 25 milliards de dollars.

François de Grossouvre est l'instigateur de la "cellule antiterroriste" de l'Élysée. Dès septembre 1981, il propose à François Mitterrand de créer des « réseaux spéciaux, rattachés directement à l'Élysée », à l'image des réseaux Foccart, pour remédier aux manquements du Sdece (bientôt rebaptisé DGSE). L'idée sera validée

⁸⁵. *Un corbeau au cœur de l'État*, op. cit., p. 264.

⁸⁶. *Guerres secrètes à l'Élysée*, Albin Michel, 1996.

⁸⁷. Citée par Alain Carion dans *De Mitterrand à Chirac : Les affaires. Dix ans dans les coulisses du pouvoir*, Plein Sud, 1996, p. 273-280.

⁸⁸. Outre la fiche RG, cf. Roger Faligot et Pascal Krop, *La Piscine*, Seuil, 1985, p. 192 et 351-352 ; *Guerres secrètes à l'Élysée*, op. cit., p. 123 et 145-148.

⁸⁹. Toujours selon les RG, François de Grossouvre travaillait avec son fils Patrick, PDG de Seditec-France à Caluire, lui-même en affaires avec l'URSS, avec le Libanais Gemayel et le président gabonais Omar Bongo. Le "filialisme" est une constante de la privatisation des relations franco-africaines : Jean-Christophe Mitterrand, Pierre-Philippe Pasqua, Éric Denard, etc.

après l'attentat de la rue Marbeuf, le 23 avril 1982. Mitterrand obtient ainsi à sa dévotion un véritable "service Action" - dont l'efficacité sera cependant rapidement compromise par d'innombrables luttes de chapelles⁹⁰. On s'étonne moins après cela que tant d'anciens de la "cellule" élyséenne se soient recyclés dans la prestation de services barbouzards à des présidences étrangères, singulièrement africaines : ils avaient été recrutés avec ce profil-là.

De Grossouvre, l'homme des secrets, a pris en affection le polyvalent Barril, devenu un "privé" après un accident judiciaire (l'affaire des Irlandais de Vincennes). Barril fonde sa société de sécurité, SECRETS (Société d'études, de conception et de réalisation d'équipements techniques), qui se transforme rapidement en un groupe polymorphe, employant plus de 150 personnes⁹¹. Grossouvre se met à recommander l'ami Paul auprès des chefs d'État africains⁹². Le statut imprécis du conseiller spécial de François Mitterrand permet à *Libération* de démentir *Le Canard enchaîné*, qui présente Paul Barril comme « envoyé par l'Élysée »⁹³. Mais la nuance est subtile. Grossouvre est resté dans les murs de l'Élysée jusqu'à sa mort. Personne n'était en mesure de supposer que ses recommandations ou suggestions ne venaient pas du sommet de l'État.

Il n'était pas le seul à recommander Barril. Ce dernier était aussi l'ami de Charles Pasqua : il a eu à partir de 1993 ses entrées au ministère de l'Intérieur, où on lui a facilité l'obtention de marchés de "sécurité" - en Centrafrique par exemple⁹⁴.

Attirant Rwanda

Aux débuts de SECRETS, Paul Barril a eu un temps pour associé son ancien collègue de l'Élysée, Pierre-Yves Gilleron. Les deux hommes ne pouvaient que se brouiller, compte tenu de la haine croissante entre leurs mentors élyséens, Grossouvre et Ménage. Gilleron fonde en 1990 une société concurrente, Iris Services.

Barril et Gilleron ont tôt "servi" le général Habyarimana. Dès 1990, avant même l'offensive d'octobre du FPR, le capitaine a effectué un audit de l'armée rwandaise⁹⁵. On imagine mal qu'une telle mission n'ait pas bénéficié, au moins, d'un feu orange élyséen.

Cette même année, Pierre-Yves Gilleron multipliait ses prestations à l'égard du régime rwandais. En liaison avec son ami élyséen Gilles Ménage, il aurait fait pression sur l'opposant rwandais Jean Barahinyura pour le dissuader de publier un ouvrage accablant contre Habyarimana⁹⁶. Selon Barril⁹⁷, Gilleron aurait protégé l'ambassadeur du Rwanda à Paris, accusé de trafic de drogue. Par ailleurs, « il offrait ses conseils avisés aux dirigeants rwandais pour la réorganisation de leur service de renseignement ». C'est lui encore qui aurait obtenu, avec le concours d'un Zaïrois résidant à Paris, Bele Calo, la fourniture au général Habyarimana d'un avion Falcon 50 - qui sera abattu le 6 avril 1994. Paul Barril cite à ce propos une lettre édifiante de son ex-associé au conseiller élyséen Thierry de Beaucé.

Hervé Gattegno et Corine Lesnes, du *Monde*, confirment le rôle d'intermédiaire joué par Bele Calo : « un personnage douteux », « qui eut plusieurs fois maille à partir avec la justice pour abus de confiance et escroquerie ». Intervient aussi, dans les tractations peu claires qui entourent l'octroi du Falcon 50, un « membre éminent du cabinet de François Mitterrand »⁹⁸. L'avion a coûté l'équivalent d'un an de coopération franco-rwandaise. Mitterrand aurait imposé ce cadeau, financé sur les réserves spéciales du ministère de la Coopération, contre l'avis de son ministre des

⁹⁰. Cf. *Guerres secrètes à l'Élysée*, op. cit., p. 152-153, en un passage où l'auteur paraît fiable.

⁹¹. Chiffre annoncé par Paul Barril dans *Playboy* de mars 1995, pour l'ensemble des 5 sociétés du groupe SECRETS. Certaines estimations parlent de deux fois plus. De toute façon, avec les rémunérations et commissions qu'il percevait de chefs d'État africains ou arabes peu habitués aux factures, Paul Barril peut, s'il le souhaite, compléter ses effectifs officiels par des contractuels non déclarés.

⁹². Selon S. Smith, *Habyarimana, retour sur un attentat non élucidé*, in *Libération* du 29/07/1994.

⁹³. Ibidem.

⁹⁴. Cf. Patricia Tourancheau, *Capitaine multicarte*, in *Libération* du 09/03/1995.

⁹⁵. Selon H. Gattegno, *La "boîte noire", le Falcon et le capitaine*, in *Le Monde* du 08/07/1994, et S. Smith, *Habyarimana, retour sur un attentat non élucidé*, art. cité.

⁹⁶. Cf. Y. Navarro, *Une loge P2...*, article cité.

⁹⁷. *Guerres secrètes à l'Élysée*, op. cit., p. 111.

⁹⁸. *Rwanda : l'énigme de la « boîte noire »*, in *Le Monde* du 28/06/1994.

Finances Pierre Bérégovoy⁹⁹.

Cette affaire du Falcon, fourni avec son équipage via une société-écran du ministère de la Coopération, la Satif, paraît receler des secrets fort dérangeants. Dans son livre *Guerres secrètes à l'Élysée*, qui est aussi une arme, Paul Barril distille comme des menaces de révélations : selon lui, le pouvoir français chercherait « à cacher les conditions d'achat de l'avion, les fonds de la Satif, le double jeu de certains avec le FPR tutsi, grand bénéficiaire de cet attentat¹⁰⁰».

Cette phrase-clef - ou à clefs - est située à la même page que celle où Paul Barril démontre l'impossibilité du "suicide" de Grossouvre - laissant ainsi clairement entendre que la mort de son ami a à voir avec les secrets d'État franco-rwandais.

Le printemps du génocide

Selon Stephen Smith, Paul Barril retourne deux fois à Kigali après l'attentat contre l'avion d'Habyarimana, qui déclenche le génocide : « le 27 avril lorsqu'il remonte le drapeau sur l'ambassade de France et, à nouveau, à la mi-mai. Il est alors accompagné de Léon Habyarimana, l'un des fils du président qui, cependant, reste en sécurité à Gisenyi [...]. Paul Barril mène son enquête, mandaté par la veuve Habyarimana¹⁰¹».

Cette dernière a nettement plus contribué que son mari assassiné à la dérive extrémiste du régime, représentée par la Radio des Mille Collines¹⁰². Mais elle restait *persona grata* : le président Mitterrand l'a fait rapatrier en France, l'a accueillie avec des fleurs, et lui a fait remettre un pécule. On peut se demander pourquoi elle avait besoin d'argent si elle a pu, quelques jours plus tard¹⁰³, se payer un détective privé aussi coûteux que Barril... à moins que celui-ci ne se soit mis gracieusement au service de la veuve.

Devant témoin à Kigali, l'attaché militaire Bernard Cussac (camarade de promotion de Paul Barril) affirme qu'on a « trouvé la boîte noire »¹⁰⁴, l'enregistreur de vol - en réalité de couleur orange. Pourquoi, dès lors, la mise en scène du 23 juin 1994, où Paul Barril montre au journaliste Hervé Gattegno, du *Monde*, une « boîte noire » de couleur noire (en réalité un vulgaire instrument de navigation), et quantité d'indices matériels - qui ne seront jamais exploités par la justice ? Le scoop remplira plus d'une page du quotidien, le 27 après-midi, et fera l'ouverture des journaux télévisés en soirée. À la trappe les articles du *Soir* de Bruxelles dans lesquels, les 17, 22 et 24 juin, Colette Braeckman évoquait la participation de Français à l'attentat !

Dans son livre¹⁰⁵, Barril indique :

« J'ai récupéré environ 80 kilos de pièces calcinées de l'avion, des boîtiers électroniques, des enregistreurs de vol, des bandes magnétiques. Je me suis rendu, également, sous un tir intense de mortier de 120 mm du FPR, à l'aéroport de Kigali pour récupérer aussi des documents originaux : carnets de l'aéroport, rapports de la météo, fax, télex, ainsi que douze bobines d'enregistrement des vols du jour fatidique. Plus tard, avec l'aide de militaires fidèles, j'ai récupéré les lanceurs des deux missiles meurtriers, trouvés aux alentours d'une zone surveillée par l'armée belge. J'ai aussi réuni quatre-vingts témoignages, directs et précis, avec les enregistrements vidéo de personnes qui virent le départ des missiles et leurs impacts sur la carlingue de l'avion présidentiel. J'ai aussi les plans des lieux, avec

⁹⁹. Selon *Jeune Afrique* du 04/08/1994 (*Qui a tué Habyarimana ?*).

¹⁰⁰. *Guerres secrètes à l'Élysée*, op. cit., p. 178. La fin de la phrase rejoint une piste inattendue explorée par certains journalistes : dans l'attentat contre l'avion d'Habyarimana, il y aurait eu connivence entre le FPR et un réseau franco-africain... Une hypothèse parmi beaucoup d'autres. Dans le même sens, selon le journal canadien *National Post* (01/03/2000), les enquêteurs du Tribunal international d'Arusha ont reçu des témoignages accusant de l'attentat un commando du FPR - qui aurait eu forcément besoin de complicités pour tirer des missiles depuis un territoire ennemi.

Le directeur de la Satif, refusant de répondre à des questions trop précises du *Monde* (28/06/1994), lui a déclaré : « Nous n'aimons pas que l'on se mêle de nos affaires. Nous ne sommes pas aux États-Unis »...

¹⁰¹. S. Smith, *Habyarimana, retour sur un attentat non élucidé*, art. cité. Même affirmation dans H. Gattegno et C. Lesnes, *Rwanda : l'énigme de la « boîte noire »*, art. cité.

¹⁰². Même Jean-Paul Cruse, proche de Barril, admet qu'elle était « liée au clan des "durs" hutus de l'Akazu », le premier cercle du régime (*Un corbeau au cœur de l'État*, op. cit., p. 264).

¹⁰³. Le 6 mai, date du « mandat d'investigation et de recherches » confié par Agathe Habyarimana au capitaine Barril. Cf. H. Gattegno et C. Lesnes, *Rwanda : l'énigme de la « boîte noire »*, art. cité.

¹⁰⁴. Propos rapportés par S. Smith, *Habyarimana, retour sur un attentat non élucidé*, art. cité.

¹⁰⁵. *Guerres secrètes à l'Élysée*, op. cit., p. 177.

l'emplacement présumé des tireurs¹⁰⁶».

Paul Barril en rajoute probablement. Mais il a eu manifestement carte blanche pour évoluer en avril et mai parmi les forces qui commettaient le génocide, et recueillir dans des endroits stratégiques des éléments hautement sensibles. Il fallait le feu vert des organisateurs du génocide, et le feu orange de Paris, qui a pour le moins laissé faire.

Le capitaine ne se contentait pas de faire du renseignement. On a vu qu'il supervisait une partie des achats d'armes du gouvernement génocidaire. Sur une photo qu'il a montrée au *Monde*, il pose à côté d'une pièce d'artillerie¹⁰⁷. Rappelons qu'en fait, pendant le génocide, Paul Barril est payé par le Gouvernement intérimaire rwandais pour former des soldats d'élite, dans le cadre d'une l'opération « insecticide » destinée à éliminer les « cafards » tutsis¹⁰⁸.

Il ne peut se départir d'une (auto-)fascination pour les commandos du service Action de la DGSE, dont il a partagé la formation, avant de la transmettre : « J'ai initié et entraîné des générations de nageurs de combat un peu partout, jusque [...] dans d'immenses lacs africains¹⁰⁹».

Écoutons, en stéréo, comme il raconte son premier retour à Kigali en avril 1994 :

« Comme j'étais le conseiller du président Habyarimana depuis des années, le chef d'état-major, celui qui faisait fonction de ministre de la Défense s'est naturellement tourné vers moi. Je suis arrivé en hélicoptère [...]. Mon premier réflexe a été de courir à l'Ambassade de France remonter le mât des couleurs [...]. Pour les Rwandais, déclarer que mon domicile serait l'Ambassade a été un choc psychologique très fort. [...] Ce qui s'est passé au Rwanda permet à des privés comme moi, qui ne représentent leur pays qu'à titre privé, de montrer qu'on n'abandonne pas des gens qui vous ont fait confiance et qui parlent français¹¹⁰».

On notera la redondance du mot « privé », là où Barril se targue d'accomplir les objectifs cardinaux de la politique africaine de la France, revendiqués aussi bien par l'Élysée que par Matignon et le Quai d'Orsay (« montrer qu'on n'abandonne pas les gens qui vous ont fait confiance et qui parlent français »).

Me Luc De Temmerman, avocat de la famille Habyarimana et d'une partie des hauts responsables présumés du génocide, « défend » aussi Barril :

« Le capitaine Barril a essayé d'aider le gouvernement rwandais, à la demande de ce dernier. Il n'a rien commis d'illégal à ma connaissance. [...] Ses hommes ont participé un tout petit peu à l'organisation dans une situation de guerre. Augustin Bizimungu [*le chef d'état-major des FAR*] m'a confirmé que cette guerre, on a essayé de la faire proprement. Les milices ont fait des massacres, tout le monde l'a vu. C'est une situation assez normale dans une situation de guerre qui durait depuis quatre ans¹¹¹».

Ainsi, le capitaine Barril aurait travaillé « un tout petit peu » à organiser une armée qui organisait le génocide¹¹². Le chef de cette armée, le général Bizimungu, s'entretenant en juin 1994 avec le rapporteur spécial de l'ONU, René Degni-Segui, « a expliqué que les autorités rwandaises pourraient faire appel aux populations pour qu'elles arrêtent les exactions [*le génocide des Tutsis*], et que les populations les écouterait, mais que la conclusion d'un accord de cessez-le-feu était une condition préalable à un tel appel¹¹³».

Autour d'un avion abattu

¹⁰⁶. Paul Barril a indiqué au *Monde* (28/06/1994) que « tous les éléments en [sa] possession seront mis à la disposition des instances internationales dès qu'une enquête sera ouverte ». Jusqu'ici les « instances internationales » ne se sont pas montrées plus curieuses que la justice française.

¹⁰⁷. Cf. H. Gattegno et C. Lesnes, *Rwanda : l'énigme de la « boîte noire »*, art. cité.

¹⁰⁸. Cf. Human Rights Watch et FIDH, *Aucun témoin ne doit survivre*, Karthala, 1999, p. 774-775. Ce « détail » de l'histoire franco-rwandaise n'avait jamais jusqu'alors transpiré dans la presse française.

¹⁰⁹. *Guerres secrètes à l'Élysée*, op. cit., p. 245-246.

¹¹⁰. *Playboy*, mars 1995.

¹¹¹. Propos cité par Marie-France Cros, *L'avocat de la famille Habyarimana mécontent*, in *La Libre Belgique* du 11/09/1995.

¹¹². Comme le démontre *Aucun témoin ne doit survivre*, rapport cité.

¹¹³. Extrait du Rapport du 28/06/1994 de René Degni-Segui, publié à Genève par la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

Paul Barril s'est montré très concerné par l'attentat du 6 avril. « Des témoins assurent l'avoir vu à Kigali avant l'attentat¹¹⁴ ». Lui-même ajoute dans son livre : « J'ai appris le décès » de François de Grossouvre, le 7 avril 1994, « sur une colline perdue au centre de l'Afrique ». Jean-Paul Cruse ajoute : « il était en Afrique, et je pense, pour ma part, au Rwanda, dans la période précédant, et suivant l'attentat du 6 avril¹¹⁵ ».

Colette Braeckman, du *Soir*, confirme quatre ans après les éléments-clefs de son enquête sur place, en 1994¹¹⁶:

« L'attentat fut cependant une opération minutieusement préparée : dès le matin du 6 avril, des militaires avaient pris position sur la colline de Massaka, d'où partirent les deux missiles, dans une zone où seule avait accès la garde présidentielle. Un témoin nous confia que ces militaires, Noirs et vêtus de l'uniforme rwandais, portaient leur béret de l'autre côté, "à la française". Dans les semaines précédentes, des soldats antillais avaient été vus à Kigali, portant l'uniforme rwandais.

Le tir lui-même fut l'œuvre de spécialistes : pour réussir à abattre la cible - en tirant deux missiles coup sur coup -, il fallait savoir que l'avion présidentiel était doté d'un leurre que seul le deuxième coup, presque simultané, pouvait rendre inopérant. [...]

Les corps de deux gendarmes du GIGN, spécialistes des écoutes radio, furent retrouvés près de l'hôtel Méridien, tandis que, selon le témoignage qui devait nous parvenir, deux membres du DAMI auraient pris part à l'attentat.

Plusieurs témoins ont vu des militaires blancs - certains portaient l'uniforme des casques bleus belges - quitter la zone de Massaka, tandis qu'un Rwandais établi près de l'emplacement d'où furent tirés les missiles nous montra dans sa parcelle l'endroit où, disait-il, un Européen avait été enterré ! [...]

Plusieurs dirigeants du Front patriotique [...] se trouvaient à Kigali le 6 avril, en grand danger (risque qu'ils n'auraient pas couru s'ils avaient été au courant des projets d'attentat). [...] Le colonel Bagosora, considéré comme le cerveau du génocide, affichait un état de panique. [...] On peut supposer que seul un très petit nombre de personnes était dans le secret ».

Fin 1999, cela autorisait encore les hypothèses les plus contradictoires. Colette Braeckman a recoupé plusieurs sources, dont une note des Services de renseignement belges (SGR) datée du 22 avril 1994 :

« Selon l'un des informateurs du SGR, "les missiles venaient de France ; ils ont été stockés à l'ambassade du Zaïre à Bruxelles et, accompagnés par le fils du président Mobutu, ils sont partis en avion d'Ostende". [...] L'attentat aurait été un coup monté par le président Mobutu, et les missiles, achetés en France, auraient été acheminés en camion sur Ostende puis envoyés par vol cargo (probablement par la compagnie Scibe) vers Kinshasa puis Goma. Au Kivu, les missiles auraient été réceptionnés par la Division spéciale présidentielle et mis en place à Kigali début avril.

Un témoin indépendant, connu par le SGR (et par nous-mêmes) affirme d'ailleurs avoir vu passer dans la ville rwandaise de Gisenyi, le 4 avril 1994, deux camions bâchés venant de Goma et accompagnés par la garde présidentielle rwandaise¹¹⁷ ».

Cette piste concorderait avec l'hypothèse, maintes fois émise, selon laquelle les missiles - SAM 16 ou SAM 7 - auraient été pris à l'Irak par la France durant la guerre du Golfe. Comment auraient-ils été extraits des stocks ? Un témoin a rapporté à Patrick de Saint-Exupéry, du *Figaro*¹¹⁸, un propos de son ami le marchand d'armes Dominique Lemonnier (très probablement en cheville avec les Services français), entre novembre 1993 et février 1994. Selon Lemonnier, on lui a demandé de fournir deux missiles sol-air. Il n'a pas donné suite. La commande semblait émaner d'un proche de Barril. Après le refus de Lemonnier, elle avait été, à sa connaissance, formulée auprès d'une société autorisée d'exportation de matériel de

¹¹⁴. Selon Colette Braeckman, *La boîte noire de l'avion rwandais retrouvée*, in *Le Soir* du 28/06/1994.

¹¹⁵. *Un corbeau au cœur de l'État*, op. cit., p. 264.

¹¹⁶. *Le mystère de l'attentat qui fit basculer le Rwanda*, 07/04/1998.

¹¹⁷. C. Braeckman, *L'attentat contre Habyarimana : un détour par la Belgique*, in *Le Soir* du 21/04/1998.

¹¹⁸. *France-Rwanda : dangereuses liaisons*, 31/03/1998.

guerre.

Le “suicidé” du 7 avril

François de Grossouvre est retrouvé suicidé dans son bureau de l'Élysée le 7 avril en fin d'après-midi, peu avant 20 heures - à peine 24 heures après l'attentat contre l'avion du président Habyarimana. Informé de cet attentat dans le même bureau, le mentor de Barril se serait écrié : « *Les cons ! Ils n'auraient tout de même pas fait ça !* »¹¹⁹. Moins d'une heure avant son “suicide”, Grossouvre envoie un bouquet et une carte à son ami Georges Rawiri, vice-Premier ministre du Gabon, et haut dignitaire de la GLNF, qu'il devait rejoindre à dîner : « Chers amis, je me réjouis d'être avec vous ce soir, comme convenu »¹²⁰.

Puis un chargé de mission de l'Élysée aurait demandé au garde du corps de Grossouvre, un gendarme du GIGN, d'aller « *porter un pli urgent* »¹²¹. Un coup de feu mortel est tiré, avec un 357 Magnum. Dans la rue, selon Barril, « le garde républicain de service, juste sous la fenêtre non insonorisée, n'a “rien remarqué de particulier” ni rien entendu »¹²².

Jean-Paul Cruse, la plume de Barril, complète le tableau :

« Grossouvre, qui était un homme de renseignement, et un patriote, étouffait de haine contre la corruption du clan Mitterrand. Risquait-il, dans ces conditions, de commettre une imprudence ? S'il a été tué, ce qui reste, aujourd'hui, on le sait, la conviction de sa famille, il n'a pu l'être que par des proches, connaissant parfaitement le système de sécurité de l'Élysée, notamment les voies d'accès par les égouts, et les faiblesses du vieux soldat¹²³, et qui ont dû l'abattre, à ce moment, dans l'urgence, et la mort dans l'âme, pour éviter qu'il ne parle...¹²⁴ ».

Antoine de Galambert, patron de la Compagnie fermière de Vichy, a affirmé au juge Assonion que François de Grossouvre avait touché une part des commissions dégagées par la rénovation des Thermes de Vichy. C'est la perspective d'être convoqué par le juge qui pourrait expliquer son suicide. Et Galambert d'ajouter que les commissions destinées à de Grossouvre « *avaient été versées à la demande de François Mitterrand lui-même, afin de subvenir à certaines dépenses liées à l'entretien de sa fille Mazarine* »¹²⁵.

L'ancien directeur de la DGSE, Pierre Marion, estime que le suicide de Grossouvre « *est peu vraisemblable* », car « *il était en pleine forme* »¹²⁶. Dans son livre *Mémoires de l'ombre*¹²⁷, il relate une confidence du conseiller élyséen : François Mitterrand menait, « *avec la complicité d'un de ses amis ministre jusqu'en 1993* », des « *opérations financières douteuses* » qui « *seraient liées à l'avenir de Mazarine* ». Selon Marion, de Grossouvre « *semble avoir été l'un des rares à avoir percé le secret de la pointe de diamant des affaires louches* »¹²⁸.

Munitions

« J'ai hérité de quelques-uns des secrets de François de Grossouvre¹²⁹ », se flatte Barril. Pour cela, et surtout pour le reste - son engagement dans le camp du génocide -, il aurait dû être auditionné par la mission d'information parlementaire sur le Rwanda. Selon un député, avec « *les agents de la DGSE et les individus comme Barril, c'est le mystère. Nous ne savons pas s'ils seront autorisés à témoigner si jamais nous souhaitons les entendre. Pour ceux-là, le feu vert de l'Élysée et de Matignon sera délivré au cas par cas* »¹³⁰.

¹¹⁹. Selon C. Braeckman, *Rwanda : un autre avion dans la cible*, in *Le Soir* du 29/03/1996.

¹²⁰. *Guerres secrètes à l'Élysée*, op. cit., p. 175. Version confirmée par *La Lettre du Continent* (Gabon. Georges Rawiri et François de Grossouvre, 02/06/1994).

¹²¹. Ibidem p. 124.

¹²². Ibidem p. 178.

¹²³. Des proches, donc, de la cellule de sécurité élyséenne.

¹²⁴. *Un corbeau au cœur de l'État*, op. cit., p. 262.

¹²⁵. J. Caumer, op. cit., p. 216. Mazarine Pinget dément véhémentement ce genre d'imputations.

¹²⁶. Interview au *Figaro* du 15/09/1999.

¹²⁷. Flammarion, 1999.

¹²⁸. Interview au *Figaro* du 15/09/1999.

¹²⁹. *Guerres secrètes à l'Élysée*, p. 130.

¹³⁰. Cité par *Le Monde* du 21/04/1998.

Barril, couvert par le secret-défense au même titre que les fonctionnaires de la DGSE ? Son “nègre” Jean-Paul Cruse vend la mèche dans les deux phrases citées en exergue : il parle de « “haute protection” », de ces « “jokers” » employés par les Services français, « capables d’effectuer les tâches les plus ingrates et les plus dangereuses, qui sont aussi les plus utiles, sans engager de commanditaires institutionnels ». Ces commanditaires existent pourtant, à commencer par le patron de la DGSE, Jacques Chirac. Manifestement, il n’a pas donné le feu vert à l’audition de Barril par la mission d’information. L’eût-il voulu qu’il n’aurait peut-être pas osé.

Car le supergendarme n’a cessé d’exhiber ses nombreuses “munitions”. Autrement dit ses moyens de chantage. Jean-Paul Cruse a longuement raconté comment la mouvance politico-barbouzarde où évolue cet officier très spécial a su brider Jacques Chirac : par un chantage aux numéros des comptes suisses du RPR, distillés au juge Halphen. Si cela n’avait pas suffi, Barril peut puiser dans le stock de commandes invouables qu’il a reçues depuis presque deux décennies, de la gauche ou de la droite, et dans les lièvres levés au passage. Un jour qu’on le “cherchait” un peu trop sur une préparation de coup d’État au Qatar, il a fait passer le message : « *On a une grenade qu’on est prêt à dégoupiller s’il le faut. Barril connaît toutes les commissions versées, tout l’argent sale qui a circulé entre la France et le Qatar*¹³¹ ».

Il peut aussi compter sur les informations récoltées en convoyant les prostituées de luxe procurées aux plus hautes personnalités. Une mission de confiance. On a pu en savoir davantage lors du procès de leurs proxénètes, au terme d’une instruction menée par un juge téméraire, Frédéric N’Guyen :

« Selon des témoins, Paul Barril [...] a “arrangé l’entrée de filles marocaines en France” et les a réceptionnées à l’aéroport de Marignane, l’été 1995, pour l’émir du Qatar, à sa villa Al Rayan à Cannes. Mouna, qui y a passé deux mois en 1993, a affirmé que, “deux fois, Paul Barril lui avait remis l’argent dans les bureaux de sa société avenue de la Grande-Armée à Paris”.

Soumaya a rapporté que le capitaine Barril lui a proposé en 1992 au bar *Le Churchill*, avenue d’Iéna, de “travailler pour lui et d’obtenir des informations sur l’oreiller, contre 50 000 F par mois. Il devait me présenter des personnalités françaises et étrangères. Il m’a dit que c’était risqué. J’ai refusé”. Alors qu’il était en garde à vue à la brigade de répression du proxénétisme, Paul Barril avait juré qu’en “douze ans, il n’a jamais vu de prostituées présentées à l’émir et n’a jamais été sollicité pour en trouver”. Comme le juge Frédéric N’Guyen n’a jamais reçu l’autorisation du parquet d’explorer les arrivages de Marocaines imputés au capitaine les étés 1995 et 1996, Barril n’a pas été inquiété¹³² ».

De fait, malgré ses innombrables infractions au droit international, Paul Barril n’a jamais été inquiété. On ne lui a jamais “retiré son permis”. Sa société SECRETS, explique-t-il, « *a une habilitation militaire, puisqu’elle travaille sur des sites à points sensibles*¹³³ ». Elle se voit régulièrement chargée de la surveillance de l’hôtel de Crillon, haut lieu de rencontres officieuses, et poste d’observation de premier ordre : une forme d’habilitation politique.

Paul Barril affiche un soutien enthousiaste au président Jacques Chirac¹³⁴, après avoir encensé Édouard Balladur¹³⁵. Il « est proche, politiquement, de Charles Pasqua. [...] Il s’entend bien avec Yves Bertrand, l’inamovible patron de la DCRG [*Direction centrale des Renseignements généraux*], ainsi qu’avec Daniel Leandri, il admire [...] Jean-Charles Marchiani¹³⁶ ». Yves Bertrand est un atout-maître, l’un des personnages les plus puissants de la République. Il dispose potentiellement de tels moyens de

¹³¹. Cité par Jean-Pierre Perrin et Stephen Smith, *Le capitaine Barril mercenaire au Qatar*, in *Libération* du 29/01/1996. Le “message” a déjà été inséré dans *La Françafrique*, mais l’image de la grenade est trop parlante pour en priver le lecteur à ce stade de l’exposé.

¹³². Patricia Tourancheau, *Filles piégées dans les soirées tarifées de la haute*, in *Libération* du 24/11/1998.

¹³³. Interview à *Playboy*, mars 1995.

¹³⁴. « Un nouveau président de la République, un gouvernement digne de la France, des hommes de cœur et de valeur, honnêtes et désintéressés, sont à l’œuvre ». *Guerres secrètes à l’Élysée*, op. cit., p. 327.

¹³⁵. Cf. P. Tourancheau, *Capitaine multicarte*, in *Libération* du 09/03/1995, et Éric Fottorino, *Charles Pasqua l’Africain*, in *Le Monde* du 04/03/1995.

¹³⁶. *Un corbeau au cœur de l’État*, op. cit., p. 265.

chantage, à la tête d'une police politique sans équivalent en Europe occidentale, qu'il a survécu à trois alternances.

Feu vert pour l'homme-orchestre

Les douteuses aventures de Paul Barril au Rwanda n'ont pas, bien au contraire, porté tort à sa carrière officieuse - entre privé et public, militaire et civil. À ce serviteur du *Hutu power*, on a proposé en juin 1994 le grade de commandant de gendarmerie, dans le cadre de réserve. Dès l'été 1994, il a été chargé, on l'a vu, de conseiller l'état-major du maréchal Mobutu, pour lequel il ne cache pas son attendrissement :

« J'aime beaucoup le maréchal. [...] Je pense que le fond de l'homme est infiniment bon. [...] Je n'ai pas la preuve que Mobutu ait commandité le moindre assassinat. Je vous le redis, cet homme va à la messe tous les jours. [...] J'espère de tout cœur, pour le Zaïre, que le Maréchal sera réélu en juillet 95 sans aucune contestation possible ¹³⁷».

Envoyé à Kinshasa comme une sorte de proconsul (tel son prédécesseur Jeannou Lacaze, ou Jean-Claude Manton à Bangui), Paul Barril n'y va pas par quatre chemins : « Kagame, l'actuel vice-président du Rwanda [...], a mis un million de dollars sur ma tête... ce qui ne m'empêche pas de vivre et d'avoir mis de mon côté la sienne à prix ¹³⁸». Cette déclaration dans *Playboy*, en mars 1995, survient au moment même où s'organise le réarmement massif des forces du *Hutu power* dans les camps du Kivu, avec l'entière complicité des Forces armées zaïroises. Le relais sera pris ensuite par le régime de Khartoum, dont la France ne cesse de se montrer l'alliée. Ainsi, le propos du capitaine, "chef d'état-major" français de Mobutu, correspond de fait à une déclaration de guerre de la France contre le Rwanda - passée inaperçue au Parlement. Qu'en 1995 un Barril se retrouve l'homme-orchestre de la politique française dans les Grands lacs et que *Playboy* se substitue au *Journal officiel*, cela peut sembler une plaisanterie à Paris. C'est seulement le symptôme de la dégénérescence de la politique africaine de la France, et cela ne fait rire personne en Afrique.

À l'époque, d'ailleurs, Barril n'officiait pas qu'au Zaïre. SECRETS était chargée de la sécurité du président Patassé, dans le Centrafrique voisin. Sous ce couvert, Barril se targue d'avoir organisé « la lutte contre les braconniers à la frontière soudanaise. Il y a en effet des guérillas dans cette région où coule l'argent de la CIA ¹³⁹». Le « en effet » montre que ces « braconniers » étaient plutôt des "contrebandiers", qui se permettaient de fouler le sol françafricain : la rébellion sud-soudanaise de John Garang. Le capitaine d'état-major pense et agit en chef d'orchestre d'une alliance Paris-Kinshasa-Khartoum en train de préparer, avec les forces reconstituées du *Hutu power*, la revanche contre les "valets de Washington" dans la région : les Garang, Museveni, Kagame et consorts.

Le 15 mai 1998, en perquisitionnant la Tour Elf, les juges Éva Joly et Vichnievsky découvrent, on l'a vu, des notes du colonel Daniel - ex-DGSE. L'une d'elles indique qu'en 1991, un certain « B. » a rencontré le dictateur Sassou Nguesso, brimé par la Conférence nationale souveraine, et lui a proposé d'assassiner ses opposants. La justice française n'a pas exploité ces informations. Elle n'a pas demandé à Paul Barril, qui à cette époque fournissait des mercenaires à Sassou Nguesso, s'il connaissait ce Monsieur « B. ». Sur ses pratiques en Afrique, et ailleurs, il n'a de comptes à rendre ni aux juges, ni aux députés. À qui donc, alors ?

¹³⁷. *Playboy*, mars 1995.

¹³⁸. Idem.

¹³⁹. *Guerres secrètes à l'Élysée*, op. cit., p. 117.

16. Vrais-faux mercenaires et armées privées.

« De nombreux mercenaires, parmi lesquels des Français, [...] suscitent la confusion en portant parfois un uniforme qui ressemble à celui qu'ils ont porté hier ».

Charles Josselin, ministre de la Coopération, à *Jeune Afrique* du 7 décembre 1999.

La stratégie de Jacques Foccart avait pour objectifs la défense agressive du “pré carré” français en Afrique, et son extension si l'occasion s'en présentait. Bob Denard, sa bande et leurs semblables y ont joué un rôle essentiel. Ils permettaient à tout moment de fouler aux pieds l'indépendance des ex-colonies et des pays voisins, ce qu'un pays “civilisé”, membre du Conseil de sécurité des Nations-unies, ne pouvait s'autoriser officiellement.

Denard en précurseur

Maintenant que se révèlent les fondements scandaleux de la relation franco-africaine, sous l'impact de la tragédie rwandaise, il est de bon ton de déclarer que le foccartisme est mort en mars 1997 avec Jacques Foccart. Il n'en est rien¹⁴⁰. Mais pour le faire accroire, il faut ringardiser Denard et compagnie, tels les vestiges d'une “époque révolue”.

C'est d'autant plus facile que Bob Denard se prête volontiers à ce jeu. Il vend une image de “corsaire” ancien combattant, transformé en papa-gâteau, et il est très doué pour le théâtre. C'est d'ailleurs l'une des caractéristiques qu'il partage avec les grands “privés” comme Paul Barril : un talent d'acteur qui non seulement suscite chez le bon public une sympathie béate, mais permet aux commanditaires, les “responsables” politiques, de se défausser indéfiniment : « *Vous voyez bien que ces gens-là ne sont pas à prendre au sérieux*¹⁴¹ ».

Mais si ! Il faut d'autant plus prendre au sérieux ces gens-là qu'ils ont intégré la dimension de l'image dans la gestion de leur “portefeuille” d'activités. Si l'on observe leur parcours dans la durée (quatre décennies pour Denard, deux pour Barril), on s'aperçoit qu'ils ont été présents à des lieux et moments-clefs. L'on n'a cessé de faire appel à eux, pour des missions toujours aussi délicates. Aurait-on pris le risque de le faire, alors qu'ils sont archi-connus, s'ils étaient marginalisés ou inefficaces ? Ils sont d'ailleurs assez malins, on l'a vu avec Paul Barril, pour avoir accumulé les munitions, en forme de secrets d'État.

Ringard, Denard ? Allons ! Pour Jean-François Bayart, son épopée comorienne en 1995 « apparaît moins comme le chant du cygne [...] d'un mercenaire en fin de carrière que comme un signe avant-coureur¹⁴² » - du libre cours des groupements de vrais-faux mercenaires, ces sociétés de sécurité soi-disant privées qui permettent à trois membres permanents du Conseil de Sécurité (les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France) de mener des guerres non déclarées. En quelque sorte, le déguisement entrepreneurial des services Action.

Dès la fin 1997, on pouvait trouver « Bob Denard en ligne » sur le site www.bobdenard.com. Il y vantait « sa carrière unique par sa forme et sa durée », plongée dans « l'Histoire, la vraie, celle qui s'inscrit dans le sang des hommes ». « Je ne me reconnais pas le droit de taire le fruit de mes expériences ». Son agence, Overseas Secret Enterprises, « intervient sur tous les points du globe, là où la diplomatie officielle ne peut être efficace, là où les souffrances et les injustices bien que peu médiatiques nécessitent une action urgente. Le colonel Bob DENARD a

¹⁴⁰. « La classe politique française, toutes familles confondues, paraît tenir pour légitime le foccartisme comme conception des relations franco-africaines, donnant la primauté à la politique des réseaux et à la confusion entre l'action paradiplomatique et les affaires privées. Il est improbable que la France renonce au foccartisme, pourtant responsable du fiasco de la politique africaine de notre pays. Tous les partis continuent d'y trouver leur compte, notamment en matière de financement des campagnes électorales ». Jean-François Bayart, interview au *Monde* du 29/04/1997. Ce texte a conforté ma décision d'explorer les raisons et les effets de cet entêtement, dans *La Françafrique* et le présent ouvrage.

¹⁴¹. La remarque a beaucoup servi pour esquiver l'audition de Paul Barril par la mission parlementaire sur le Rwanda.

¹⁴². *L'Afrique en voie de malversation*, in *Croissance*, 01/1996. Sur cette épopée, cf. *La Françafrique*, p. 323-326.

besoin de vous pour des missions où la réalité dépasse toute fiction¹⁴³».

Le « condottiere moderne, légende pour les milliers d'hommes que j'ai menés au feu », s'est reconverti dans le multimédia. Avec un périodique, *Fire*, « le magazine de l'homme d'action », des documentaires louangeurs pour la télévision, et un projet d'adaptation de son autobiographie au cinéma. Clint Eastwood en a acheté les droits¹⁴⁴.

Cela, c'est le beurre sur les épinards. Le gros de la solde est payé, directement ou indirectement, par les citoyens du pays commanditaire et du pays "occupé". Denard prenait sa marge sur des fournitures aux missions de Coopération ou des prestations au groupe public Elf, via des sociétés qu'il contrôlait ou dont il était actionnaire. La plus connue est la SGS (Société gabonaise de services), créée en 1969 avec Maurice Robert (Sdece) et le patron du célèbre SAC (Service d'action civique), Pierre Debizet¹⁴⁵. L'entreprise est encore prospère, capable d'épauler au besoin la Garde présidentielle. La marge prélevée par Denard & Cie amputait d'autant les royalties du Gabon et les dividendes de l'État français. Quant aux Comores, elles étaient mises en coupe réglée.

Célébration

Le 3 mars 1998, *France 2* offre un ahurissant spectacle en seconde partie de soirée. Le gentil animateur Jean-Luc Delarue consacre son émission *Ça se discute* aux espions et mercenaires. Invité-vedette : le colonel belge Christian Tavernier, ami de Bob Denard. Mercenaire au Congo-Zaïre dès 1961, il est reparu trente-six ans plus tard à la tête de la « légion blanche » recrutée pour Mobutu début 1997 - un mixte de nettoyeurs ethniques serbes et de sbires d'extrême droite. Tavernier est également un vrai-faux mercenaire : ses liens furent constants avec les Services belges et de hautes personnalités, tel l'ancien Premier ministre Léo Tindemans.

Un plateau de spectateurs épatés applaudit chaleureusement la prestation du colonel. Un acolyte de Bob Denard compare l'arme du mercenaire au balai du balayeur. Le colonel Tavernier plaisante : « *On nettoie aussi* ».

Tavernier sur une télévision de service public ? On est dans la continuité. Ne fut-il pas, selon Colette Braeckman, rémunéré directement par l'exécutif français lors de l'expédition au Zaïre ? Le même exécutif cherchait des nettoyeurs vraiment professionnels puisque, selon Tavernier, « les services français rabatteurs de mercenaires auraient même recruté des Cambodgiens, anciens Khmers rouges¹⁴⁶ ».

L'ami Denard est lui aussi choyé par les médias. Un rien sentimental, oncle Bob charme les téléspectateurs en leur contant ses aventures exotiques, au service du drapeau tricolore. Son paternalisme patriote flatte les nostalgies hexagonales. Folklorisés, ses crimes d'agression contre les peuples africains, du Congo-Zaïre aux Comores en passant par le Nigeria et le Bénin. Banalisés, le recrutement et la fréquentation de compagnons racistes. « *Je ne fais pas de politique*¹⁴⁷ », répond-il en mai 1999 au président de la Cour d'assises, qui lui demande si l'apartheid ne le dérangeait pas.

Son procès tourne d'ailleurs à l'apothéose. Il lui vaut une considérable couverture médiatique, majoritairement bienveillante. À cette publicité s'ajoute la reconnaissance de la nation, au travers de deux anciennes sommités des Services : pour le colonel Maurice Robert, Denard « *a toujours été d'une discipline et d'une discrétion totales* » ; pour Michel Roussin, ce fut « *un collaborateur extérieur fiable et honnête* ». Le "corsaire" est acquitté par le jury populaire, tout comme son adjoint Malacrino. Lequel s'empresse d'aller offrir son savoir-faire au régime criminel de Denis Sassou Nguesso¹⁴⁸.

Autorisation

¹⁴³. Cité par *Démocratie-Info*, bulletin de SOS Démocratie aux Comores, 11/1997.

¹⁴⁴. *Bob Denard fait sa révolution numérique*, in *Libération* du 28/11/1997.

¹⁴⁵. Cf. *La Françafrique* p. 321.

¹⁴⁶. *L'enjeu congolais*, Fayard, p. 115-116.

¹⁴⁷. Cité par *Libération* du 10/05/1999.

¹⁴⁸. Cf. *Congo-B. Sécurité pour... l'ONU*, in *LdC* du 14/10/1999.

Mais le procès aura quand même permis d'éclairer les perversités du vrai-faux mercenariat. Le colonel Robert a expliqué que l'"honorable correspondant" Denard tenait les Services au courant de ses actions, et sollicitait chaque fois le "feu orange" de la cellule africaine de l'Élysée (sauf pour l'opération de 1995 aux Comores)¹⁴⁹: « Dans ces affaires, il n'y a jamais d'écrit. Et s'il y a la moindre bavure, le gouvernement n'est tout simplement pas au courant¹⁵⁰ ».

Dans les années soixante, au Congo-Kinshasa, Denard passe d'un bord à l'autre, combattant Mobutu, puis le soutenant, puis le combattant encore. « Ce sont les Services français qui vous demandent ces changements de cap ? », interroge le président de la Cour. « Oui »¹⁵¹. Le recours au "privé" dispense d'expliquer au bon peuple et à la représentation nationale bien des contorsions parfois absurdes.

Denard était l'instrument du Sdece/DGSE. « En mission, explique le colonel Robert, les services spéciaux utilisent tous les moyens à leur disposition. C'est un métier de voyous qui doit être exercé par des gens très honnêtes¹⁵² ». L'obligation est pratiquement intenable : combien de gens honnêtes veulent faire un métier de voyous ? Et ces gens d'exception, combien de temps peuvent-ils rester honnêtes ?

Sans être militariste, il faut reconnaître que les armées régulières soumettent leur personnel à certains codes, et sont soumises aux lois de la guerre. Les conventions de Genève prendront d'autant plus de poids que la Cour pénale internationale en cours de création sera en principe compétente pour juger des crimes de guerre. Peut-être est-ce cette perspective, et pas seulement la mode de la "privatisation", qui pousse à la création de groupes armés parallèles, irresponsables ?

Même contrôlés ou instrumentalisés par des grandes puissances, de tels groupes sont officiellement coupés de l'intérêt collectif. Ce ne sont, d'un point de vue légal, que des bandes de tueurs à gages. L'image leur colle à la peau. Les références ne sont pas reluisantes : les mercenaires ont assailli l'Afrique au saut de l'indépendance, assujetti l'ex-Congo belge, servi les agressions extérieures du régime d'apartheid, prolongé d'atroces guerres civiles. Le recrutement laisse forcément à désirer. Les Nations unies ne font pas une grande découverte lorsqu'elles constatent, dans un rapport, que les mercenaires sont souvent des criminels aux idéologies fasciste et raciste, associés aux trafics d'armes et de stupéfiants¹⁵³.

Extrémisation

Pour sauver Mobutu, en 1996, Paris a fait appel aux épurateurs de la Grande Serbie et aux milieux d'extrême-droite - entre service d'ordre du Front national et sociétés de sécurité, gavées d'anciens militaires, policiers ou militants fascistes. Le Réseau Voltaire jette une lumière crue sur une dizaine de sociétés plus ou moins liées au Département protection et sécurité (DPS) du Front national¹⁵⁴, ou à sa dissidence mégrétiste, le Département protection assistance (DPA) :

- Nicolas Courcelle (frère de Bernard, officier de la DPSD puis chef de la DPS), dirige depuis 1987 la société de mercenariat Groupe 11, recommandée par la DGSE au régime de Brazzaville. Il fut au préalable légionnaire parachutiste, responsable départemental du FN Jeunesse, garde du corps du marchand de canons Akram Ojeh.

Début 1997, Nicolas Courcelle est cité parmi les recruteurs de mercenaires d'extrême-droite pour Mobutu - sur commande du réseau Foccart et de l'Élysée. Cette soudaine notoriété le pousse à changer en France le nom du Groupe 11, qui devient International Logistic Security (ILS). Parmi les co-recruteurs, on trouve

¹⁴⁹. Cf. Jean-Michel Dumay, *L'histoire "aux portes de la légende" de l'ex-mercenaire Bob Denard*, in *Le Monde* du 12/05/1999.

¹⁵⁰. Cité par Marc Pivois, *Bob, soldat de fortune pour un salaire coquet*, in *Libération* du 11/05/1999.

¹⁵¹. Propos cités par M. Pivois, *Bob, mercenaire mais bon père*, in *Libération* du 06/05/1999.

¹⁵². Cité par M. Pivois, *Bob, soldat de fortune*, art. cité.

¹⁵³. Cf. *Le Monde* du 31/03/1997.

¹⁵⁴. Dans sa *Note d'information* du 01/09/1999. La note s'appuie sur les travaux de la « Commission d'enquête parlementaire sur les agissements, l'organisation, le fonctionnement, les objectifs du groupement de fait Département Protection Sécurité et les soutiens dont il bénéficierait » - que le Réseau Voltaire a suscitée et abondamment documentée.

deux cadres du FN, Emmanuel Pochet et François-Xavier Sidos. Ils ont été adjoints de Denard sous les pseudonymes de “capitaine Morin” et “lieutenant Aifix”. Ami de Nicolas Courcelle, Sidos coanime avec Pochet une officine frontiste, le Cercle de défense de l’industrie d’armement et de l’armée française¹⁵⁵.

- Thierry Rouffaud, un ancien (?) agent de la DGSE, dirige aux USA le Groupe Onze International (GOI). Des “bouffeurs de Yankees” aux États-Unis, comment est-ce possible ? Le groupe opère notamment en Angola où, malgré leur antagonisme, Français et Américains entrelacés exploitent et protègent le même océan d’or noir.

- Correspondant de GOI à Luanda, l’ex-commandant d’infanterie de marine Jean-Pierre Chabrut y dirigeait la Société internationale d’assistance (SIA). C’est à cette société, épaulée par Nicolas Courcelle, qu’Elf a confié la sécurité de ses agents en Angola, de 1995 à 1999. Un travail délicat, au milieu d’une guerre civile dont Elf finançait les deux parties...

Sans transition, Jean-Pierre Chabrut a remplacé Bernard Courcelle à la tête du DPS. Tandis que la direction du DPA était confiée à un vétéran des manifestations néo-nazies, Gérard Le Vert.

- Le beau-frère des deux Courcelle, Christian Bègue, fait partie de la bande à Denard. Il fut “lieutenant Étienne” aux Comores. Il a fondé Bègue Consultants Limited (BCL).

- Gilles Sereau et Gilles Soulas sont les fondateurs et coactionnaires des sociétés de mercenariat Embassy et Embassy Conseil. Mais également de deux entreprises pivots de la propagande néo-nazie en France : la société de diffusion SEDE et la librairie l’Encre.

Cadre du FN puis du Mouvement national (MN) de Bruno Mégret, Soulas joue dans cette mouvance un rôle majeur d’organisateur et d’idéologue (concerts, affichage, télématique). Il dirigeait le DPS en Île-de-France, selon Bernard Courcelle, mais aussi la revue de l’association caritative lepéniste Entraide nationale. Le DPS a recruté des hommes de main chez les déshérités bénéficiaires de cette entraide.

Ambassy compterait une autre associée remarquable : Laurence Magnol, de l’Église de scientologie.

- Toujours dans la galaxie DPS, un ancien de l’OAS, Gonzague du Cheyron du Pavillon, a créé la société de mercenariat OGS (Organisation Gestion Sélection). Celle-ci a assuré jusqu’en 1997 la sécurité du chantier de Total en Birmanie, dans un contexte de travail forcé qui évoque l’Afrique coloniale.

- Ex-officier de gendarmerie (camarade de promotion de Christian Prouteau), ancien responsable du service Action de la DGSE, Jean-Louis Chanas a fondé la société de sécurité Éric SA - qui recrute essentiellement parmi les anciens légionnaires du 2^e REP et les parachutistes du 17^e RGP.

Chanas a prospéré dans la surveillance de champs pétroliers. Investi dans quantité d’entreprises, il fut aussi, on l’a vu, PDG de la société protéiforme ARC Consultants et administrateur du Fondo sociale di cooperazione europea. Le FSCE recrutait une part de ses clients dans la franc-maçonnerie droitrière (GLNF, loge P2) et chez les anciens des Services.

Le commissaire Charles Pellegrini, ancien de la cellule élyséenne, intermédiaire entre Bernard Courcelle et Jean-Marie Le Pen, est un proche de Chanas. Après un passage chez Vivendi, il a fondé plusieurs sociétés spécialisées, dont OST et EPR, dirigées par Vincent Gailhard. OST détient 8 % d’Éric SA.

- Directeur des ressources humaines du FN, Régis Le Poitevin de la Croix Vaubois dirigeait auparavant l’Agence centrale de services (ACDS), une société de convoyage de fonds appartenant à l’ancien leader de l’OAS Pierre Morel. Victime d’une terrible malchance (un taux de braquage exceptionnel), cette société est en

¹⁵⁵. Cf. Didier François, *Amères équipées pour les soldats du “Vieux”*, in *Libération* du 04/02/1999.

liquidation judiciaire¹⁵⁶.

- Le rapport de la commission d'enquête parlementaire évoque également la société [redacted] Axel Loustau, à laquelle est liée le chauffeur et garde [redacted] Patrick Bunel.

- La société PHL de l'ancien gendarme élyséen Philippe Legorjus n'est pas citée par la commission. Elle a cependant employé l'ex-officier de gendarmerie Jean-Pierre Fabre, qui dirigea le DPS en 1993-94. PHL travaille pour Total en Birmanie¹⁵⁷.

En 1993, Bernard Courcelle initie un "contrat de sécurité" entre le Groupe 11 et le président tchéchène Doudaïev. Depuis le siège du Front national, à Saint-Cloud, il recrute des mercenaires pour la Tchétchénie, et s'entremet en 1996 dans un vaste projet de livraison d'armes. L'affaire donne lieu au détournement d'un million de marks, via une banque croate. En février 1998, lors d'une perquisition, on retrouve un chèque du même montant, tiré sur la même banque, chez le fondateur du FN Police, Frédéric Jamet. Ainsi que 120 kg de tolite, un explosif à usage militaire. Aux demandes d'explication de la justice, Jamet oppose le secret-défense.

Bref, on trouve de tout dans la galaxie DPS, où s'est recyclée une partie des Services français : trafic d'armes, groupes de choc, moyens sophistiqués de surveillance, pompes à fric et comptes offshore. Avec le parrainage d'Elf et Total. Au service affiché d'une idéologie raciste. Rallié à Bruno Mégret, le baroudeur Emmanuel Pochet montre les limites du milieu :

« Si pour le Zaïre, j'ai eu recours à d'anciens militaires proches du FN [...], c'est parce qu'il me fallait faire vite. Et que j'avais décidé d'écarter les psychopathes. Des cannibales, nostalgiques de la SS, aux motivations malsaines. Certains se sont pris en photo bouffant le foie d'un prisonnier birman [...]. Nous ne pouvons pas nous permettre de recruter des instables alors que nous intervenons dans des zones où le garde-fou de la loi est souvent inexistant ». [...]

Une charge qui met en rage la petite troupe des proscrits. "Le coup du fasciste par un admirateur de Faurisson, c'est l'hôpital qui se moque de la charité", gronde l'un d'eux. [...] "Nationaliste-révolutionnaire, je pensais trouver un idéal, une fraternité dans le combat. [...] J'ai été trahi. Ça rend haineux"¹⁵⁸».

En attendant, la cohorte des sociétés de sécurité proches du DPS-DPA a les moyens de "loger" les opposants du Front national ou du Mouvement national, voire de les intimider. Une liste d'environ 2 000 "cibles" a été établie. On ne comprend pas comment cela a pu et peut encore être toléré dans une démocratie.

Jeunes pousses

Le monde des mercenaires français, plus ou moins proche du ou des pouvoirs, ne s'arrête pas là. Durant l'été 1997, une jeune société s'est manifestée aux côtés de Lissouba, Octogone. Elle « regroupe de jeunes mercenaires qui rêvent de voler de leurs propres ailes. Elle rameute sans peine les dissidents du système Denard. Certains ne cachent pas leur envie d'en découdre avec leurs anciens frères d'armes¹⁵⁹ ». Jean-Paul Cruse présente Octogone comme une émanation de la société Tecni¹⁶⁰, longtemps dirigée par le pasquaïen Henri Antona - champion présumé de la fausse facturation. Tecni est elle-même une sous-filiale de Vivendi.

Octogone serait dirigée en sous-main par Jacques Genty - proche de deux autres pivots présumés de la corruption en Île-de-France, Francis Poullain et Didier Schuller. Selon une note de la DGSE, Octogone aurait "espionné" la commissaire des Renseignements généraux Brigitte Henri, chargée par son patron Yves Bertrand d'enquêter sur les financements politiques¹⁶¹, parallèlement à l'affaire du corbeau. Dans une note de mi-1996, la commissaire indique à propos de ses "poursuivants" :

¹⁵⁶. Dans un droit de réponse au Réseau Voltaire, l'intéressé a démenti appartenir au DPS, et insisté sur la virginité de son casier judiciaire. Mais n'a pas contesté le reste.

¹⁵⁷. *Total/Elf, guerre de l'ombre*, in *LdC* du 02/09/1999.

¹⁵⁸. D. François, article cité.

¹⁵⁹. Ibidem.

¹⁶⁰. *Un corbeau au cœur de l'État*, op. cit., p. 116.

« Info Irast : il y aurait du réseau Leandri/Pasqua responsable de mon affaire. Du côté CGE [Vivendi], on trouverait F., Leandri, Pierre et Henri Antona ainsi que Jean-François Dubos [ex-conseiller de Charles Hernu]. Du côté policiers, on trouverait W., Q. (PJ) et M. (ex-Crédit Lyonnais remplacé par W.). Il y aurait des liens entre la CGE, Elf (Le Floch) et Thomson (Gomez) au travers de Leandri, Charasse et Fournet [ancien directeur des RG puis de la DST] ».

Étranges et passionnantes connexions ! Étrange mixture politico-économique, lourde de gros contrats. Dont la conquête ou le renouvellement pourraient nécessiter le recours à des jeunes loups du mercenariat.

La pépinière élyséenne

Outre Paul Barril, Philippe Legorjus, Pierre-Yves Gilleron et Charles Pellegrini, toute une série d'ex-gendarmes ou commissaires de la garde rapprochée de Mitterrand ont monté leurs firmes de "sécurité". Le chef lui-même de cette cellule élyséenne, Christian Prouteau, guigne la sécurité du pipeline Tchad-Cameroun¹⁶². Son ex-subordonné Robert Montoya a créé Securance International. J'ai évoqué à propos du Togo la panoplie de "services" qu'il aurait proposée au général Eyadéma - des écoutes jusqu'à un service Action. Dans un pays lié avec la France par un accord de Défense, on ne peut imaginer que de telles offres soient celles d'un électron libre. Forte de quelque cinq cents agents, Securance (ou Security Advisory and Service, SAS...) a étendu ses activités à d'autres pays, comme le Burkina et le Tchad¹⁶³. Montoya est très proche de Gilleron.

Ami de Montoya, le colonel Alain Le Caro dirigea le GSPR (Groupe de sécurité de la présidence de la République). Il s'est reconverti dans le conseil en sécurité intérieure des régimes ivoirien et burkinabé. En décembre 1996, il fut chargé de la sécurité du Sommet franco-africain de Ouagadougou. « À la demande des autorités locales¹⁶⁴ », mais sûrement avec l'aval de Paris.

Hors filiation élyséenne, j'ai évoqué plus haut la société Africa Security (AS), créée par Patrick Turpin, dont les quelque 2 500 hommes ont constitué un record en francophonie. Au Niger, un ancien dirigeant du groupe de sécurité Century, Jean-Yves Garnaud, est allé proposer ses services au général-président Ibrahim Baré Maïnassara, qui les a acceptés. Des anciens du 11^e Choc qui travaillaient auparavant chez Éric ont fondé Geos, dont le gérant est Stéphane Gérardin. Ils ont recruté l'ancien patron de la DRM Jean Heinrich comme directeur des projets¹⁶⁵.

Les uns et les autres n'interviennent pas que dans la sécurité présidentielle. Les plus grosses sociétés, telles AS, Securance ou SECRETS, guignent des contrats parfois très alléchants : contrats privés, comme la sécurité des installations pétrolières, d'un chantier de pipeline, ou d'un périmètre d'exploitation forestière ; contrats parapublics, comme la sécurité du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO) ou... d'un Sommet franco-africain. Dans ces cas, un cofinancement de l'Agence française de développement peut améliorer l'ordinaire.

Signalons, pour mémoire, la défunte association Carrefour du développement. La création de cette pseudo-ONG n'aurait pas eu pour seul objectif de subvenir aux frasques de quelques hauts personnages de la République ; elle aurait servi aussi à financer une expédition mercenaire au Tchad, de l'inusable Bob Denard¹⁶⁶ !

La question qui angoisse certains stratèges parisiens est la suivante : laquelle de ces sociétés entrera dans l'ère de la modernité, symbolisée par le conglomérat Executive Outcomes/Sandline ? Denard fut un précurseur, mais sa grosse PME n'est pas devenue une multinationale.

¹⁶¹. Davantage dans l'intérêt du patron des RG, ou de ses commanditaires, que dans celui de la justice ou des contribuables - puisque Brigitte Henri avait interdiction de communiquer aux juges d'instruction les résultats de ses investigations.

¹⁶². Cf. *Tchad/Cameroun : les silences de Wolfensohn*, in *LdC* du 28/10/1999.

¹⁶³. Cf. Philippe Chapleau et François Misser, *Mercenaires S.A.*, Desclée De Brouwer, 1998, p. 163-164.

¹⁶⁴. Cf. Jacques Follorou, *D'anciens militaires français encadreraient des mercenaires au service du pouvoir zairois*, in *Le Monde* du 08/01/1997.

¹⁶⁵. *Jean Heinrich*, in *LdC* du 11/11/1999.

¹⁶⁶. Ph. Chapleau et F. Misser, op. cit., p. 81.

Modernes concurrents

Outre EXO/Sandline, évoquée à propos de la Sierra Leone, plusieurs firmes anglo-saxonnes ont déjà acquis une nouvelle dimension : les américaines MPRI (Military Professional Resources Inc), Vinnell Corporation et Waeckenhut (30 000 hommes), la britannique DSL (Defence System Ltd, qui a fusionné avec le groupe américain Armor Holdings), spécialiste de la surveillance des mines d'or. Il faut compter encore avec la société belgo-néerlandaise IDAS (International Defence and Security) et l'israélienne Levdan. Certaines de ces compagnies ont d'ailleurs un chiffre d'affaires plus important qu'EXO. Les invitations « *Get a job* » (« Un boulot tout de suite ») de MPRI ou Sandline s'affichent sans complexe dans le magazine américain *Soldiers of Fortune*¹⁶⁷.

Aucune "société de sécurité" française n'atteint cette puissance visible. Mais l'avenir pourrait être plutôt aux « réseaux informels de combattants et de techniciens rapidement mobilisables¹⁶⁸ ». En ce cas, la galaxie DPS ou la nébuleuse des anciens de l'Élysée commencent à représenter un paquet de "réservistes".

Si la modernité signifie privatisation et dérégulation à tout-va, il est clair que vont encore sauter quelques repères essentiels :

« Dans le monde néo-libéral [...], [la guerre] est désormais "privatisée", au même titre que l'économie et la politique publique de l'État. [...] Les autorités publiques sous-traitent désormais au secteur privé un nombre grandissant de fonctions [...] de souveraineté. Elles ne s'en désintéressent pas pour autant et en gardent le contrôle direct, ne serait-ce que par l'intermédiaire du "pantouflage" et du "chevauchement". [...]

L'intervention des "privés" de la sécurité favorise la militarisation du jeu politique en levant des milices locales et en important de nouvelles armes. Elle transforme l'enjeu politique de la paix civile en enjeu commercial, ouvert à la concurrence. [...] On voit mal l'intérêt que les "privés" de la sécurité trouveraient dans le maintien d'une paix perpétuelle qui les écarterait d'un marché si lucratif !¹⁶⁹».

« En Angola comme en Sierra Leone, on repère des mercenaires de l'EO [*Executive Outcomes*] dans les deux camps adverses. En Angola, [...] ce sont probablement des mercenaires de l'EO qui pilotent les avions Mig-23, les Sukhoï, les hélicoptères Mi-24 ou Mi-17 gouvernementaux ; eux qui entraînent l'armée nationale et qui s'essaient au renseignement.

Ce sont d'autres mercenaires de la même "maison" qui servent, au profit de l'Unita, les blindés, les pièces d'artillerie, les systèmes de transmissions du mouvement rebelle, et jusqu'à ses missiles anti-aériens SAM-14 et SAM-16 [...] [qui] auraient permis aux forces de Jonas Savimbi d'abattre [...] pas moins de trois Mig-23 [...] et un hélicoptère Mi-24 des forces angolaises¹⁷⁰».

Seuls souriront de cette "absurdité" ceux qui ne connaissent pas le calvaire subi par des millions d'Angolais depuis un quart de siècle. Comme le souligne Jean-François Bayart, l'affaire n'est pas si absurde du point de vue de ceux qui ont intérêt à prolonger la guerre. Je relève par ailleurs que, dans la presse parisienne, on voit plus souvent exposé ce niveau de cynisme s'il s'agit des Anglo-Saxons que s'il est le fait des Français. Il n'est pas si rare de trouver des mercenaires français dans deux camps opposés. Mais ils n'appartiennent pas à la même "entreprise" : aucune n'est d'une taille telle que les guerriers d'une filiale en viennent à combattre ceux d'une autre. C'est la Françafrique qui joue le rôle de conglomérat.

On l'a vu à propos du Zaïre, elle n'hésite pas à recruter hors frontières - en Belgique et en ex-Yougoslavie, par exemple. Bruxelles est devenue une plaque tournante du recrutement. Ce fut déjà le cas au moment du génocide rwandais. Une filière de mercenaires a été réactivée mi-mai 1994 dans le quartier zaïrois de Bruxelles surnommé "Matongé", pour épauler l'armée et les milices du *Hutu power*. Intermédiaires : un marchand d'armes belge, son collaborateur italien, un noble

¹⁶⁷. Cf. ibidem, p. 116 et 133-161 ; *Les activités africaines de DSL et Mercenaires. Comme au bon vieux temps*, in *LdC* des 17/12/1998 et 20/05/1999 ; Richard Banégas, *Le nouveau business mercenaire*, in *Critique internationale*, automne 1998, p. 179-194.

¹⁶⁸. R. Banégas, ibidem, p. 185.

¹⁶⁹. J.F. Bayart, *Même la guerre se privatise*, in *Croissance*, 06/1998.

¹⁷⁰. J. Isnard, *Les mercenaires font leur retour en force dans les conflits africains*, in *Le Monde* du 24/01/1999.

français d'origine belge installé dans l'Essonne, conseiller spécial de plusieurs chefs d'État africains, un ancien chef mercenaire des Comores, un ancien officier zaïrois, « homme lige du milliardaire libanais Abdoul K. (fournisseur de tout temps des gardes présidentielles zaïroise et rwandaise) ». Début juillet 1994, l'équipe de "Matongé" avait déjà effectué sept "expéditions" vers le bastion nord-ouest de Gisenyi, via Goma au Zaïre¹⁷¹.

L'histoire est intéressante, pas seulement parce qu'elle devrait relever du Tribunal pénal international d'Arusha. Elle semble confirmer l'hypothèse d'une dérégulation mondialisée, échappant à tout contrôle étatique. Mais le noble français et l'ancien chef mercenaire des Comores ne peuvent opérer qu'avec la bienveillance des Services français. Surtout, le point de passage obligé de l'opération, l'aéroport de Goma, était sous contrôle militaire français... Quand le journaliste Patrick de Saint-Exupéry interroge un officier tricolore sur les nombreux témoignages attestant la présence de soldats blancs francophones durant le génocide, le militaire a beau jeu de répondre qu'il s'agit « *probablement de mercenaires*¹⁷²»...

C'est aussi ce que l'on nous dit lorsque nous questionnons des officiels parisiens sur la présence, dans les guerres civiles des deux Congos, de commandos français "mis en disponibilité", ou "en congé sans solde". La liberté du commerce est volontiers invoquée. En l'occurrence, la liberté est moins farouche que le commerce.

Défis

Dans la revue officieuse *Armées d'aujourd'hui*, on lorgne avec envie sur le « pragmatisme payant » des Anglo-Saxons :

« Ces compagnies anglo-saxonnes qui dominent le marché du mercenariat sont presque toujours étroitement associées à leurs États [...]. MPRI est formée d'anciens officiers supérieurs de l'armée américaine, son porte-parole est le lieutenant général Ed Soyster qui fut à la tête des services de renseignements militaires (DIA) à partir de 1991. Le général Carl Vuono qui fut le chef d'état-major lors de la guerre du Golfe en est un des principaux dirigeants. [...] Ces entreprises permettent de dépasser les limitations auxquelles sont astreints les États dans les conflits de basse intensité. Elles sont aujourd'hui à la recherche de légitimité. [...] À l'avenir, il est probable que l'activité de ces entreprises soit banalisée et que l'approche pragmatique des Anglo-Saxons s'efforce de définir une politique cohérente à leur égard, à moins que le flou juridique ne soit maintenu, ce qui, jusqu'à présent, s'est révélé payant¹⁷³».

À Paris, certains cercles ont initié une réflexion sur l'option mercenaires. « Un document circule depuis janvier 1998 : l'étude préconise le recours aux privés, leur guidage par les services français et l'élaboration d'une tactique adaptée qui privilégie la défense des intérêts français¹⁷⁴». Bref, le système Denard, mais à grande échelle.

Le document de travail parle bien de « guidage ». Mais la « tactique » privilégiant « la défense des intérêts français » exigera bien sûr qu'on le démente. De plus en plus fréquemment, des voix suaves récitent au téléphone ou dans les gares des annonces préenregistrées. On aurait dû enregistrer sur un disque vidéo l'impeccable réponse du porte-parole du Quai d'Orsay, Jacques Rummelhardt, interrogé le 7 janvier 1997 sur le recrutement de mercenaires européens en faveur de Mobutu. Il suffirait de changer chaque fois le nom du pays :

« S'il s'avérait exact, comme l'indiquent certains médias, que des ressortissants français agissaient à titre privé comme mercenaires au Zaïre, de tels agissements ne pourraient qu'être condamnés de la façon la plus nette car ils ne correspondent en rien à la politique de la France ».

Qu'importe si les « *agissements* » à condamner « *de la façon la plus nette* » sont supervisés depuis l'Élysée. Roland Dumas, président du Conseil constitutionnel, l'a fait confirmer : le président de la République est pénalement "irresponsable". Sauf

¹⁷¹. D'après *Rwanda. Mercenaires*, in *LdC* du 14/07/1994.

¹⁷². Cf. *Aucun témoin ne doit survivre*, Rapport d'Human Rights Watch et de la FIDH, Karthala, 1999, p. 775-776.

¹⁷³. Gérard Chaliand, directeur du Centre d'études des conflits, 05/1998.

¹⁷⁴. Ph. Chapleau et F. Misser, op. cit., p. 201.

cas de haute trahison.

Le président sierra-léonais Tejan Kabbah avait été incontestablement élu - à la différence de la plupart des chefs d'État du "pré carré" francophone. Une clique peu recommandable le chassa du pouvoir. En Grande-Bretagne, lorsqu'il apparut que l'entreprise de sécurité Sandline avait obtenu le feu vert pour aider au rétablissement de Kabbah, la presse protesta avec véhémence. Et le ministre des Affaires étrangères faillit en perdre son portefeuille. Voilà qui est "trop British" !

En France, la presse doit se contenter de déplorer le verrouillage par le secret-défense, doublé d'une trop fréquente autocensure du Parlement. Cette autocensure s'est donnée en spectacle lors des séances publiques de la mission d'information sur le Rwanda :

« Les auditions furent décevantes, voire pathétiques. [...] Des témoins [...] n'ont pas relaté l'ambiance du Rwanda des années 90-94, la relation d'extrême proximité entre Français et Hutus, le racisme flagrant envers ces Tutsis d'Ouganda qualifiés de "*Khmers noirs*", l'évidence que Paris et Kigali travaillaient la main dans la main. [...] Bien des aspects relèvent des services spéciaux, d'officines plus ou moins connues, d'agents d'influence, de réseaux politiques ou financiers. Il est difficile d'arriver à des conclusions sérieuses sans plonger dans cet univers du secret. Or les députés s'y sont refusé. Le monde de la "Françafrique" n'a pas été sondé. Un homme comme Barril [...] n'a pas été auditionné ¹⁷⁵».

Le scénario sur lequel travaillent les services secrets français - le recours massif aux sociétés de mercenaires - est inadmissible. Pendant quatre décennies, Jacques Foccart a multiplié en Afrique les interventions masquées par l'utilisation de mercenaires, genre Denard. Le régime sud-africain d'apartheid a fait de même. C'est bien pratique, même si les effets en termes de guerre civile (Angola, Mozambique) sont souvent horribles. Cela fait donc école. Les États-Unis s'y sont mis.

La France peut difficilement condamner cette fuite en avant dans la privatisation de la guerre, puisqu'elle recourt déjà à ce genre de sous-traitance via de multiples "sociétés de sécurité". Elle songe, une fois encore, à rivaliser en ce domaine avec les Américains, à faire de la sous-CIA. Ce n'est pas sur ce terrain qu'elle est la plus compétitive.

La privatisation de la guerre, c'est encore plus d'irresponsabilité. C'est l'impunité des crimes politiques. Elle est incompatible avec les choix de civilisation de l'Union européenne. La France et les pays de l'Union se doivent de ratifier la convention adoptée par l'ONU en 1989, qui condamne « le recrutement, l'utilisation, le financement et l'entraînement de mercenaires ». Puis ils devront se mobiliser pour la faire appliquer à l'échelle mondiale. À quoi servirait que les Quinze aient unanimement voté la création d'une Cour pénale internationale, capable enfin de sanctionner les crimes collectifs les plus graves, s'ils laissaient de vrais-faux "privés" les commettre à la place des forces dites régulières ?

Les holdings mercenaires, observe le politologue Richard Banégas, ressemblent aux « grandes compagnies concessionnaires qui, avant et pendant la colonisation, assurèrent leur prospérité par la militarisation du commerce, en se faisant octroyer, au besoin par la coercition, des contrats exclusifs d'exploitation des ressources naturelles ». Guidées en fait par les services secrets occidentaux, ces entreprises en armes aspirent à disposer de l'usage de la "violence légitime" au lieu et place des États, jusqu'à être dotées de « presque tous les pouvoirs de la souveraineté ¹⁷⁶ ». Quelle régression !

On nous dit qu'il serait irréaliste d'enrayer la montée des armées privées. Même des responsables de l'ONU ont discrètement rencontré mi-mars 1999 les dirigeants des compagnies MPRI, Sandline, Executive Outcomes et Levdan pour envisager de travailler avec elles de manière "relativement" institutionnelle ¹⁷⁷. Mais tolérerions-nous en Europe la présence de telles armées, guidées de surcroît par une puissance étrangère ? Si nous ne l'acceptons pas chez nous, pourquoi croyons-nous que les

¹⁷⁵. Rémy Ourdan, *Le Parlement peine à éclaircir le rôle de la France au Rwanda*, in *Le Monde* du 10/07/1998.

¹⁷⁶. *Le nouveau business mercenaire*, art. cité. p. 184. Cf. Catherine Coquery-Vidrovitch, *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires (1898-1930)*, Mouton/EHESS, 1972.

¹⁷⁷. Cf. *Des mercenaires privés pour l'ONU ?*, in *LdC* du 18/03/1999.

Africains devraient l'accepter ?

En France, l'on pourrait commencer par sortir des oubliettes les articles 85 et 89 du Code pénal : « Sera puni d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 3 000 francs à 40 000 francs, quiconque, en temps de paix, enrôlera des soldats pour le compte d'une puissance étrangère, en territoire français ». Encourent la détention criminelle à perpétuité « ceux qui auront levé ou fait lever des troupes armées, engagé ou enrôlé, fait engager ou enrôler des soldats ».

17. Légions étrangères.

« Il faut conquérir et cela doit coûter le moins cher possible. Il faut “épargner le sang et l’or de la France” ».

L’historien Elikia M’Bokolo,
à propos de la colonne Voulet-Chanoine
qui massacra plusieurs milliers d’Africains en 1998-99,
tout en ne comptant que huit Blancs à la tête de tirailleurs noirs¹⁷⁸.

La France et son armée sont de plus en plus gênées pour intervenir directement dans les conflits africains. Alors, elles considèrent l’armée tchadienne, formée ou déformée par leurs soins, comme un réservoir de combattants. On peut y puiser à loisir un contingent tout-terrain, bénéficiant de la logistique tricolore, pour intervenir dans les conflits de la région. Par procuration. Un tel contingent participe à la guerre ethnique au Congo-Brazzaville, aux côtés de Denis Sassou Nguesso. Un autre a été envoyé combattre au Congo-Kinshasa avec les alliés de Kabila. Un troisième a déconsidéré la force interafricaine d’interposition en Centrafrique. Le recours aux troupes de Déby n’est pas des plus judicieux, et l’expérience a donné des résultats mitigés. Elle est néanmoins significative.

Au long des années quatre-vingt dix, des commandos bukinabè ont eux aussi joué les tirailleurs de la Françafrique, au Liberia et en Sierra Leone. Moins dépendantes de Paris, des légions angolaises, équipées entre autres par le réseau Pasqua, concourent aux intérêts français dans les deux Congos. Le tout bénéficiant des libéralités de l’ami Kadhafi.

Un tel système pourrait remédier au nombre relativement restreint des mercenaires français, qui se posent de plus en plus en “encadreur”. « La guerre africaine ne semble plus avoir besoin de combattants blancs. La décomposition des régimes, de leurs armées, les déplacements massifs de population fournissent désormais de vastes contingents de recrues noires, formées par les “assistances militaires” occidentales, prêtes à s’offrir à bas prix pour le seul droit de vivre quelque part¹⁷⁹ ». Ce n’est d’ailleurs pas vraiment une novation. Une grande partie de la colonisation a été menée avec des troupes indigènes, dirigées par quelques officiers français.

Supplétifs tchadiens

Cela fait quelques années qu’Idriss Déby prête sa soldatesque. Elle a aidé son “frère” et voisin nigérien Ibrahim Baré Maïnassara à réprimer les rebelles toubous, aux confins du Niger, du Tchad, du Nigeria et du Cameroun - sous les ordres ou la supervision du colonel français Guillou, le “conseiller-présidence” de la DGSE¹⁸⁰. Mi-1997, les troupes tchado-nigériennes ont rasé le village de Danjouma, faisant 29 morts selon la presse nigérienne.

Cette même soldatesque, coutumière des exactions, constituait la moitié des 750 hommes de la Misab (Mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui), en Centrafrique. Une Mission exclusivement constituée de bataillons du “pré carré”, au service de la *pax franca*. Fin juin 1997, les Tchadiens s’engagent dans une opération de représailles contre les quartiers de Bangui hostiles au président Patassé. Avec l’appui des parachutistes français, de leurs hélicoptères et leurs blindés. L’expédition des soldats de la paix tourne au massacre de plus d’une centaine d’habitants. Le ministre français de la Défense, Alain Richard, salue cette intervention initiatique : la légion indigène « *a fait ses preuves en matière de contrôle de terrain*¹⁸¹ ».

On peut enchaîner. Durant l’été 1997, d’autres commandos tchadiens à toute épreuve rejoignent les miliciens “Cobras” de Denis Sassou Nguesso et concourent à

¹⁷⁸. Interview au *Monde* du 26/09/1999.

¹⁷⁹. Marie-Laure Colson, *Le grand bazar des mercenaires*, in *Libération* du 04/02/1999.

¹⁸⁰. Cf. *Opération “Épervier” bis*, in *Alternative* (Niamey) du 15/07/1997.

¹⁸¹. Interview à *Libération* du 04/08/1997.

sa victoire. Ce nouveau corps expéditionnaire a été transporté par des avions français, au départ d'Abéché. Il va se mêler d'une guerre civile à fort relent ethnique, ou bien plutôt d'une guerre d'agression où l'état-major élyséen racole les troupes étrangères - Tchadiens, Angolais, mercenaires d'une quinzaine de pays européens et africains. Le contingent tchadien a été régulièrement renouvelé¹⁸², grâce aux Transall tricolores qui assurent la liaison avec Pointe-Noire. Où se rend fréquemment Idriss Déby¹⁸³.

L'autre Congo, maintenant. À l'instigation de son mentor le général Jeannou Lacaze, Idriss Déby a accueilli plusieurs généraux mobutistes, fuyant le régime de Laurent-Désiré Kabila. Cela ne l'a pas empêché, fin septembre 1998, d'assurer de son « *soutien inconditionnel* », « *total et multiforme* » le tombeur de Mobutu. Il a dépêché à cet effet plus d'un millier de ses soldats.

Du matériel et des hommes en provenance du Soudan arrivent au Tchad, à destination de l'ex-Zaïre. Pour l'armement des forces pro-Kabila, de gros avions-cargos affrétés par la Libye se succèdent sur la base française d'Abéché. Les officiers français ont beau expliquer au reporter du *Figaro*¹⁸⁴ qu'ils sont « *toujours neutres [...]* face aux aventures congolaises d'Idriss Déby », on n'est pas obligé de les croire. Le même journaliste rappelle en effet que « les coopérants militaires français apportent leur aide à l'ANT, l'Armée nationale tchadienne »... qui « sert à fournir des corps expéditionnaires dans les aventures extérieures, comme en République démocratique du Congo¹⁸⁵ ». Elle « sert » à qui ?

Les bandes armées et les trafics d'armes si bien rodés dans les guerres civiles du Tchad, ouvertes ou larvées, sont mûrs pour toutes les bonnes causes - celles qui rejoignent ou anticipent les objectifs de la Françafrique.

Cela ne tourne pas toujours très bien. L'envoi d'un contingent mal préparé au nord du Congo-K, à la frontière du Centrafrique, tourne aux horreurs réciproques, à l'enchaînement des tueries et des représailles, puis à la déroute des Tchadiens. Ils doivent en catastrophe traverser le fleuve Congo en direction de la capitale centrafricaine :

« Les Banguissois se sont réveillés ce matin du 26 mai 1999 en constatant avec étonnement la présence des militaires tchadiens en nombre incalculable sur leur territoire. [...] Ces soldats tchadiens ont fait piètre figure [...]. Pour preuve, les Centrafricains se sont horrifiés ce matin au vu de ces soldats [...] : les uns n'ont que la peau comme couverture d'un squelette presque à découvert, les autres ont le bras ou la jambe coupés, le nez enlevé [...], les lèvres de la bouche coupées en rondelles [...]. Une humiliation sans merci qui crée la pitié à chaque vue¹⁸⁶ ».

C'est là le résultat, sans doute, d'un redoublement de cynisme. Pour s'acquitter à bon prix de la commande libyo-çafricaine sans dégarnir son front intérieur, Déby a expédié entre autres au Congo-K les anciens rebelles sudistes des Forces armées pour une République fédérale (FARF) - finalement intégrés dans l'armée régulière après un deuxième accord de paix¹⁸⁷. À l'issue du premier accord, je le rappelle, une partie des rebelles ralliés avaient été massacrés à Moundou. Une autre partie, sous-équipée, aurait donc péri dans la forêt équatoriale congolaise. Avec d'autres troupes tchadiennes. Une hécatombe. À leur retour, une trentaine de survivants, conduits par le colonel N'Garo, ont eu le toupet de réclamer leur solde (huit mois d'arriérés) : invités à rencontrer le général Déby, ils ont été encerclés et massacrés.

Les tirailleurs de la Françafrique seront le plus souvent de la chair à canon. Comme leurs arrière-grands-oncles, « la force noire à consommer avant l'hiver » dont parlait Clémenceau¹⁸⁸, quand débarquèrent les renforts africains à l'automne

¹⁸². Malgré des accrochages fréquents et meurtriers avec les Cobras.

¹⁸³. Cf. M.L. Colson, article cité. Voir chapitre 1.

¹⁸⁴. Pierre Prier, *Le désert des "Éperviers"*, 23/02/1999.

¹⁸⁵. P. Prier, *Les agents de la DGSE remerciés...*, in *Le Figaro* du 23/02/1999.

¹⁸⁶. *La R.C.A. n'en finit pas ses cauchemars*, in *L'Hirondelle* (Bangui), 27/05/1999. Confirmé par *Le Démocrate* (Bangui) du 28/05/1999 (*Le spectacle insolite des soldats tchadiens rescapés de l'aventure congolaise*).

¹⁸⁷. *Tchad. Le président a du souci à se faire*, in *AE* du 11/03/1999. D'autres évoquent les restes des troupes anti-Kadhafi formées en 1986 par la CIA. Déby et Kadhafi auraient pu sceller leur élimination.

¹⁸⁸. Cité par Éric Fottorino, in *OPCF, La politique africaine au Parlement français*, Karthala, 1998, p. 22.

1914.

Troupes angolaises

En moins d'un an, d'octobre 1997 à août 1998, le régime angolais a su étendre sa "protection" aux deux Congos. Il a restauré Sassou Nguesso, puis empêché *in extremis* que la coalition anti-Kabila ne s'empare de Kinshasa. Cette série d'événements a été vécue à Paris comme « une aubaine », un brillant succès du « paternalisme à la française », une « belle revanche » sur les Américains¹⁸⁹. L'euphorie régnait fin 1998 chez les organisateurs du Sommet franco-africain du Louvre.

Cela peut quand même surprendre : depuis l'indépendance angolaise en 1975, Français et Américains n'ont-ils pas, *grosso modo*, partagé la même stratégie ? Pendant quinze ans, avec le régime sud-africain d'apartheid, ils ont nettement soutenu les rebelles de l'Unita, contre Cuba et l'URSS ; avec la chute du mur de Berlin, la fin de l'apartheid et le boom pétrolier, ils se sont mis à armer aussi le gouvernement de Luanda, puis à miser sur sa victoire dans l'interminable guerre civile qui déchire le pays. Fin 1999, TotalFina-Elf et les majors américaines se partagent l'essentiel des énormes gisements de pétrole sous-marin.

Mais justement, la différence est éclairante entre les méthodes des uns et des autres. Le régime angolais avait deux ennemis, Washington et Paris, qui sont devenus ses associés. Pourquoi se trouve-t-il beaucoup plus en phase avec le second ? La réponse tient à la spécificité des réseaux françafricains de corruption, dont l'imagination a été cette fois jusqu'à se brancher sur la mafia russe. Non que les Américains ne corrompent pas, mais ils ne procèdent pas de manière aussi "intime", ils sont incapables du "paternalisme à la française". Plus brutales et agressives, leurs méthodes sont du coup plus visibles et plus facilement répudiables.

Pour mieux comprendre l'enjeu, il faut rappeler à grands traits l'histoire récente, complexe, très méconnue en France, d'un pays qui a la malchance d'être trop riche en pétrole et en diamants¹⁹⁰. En 1975, trois mouvements indépendantistes luttent pour prendre le pouvoir laissé par le Portugal, où la "révolution des œillets" tourne la page des longues guerres de décolonisation : le FNLA (Front national de libération de l'Angola) de Roberto Holden, le MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola) d'Agostinho Neto et l'Unita (Union pour l'indépendance totale de l'Angola) de Jonas Savimbi. Le second conquiert de justesse Luanda contre le premier, qui ne se remettra pas de son échec final. D'inspiration marxiste, le MPLA a une base étroite, l'élite urbanisée d'une très ancienne colonie. Il obtient très vite le renfort du "camp progressiste" : contingents cubains, argent soviétique. Savimbi recrute à l'intérieur du pays. Il entreprend une guerre de harcèlement sur un schéma maoïste. Ce qui ne l'empêche pas d'être fortement soutenu par le camp occidental, États-Unis en tête, suivis de la France, du Zaïre mobutiste et de l'Afrique du Sud - puisque le MPLA participe au front anti-apartheid.

Ces quatre pays, plus Cuba, la Russie, l'ancienne métropole portugaise et les milieux d'affaires brésiliens, cela fait au moins huit sources permanentes d'ingérence. De quoi relancer indéfiniment la guerre entre MPLA et Unita - une lutte à mort pour le pouvoir. Les horreurs vont s'enchaîner, se répondre : civils massacrés, campagnes ravagées et minées, mutilés innombrables, villes assiégées et affamées. Bref, « la pire guerre d'Afrique ». Payée par l'argent du pétrole et des diamants, parmi les plus beaux du monde. Deux matières premières faciles à écouler, éminemment corruptrices. Les dividendes de l'or noir vont plutôt au MPLA, tandis que l'Unita contrôle de riches zones diamantifères. Mais il existe des croisements financiers souterrains, affaires obligent : les compagnies pétrolières et la De Beers ont fricoté avec les deux camps. Côté Unita, il y a une seule caisse, celle du chef totalitaire, qui purge régulièrement son entourage. Côté MPLA, la corruption s'installe. Elle va croître démesurément avec les découvertes des immenses champs de pétrole au large des côtes.

¹⁸⁹. Julia Ficatier, *Le sommet de la revanche de Paris en Afrique*, in *La Croix* du 27/11/1998.

¹⁹⁰. Colette Braeckman a résumé cette histoire dans *L'enjeu congolais*, op. cit., p. 102-105 et 251-267.

L'on vérifie encore que les guerres civiles trop prolongées ont de profonds effets mimétiques : plus que d'autres, ces guerres grouillent de saloperies ; sur deux décennies, seuls les salauds, ou ceux qui le deviennent, peuvent encore s'accrocher aux manettes ; les idéalistes, les humanistes, et jusqu'aux gens "normaux" sont éliminés ou relégués. Savimbi impose sa conception paranoïaque du pouvoir et une stratégie de guérilla à la vietnamienne, terriblement coûteuse pour la population rurale et, plus tard, pour les habitants des villes encerclées.

Son adversaire le MPLA n'a, bien sûr, plus rien de progressiste. Il s'acoquine avec le *trader* Marc Rich, qui couvrit à lui seul la moitié des besoins pétroliers du régime sud-africain d'apartheid, placé sous embargo¹⁹¹. Ou il recourt à la firme mercenaire Executive Outcomes, dirigée par un ancien responsable des services spéciaux de l'apartheid. À Luanda, le pactole pétrolier et la police politique sont les deux obsessions du pouvoir. L'économie de guerre va très bien à ses occupants : le Président, son entourage, et quelques généraux influents. Leur luxe contraste avec la misère du pays, jusque dans la capitale pourtant épargnée par la guerre. Trois enfants sur dix n'atteignent pas cinq ans.

« Bien que l'Angola soit potentiellement l'un des pays les plus riches d'Afrique (richesses minières et pétrole), sur onze millions d'habitants, moins de 50 000 Angolais vivent plus ou moins selon les standards occidentaux. La guerre absorbe 40 % du budget de l'État ; la production agricole ne couvre plus les besoins alors qu'avant l'indépendance l'Angola était exportateur net de produits agricoles. Le tissu industriel, le second d'Afrique avant 1975 est en ruines¹⁹²».

C'est dans ce contexte qu'ont échoué deux accords de paix successifs, conclus sous les auspices des Nations unies avec un triple parrainage : Portugal, États-Unis, Russie. En 1991 sont signés à Lisbonne les accords dits de Bicesse, qui prévoient la tenue d'élections libres en septembre 1992. Eduardo Dos Santos, le successeur de Neto à la tête du MPLA, devance Jonas Savimbi dans un scrutin présidentiel très serré et contesté. Le second reprend le maquis. Le MPLA lance dans Luanda une chasse à l'homme où périssent deux mille cadres et militants de l'Unita.

En 1994, un nouveau protocole de paix est signé à Lusaka, la capitale zambienne. Il tente d'aménager un gouvernement d'unité nationale : Savimbi reçoit un statut de chef de l'opposition, l'Unita envoie 70 parlementaires à l'Assemblée. Mais la méfiance réciproque est devenue insurmontable, les enjeux de pouvoir et d'argent trop énormes. La police politique du régime, qui poursuit ses basses œuvres, bouche les perspectives. En face, Savimbi entretient sa machine de guerre, en autocrate impitoyable. Il esquivé les mesures de désarmement, et ne se décide pas à gagner Luanda. La paix pourrit sur pied. Les marchands d'armes sont aux anges. L'ONU quitte le pays. Les trois "parrains de la paix" choisissent de soutenir à fond le régime Dos Santos dans son option de guerre totale. Ils tiennent pour négligeable le Manifeste pour la paix signé courageusement¹⁹³ par des représentants de la société civile angolaise : ceux-ci prônent des négociations plutôt que le passage en force, ils doutent qu'une victoire militaire, ou même l'élimination de Savimbi, puissent apaiser le pays. Paris, non sans un reste de double jeu, apporte son soutien à l'offensive "finale".

Comment Elf et la France se sont-ils insinués dans ce jeu mortifère ? Dès 1976, le président Giscard d'Estaing demande au patron du Sdece, Alexandre de Marenches, de fournir l'Unita en armes et en instructeurs (une trentaine), parallèlement à la CIA. Denard est de la partie. En 1981, Mitterrand ordonne la cessation du soutien français. Le Sdece, devenu DGSE, est relayé par les Services marocains et sénégalais. Elf paie. Mitterrand change bientôt d'avis : la DGSE peut

¹⁹¹. Cf. le rapport de l'ONG Global Witness, *The Role of the Oil and Banking Industries in Angola's Civil War and the Plunder of State Assets* (Le rôle du pétrole et de la banque dans la guerre civile angolaise et le pillage des biens publics), 12/99.

¹⁹². *Pétrole et éthique*, rapport cité, t. I, p. 149.

¹⁹³. La situation des prisonniers politiques est innommable, comme le rapporte le journaliste Raphael Marques, incarcéré pour ses critiques du régime. Un prisonnier avec lequel il jouait habituellement aux cartes a dû dormir pendant trois jours dans une cellule sans fenêtres au milieu des corps de trois détenus décédés (*In an Angolan jail, "you are below a dead dog", it is sometimes like a horror movie*, NCN, 27/11/1999).

reprendre une aide directe¹⁹⁴. À Paris, le lobby pro-Unita est alors au zénith : on y trouve les héritiers libéraux de Giscard (François Léotard, Gérard Longuet, Claude Goasguen, Jean-Pierre Binet, beau-frère de Vincent Bolloré), mais aussi des Chiraquiens comme Jacques Toubon. En Afrique, les Hassan II, Eyadéma et Compaoré sont du même bord. Chez Elf se dessine un partage des rôles : Alfred Sirven côté Unita, André Tarallo côté MPLA.

Le vent tourne en faveur de ce dernier. Resté proche des dirigeants de Luanda, Sassou Nguesso est prêt à faciliter le changement de cap. Son ami Charly Feliciaggi (frère de Robert, l'empereur des jeux) s'insinue dans les circuits d'approvisionnement de la Garde présidentielle, et le Franco-Brésilien Pierre Falcone dans ceux de l'armée. Avec Jean-Charles Marchiani et André Tarallo, ils constituent une tête de pont pasquaïenne en Angola. Dès le printemps 1994, Dos Santos ne cache plus son attirance pour le ministre de l'Intérieur de l'époque, qu'il invite à Luanda¹⁹⁵.

Cela n'empêche pas les bonnes manières à l'égard de Jacques Chirac. Selon Claude Angeli, rédacteur en chef du *Canard enchaîné*,

« Du temps où il était président marxiste du Congo, M. Sassou Nguesso, qui entretenait des liens amicaux avec le Président Chirac et le Président Dos Santos, est intervenu pour qu'Elf dispose d'un bassin offshore en Angola, le [fabuleux] bloc 17. M. Sassou Nguesso a ensuite touché une redevance régulière sur ce bloc, ce qui lui a sans doute permis de vivre et de maintenir ses partisans en activité pendant qu'il était dans l'opposition¹⁹⁶».

Depuis lors, les liens Sassou-Chirac n'ont jamais été aussi forts. Loin des côtes et de la guerre, les découvertes pétrolières se succèdent dans les eaux angolaises. Chance ? Talent ? Savoir-faire ? Elf est très souvent en *pole position*. L'habitude est prise cependant de partager les risques, y compris politiques, en croisant les participations entre grandes compagnies. Il faut investir en effet quelque 300 milliards de francs pour faire de l'Angola le premier producteur africain, avec près de 120 millions de tonnes par an en 2005, et une recette annuelle qui pourrait dépasser les 100 milliards de francs. Dont environ un tiers pour TotalFina-Elf.

Négociés en 1999, les trois blocs en eau ultra-profonde 31, 32 et 33 renfermeraient les plus vastes réserves mondiales encore inexploitées. Elf a été désigné comme l'opérateur principal du bloc 32, BP-Amoco est chef de file sur le 31, Exxon sur le 33. Elf est associée à une société suisse, Pro-Dev, dirigée par un homme d'affaires syrien. Celle-ci a servi d'intermédiaire pour d'importantes livraisons d'armes au Moyen-Orient. Elle aurait fait de même en Angola. Ses 15 % dans le bloc 32 viendraient garantir la transaction. Les responsables d'Elf affirment ne rien savoir sur Pro-Dev... Évidemment, c'est un pétrolier de raccroc. Tout comme Pierre Falcone, dont la société Falcon Oil & Gas s'est mise à jouer dans la cour des grands : elle a obtenu 10 % dans le bloc 33. La grosse société de sécurité israélienne Levdan n'en a obtenu que la moitié¹⁹⁷.

Ces pourcentages gagent des prêts considérables, destinés aux achats d'armes ou de fournitures pour l'armée angolaise, et aux coffres personnels. Ils s'ajoutent aux droits d'entrée, ou "bonus", obtenus par le clan au pouvoir : un milliard de dollars pour les seuls blocs 31 à 33¹⁹⁸. Ce paiement de "bonus" hors budget, « *c'est comme payer des gangsters pour obtenir un service, s'indigne un observateur. Les dirigeants angolais participent à un "vol légal"*¹⁹⁹». Le peuple angolais est littéralement déshérité. Sans parler de la part des ventes courantes de pétrole qui alimente directement les comptes présidentiels.

Pierre Falcone est le fils d'un vieil ami d'Étienne Leandri. J'ai parlé de ce dernier à propos du Congo-Brazzaville : intermédiaire de haut vol, proche de Pierre-Philippe

¹⁹⁴. Cf. R. Faligot et P. Krop, *La Piscine*, Le Seuil, 1985, p. 360.

¹⁹⁵. Cf. Charles Pasqua, le "chouchou" de Dos Santos, in *LdC* du 03/03/1994.

¹⁹⁶. Audition par la mission d'information sur le rôle des compagnies pétrolières. *Pétrole et éthique*, rapport cité, t. I, p. 152.

¹⁹⁷. D'après *Angola : Le pétrole et la guerre*, in *ACF*, 17/05/1999.

¹⁹⁸. 1 Md\$ de prêts gagés en quelques mois, in *LdC*, 31/03/1999.

¹⁹⁹. Relaté par Global Witness, in *The Role of the Oil and Banking*, rapport cité.

et Charles Pasqua, ce fut un personnage central des affaires d'armes et de corruption en France. Leandri gardait un œil attentif sur la Sofremi, une officine parapublique de vente d'armes et d'équipements dépendant du ministère français de l'Intérieur. Il a fait nommer deux proches à la tête de cette société, Bernard Dubois et Bernard Poussier, plus le jeune Falcone à titre de conseiller. Spécialité maison : "dégager" de belles marges en fourguant des matériels de fin de série ou d'occasion. Falcone a bien appris la leçon. Ayant déniché en Italie du matériel de communication soldé, il l'aurait revendu pour 300 millions de francs à l'Angola, via la Sofremi. Trois fois le prix. 50 % de commissions²⁰⁰.

Peut-on faire des affaires en Angola sans négociier du pétrole ? Falcone a établi à Panama une holding pétrolière, Falcon Oil. Il dirige aussi la société angolaise Simportex, qui avait le quasi monopole de la nourriture et de l'habillement des Forces armées angolaises (FAA)²⁰¹. Simportex est étroitement liée au principal acheteur d'armes des FAA, le général Manuel Helda Vieira Dias, alias Kopelipa.

En 1997, Simportex et Kopelipa ont acheté en Europe de l'Est pour quelque 3 milliards de francs d'armes, munitions et fournitures diverses. Courtiers : Pierre Falcone et son associé franco-russe, Arcadi Gaïdamak - lié à Jean-Charles Marchiani et André Tarallo. Ingénierie financière : Glencore et Paribas. Cette société suisse et cette banque française sont au cœur d'un système de prêts gagés sur le pétrole futur de l'Angola. On peut bien appeler cela une pompe à fric, vu les usages de ces prêts, et leur taux élevé. L'ancien "Monsieur Angola" de Paribas, Jean-Didier Maille, est devenu le directeur financier de Glencore. Après la chute du mur de Berlin, celle-ci a gagné des milliards de francs suisses sur le pétrole de l'ex-URSS, en association avec Menatep, une banque russe plutôt mal famée. Glencore a transféré son expertise en Angola, au service de l'équipe Falcone-Gaïdamak²⁰².

En septembre 1999, cette sympathique prospérité a été troublée par une alerte rouge. Dix ans plus tôt, les USA avaient battu l'URSS par jet de l'éponge. Depuis, la mafia tenait le haut du pavé dans une Russie exténuée - qu'il fallait quand même aider. D'un coup, la réalité est revenue en boomerang : la mafia captait l'essentiel des prêts du FMI, elle a "recyclé" 10 milliards de dollars d'aide internationale, elle s'est même permis, avec cet argent, de circonvenir l'une des plus vieilles banques américaines. Nombre de dirigeants occidentaux se laissent volontiers corrompre, avec leurs amis du Sud, par les facilités paradisiaques des îles Vierges ou Caïman. Mais ils découvrent qu'à ce jeu-là - la loi de la jungle -, la mafia russe est aussi imbattable que Kasparov aux échecs.

Les Américains et le FMI s'agitent. Ils ne sont pas les seuls. *La Lettre du Continent* signale d'autres gens soucieux²⁰³:

« Depuis que l'affaire du "Kremlingate" a éclaté à Moscou, on dort mal au Palais de Funtungo, à Luanda, et on s'inquiète à Paris chez les initiés du village franco-angolais. [...] Une réunion informelle sur ce dossier s'est même tenue à l'Élysée [...] entre des militaires de haut rang, des responsables des services de renseignement et des diplomates. La lancinante question était de savoir si la France ne risquait pas, un jour, d'être impliquée dans une extension du "Kremlingate" en Angola. [...]

À l'origine de ce malaise, on trouve l'équipe franco-russe constituée dans les années 80 entre Arcadi Gaïdamak, très actif dans le complexe militaro-financier russe lié à la banque Menatep, et l'homme d'affaires français Pierre J. Falcone, président de Brenco [...]. Les deux hommes sont devenus les piliers incontournables des relations franco-angolaises [...].

Ce sont les circuits de financement qui semblent chagriner les enquêteurs. Le vrai patron de l'équipe est en effet Arcadi Gaïdamak. Or, cet ancien émigré russe en Israël, naturalisé français en 1975 sur l'intervention de Robert Pandraud [...], est très proche de toute l'équipe russe actuellement sur la sellette aux États-Unis pour des détournements de fonds. Depuis l'arrivée de Gaïdamak à Luanda, plusieurs grands groupes angolais ont leurs comptes à la Bank of New York qui est accusée

²⁰⁰. Cf. Nicolas Beau, *Chevènement veut nettoyer sa vitrine à l'export*, in *Le Canard enchaîné* du 01/10/1997.

²⁰¹. Jusqu'à ce que la Compagnie angolaise de distribution alimentaire (CADA), basée aux Îles Vierges, n'obtienne un contrat de 720 millions de dollars pour nourrir les FAA. Le président dos Santos a pris le contrôle de la CADA juste avant la relance de la guerre civile, fin 1998... (Global Witness, rapport cité).

²⁰². Cf. *Angola : Une affaire "franco-russe" ?*, in *LdC* du 30/09/1999.

²⁰³. Idem.

par le FBI d'avoir "recyclé" 10 milliards \$ d'argent russe.

Parmi les deux responsables "suspendus" dans cette affaire, Natacha Gourfinkel Kagalovski, vice-présidente de la banque, est l'épouse de Konstantin Kagalovski, ex-représentant de la Russie auprès du FMI. Également ancien dirigeant de la banque russe Menatep, dont Gaïdamak est l'un des administrateurs²⁰⁴, Kagalovski s'était occupé de la restructuration de la dette angolaise auprès de la Russie. [...] Des sociétés liées à Menatep ont aussi opéré dans les circuits de financement du pétrole angolais ».

Je résume : Glencore a gagné des milliards sur le pétrole russe, de concert avec les décideurs moscovites, ce qui a creusé d'autant la faillite financière de la Russie. Ces décideurs-là ont aussi bradé l'arsenal de l'Armée rouge, les créances de leur pays²⁰⁵, plus dix milliards de dollars du FMI. Beaucoup de perdants, quelques gagnants. Une part de ces flux (pétrole, armes, dettes) viennent se brasser entre la Bank of New York et les eaux profondes de l'offshore angolais. Elf et les réseaux sont aux premières loges. Ils sont au mieux avec le président Dos Santos et les dirigeants de Luanda.

Leur créativité financière est déterminante, tandis que le jeu français en Angola conserve une duplicité avouée. Au moins jusqu'à la mort de Hassan II, le Maroc fournissait un appui considérable à l'Unita. Le Burkina de Compaoré est un havre pour les recrues de Savimbi, pour sa famille et ses affaires. Le Togo d'Eyadéma est plus qu'hospitalier. Or Jacques Chirac était ou est très proche de ces trois chefs d'État. Paris « tente de parvenir à un équilibre entre ses alliés historiques au sein de l'Unita et ses intérêts pétroliers à Luanda²⁰⁶», écrit *Africa Confidential* durant l'été 1999. Au même moment, Elf et Total étaient en pleine bataille boursière. « Des émissaires des deux compagnies sont allés, preuves à l'appui, raconter au président angolais Eduardo Dos Santos que "l'autre camp" avait des contacts coupables avec la rébellion de Jonas Savimbi...²⁰⁷».

Cela n'empêche pas Jacques Chirac de se rendre à Luanda en juillet 1998, d'y féliciter l'armée angolaise d'avoir envahi le Congo-Brazzaville, et de décrocher pour les groupes Bouygues et Lyonnaise des Eaux une partie du marché d'équipement du gisement sous-marin Girassol, d'un coût total de plus de 10 milliards de francs. Puisqu'il convient de mélanger la guerre, la politique et les affaires, l'ancien responsable des services économiques de l'ambassade de France à Luanda, Alain Pfeiffer, est promu directeur Afrique à Paribas²⁰⁸. Derrière Paribas, absorbée par la BNP, d'autres banques françaises ont fondu sur le juteux marché des prêts à l'Angola : le Crédit Lyonnais, le Crédit agricole Indosuez, la Société générale et Natexis.

Dans ce jeu-là aussi, il n'y aura pas que des gagnants. L'ardoise de l'Angola auprès de la France était en novembre 1999 de 7,4 milliards, avec 2,5 milliards d'arriérés, dont 2,2 couverts par la garantie publique à l'exportation, c'est-à-dire le contribuable français²⁰⁹. L'Agence française de développement (AFD) remet de l'argent public au pot, en vertu d'un étrange raisonnement : « dans les pays producteurs où elle opère et où le pétrole représente l'essentiel des recettes d'exportation », l'Agence ne peut, selon son directeur Antoine Pouillieute, « faire l'impasse sur les activités pétrolières²¹⁰».

²⁰⁴. Ou plus exactement l'un des principaux "clients", a rectifié *La Lettre du Continent* (28/10/1999), suite à un droit de réponse de Gaïdamak. Celui-ci affirme aussi ne pas connaître les Kagalovski. En 1994, il déclarait à la journaliste Natacha Tatu du *Nouvel Observateur* : « Je suis le Bernard Tapie de Menatep ». Une référence. Il confiait aussi qu'il venait de « signer un énorme contrat avec des banquiers français » - un emprunt de 553 millions de dollars lié à un marché d'approvisionnements en tout genre avec l'Angola. Paribas était chef de file.

²⁰⁵. En 1997, Falcone a obtenu de la Russie qu'elle divise par quatre ses 6 milliards de dollars de créances sur l'Angola (cf. *Un homme bien sous toutes latitudes*, in *Le Canard enchaîné* du 01/10/1997). L'État russe s'est retrouvé ainsi le plus mal servi dans le partage du pactole pétrolier angolais, au bénéfice des dirigeants de Luanda, des compagnies pétrolières occidentales, de divers intermédiaires... et des réseaux russes impliqués dans ce vaste marchandage.

²⁰⁶. *Congo-Brazzaville : Négociations secrètes*, Éd. française, 12/07/1999. Le député européen Yves Verwaerde, du Parti républicain, était appointé par Alfred Sirven pour garder le contact avec l'Unita.

²⁰⁷. *Total/Elf, guerre de l'ombre*, in *LdC* du 02/09/1999.

²⁰⁸. Cf. *La Société Générale hérite du réseau angolais de Paribas*, in *LdC* du 18/02/1999.

²⁰⁹. Cf. *Gayssot au secours d'Air France*, in *LdC* du 25/11/1999.

²¹⁰. Audition par la mission d'information sur les compagnies pétrolières. *Pétrole et éthique*, t. I, p. 189. « La mission ne peut que constater que deux des pays, l'Angola et le Congo, où l'AFD est l'un des intervenants, connaissent des guérillas et des rébellions armées et que la rente pétrolière sert surtout à l'achat d'armes ».

Mais que dire du peuple angolais, l'un des plus misérables et maltraités de la planète ? Il n'a que le sang et les armes. Plus une dette exponentielle. Les budgets sont de pures fictions. « La situation économique du pays est de plus en plus désespérée²¹¹ ». Le régime pratique la fuite en avant par l'émission effrénée de papier monnaie, par la guerre civile et la guerre extérieure. Comment rêver meilleur allié ?

Selon l'ancien président congolais Pascal Lissouba, Jonas Savimbi lui aurait expliqué « *qu'il avait compris petit à petit qu'il ne terminerai jamais cette guerre car on aidait les Angolais à s'entre-tuer*²¹² ». Un trop bref moment de lucidité.

Payeur libyen

La relation Paris-Tripoli a longtemps été paradoxale. D'un côté l'armée française combattait, ou du moins contenait l'armée libyenne au Tchad, le service Action menait des incursions meurtrières dans les rangs de cette dernière, la justice française vérifiait que l'attentat contre le DC10 de la compagnie UTA avait été organisé par les services secrets libyens. De l'autre, Kadhafi et la Françafrique multipliaient les causes communes. Cimentées par l'antiaméricanisme. Agrémentées d'intérêts bien compris.

L'élimination du président burkinabè Thomas Sankara est sans doute le sacrifice fondateur (comme le fut avec Eyadéma celui de Sylvanus Olympio). Foccart et l'entourage de Kadhafi convinrent en 1987 de remplacer un leader trop intègre et indépendant, au point d'en être agaçant, par un Blaise Compaoré infiniment mieux disposé à partager leurs desseins. L'Ivoirien Houphouët fut associé au complot²¹³.

Le tandem Kadhafi-Compaoré s'est mis à former, financer, armer et épauler des rébellions à haut degré de cruauté, contre le Liberia puis la Sierra Leone²¹⁴: deux frères États riches en diamants et autres ressources naturelles, protégés par Washington et Londres. De quoi embourber les Anglo-Saxons. De quoi arrondir les cassettes par les trafics induits. Un festin français.

Jean-Charles Marchiani, le négociateur émérite du réseau Pasqua, est en pays de connaissance à Tripoli. Il rencontre sans problèmes Abdallah Senoussi, le numéro deux des Services libyens, principal responsable de l'attentat contre le DC10 d'UTA selon la justice française. Il bénéficie toujours « de l'amicale coopération des services libyens pour la libération des otages français, que ce soit au Liban ou en Serbie²¹⁵ ».

À cheval entre les Services et les affaires, il se fait volontiers transporter et accompagner en Libye par son ami Dominique Bouillon. Ce fastueux promoteur immobilier possédait la compagnie aérienne Air Entreprise. Protégé de l'ancien ministre de la Justice Jacques Toubon, il accompagna la belle-fille de ce dernier, Sophie Deniau, dans le naufrage de la station de ski Isola 2000. Une sombre affaire²¹⁶. Elle a coûté au contribuable français 253 millions de francs, complaisamment ajoutés au trou du Crédit Lyonnais, fin 1996, par le ministre des Finances Jean Arthuis, un collègue de Toubon. Ce dernier préside le Club 89, un concentré de Françafrique. Marchiani n'est pas pour rien dans ce dossier verrouillé, ni son entourage dans le monde arabe : il conservait des liens très amicaux avec Sophie Deniau, ancienne attachée de presse de Charles Pasqua ; c'est lui qui proposa au tandem Bouillon-Deniau l'"affaire" Isola 2000. La station appartenait au riche homme d'affaires libanais Tarek Abu Kater via une holding luxembourgeoise, la SIADF, filiale d'une société libérienne. Le Liberia est trop ruiné pour qu'une société puisse y fonctionner ; c'est par contre un paradis fiscal, et une plaque tournante du trafic de drogue. Une filiale du Crédit Lyonnais finance comme il se doit l'achat de cette étrange personne morale, la SIADF, à hauteur de 450 millions. La station de ski fait faillite, une partie de l'argent s'est envolée au

²¹¹. *Angola : Le pétrole et la guerre*, in ACf, 17/05/1999.

²¹². *Audition, Pétrole et éthique*, t. I, p. 148.

²¹³. Comme je l'ai appris d'une source sûre depuis la rédaction du chapitre consacré à ce sujet dans *La Françafrique*, p. 173-189.

²¹⁴. Cf. chapitre 4.

²¹⁵. *Jean-Charles Marchiani*, in *Maghreb Confidentiel (MC)* du 27/05/1999.

²¹⁶. Racontée par Julien Caumer, op. cit. p. 143-149.

Luxembourg.

Si je me suis attardé sur cette histoire, ce n'est pas seulement qu'elle est exemplaire, à plus d'un titre. Elle ouvre incidemment sur les horizons africains d'un flambeur hexagonal. Dominique Bouillon a érigé le siège d'Elf au Nigeria. Or l'érection des sièges d'Elf en Afrique, objet de surfacturations considérables, est l'un des robinets de l'argent noir. A fortiori au Nigeria. Si Bouillon a été en Libye, il n'a sûrement pas fait les voyages pour rien.

Entre-temps, l'homme d'affaires franco-comorien Saïd Hilali tissait une filière Paris-Tripoli-Moroni. Le président de la Chambre de commerce franco-libyenne, Georges Vaillant, multiplie les contacts pour élargir le cercle de la vingtaine de sociétés françaises déjà implantées. C'est l'engouement : les réunions discrètement organisées sont « bourrées à craquer de chefs d'entreprise de plus en plus affairés²¹⁷ ». D'autant que les Libyens paient cash. Le représentant à Tripoli de Thomson, Bouygues et Total, Khaled el Kouni, peut se construire un palais, ou "égarer" à Genève un attaché-case empli de 3 millions de dollars. Cela donne une idée des bonus en vigueur, et autres pourboires coutumiers. Pas assez partageux, el Kouni est un moment emprisonné par les comités révolutionnaires. Pour le libérer, ils auraient exigé une "caution" de 4 millions de dollars²¹⁸.

Le patron historique de la Lyonnaise des Eaux, Jérôme Monod, a rencontré à plusieurs reprises le "Prince du désert", Muammar Kadhafi. Son groupe, champion de l'"arrosage", finit par conclure début 1999 un énorme contrat d'un milliard et demi de dollars²¹⁹.

Monod est aussi l'ancien Secrétaire général du RPR. Il a joué le rôle d'intermédiaire entre les présidents Kadhafi et Chirac, comme ensuite Jacques Toubon. L'élection de Jacques Chirac à l'Élysée est en effet le point de départ d'une véritable idylle. Un hymen désiré : début 1995, le quotidien pro-libyen *Al Arab*, édité à Londres, appelait les Arabes à financer la campagne présidentielle du candidat néo-gaulliste²²⁰. Au moins, les choses sont claires. Kadhafi parle de « *mon ami* » Chirac : « *Dès son arrivée au pouvoir, nous avons su que tous les contentieux franco-libyens allaient être réglés* ». L'idylle prend un tour si personnel que Muammar annonce déjà son choix pour le scrutin présidentiel de 2002 : « *Si Jacques Chirac continue de diriger la France, il n'y aura absolument plus de problème entre nous*²²¹ ».

Sans problème, Elf peut rejoindre Total en Libye pour forer des zones jugées « très intéressantes »²²², en particulier des réserves offshore. Fin 1999, la cote de Kadhafi est au plus haut à Paris - malgré l'enquête lancée contre lui par le juge Bruguière, nouveau rebondissement de l'affaire du DC10²²³. La Libye est invitée au comité de suivi du Sommet du Louvre, le 7 décembre. Un familier de la politique franco-africaine rêve tout haut : « *Pourquoi pas des projets en commun, la France apportant son savoir-faire et la Libye ses dollars pétroliers ?*²²⁴ ».

Ce n'est pas un rêve, mais déjà la réalité. La Libye a fourni des armes chinoises à l'armée de Mobutu durant la guerre de 1996-97, « avec les encouragements de l'Élysée²²⁵ ». Dès la fin de l'été 1998, selon un diplomate²²⁶, « *c'est Kadhafi qui paie le transport aérien et la logistique* » du contingent tchadien envoyé au secours de Kabila. De même pour le contingent recruté au Soudan. Plus généralement, l'ami de Chirac finance l'ensemble de la coalition pro-Kabila. Recevant fin 1998 le président zimbabwéen Mugabe, il accorde une ligne de crédit illimitée pour renflouer la société pétrolière nationale en grande difficulté financière. Avec promesse d'un premier déblocage de fonds de 100 millions de dollars. Trois cents combattants de la

²¹⁷. Paris et Tripoli, nouvelle idylle au Congo, in LdC du 08/10/1998.

²¹⁸. Cf. Khaled el Kouni, in MC du 22/04/1999.

²¹⁹. Cf. Londres, Paris et Rome en compétition à Tripoli ?, in MC du 08/04/1999.

²²⁰. Cf. Tripoli choisit Chirac, in MC du 02/03/1995.

²²¹. Propos cités par Libération du 18/09/1999 (Le colonel Kadhafi vote pour Chirac en 2002).

²²². Cf. Londres, Paris et Rome en compétition à Tripoli ?, in MC du 08/04/1999, et BIP, 19/10/1999.

²²³. Cf. p. xx.

²²⁴. Cité par Pierre Prier, Paris accueille les parias de l'Afrique, in Le Figaro du 07/12/1999.

²²⁵. Centrafrique/Congo-K : Encore des "Contras", in ACF, 23/02/1998.

²²⁶. Cité par S. Smith, Le Tchad entre dans le conflit congolais, in Libération du 30/09/1998.

guérilla ougandaise ADF (Allied Democratic Front) reçoivent un entraînement militaire en Libye. Transférés au Congo-Kinshasa, puissamment armés, ils participent début 1999 à une série d'attaques spectaculaires et d'embuscades, infligeant de lourdes pertes à l'armée de Museveni²²⁷.

Au printemps 1999, lorsque le conseiller élyséen Michel Dupuch se rend à Tripoli, suivi du directeur Afrique du Quai d'Orsay, Jean-Didier Roisin, le menu des rencontres relève de l'évidence : « tous les conflits africains, notamment celui des Grands Lacs²²⁸ ». « La France, soucieuse du retour de la stabilité en Afrique centrale, apprécie les efforts de la Libye », commente la journaliste de RFI, Marie Joannidis²²⁹.

Ayant abandonné ses rêves d'unité arabe, le colonel Kadhafi mûrit un grand dessein pour l'Afrique. En atteste le grandiose Sommet de Syrte, auquel il a convié tous frais payés 45 chefs d'État africains durant l'été 1999. Ce riche dessein enchante la Françafrique. Ce n'est pas un hasard si le nouveau ministère des Affaires africaines a été confié à l'ancien ambassadeur de Libye à Paris, Ali Triki. Un Monsieur très introduit dans le milieu franco-africain. Son avocat ? Jacques Vergès...

Kadhafi a créé et il finance la Communauté du Sahel et des États sahariens (Comessa) avec, entre autres, les généraux el Bechir, Idriss Déby, Baré Maïnassara et Compaoré - du Soudan, du Tchad, du Niger et du Burkina. Plus quelques civils, comme Ange-Félix Patassé, dont Kadhafi a sponsorisé la campagne présidentielle. Le secrétaire général de la Comessa est Madani Lazhari, ambassadeur de Libye au Burkina, cheville ouvrière de l'axe Tripoli-Ouagadougou²³⁰. Retour à la case Départ, chez Blaise Compaoré.

L'euphorie franco-libyenne connaît quand même quelques contrariétés. L'ami Compaoré est fort chahuté, j'y reviendrai, depuis l'assassinat du journaliste Norbert Zongo. La Libye elle-même ne va pas si bien. La rente pétrolière y favorise comme ailleurs le délitement de l'État - que Kadhafi s'était, un temps, efforcé de structurer de manière originale. Selon le chercheur Luis Martinez,

« En Libye, depuis 1995-1996, une guérilla islamiste s'est développée dans la région pétrolière de la Cyrénaïque, qui est la plus pauvre du pays alors qu'elle détient la plupart des richesses pétrolières. [...] On assiste à une militarisation de la société, au développement des milices en Algérie comme en Libye, à l'effondrement des fonctions régaliennes de l'État²³¹ ».

L'une de ces fonctions est la justice. Ce n'est pas en la bafouant que l'on améliorera les choses en Libye, en France et en Afrique. Or, avant même le procès de mars 1999 contre les six responsables libyens de l'attentat contre le DC10 d'UTA, qui fit dix ans plus tôt 171 morts, Paris adressait un courrier diplomatique officiel selon lequel « le gouvernement libyen avait donné satisfaction aux autorités judiciaires françaises en ce qui concerne l'attentat perpétré contre le vol UTA 722 ». Tripoli n'avait ni jugé, ni livré ces terroristes à la justice française, réduite à les condamner en leur absence. Kadhafi s'était contenté de verser une indemnisation forfaitaire. Furieuses, les familles des victimes ont obtenu l'instruction d'une plainte contre Kadhafi.

Leur plainte serait plus forte si elle comprenait celle des mutilés du Sierra Leone, des endeuillés du Liberia, des "hommes intègres" du Burkina. Non pas tant pour punir le mégalomane que pour le disqualifier politiquement, le pousser à la retraite, ainsi que ses méthodes, et priver la Françafrique d'un relais séduisant.

²²⁷. Cf. *La Libye va renflouer la société pétrolière du Zimbabwe*, Pana, 06/12/1998 ; *L'ADF détourne Museveni de la RDC*, in LOI du 24/04/1999.

²²⁸. *Paris-Tripoli, un nouveau flirt ?*, in MC du 03/06/1999.

²²⁹. *Afrique centrale : Les efforts libyens... avec l'appui de la France*, RFI-MFI, 04/06/1999.

²³⁰. *Libye : Kadhafi courtise l'Afrique*, in ACf, 26/10/1998.

²³¹. *Audition, Pétrole et éthique*, t. I, p. 155.

18. Le poids de l'État-major.

« Osons le dire : l'Armée française a une “singulière aptitude à créer, puis à favoriser les conditions véritables d'un développement intégral : économique, intellectuel, spirituel, culturel” ».

Lieutenant-colonel Rideau,
passé par l'emblématique 2^e REP de la Légion étrangère²³².

Une grande partie de l'État-major français, et ses cadres les plus influents, sont passés par l'Afrique. L'actuel chef d'état-major par exemple, le général Jean-Pierre Kelche, est issu des commandos de l'infanterie de marine, il a servi à Djibouti et en Côte d'Ivoire. Pour ses semblables, et donc encore pour un courant dominant dans l'armée, le passage par l'Afrique fait figure de rite initiatique. Il renvoie à la présence et aux interventions militaires dans les ex-colonies françaises, contestables dans leur principe et surtout dans leur exercice. On entre alors dans un cercle vicieux, un mécanisme de reproduction sociologique : l'État-major est attaché à la présence active de l'armée française sur le continent noir, ce qui initie de nouvelles générations d'officiers au « besoin d'Afrique ». Ce n'est pas moi qui contesterai le profond besoin d'altérité de tout être humain, peuple ou civilisation. Mais, dans les régiments héritiers des troupes coloniales qui stationnent ou débarquent au sud de la Méditerranée, le « besoin militaire d'Afrique » repose sur des motivations pour le moins ambiguës. Même si elles se parent d'un langage vertueux.

Laissons le lieutenant-colonel Rideau développer son propos²³³ :

« L'Afrique [...] est dans notre culture d'hommes d'intervention. [...] L'Afrique est un rapport de forces. [...] L'œuvre militaire est complémentaire de l'œuvre civile, économique, diplomatique, missionnaire, elle est certainement moins onéreuse à terme, ne vaut-il pas mieux aider les Africains d'abord chez eux ? Ne vaut-il pas mieux considérer les Africains comme ils sont et non comme on voudrait qu'ils soient ! D'où la nécessité de les connaître chez eux : l'action militaire est indispensable ».

La connaissance de force ! Ce texte se réfère à Lyautey, Gallieni, Bigeard, Charles de Foucauld, ... Il ne date pas de 1962, mais de 1998. Son côté caricatural permet de mieux percevoir le filtre idéologique qui donne les couleurs de l'honneur à des ingérences anachroniques, aliénantes, et parfois scandaleuses.

Je n'évoquerai que brièvement le dispositif militaire français en Afrique²³⁴, fondement des schémas justificatifs. Puis je sonderai ces derniers. Il conviendra alors de se demander comment et jusqu'à quel point l'État-major parvient à imposer ces schémas aux autorités civiles, dans le contexte d'une double mutation : la présidentialisation accrue du commandement des armées, et la constitution des forces “interafricaines”. Défendant bec et ongles son domaine africain, l'armée accepte, en contrepartie, d'être instrumentalisée, sinon manipulée, par la Françafrique prébendière.

Une présence contrainte

En principe, la présence de l'armée française en Afrique est structurée, au début de l'an 2000, par huit accords de défense (Centrafrique, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Sénégal, Togo), plus d'une trentaine d'accords d'assistance militaire technique (Algérie, Bénin, Burkina, Burundi, Cameroun,

²³². *Les interventions militaires françaises au Tchad*, in *Les interventions militaires françaises en Afrique*, Louis Balmond dir., Pédone, 1998, p. 96. L'auteur cite la revue *Ictus. Permanences*, 01/1997.

²³³. *Ibidem*, p. 91-97.

²³⁴. Pour un examen plus approfondi, cf. *Présence militaire française en Afrique : dérives...*, in *Agir ici et Survie, Dossiers noirs n° 1 à 5*, L'Harmattan, 1996, p. 205-263 ; *Les dérives de la coopération militaire de la France en Afrique*, Avis de l'Observatoire permanent de la Coopération française (OPCF) et rapport d'Anne-Sophie Boisgallais, in OPCF, *Rapport 1995*, Desclée de Brouwer, p. 95-146 ; *Les nouveaux enjeux sociopolitiques et stratégiques de la coopération militaire française en Afrique*, Avis de l'OPCF et rapport de Dominique Bangoura, in OPCF, *Rapport 1996*, Desclée de Brouwer, p. 93-156 ; D. Bangoura, *Suivi de la coopération militaire*, in OPCF, *Rapport 1997*, Karthala, p. 163-185 ; *La coopération militaire sous le feu des critiques*, in *La coopération française en questions*, Bibliothèque publique d'information, Centre Georges Pompidou, 1998, p. 209-276.

Centrafrique, Comores, Congo-B, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre,...²³⁵), et des troupes permanentes dans cinq pays (570 hommes en Côte d'Ivoire, 3 000 à Djibouti, 580 au Gabon, 1 060 au Sénégal et 980 au Tchad). L'accord de défense avec le Centrafrique s'est perdu dans la forêt. Certains accords d'assistance ne sont plus appliqués - avec le Rwanda par exemple. Les effectifs prépositionnés dans les bases africaines sont en nette diminution (de 8 000 en 1997 à 5 600 en 2002), économies obligent. Mais l'armée française renforce en même temps ses capacités de "projection" rapide. Elle a aussi créé dix écoles d'officiers à vocation régionale²³⁶, qu'elle compte marquer de son influence.

Cette présence militaire française souffre d'au moins trois vices de consentement :

- à la fin de 1999, la plupart des accords, signés dans la foulée d'indépendances largement confisquées, étaient au service de pouvoirs illégitimes (dictatures ou "démocraties") ;

- ils servent les desseins d'une puissance étrangère, la France, dont la politique africaine manque considérablement de lucidité, faute d'avoir fait le deuil de son Empire ;

- ils renforcent le plus souvent des armées, des gendarmeries ou des gardes présidentielles à base régionale ou clanique, sinon raciale.

Revenu au pouvoir en 1958, De Gaulle se voyait contraint de décoloniser. Il confie à Foccart le soin d'élaborer un nouvel édifice constitutionnel, la Communauté, où les ex-colonies d'Afrique subsaharienne seraient plus autonomes qu'indépendantes : la monnaie, la politique étrangère et la défense demeureraient "communes". Le subterfuge ne suffit pas à enrayer la course à l'indépendance - vite réclamée par tous les membres africains de la Communauté. Celle-ci se délite, le statut d'autonomie bridée n'a plus de base légale. Pourtant, les accords de coopération civile préparés dans ce cadre sont signés pratiquement tels quels par les États nouvellement "indépendants". De même les accords militaires, en commençant par les pays-clefs. La dépendance de fait, inconstitutionnelle, a revêtu quelques apparets légaux.

Mais peut-on parler d'une libre signature ? Foccart avait fait le ménage. Il ne tolérait dans le pré carré que les Présidents choisis ou agréés par lui, et non par leurs peuples : les Houphouët, Ahidjo, M'Ba, Eyadéma, Kountché, etc. L'ancien Premier ministre Alain Juppé parle bonnement de « *la nécessité d'une présence amicale de la France auprès des pays d'Afrique pour les aider* »²³⁷. L'amitié obligatoire. C'est bien ainsi que l'a toujours entendu Foccart.

En France, le pouvoir s'est bien gardé d'informer le peuple et ses représentants des clauses les plus sensibles des accords de défense. Même le ministre de la Défense, Pierre Joxe, a convenu devant la mission d'information sur le Rwanda qu'il ignorait le contenu de ces clauses secrètes !

Le secret, en fait, couvrait une série de dispositions visant, non à défendre un État, mais à protéger personnellement le chef d'un régime client, à le garantir contre toute subversion non désirée²³⁸. Les bons amis pourraient ainsi "régner" à vie, et leurs partis rester indéfiniment au pouvoir : une invitation à l'irresponsabilité, à l'arbitraire, souvent à la dictature.

Le secret permettait aussi de faire n'importe quoi, puisque personne ne savait ce qui était autorisé : « *Le cadre juridique général d'intervention [...] était à la fois*

²³⁵. La liste n'est pas complète. Elle a tendance à s'étendre hors du pré-carré. En 1996 déjà, la Mission militaire de coopération gérait 38 accords. Mais les prestations d'instruction proposées "hors champ" n'ont évidemment pas le même caractère que lorsqu'elles font partie d'un système ancien de domination, agréant le politique, l'économique, le monétaire, le culturel et le militaire (les Services sont gratuits).

²³⁶. Cf. *Désengagement accéléré...*, in *LdC* du 25/11/1999.

²³⁷. Audition du 21/04/1998 par la mission parlementaire d'information sur le Rwanda. Il s'agit, comme pour toutes les citations qui vont suivre et ne sont pas référencées dans le rapport de la mission, du texte diffusé par Médecins sans frontières à partir de l'enregistrement des auditions publiques. Le texte publié par la mission est édulcoré, pasteurisé, parfois lacunaire.

²³⁸. Ainsi, « la République gabonaise a la responsabilité de sa défense intérieure, mais elle peut demander à la République française une aide dans les conditions définies par les accords spéciaux [secrets] ». J.O. du 21/11/1960.

incertain, peu connu par les parlementaires, et ennuyeux pour tout le monde », résume Pierre Joxe²³⁹. On cessa de (se) poser des questions sur la légitimité des innombrables interventions militaires françaises en sol africain. Et quand le pli fut pris, certains, tel l'amiral Lanxade, ancien chef d'état-major des Armées, purent suggérer qu'après tout, il n'était pas besoin de ce genre de chiffon de papier : « *Nous n'avons aucun accord de défense avec le Tchad, qui est probablement l'un des pays dans lequel nous sommes le plus intervenus. Jusqu'ici, ça n'a troublé personne*²⁴⁰ ».

La présence ou les interventions militaires françaises ont d'abord conforté, longuement, des régimes totalitaires à parti unique. Puis il fallut céder à la "mode" de la démocratie. Parfois, les peuples imposèrent plus ou moins durablement leur volonté, via des Conférences nationales souveraines ou le renvoi des tyrans : ils eurent droit à des élections non truquées (Bénin, Niger, Congo-B, Mali). Ailleurs, à une exception près (le Centrafrique en 1993), les moyens militaires français favorisèrent ou protégèrent l'organisation d'escroqueries électorales. Le comble fut atteint au Tchad, en 1996.

Paris prétend que le maintien de l'armée française est réclamé par les États intéressés. Par les chefs d'État et leurs clientèles, certes. On ne voit pas pourquoi Omar Bongo au Gabon, Gnassingbé Eyadema au Togo, Paul Biya au Cameroun ou Ismaël Omar Guelleh à Djibouti, frauduleusement réélus ou élu, se priveraient d'une garnison ou d'une flopée de conseillers, avec les avantages afférents.

Quelques hommes politiques français ont pris conscience du caractère intenable de cette présence militaire contrainte. Ce n'est pas étonnant de la part de l'ancien Premier ministre Pierre Messmer : ayant lui-même combattu dès 1940 pour l'indépendance de son pays, avant de se retrouver aux premières loges des guerres coloniales en Indochine et en Algérie, il a vite compris que le mouvement de décolonisation était irrépressible. Il est l'un des rares hommes d'État français à tirer les conséquences des indépendances africaines²⁴¹ :

« Je suis très réservé sur les interventions [militaires] françaises [en Afrique]. J'en ai vu dès le début les difficultés et les ambiguïtés. Tout a été dévié et ce, dès les années 60. [...]

Avons-nous vraiment raison de jouer le dernier gendarme blanc en Afrique noire ? [...] Il faut éviter le plus possible d'intervenir [...]. Voyez ce qui s'est passé au Rwanda : j'estime que l'intervention française dans ce pays a été plus nuisible qu'utile. La France est intervenue d'abord et pendant plusieurs années pour maintenir le régime du président Habyarimana. Elle n'a rien fait au moment du génocide [...].

[Les] accords de défense sont caducs. Ils sont dépassés. [...] Soit, il faut les dénoncer purement et simplement. Ce qui ferait grincer des dents et inquiéterait, on s'en doute, les États africains [...]. Soit, on se contente de les appliquer *stricto sensu* : "Ils ne doivent servir qu'en cas d'agression extérieure". Ainsi ils ne seraient jamais appliqués... et il n'y aurait plus d'intervention²⁴² ».

Les intérêts de la France

Admirateur d'Idriss Déby, l'expert ès-stratégie Pascal Chaigneau²⁴³ admet au contraire que la France se laisse "dicter" sa présence militaire par les chefs d'État clients :

« Dans la plupart des cas, ce sont les chefs d'État qui demandent un prépositionnement militaire français comme une garantie de stabilité. Il est aussi évident que dans d'autres pays, notamment pétroliers, le prépositionnement militaire de la France est le parallèle [...] des intérêts économiques de la France. [...] Nous devons être les garants de la stabilité de certains pays. [...]

Si l'Afrique était devenue un continent stable, où il n'y a ni crises, ni guerres

²³⁹. Audition le 09/06/1998 par la mission d'information sur le Rwanda.

²⁴⁰. Audition du 06/05/1998, idem.

²⁴¹. Dans son livre *Les Blancs s'en vont. Récits de décolonisation* (Albin Michel, 1998), il conteste avec beaucoup de lucidité le lien monétaire, la présence militaire, et les aberrations militaro-humanitaires de la France en Afrique.

²⁴². Cité par *La Croix* du 22/06/1996.

²⁴³. Directeur du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris. Propos tenu à *L'autre Afrique*, 12/11/1997.

civiles, ni conflits interétatiques, la notion même d'accords de défense n'aurait pas lieu d'être. Pour le moment, je suis donc contre la suppression de ces accords ».

Au moins, c'est clair : la stabilité n'est pas un cadeau fait à l'Afrique, c'est l'intérêt de la France. Notamment pétrolier. Même si cette stabilité est synonyme de prolongation ou de restauration d'une dictature.

Les militaires apparaissent rarement en première ligne dans les débats sur leur rôle en Afrique. Ils préfèrent partager leurs convictions entre eux, ce qui ne laisse qu'exceptionnellement des traces. Ainsi, lors de la remise d'une décoration au colonel Manton le 20 décembre 1993, le général Canal, qui a servi comme lui au 8^e RPIMa de Castres, a exalté la « *protection de nos intérêts, contre les puissances étrangères jalouses du fait que nous exerçons en Afrique francophone de la zone CFA un monopole de la langue et la monnaie unique* ». L'assistance, triée sur le volet, était presque exclusivement composée d'officiers de la "coloniale"²⁴⁴.

Face aux civils, les militaires s'en tiennent généralement aux réunions confidentielles. Ce qui ne les empêche pas d'arriver en grand uniforme, bardés de décorations. Ils impressionnent ou même fascinent un certain nombre d'hommes politiques ou de journalistes. Marquer de la compréhension pour leurs raisonnements est considéré dans ces milieux comme un signe de maturité, d'entrée dans la raison d'État. Une série de déclarations et de commentaires permettent de se faire une idée assez précise de ces raisonnements partagés :

« Ne pas intervenir [*en Centrafrique, en 1996*], c'était semer l'inquiétude parmi les dirigeants des vingt-quatre pays africains liés à la France par des accords de défense [...] ou (et) d'assistance militaire [...]. C'était surtout mettre en jeu inutilement les intérêts stratégiques et économiques de la France ». (Jean-Pierre Langellier, du *Monde*²⁴⁵).

« Sans le sauvetage de la Centrafrique, Paris perdrait le vote automatique des 14 "pays amis" aux Nations-unies et son droit de préemption, notamment sur le pétrole et les télécoms, dans ses anciennes colonies. [...] Il n'y avait pas le choix ». (Stephen Smith, de *Libération*²⁴⁶).

« Pour un montant finalement marginal, moins de 4 % du budget de la défense, la France continuera à œuvrer pour la stabilisation d'un continent en pleine mutation. [...] La mission militaire de coopération continuera de gérer l'assistance de 38 pays alliés et amis qui constituent à bien des titres la clef de voûte de l'influence internationale de la France ». (Pascal Chaigneau²⁴⁷).

« La France [...] a jugé utile de consolider son implantation à N'Djamena [...] qui permet des mouvements rapides vers les différents lieux où l'intérêt de la France s'avère nécessaire ». (Alain Richard, ministre de la Défense²⁴⁸).

« La présence de la France en Afrique [...] *est* un objectif majeur de notre diplomatie. [...] La France est une puissance ». (Alain Juppé, ancien Premier ministre²⁴⁹).

« Le prestige de la France était en cause [*au Rwanda*] ». (Roland Dumas, ancien ministre des Affaires étrangères²⁵⁰).

« [*François Mitterrand était*] la personne qui définissait avec le plus de précision les rapports de force entre les Anglo-Saxons et nous dans cette région [*des Grands Lacs*]. [...] [*Il*] avait une conception géostratégique dans cette région tout à fait précise, culturellement et historiquement étayée ». (François Léotard, ancien ministre de la Défense²⁵¹).

« Le président Mitterrand [...] estimait que les Américains [...] avaient une volonté hégémonique sur cette région [*des Grands Lacs*] et peut-être sur l'Afrique ».

²⁴⁴. D'après *Centrafrique. Cravate de commandeur pour le colonel Manton*, in LdC du 06/01/1994.

²⁴⁵. *Une délicate frontière entre souveraineté et ingérence*, 30/05/1996.

²⁴⁶. *La France peut-elle quitter l'Afrique ?*, 31/05/1996.

²⁴⁷. In *La Croix* du 22/06/1996.

²⁴⁸. Déclaration du 30/07/1997, à N'Djamena.

²⁴⁹. Audition du 21/04/1998 par la mission sur le Rwanda.

²⁵⁰. Audition du 30/06/1998, idem.

²⁵¹. Audition du 21/04/1998, idem.

(Bernard Debré, ancien ministre de la Coopération ²⁵²).

Mitterrand était sur ce sujet en symbiose complète avec l'État-major - sinon sous influence ²⁵³. Le postulat sous-jacent à la plupart de ces propos est que les Africains continueront d'accepter de servir de pompe à pétrole et de brosse à reluire au « *prestige de la France* », sous la "protection" de l'armée française. Implicitement, l'on suppose que l'Afrique n'a pas la créativité politique qui lui permettrait de prendre son destin en main.

Le piège ethnique

L'ennui avec le « nécessaire intérêt de la France », comme dirait le ministre Alain Richard, c'est qu'il doit s'imposer à des populations qui n'y adhèrent pas forcément. Pour les y contraindre, les officiers de l'Infanterie de marine ou de la Légion ont appris à « diviser pour régner ». En même temps, les régimes claniques maintenus au service du « nécessaire intérêt » de la France, plutôt que du peuple concerné, finissent fatalement par devenir impopulaires. Ils sont alors tentés par la manipulation ethnique.

Au long des chapitres précédents, on a pu observer comment les instructeurs et conseillers français, chargés de soutenir les troupes d'un régime menacé, tendaient à rejoindre son discours et parfois ses pratiques discriminatoires. Les régiments ex-coloniaux expédiés ou stationnés en Afrique sont en "pays de connaissance" : la manipulation ethnique fait partie depuis plus d'un siècle de l'arsenal colonial et néocolonial. L'on n'a toujours pas pris conscience à l'État-major de la nécessité d'un décrassage des mentalités. Bien au contraire, on découvre régulièrement que les milieux les plus à droite sont attirés par la carrière ou l'enseignement militaires...

L'aveu du ministre Hubert Védrine, ancien bras droit de François Mitterrand à l'Élysée, fait froid dans le dos :

« On a formé l'armée au Rwanda. Ce n'est pas à la France de dire [...] qu'on va former ceux-ci et pas ceux-là. D'autant que les recrues hutues représentaient 80 % de la population. On a, ailleurs, formé des armées moins représentatives ²⁵⁴».

Un certain nombre d'officiers ont adhéré au racisme militant, et ont même persévéré :

« J'ai rencontré à Kigali, fin août [1994], des éléments de l'armée rwandaise qui étaient revenus subrepticement au Rwanda. Ils m'ont dit que, lorsqu'ils se trouvaient dans la zone Turquoise, ils avaient fait état à l'armée française de leur volonté de rejoindre Kigali, en disant : "*La guerre est finie. On doit former une armée nationale. Nous ne sommes pas d'accord avec le génocide qui a été commis et nous voulons rentrer à Kigali*". Les militaires français les ont mis dans un hélicoptère et les ont déposés à Bukavu, où s'était replié l'état-major des FAR [*Forces armées rwandaises*], en leur disant : "*Arrangez-vous avec vos supérieurs !*" [*qui avaient supervisé le génocide...* ²⁵⁵]. Un autre s'est fait injurier lorsqu'il a dit qu'il voulait rentrer. Il s'est fait traiter, je cite, de "*sale nègre*" par un officier français qui a ajouté : "*On va te couper la tête si tu rentres à Kigali*". Il a dû aller au Zaïre, et le FPR est venu le rechercher à Goma ²⁵⁶».

Selon Alison des Forges, de Human Rights Watch, ce genre d'officiers entraînaient encore les forces génocidaires en novembre 1994 ²⁵⁷ ! Quant aux simples soldats, dans un tel climat... Laissons parler une rescapée, Yvonne Galinier-

²⁵². Audition du 02/06/1998, idem.

²⁵³. Au milieu du génocide de 1994, la thèse d'« une volonté déstabilisatrice anglo-saxonne », restait « sérieusement défendue par les principaux responsables du dossier rwandais à Paris : les généraux Jean-Pierre Huchon et Jeannou Lacaze » (*Ouganda : Paris voit rouge*, in LOI du 14/05/1994).

²⁵⁴. Audition du 05/05/1998 par la mission sur le Rwanda.

²⁵⁵. « Les militaires jouèrent un rôle décisif en déclenchant le massacre et en l'orchestrant ». *Aucun témoin ne doit survivre*, Rapport d'Human Rights Watch et de la FIDH, Karthala, 1999, p. 262. Ce rapport démontre que le noyau dur (le cercle clandestin d'officiers AMASASU) et le bras armé du génocide se trouvaient beaucoup plus dans la Garde présidentielle, les FAR et la gendarmerie que chez leurs acolytes miliciens. Or l'armée française et les services secrets côtoyaient depuis quatre ans ces militaires-là.

²⁵⁶. Témoignage de Colette Braeckman, in *L'Afrique à Biarritz. Mise en examen de la politique française* (Biarritz, 8 et 9 novembre 1994), Karthala, 1995, p. 131.

²⁵⁷. Ibidem, p. 143.

Mutimura :

« En février 1993 [14 mois avant le génocide] [...], sur les barrages, près de Kigali, il y avait le drapeau français et le drapeau rwandais. Les militaires français contrôlaient les papiers, regardaient l'ethnie. [...] Sur la barrière de Nyacyonga, à Kabuye, c'était scandaleux, parfois ils étaient plus d'une dizaine, en train de boire des bières. Ils étaient saouls tout le temps. Il y avait des filles qui étaient violées par les militaires français. [...]

À côté de l'aéroport de Kigali, à Kanombe, à un endroit qui s'appelle Nyarugunga, il y avait un camp d'entraînement des extrémistes hutus. [...] C'était ouvert, comme un grand terrain de foot, on voyait que c'était les Français qui entraînaient les miliciens. Ils avaient des uniformes kaki avec des bérets rouges ²⁵⁸».

Sur ce dernier point, le témoignage de la rescapée est recoupé par un autre :

« Parlant devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda [...] à Arusha [...], un témoin a confirmé le fait que des militaires français avaient entraîné les miliciens de l'ancienne dictature dans la période ayant précédé le génocide de 1994. Sa déclaration a été formulée lors du procès de Georges Rutaganda, vice-président des *Interahamwe*, premiers responsables des carnages. Le témoin a rapporté une discussion avec un milicien lui ayant assuré que “les militaires français lui avaient appris à tuer”... ²⁵⁹».

Je ne puis commenter ici un article édifiant sur *L'intervention française au Rwanda*, écrit par le lieutenant-colonel Hogard²⁶⁰. Ce membre de l'état-major de l'armée de Terre commanda le Groupement sud de l'opération *Turquoise*. Toute la vulgate y passe. Sur « le partage racial » du Rwanda. Sur les Tutsis, des immigrants tardifs venus du Nil, à « vocation guerrière », auteurs de massacres pendant les trente-trois années de la République hutue, ce qui justifiait à la fois la psychose des Hutus à leur rencontre et l'appui de la France au régime Habyarimana. Le génocide des Tutsis en 1994 est mis en parallèle avec les massacres de réfugiés hutus en 1997, au Zaïre. Rien n'empêche, avec tout cela, de reprendre la guerre contre le régime de Kigali...

Le lieutenant-colonel insiste sur l'« indéniable succès » de l'opération *Turquoise*, qui a permis « de renverser la tendance de l'opinion publique mondiale ». Les « vieilles recettes » de l'armée française ont fait merveille, en particulier « l'intégration de la manœuvre médiatique » par la « “gestion” des journalistes ».

« J'ai pu constater une fois encore le formidable rayonnement moral et intellectuel de notre pays sur le Continent Noir. [...]

« Pour la France [...], le seul moyen de rester dans le club des “grandes puissances” est bien de s'attacher à conserver le rayonnement et l'influence que lui confère l'Histoire dans certaines régions du monde ».

Qui décide ?

Depuis le tragique engagement français au Rwanda, les parlementaires motivés et l'opinion informée commencent à mesurer l'influence de ce que l'on a appelé le “lobby militaro-africaniste”. Elle demeure encore nettement sous-évaluée.

Je ne reviens pas sur sa dimension initiatique. Des hommes comme les généraux Jeannou Lacaze (le « Sorcier aztèque »), Jean-Claude Manton, Christian Quesnot et Jean-Pierre Huchon, tous quatre issus de la “coloniale”, ont dû à leurs parcours d'initiés une influence, un charisme ou une aura considérables, à usages interne et externe.

On ne peut négliger totalement la dimension pécuniaire. Détaché pour un an dans une base africaine, un adjudant français touchait en 1997 une solde mensuelle nette de 41 439 francs (près de 500 000 francs à l'année), selon un rapport établi par le député Jean-Michel Boucheron. Une solde qui, bien entendu, grimpe rapidement

²⁵⁸. In *Libération* du 26/02/1998. D'origine rwandaise, tutsie, Yvonne Galinier travaillait à Kigali pour la coopération française. Les responsables français de l'opération Amaryllis ont refusé de l'évacuer. Elle a été sauvée par les soldats belges.

²⁵⁹. Jean Chatain, *Qui a formé les génocidaires ?*, in *L'Humanité* du 13/06/1997.

²⁶⁰. In *Les interventions militaires françaises en Afrique*, Louis Balmont dir., Pédone, 1998, p. 99-108.

avec le grade. Lequel augmente deux ou trois fois plus vite “outre-mer”. On comprend que le lobby militaire s'accroche à ses bases africaines, leur trouve toutes les vertus, et puisse leur inventer quelques prétextes : « *Elles seront indispensables à l'entraînement des unités professionnelles* », explique un officier²⁶¹. « *Un séjour en Côte d'Ivoire restera toujours plus “sexy” qu'une garnison en Champagne. Il faudra bien susciter des vocations* ».

Il y a aussi un lien évident entre le degré d'interventionnisme et l'entretien de bases lointaines. « La poursuite d'actions lointaines au Moyen-Orient ou en Afrique permet de justifier le maintien de forces prépositionnées sur zone, en particulier sur la base de Djibouti », admet le conseiller militaire de Lionel Jospin, Louis Gautier²⁶². Autrement dit, si le nombre d'interventions devait trop diminuer, il serait difficile de conserver certaines bases. De là à imaginer que les militaires trouveront des raisons d'intervenir...

Le “mental”, en tout cas, joue un rôle primordial. Ainsi, « *les militaires ont fait du Rwanda une cause personnelle* », comme on le reconnaît en haut lieu²⁶³. Dans la région des Grands lacs, l'idéologie du lobby militaro-africaniste a été déterminante. D'autant plus qu'elle est entrée en synergie avec l'exercice excessivement personnel de la décision politique en matière militaire. Relisons chez Jean-François Bayart l'histoire tellement instructive de cette dangereuse liaison. Sous l'angle du processus de décision :

« [En 1990], à l'état-major du président de la République et au ministère de la Défense, l'approche classique des troupes de marine, favorable à une instrumentalisation de l'ethnicité au service de la coopération militaire, dans la plus pure tradition coloniale, continuait de l'emporter [à propos du Tchad]. Ancien responsable de l'opération Manta, le général Huchon était le porte-parole de cette vision, qui devait également jouer un rôle crucial dans la crise concomitante du Rwanda²⁶⁴ ».

« La politique rwandaise a porté très directement la marque du président de la République. En effet, ce qui me semble essentiel, dans la crise du Rwanda, à partir de 1990, c'est la primauté du chef de l'État. [...] »

Il y avait l'information émise par les militaires. Elle est tout à fait déterminante, d'autant plus qu'elle arrive directement sur le bureau du chef de l'État par l'intermédiaire de l'amiral Lanxade et, à l'époque, du général Huchon. [...]

Au fur et à mesure que la crise s'aggravait, les militaires, et notamment la mission de coopération militaire de la rue Monsieur, ont exercé une influence de plus en plus grande. Ils ont eu de plus en plus le monopole de l'analyse de l'information que l'on déposait sur le bureau du chef de l'État, allant jusqu'à créer le contexte médiatique dans lequel se prend la décision et qui éventuellement influe sur celle-ci : ce fut le cas en janvier-février 1993, c'est la mission de coopération militaire qui, à propos du FPR, entonne le thème des Khmers noirs, la défense de la francophonie, etc. Et Jacques Isnard du *Monde* a repris sans aucun commentaire critique cette thèse selon laquelle le fond du problème était la menace anglophone et que, sur les bords du lac Victoria, l'armée française défendait la francophonie. [...]

Il faut savoir que l'armée française a une autonomie à peu près complète sur le terrain en Afrique, et cela de la façon la plus légale qui soit. Il y a toute une circulation d'argent qui relève de certaines lignes budgétaires reconnues par le Parlement et qui n'est pas contrôlée²⁶⁵.

Un responsable militaire officiellement et directement en prise avec les

²⁶¹. Cité par Arnaud de la Grange, *Afrique : la France ne baisse pas la garde*, in *Le Figaro* du 20/03/1996. Le général Bernard Norlain habille plus élégamment cette argumentation : « *La coopération militaire française doit rester un pilier essentiel d'une nouvelle politique africaine* [de la France]. [...] *Les bases militaires marquent de façon évidente la solidarité de la France.* [...] *Les forces prépositionnées [...] sont irremplaçables dans les interventions extérieures.* [...] *Il ne faut pas desserrer les liens entre les cadres militaires français et les cadres militaires africains* » (Intervention au colloque organisé le 20/10/1997 par le Forum du futur). Ces liens corporatistes restent une composante importante du système français.

²⁶². *Mitterrand et son armée, 1990-1995*, Grasset, 1999, p. 178.

²⁶³. Citation d'un haut responsable - anonyme - par Patrick de Saint-Exupéry dans son enquête *Rwanda : la France lâchée par l'Afrique*, in *Le Figaro* du 22/06/1994.

²⁶⁴. Intervention au colloque sur *La politique extérieure de François Mitterrand* (Paris, 13-15/05/1997).

²⁶⁵. Entretien accordé le 15 mars 1995 pour *Les temps modernes*, n° 583, 07/1995.

événements du Rwanda²⁶⁶ confirme le court-circuit qui dès lors s'établit :

« Dès le 23 janvier 1991, je m'aperçois qu'une structure parallèle de commandement militaire français a été mise en place. À cette époque, il est évident que l'Élysée veut que le Rwanda soit traité de manière confidentielle. [...] Hors hiérarchie, le lieutenant-colonel Canovasse [*chef des DAMI, les détachements de conseillers et instructeurs militaires français auprès de l'armée rwandaise*] est régulièrement reçu par le chef d'état-major des armées ».

Ce qui nous conduit à relire Jacques Isnard, toujours sous l'angle décisionnel. De 1990 à 1993, la mission secrète "Panda" ajoute 70 militaires DAMI aux 30 experts déjà sur place :

« Ces détachements provenaient en majorité de trois régiments constitutifs de la Force d'action rapide [*dont le 1^{er} RPIMa*]. [...] La tâche de ces nouveaux arrivants, dont le contrôle opérationnel a peu à peu échappé à la MMC [*Mission militaire de Coopération*], [...] a carrément été d'appuyer les combattants des FAR [*Forces armées rwandaises*]. [...] Les hommes du 1^{er} RPIMa, qui sont entraînés à monter des opérations clandestines [...], ont pour mission d'établir des contacts permanents avec les plus hautes autorités politiques et militaires à Paris qui gèrent les crises en Afrique. Quitte, au besoin, à s'affranchir de la chaîne des commandements.

Ce fut le cas au Rwanda, grâce à un fil crypté direct entre le régiment et l'Élysée, via l'état-major des armées et l'état-major particulier de l'Élysée [...]. À leur façon, les DAMI Panda ont servi de laboratoire à la mise sur pied, à partir de 1993, d'une nouvelle chaîne hiérarchique propre au renseignement et à l'action, avec la création, sous la tutelle directe du chef d'état-major des armées, d'un commandement des opérations spéciales (COS), intégrant notamment le 1^{er} RPIMa aux côtés d'autres unités²⁶⁷».

« Sur quoi s'est [...] fondé l'Élysée pour accorder ces livraisons exceptionnelles de matériels et l'envoi de renforts [...] ? Essentiellement sur des renseignements centralisés par l'état-major particulier de la présidence de la République où, au fil des mois, deux officiers, le général Christian Quesnot et le colonel, puis général Jean-Pierre Huchon, vont jouer un rôle de premier plan dans les prises de décisions de François Mitterrand. C'est une véritable chaîne de renseignement et d'action qui prend pied à l'Élysée. Elle utilise en direct les services de cadres dépêchés sur place par le 1^{er} RPIMa - une unité vouée aux opérations spéciales et discrètes - basé à Bayonne [...]. Le colonel Huchon l'avait commandé entre 1984 et 1986²⁶⁸».

Cette dérive a quelque chose d'inouï dans une démocratie. On n'exagère pas en parlant de la constitution d'une sorte de "Garde présidentielle" : la "coloniale" au service du chef, à l'africaine. À moins que ce ne soit le contraire : le chef sous la coupe de sa Garde, qui centralise et monopolise son information - jusqu'à influencer la presse qu'il va lire²⁶⁹. Le 29 avril 1994, trois semaines après que le génocide a été déclenché par le noyau dur de l'armée rwandaise, ceux qui la combattent restent désignés comme l'ennemi principal par le chef d'état-major élyséen Christian Quesnot : « *Le FPR est le parti le plus fasciste que j'aie rencontré en Afrique, il peut être assimilé à des Khmers noirs*²⁷⁰ ». Pendant le génocide, « le lieutenant-colonel Cyprien Kayumba passa vingt-sept jours à Paris, pour tenter d'accélérer les fournitures d'armes et de munitions à l'armée rwandaise. [...] Il rencontrait

²⁶⁶. Cité par Patrick de Saint-Exupéry, in *Le Figaro* des 31/03/1998 et 02/04/1998.

²⁶⁷. Jacques Isnard, *La France a mené une opération secrète, avant 1994, auprès des Forces armées rwandaises*, in *Le Monde* du 21/05/1998.

²⁶⁸. J. Isnard, *Une crise gérée en direct par une "cellule" de l'Élysée*, in *Le Monde* du 21/04/1998.

²⁶⁹. Dans *Le Monde*, un contre-pouvoir ? *Désinformation et manipulation sur le génocide rwandais* (L'Esprit frappeur, 1999), Jean-Paul Gouteux illustre comment le quotidien officieux de la République française établit des relations durables avec les pouvoirs en place, comment ils peuvent devenir connivences et complaisances. Y compris lorsque ces pouvoirs cherchent à masquer un génocide pendant qu'il se déroule. Dans son livre précédent, *Un génocide secret d'État* (Éd. sociales), l'auteur avait qualifié Jean-Marie Colombani et Jacques Isnard, directeur et journaliste du *Monde*, d'"honorables correspondants" de la DGSE. Ceux-ci l'ont poursuivi en diffamation. Ils ont perdu leur procès en première instance (mais ont fait appel). Le tribunal a été convaincu par la démonstration accablante qui lui a été produite. *Le Monde*, qui n'apprécie décidément pas la critique, a attaqué en diffamation *Le Monde*, un contre-pouvoir ? Comme si, par un acharnement judiciaire, il voulait censurer la liberté d'expression à son encontre.

²⁷⁰. Propos rapporté par Pierre Favier et Michel Martin-Roland, in *La décennie Mitterrand*, tome 4, *Les déchirements*, Seuil, 1999, p. 478.

fréquemment [...] le général Jean-Pierre Huchon²⁷¹». Avec ou sans l'aval du président Mitterrand ?

Cette nouvelle chaîne hiérarchique plaît bien à Jacques Chirac, surtout depuis la cohabitation : elle a permis, entre autres, des interventions secrètes dans les deux Congos et en Guinée-Bissau. Mais le Président la commande-t-il vraiment ? L'État-major l'a empêché de réorienter la politique française en Afrique centrale²⁷². Il verrouille les positions françaises en matière de justice pénale internationale.

De même, alors qu'au printemps 1997 le Parti socialiste avait inscrit à son programme électoral la fin du dispositif *Épervier*, celui-ci était confirmé et renforcé dès l'été, puis reconfirmé un an plus tard lors d'une visite du général Jean-Pierre Kelche. L'État-major en avait trop besoin : depuis qu'il a dû renoncer aux bases du Centrafrique, il a choisi de faire du Tchad « la plaque tournante de la présence militaire française en Afrique²⁷³ ». Le Premier ministre socialiste Lionel Jospin a suivi. Il balançait entre deux plateaux inégalement tarés :

- L'honneur de l'armée française, et la crédibilité du nouveau discours de politique africaine, auraient exigé le retrait de tout soutien au régime massacreur d'Idriss Déby.

- Mais la corporation militaire pressent que l'abandon de son fief tchadien engagerait un processus inconcevable, l'arrachement de ses racines coloniales. Elle était soutenue par Elf, encore accroché au pétrole tchadien, et par les entreprises intéressées à la construction du pipeline Tchad-Cameroun. Quant à Jacques Chirac, il trouvait tout naturel, fin juillet 1998, de donner l'accolade à son collègue Déby sur le perron de l'Élysée²⁷⁴...

Président de la Commission de la Défense à l'Assemblée nationale, Paul Quilès constate :

« Nous sommes très en retard en matière de contrôle parlementaire [...]. L'explication est sans doute à trouver chez les parlementaires eux-mêmes, qui ne se sont pas toujours saisis des pouvoirs dont ils disposent [...]. Il ne s'agit pas de gêner ou de se substituer à l'exécutif ; il n'est pas question de revenir à la pratique de la IV^e République. Mais nous voulons un vrai pouvoir de contrôle²⁷⁵ ».

Or un vrai pouvoir de contrôle gêne forcément l'exécutif dans son envie de ne pas se gêner. Après avoir été auditionné par la mission d'information parlementaire sur le Rwanda, que Paul Quilès présidait aussi, un militaire a avoué en souriant être « surpris par le peu de curiosité de ces enquêteurs²⁷⁶ ». Presque déçu par cette dérobade, alors que les auditions d'officiers avaient été intensément préparées. Celles qui ont été publiées ont été soigneusement relues et expurgées.

Interafrique ?

Les préparatifs d'une force africaine de maintien de la paix, menés en principe conjointement par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, ne sont pas exempts d'arrière-pensées. Chacun des parrains pousse à la formation de contingents chez ses alliés et "homophones".

Le stockage des armes lourdes et autres équipements d'intervention a donné lieu à une édifiante divergence franco-britannique. Londres voulait que ces matériels soient confiés aux Nations unies. Paris a proposé d'en assurer le gardiennage dans ses propres bases africaines. Le dispositif militaire français en Afrique trouvait ainsi, miraculeusement, une justification pacificatrice. Sauf qu'à rester sous abri français, ces matériels pourraient aussi bien être stockés à Tarbes : l'envoi d'un équipement lourd d'intervention n'est pas à 4 ou 5 heures près...

Entre-temps, inquiet par la chute de Mobutu, l'Ouest du "pré-carré" a resserré les rangs. Cosignataires d'un Accord de non-agression et d'assistance en matière de

²⁷¹. *Aucun témoin ne doit survivre*, rapport d'Human Rights Watch et de la FIDH, Karthala, 1999, p. 770.

²⁷². Cf. p. xx.

²⁷³. J. Isnard, *Le Tchad restera au centre du dispositif militaire français en Afrique*, in *Le Monde* du 10/09/1998.

²⁷⁴. D'après *Le Canard enchaîné* du 09/09/1998.

²⁷⁵. Entretien à *Libération* du 21/04/1998.

²⁷⁶. Cité par Rémy Ourdan (*Le Parlement peine à éclaircir le rôle de la France au Rwanda*, in *Le Monde* du 10/07/1998).

défense (ANAD), le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo ont institué une Force de paix permanente, chargée de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits. À ces missions on a ajouté, pour faire bonne mesure, l'humanitaire, l'environnement et le patrimoine...

Il s'agissait de concrétiser les travaux présidés par le général Eyadéma depuis le Sommet franco-africain de Biarritz, en 1994. Un rapport secret des chefs d'état-major a détaillé l'organisation de cette Force. On sait seulement qu'elle regroupera des unités militaires spéciales basées dans chacun des États membres²⁷⁷.

Fin février 1998, on passait aux travaux pratiques au Sénégal, avec la manœuvre "Guidimakha" :

« L'exercice Guidimakha [...] se veut [...] la répétition générale des interventions futures. Basé sur le "concept Recamp" (pour Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix), il a mis en scène des bataillons africains séparant deux ennemis et assurant des missions humanitaires. Avec un indispensable appui technique - et surtout financier - de la France. [...]

Malgré son désengagement annoncé, la France voudrait pourtant rester maître en son "pré carré". "À l'avenir, l'influence se mesurera davantage à la capacité de faire travailler les autres qu'au fait d'être en première ligne sur le terrain", souligne un militaire habitué des opérations extérieures. La sourde lutte qui a opposé durant des mois Paris et Washington sur la façon de constituer cette future force d'interposition africaine montre bien qu'il ne s'agit pas seulement d'une action désintéressée²⁷⁸».

Pour ce « militaire habitué », l'avenir est bien aux légions de tirailleurs africains dirigées en seconde ligne par les puissances occidentales. Le rituel habillage humanitaire ne cache pas l'objectif stratégique : faire semblant de partir pour mieux rester, en tressant de nouveaux liens de dépendance militaire.

« [Dans] la manœuvre "Guidimakha 98" [...], la disparité entre les moyens logistiques fournis par la France et les forces déployées sur le terrain tourne à la caricature. [...] Un officier d'un pays africain non francophone invité observe [...] : "Les Français disent qu'ils veulent que les Africains prennent en charge le maintien de la paix, mais ce n'est pas ce que je vois. Ici, rien ne peut se faire sans eux". [...]

Le Sénégal, la Mauritanie et le Mali ont constitué un bataillon multinational de maintien de la paix. Ils ont reçu le concours de pays lusophones (Guinée-Bissau, Cap-Vert) et anglophones (Ghana, Gambie) qui ont envoyé chacun une section. Cette unité [...] est soutenue par une force logistique fournie essentiellement par la France, avec la participation symbolique des États-Unis et de la Grande-Bretagne. [...] Au terme de l'exercice, le matériel nécessaire à la constitution du bataillon restera à Dakar, aux bons soins... du bataillon français d'infanterie de marine qui y est stationné²⁷⁹».

Un an et demi plus tard, le chef d'état-major Kelche est très fier de l'exercice "Gabon 2000", « *pensé, planifié, conçu en commun entre les Africains et nous, avec un état-major multinational africain. Vous voyez que l'ambition est très forte*²⁸⁰ ». Mais un « état-major multinational africain » totalement dépendant des moyens tricolores peut-il avoir d'autre ambition que de servir la "géopolitique" françafricaine ? Surtout dans un protectorat militaro-pétrolier comme le Gabon...

Après "Guidimakha", le ministre Alain Richard « a lancé un appel aux autres pays occidentaux, souhaitant que ceux-ci aient "*la volonté et le cran*" de mettre en jeu la vie de leurs soldats sur le sol africain à l'exemple de la France²⁸¹ ». Cet exemple n'est pas très engageant. La France mettrait en jeu la vie de ses soldats ? Quarante ans de présence militaire au sud du Sahara ont provoqué infiniment plus de morts chez les civils africains, du Cameroun au Rwanda, que chez les soldats français. Tant qu'elles ne pourront se passer d'Afrique, des troupes comme l'Infanterie de marine resteront « coloniales ». La France ferait bien de s'inspirer de la Belgique,

²⁷⁷. Cf. *Afrique Express* du 08/05/1997.

²⁷⁸. Mathieu Castagnet, *Paris forme d'autres soldats pour l'Afrique*, in *La Croix* du 05/03/1998

²⁷⁹. Thomas Sotinel, *Paris patronne un exercice militaire interafricain au Sénégal*, in *Le Monde* du 03/03/1998.

²⁸⁰. Interview sur RFI le 21/10/1999.

²⁸¹. T. Sotinel, *Paris patronne un exercice...*, art. cité.

qui a décidé de ne plus envoyer de troupes dans ses anciennes colonies.

On peut s'étonner d'autre part que le leadership de l'unité ouest-africaine Recamp ait été confié à l'armée sénégalaise, qui appliquait au même moment en Casamance « des méthodes dignes des heures les plus sombres des ex-dictatures salvadorienne ou argentine²⁸² ». L'armée mauritanienne, elle, a massacré en son sein plusieurs centaines de ses officiers et soldats noirs. Drôles de « soldats de la paix » !

L'armée française peut d'autant moins donner de leçons à ces deux armées qu'elle les a formées... Nous n'avons pas envie que l'oncle Sam s'arroge un monopole du soutien aux indispensables forces d'interposition interafricaines. Nous nous réjouissons que la France, à défaut des atouts d'une superpuissance, fasse la différence en promouvant des troupes attentives aux droits de l'homme et convaincues de la primauté du pouvoir civil sur le militaire. De ce point de vue, la confraternité d'armes franco-africaine n'est pas encore une réussite. Entre autres spécimens, elle a produit les vétérans des guerres d'Indochine et d'Algérie Eyadéma et Bokassa. Puis la « génération Mitterrand » des colonels Déby ou Bagosora, formés à l'École de guerre française. Longtemps, le général malien Amadou Toumani Touré fut le seul à avoir rendu le pouvoir à un président élu.

Il faut reconnaître que 1999 semble de ce point de vue marquer un tournant, avec le colonel nigérien Wanké et les premières déclarations du général ivoirien Robert Gueï. Un tournant qui paraît davantage le fruit d'une détermination africaine que d'une incitation française.

« Vendre » la coopération militaire tricolore, non seulement aux dirigeants africains mais à leurs peuples, supposerait une décolonisation des esprits de la Grande Muette. Elle exigerait que l'on cesse de censurer les fautes du passé, et de promettre l'impunité en cas de crimes futurs.

L'État-major contre la Cour

J'ai raconté dans *La Françafrique*²⁸³ comment en 1996 l'État-major avait fait prévaloir son hostilité à toute juridiction internationale susceptible de sanctionner les crimes de guerre, de génocide ou contre l'humanité. Depuis lors, les négociateurs français étaient chargés de saboter le projet de Cour pénale internationale (CPI) - suscitant l'indignation de tous les autres pays de l'Union européenne, et un discrédit diplomatique qu'on a peine à imaginer.

L'État-major craint que la CPI n'ôte toute « marge de manœuvre » aux futures interventions extérieures de l'armée française, en Afrique principalement. Il a fait comprendre que certains officiers, ne se sentant plus « couverts », refuseraient de partir en terrain sensible, ou ne feraient plus rien sans le conseil d'un avocat...

Cet argumentaire « nourrit la position de l'Élysée dans la négociation à l'ONU, dûment relayée, même après le changement de gouvernement, par les ministères des Affaires étrangères et de la Défense ». Leurs titulaires, Hubert Védrine et Alain Richard, jouent en effet « la continuité et la cohabitation sans nuage avec l'Élysée²⁸⁴ ». Quant au Premier ministre Lionel Jospin, il ne s'oppose pas ouvertement à la stratégie d'obstruction imposée par l'État-major et acceptée par l'Élysée. Au sein de l'exécutif, seule la ministre de la Justice Elisabeth Guigou se bat pour la CPI - avec une obstination digne d'éloge.

L'État-major est d'autant plus remonté contre la perspective d'une justice internationale qu'il est atteint, collectivement, du « syndrome Janvier ». Selon plusieurs sources²⁸⁵, le général Janvier, commandant les forces de l'ONU en ex-Yougoslavie, aurait reçu par téléphone de Jacques Chirac, le 10 juillet 1995, l'injonction de « différer d'une journée des frappes aériennes » sur les troupes du général bosno-serbe Mladic qui assaillaient l'enclave de Srebrenica. Durant ce délai, Srebrenica tombait, et Mladic ordonnait un crime contre l'humanité.

²⁸². Selon *Témoignage chrétien* du 27/02/1998.

²⁸³. P. 33-35.

²⁸⁴. Claire Tréan, *Paris rechigne à coopérer avec le Tribunal de La Haye sur l'ex-Yougoslavie*, in *Le Monde* du 08/11/1997.

²⁸⁵. Outre plusieurs reportages télévisés, néerlandais et français, cf. notamment Andreas Zumach, *De nouveaux éléments accusent la France à propos de la chute de Srebrenica*, in *Basic Reports* (Londres) du 11/02/1997.

Ce refus des frappes aériennes faisait très probablement partie du *deal* négocié au nom de Jacques Chirac par Jean-Charles Marchiani, en vue de la libération de deux pilotes français²⁸⁶. Mais c'est au général Janvier qu'on a fait porter le chapeau²⁸⁷. Lui-même et l'armée ne l'ont pas admis. Les demandes réitérées de témoignages d'officiers français devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie - avec en perspective d'autres auditions sur le Rwanda²⁸⁸ - ne les ont pas calmés²⁸⁹. D'autant qu'apparaît clairement, dans la non-assistance à Srebrenica, une responsabilité politique : celle d'une autorité constitutionnellement "irresponsable", le président de la République. On conçoit que celui-ci partage avec l'état-major la même phobie de la CPI²⁹⁰.

Un revirement partiel est cependant intervenu en juin 1998, juste avant la conférence internationale qui devait décider, à Rome, de la création ou non d'une Cour pénale internationale. Ouvrant un boulevard aux génocides du XXI^e siècle, l'obstruction française était trop scandaleuse. La contestation montait chez les associations civiques ou humanitaires²⁹¹. Après d'âpres débats interministériels, y compris nocturnes, la France a adopté à Rome des positions moins caricaturales - laissant les États-Unis s'enfermer dans un rejet idéologique de la CPI, ruineux pour leur image.

Mais l'État-major veillait, en lien avec l'Élysée : il fallait à tout prix éloigner le spectre d'une incrimination des militaires hexagonaux. La délégation française à Rome était conduite par un homme sûr, le diplomate Marc Perrin de Brichambaut²⁹². Elle est restée jusqu'au bout en contact avec la haute hiérarchie militaire, via l'état-major particulier de Jacques Chirac. Ce dernier a promu ardemment les verrous juridiques proposés par la délégation française : il en aurait même parlé aux chefs d'État africains qui, par téléphone, le félicitaient de la victoire de son pays en Coupe du monde de football !

L'armée n'a accepté qu'*in extremis* la signature française du statut de la CPI. Elle exigeait un article additionnel, permettant aux pays qui le souhaiteraient d'être exonérés durant sept ans de toute incrimination pour crimes de guerre ou contre l'humanité. L'exonération des crimes contre l'humanité était indéfendable. Le Canada, catalyseur des négociations, comprit qu'il fallait céder sur les crimes de guerre. Sinon, pas de signature de la France, ni sans doute de la Russie. La Chine et les États-Unis refusant de signer, la majorité des membres permanents du Conseil de sécurité aurait rejeté la CPI.

Paris a ainsi introduit un article 124 empêchant la nouvelle Cour, durant sept ans, de s'intéresser aux crimes de guerre commis par les ressortissants des pays qui en feraient la demande. Un long processus de ratification a suivi la conférence de Rome. Il a fallu amender la Constitution. Jacques Chirac n'a cessé de faire savoir qu'il respecterait l'accord passé avec l'État-major, c'est-à-dire qu'au moment de ratifier, il opérerait pour l'exonération offerte par l'article 124. Une coalition d'une cinquantaine d'ONG françaises mène campagne depuis l'automne 1998 contre cette option. Sensible à l'effet désastreux de cette licence accordée aux criminels de guerre français, Lionel Jospin ne la souhaite plus. Tel est aussi l'avis de la

²⁸⁶. Ce *deal*, selon une note américaine envoyée au TPI, inclurait aussi la non-arrestation de Radovan Karadzic et du général Mladic. Cf. Claude Angeli, *Comédie américaine au Kosovo*, in *Le Canard enchaîné* du 21/10/1998.

²⁸⁷. D'autant plus aisément qu'il était, comme beaucoup d'officiers français opérant en ex-Yougoslavie, passablement serbophile. Et trop confiant en la parole de Mladic.

²⁸⁸. « *Je serai amenée, à plus ou moins court terme, à citer des militaires français en tant que témoins devant le TPI [Tribunal pénal international pour le Rwanda] ou le TPI [Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie]* » (Louise Arbour, procureur de ces Tribunaux, entretien à *L'Événement* du 29/01/1998).

²⁸⁹. Le ministre de la Défense Alain Richard a déclaré devant la presse : « *Nous sommes défavorables à une justice-spectacle et le TPI en pratique une* » (*Le Monde*, 10/12/1997).

²⁹⁰. Une phobie qui est d'abord, sans doute, celle de la lumière : « *La vraie réticence [à la CPI] [...] est dans le refus de se voir interpellé ou mis en cause non par la justice mais par l'opinion publique* ». (Louise Arbour, procureur des TPI et TPR, interview au *Monde* du 16/06/1998).

²⁹¹. La Commission nationale consultative des droits de l'Homme a estimé nécessaire, le 14 mai 1998, d'appeler « solennellement les plus hautes autorités françaises à prendre clairement et fermement les positions de principe que le droit et l'histoire nous imposent, en sortant de l'attentisme longtemps observé lors de la négociation préparatoire, pour adopter une attitude constructive » et de recommander « à la France de manifester sans ambiguïté que sa participation aux opérations de maintien de la paix ne saurait, en aucune circonstance, faire obstacle à sa contribution au bon fonctionnement de la Cour criminelle internationale ».

²⁹². Sitôt la fin de la conférence de Rome, il a été promu Directeur des affaires stratégiques du ministère de la Défense.

commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Il est clair qu'à terme, dix ans peut-être, la Françafrique est condamnée à disparaître. Mais elle est encore en pleine activité. Ce qui fait souci, si elle n'est pas mise sur la touche, ce sont les catastrophes qu'elle peut causer dans la décennie à venir, de par ses réactions imprévisibles et incontrôlées. En certains cercles, l'on s'est dit qu'il faudrait au moins 3 ans pour mettre en place la CPI. Plus 7 ans d'exonération, cela fait 10. Durant lesquels il ne sera pas demandé de comptes.

La très grande majorité des pays africains, eux, se sont ligüés pour obtenir une CPI efficace. Grâce à leur appui indéfectible, un compromis imparfait mais acceptable a été adopté le 17 juillet 1998 à Rome, par 120 pays sur 158 votants. Depuis, l'Élysée a fait pression sur plusieurs d'entre eux pour qu'au moment de ratifier, ils optent eux aussi pour l'exonération des crimes de guerre, afin que la France se sente un peu moins seule. Jusqu'ici²⁹³, tous ont refusé..

²⁹³. 15/02/2000.

19. Elf sous l'écran Total.

« Une goutte de pétrole vaut une goutte de sang ».

Georges Clémenceau²⁹⁴.

« Tout le monde sait que pour obtenir le droit de chercher du pétrole, il faut payer en liquide ».

Loïk Le Floch-Prigent, ancien PDG d'Elf,
entretien au *Nouvel Observateur* du 23/01/1997²⁹⁵.

« Les mœurs de cette industrie n'ont rien à voir avec ce qui se pratique ailleurs. Les gens les plus rigoristes devraient en être conscients quand ils vont faire leur plein »

Idem.

Plusieurs milliards du pillage des rentes pétrolières africaines, passés par les comptes en Suisse, sont désormais étalés sur la place publique²⁹⁶. Des dizaines de milliards n'affleurent encore que dans les lettres confidentielles. Un gros distributeur, Alfred Sirven, a préféré s'enfuir. André Tarallo et quelques autres moins connus, apparus dans les chapitres précédents à Brazzaville ou Luanda, ont été mis en examen. D'importants bénéficiaires de l'argent noir ne sont pas encore poursuivis. La plupart ne le seront jamais, ou alors pour des broutilles. On sait pourtant, grâce aux "confessions" de Loïk Le Floch-Prigent, au travail des juges françaises Joly et Vichnievsky, à la curiosité du magistrat genevois Paul Perraudin, aux investigations de quelques journalistes, au rapport d'une mission d'information parlementaire, que cet argent à une odeur de misère et de sang : c'est le fruit d'une longue histoire de corruption, de putschs et de guerres civiles. Lesquelles ne sont pas seulement subies, mais parfois provoquées, armées, prolongées...

De l'histoire ancienne ? Elf, privatisée, aurait renoncé aux relations incestueuses avec la classe politique française ? Les exemples du Congo-Brazzaville, de l'Angola, du Gabon, du Tchad, du Cameroun, montrent qu'on en est loin. L'arrivée de Total, allié en Birmanie à une narcodictature dopée par le travail forcé, n'est pas de nature à remettre en question les mœurs pétro-françafriennes. Au contraire, peut-être. Le nouveau groupe, deux fois plus puissant, pèsera d'autant plus sur les décideurs en tout genre. Et l'absorption d'Elf pourrait permettre une formidable occultation :

« La classe politique française [...] a applaudi à l'assaut inamical de Total. Un feuilleton de l'été inespéré avec une happy end assurée : l'ardoise magique sur le "système politique" d'Elf, transformé avec la bonne fée Total en un dossier judiciaire complexe s'atomisant, sur plusieurs années, en petites affaires persos d'anciens responsables de la compagnie... [...]

Si Total réussit son opération, il y a peu de chances qu'elle conserve la mystérieuse - et si pratique ! - Banque française intercontinentale (FIBA), la petite banque VIP d'Elf et de la nomenklatura congolo-gabonaise par où transitent les redevances pétrolières (et parfois les achats d'armes). [...] La "dissolution" de FIBA par Total [...] pourrait alors s'apparenter à celle de la Banque Rivaud par Vincent Bolloré, qui a trouvé plus de 4,5 milliards de FF sous les jupes de la grand-mère, mais aussi beaucoup de petits comptes persos des neveux du RPR²⁹⁷».

Il est impossible en ce chapitre de traiter l'ensemble du dossier *Elf et la Françafrique*, tant il est énorme et ramifié : le nom d'Elf est déjà apparu plus d'une centaine de fois en cet ouvrage, dans la majorité des pays traités et la plupart des domaines abordés. On comprend qu'il soit question de dissoudre ce nom, ce qui ne

²⁹⁴. Une phrase qui obsédait le fondateur d'Elf Pierre Guillaumat, selon Pierre Péan. *Pétrole et éthique*, rapport cité, t. I, p. 57.

²⁹⁵. Cité par Julien Caumer, *Les requins*, Flammarion, 1999, p. 252.

²⁹⁶. « Le groupe Elf-Aquitaine a été appauvri d'importants avoirs sociaux estimés à plus de 3,5 milliards de francs, d'après les investigations menées en France et en Suisse », a déclaré en substance le juge suisse Perraudin en accueillant André Tarallo le 9 mars 1999 (Nicolas Beau, *3,5 milliards distribués par Elf en Afrique et ailleurs*, in *Le Canard enchaîné* du 27/10/1999).

²⁹⁷. *Total/Elf : Adieu les "affaires" ?*, in *LdC* du 15/07/1999.

changera pas la réalité. Elf est consubstantielle à la Françafrique. Celle-ci, sans l'or noir, n'aurait pas atteint un tel degré de puissance, d'arrogance, de hargne lucrative. J'en ai montré les dégâts en maintes contrées africaines - sauf au Nigeria, un cas à part²⁹⁸. J'évoquerai ici, avant de parler de Total, un aspect gravissime du fonctionnement d'Elf : son imbrication croissante avec les circuits mafieux des ventes d'armes. Au cœur de la corruption, débordée par le libre accès aux paradis fiscaux, ce circuit mine les démocraties occidentales et tout spécialement la nôtre²⁹⁹.

Caisses noires

Nous consommons beaucoup de pétrole, et ça brasse beaucoup d'argent. Mais la transformation du pétrole en argent (liquide, bancaire ou virtuel) est moins simple qu'on ne l'imagine. Elle passe par des sortes de boîtes noires, sur lesquelles la mission d'information parlementaire Aubert-Brana-Blum a essayé d'en savoir plus. Questionné sur le financement des achats d'armes par les dollars du pétrole, le président congolais Pascal Lissouba, chassé par Denis Sassou Nguesso, a levé un coin du voile :

« Le mécanisme de versement de la redevance pétrolière est difficile à décrire. Les redevances sont dues à des filiales d'Elf Aquitaine, Elf-Congo et Elf-Gabon [...]. Mais le fonctionnement d'une autre société, Elf Trading qui effectue des transactions reste obscur. Les fluctuations du dollar jouent sur le montant de la redevance. [...] Qui gère le différentiel provoqué par ces fluctuations portant sur des sommes considérables ? Qui peut contrôler cela ? [...] Le Congo recevait des redevances d'exploitation dont il était difficile de suivre le cheminement. Les sommes provenant des marges de fluctuation pouvaient être élevées et suffisaient à financer un mouvement de déstabilisation. Il pouvait donc s'agir d'une sorte de pacte de corruption soutenant un complot³⁰⁰».

« Il y a plusieurs formes de tricherie sur la rente pétrolière : on peut s'entendre avec les pétroliers par des cheminements divers et multiples ; ils passent par la FIBA. Autour de cette banque, il y a d'autres filières pour faire passer les commissions dont les montants sont évalués en fonction d'un processus difficilement décryptable³⁰¹».

Cela, c'est pour l'exploitation courante. S'y ajoutent des primes parfois colossales pour l'ouverture de nouvelles zones d'exploration, comme au large de l'Angola. André Tarallo, un spécialiste, s'en explique dans *Le Monde*³⁰²:

« Dans le domaine pétrolier, on parle de "bonus". Il y a des "bonus" officiels, qui sont prévus par les contrats : la compagnie pétrolière qui convoite un permis d'exploration s'engage, par exemple, à financer la construction d'un hôpital, d'une école ou d'une route, ou alors à verser une somme - qui peut atteindre des montants considérables si l'intérêt de la zone convoitée le justifie. D'autres "bonus" que l'on dit "parallèles" peuvent être versés, eux, pour avoir une chance plus affirmée d'obtenir un permis. Ces versements s'inscrivent dans une continuité, dans le cadre des relations sur le long terme entre la compagnie et le pays considéré et dans un climat de confiance avec les dirigeants de cet État. Une de mes missions, au sein du groupe Elf, consistait à entretenir ces relations et à être le garant de l'exécution des engagements pris ».

Le climat de confiance dont il s'agit est extrêmement sélectif. Les citoyens

²⁹⁸. Ce grand pays souffre de nombreux maux, infligés par des régimes militaires corrompus - et donc par les compagnies pétrolières corruptrices. Les tensions restent très vives. Mais, sauf à la fin du régime Abacha, le Nigeria a su échapper aux griffes de la Françafrique. Elf n'y est pas leader, elle doit composer avec d'autres majors, à commencer par Shell - toutes confrontées aux dégâts sociaux et écologiques qu'elles ont provoqués. La mort d'Abacha et son remplacement par un président élu, Olusegun Obasanjo, ont ouvert une étape importante de la construction politique de ce pays-clef.

²⁹⁹. On peut en avoir une idée en lisant le roman à clefs de Michel Bassi et Michel Guérin, *Secrets d'État d'un président*, Éd. du Rocher, 1999. Un ouvrage très informé, quoique très partial : centré sur le réseau Mitterrand, il ignore celui de Charles Pasqua, pourtant si proche, il oublie la filière Foccart-Chirac, il encense Giscard, Balladur (l'allié de Pasqua) et Rocard (cf. chapitre 23). Sous couvert du roman, les auteurs décrivent tout un pan de l'affaire Elf, les trafics et le chantage avec l'Iran (cf. Dominique Lorentz, *Une Guerre*, Les Arènes, 1997), le scandale de l'emprunt « Joséphine », etc.

³⁰⁰. Cité in *Pétrole et éthique*, t. I, p. 121-122.

³⁰¹. Audition, ibidem, p. 152.

³⁰². Du 25/10/1999.

ordinaires, français ou africains, en sont exclus. Ils ne sont pas obligés de faire confiance au manitou africain d'Elf et à son discours sédatif. Même les sympathiques affectations à la construction d'un hôpital ou d'une école sont "traitées" par de richissimes intermédiaires comme Étienne Leandri, par ailleurs trafiquant d'armes³⁰³. Quant aux bonus parallèles, on a vu comment, dans un pays comme l'Angola, ils se partageaient entre les achats d'armes, l'approvisionnement de l'armée, et, quand même, les fortunes personnelles.

Mais, objecte aussitôt Elf, en quoi un simple acheteur de pétrole serait-il responsable du mauvais usage du prix payé ? On peut d'abord remarquer qu'il est inacceptable de financer certains tortionnaires de l'humanité. Sous la pression de l'opinion publique, Elf et ses consœurs devraient se poser de temps à autre ce genre de cas de conscience. Elf ne le fait pas parce qu'elle a été et qu'elle est encore fortement liée aux milieux internationaux des ventes d'armes et de "sécurité", via une série de proches de Charles Pasqua et André Tarallo : Alfred Sirven, Étienne Leandri, Nadhmi Auchy, Pierre Falcone, Arcadi Gaïdamak, Jean-Charles Marchiani, etc. Qu'ils aient tous été plus ou moins agréés par les Services français ne constitue pas une excuse aux yeux des peuples victimes de ce mélange des genres.

Sirven ne manque pas d'armes

De 1989 à 1993, Alfred Sirven se comporte comme le général en chef d'Elf. Plus en tout cas que le PDG en titre, Loïk Le Floch-Prigent, qu'il "suivait" depuis Rhône-Poulenc, en 1982. Au fil de la décennie quatre-vingt, Sirven avait acquis une influence hors du commun, jouant de ses relations maçonniques et barbouzardes. Il serait passé du Grand Orient de France à la GLNF, dans la même loge que le général Imbot, patron de la DGSE³⁰⁴. Pour cette dernière, il devient un "honorable correspondant" d'exception, traité directement par l'adjoint d'Imbot, le colonel Pierre Léthier.

Cela lui permet, en 1989, de jouer un rôle déterminant dans la nomination de Le Floch. « *Alfred Sirven n'aimait pas la gauche. En faisant nommer Le Floch, il tirait les ficelles et Le Floch saurait satisfaire les exigences impatientes de la gauche en préservant les réseaux de la droite* », déclare Christine Deviers-Joncour³⁰⁵ devant les juges Joly et Vichnievsky. Officieux numéro deux à la Tour Elf, Sirven s'arroge l'essentiel : l'Afrique et les comptes en Suisse. Il flanque Le Floch et son épouse Fatima Belaïd d'un curieux garde du corps, Didier Sicot, capable de menacer publiquement l'homme qu'il est censé protéger. Plus tard, Le Floch se dira convaincu que Sicot « *avait été mis là par plus puissant que lui, [...] pour l'espionner...* »³⁰⁶. Sicot partage cette conviction : « *Au sein d'Elf, le vrai pouvoir était dans l'ombre. [...] Alfred Sirven, selon moi, était le vrai patron* »³⁰⁷.

Fin 1999, le sort de Sirven restait aussi secret que le personnage et son itinéraire réel - de sergent-chef en Indochine à chef d'état-major en Francafrique, planifiant en 1991 un projet de reconquête de Brazzaville au bénéfice du général Sassou Nguesso. Si l'on en croit les journalistes qui ont suivi sa trace, il coulait à l'étranger des jours relativement tranquilles, entre Afrique du Sud et Philippines. Il aurait survécu au pronostic confraternel de Jean-Pierre François, autre valseur de milliards. L'ami banquier de Mitterrand n'aurait pas trouvé étonnant que Sirven « *ait disparu complètement, y compris du monde des vivants* »³⁰⁸. Le boss Alfred, qui pilota dans les banques suisses jusqu'à trois cents comptes de la galaxie Elf, qui dispensa plus de trois milliards à de sulfureux usages, n'avait pas (encore) subi les "foudres" de la justice. Il « *bénéficie de protections invraisemblables au cœur même de l'appareil d'État* »³⁰⁹. Et, sans doute, d'anges gardiens de la DGSE³¹⁰.

Alfred Sirven avait deux interlocuteurs privilégiés : Charles Pasqua et Roland

³⁰³. Cf. J. Caumer, op. cit., p. 66-67.

³⁰⁴. D'après *Le temps des fusibles*, in *LdC* du 20/05/1999.

³⁰⁵. Citée par *Libération* du 24/03/1999.

³⁰⁶. D'après Sara Daniel et Airy Routier, *Roland Dumas. Comment l'affaire a basculé*, in *Le Nouvel Observateur* du 25/03/1999.

³⁰⁷. Didier Sicot, garde du corps de l'ex-PDG d'Elf Loïk Le Floch-Prigent. Interview au *Parisien* du 14/05/1999.

³⁰⁸. Propos tenu sur *Europe 1* le 04/11/1998.

³⁰⁹. Selon S. Daniel et A. Routier, art. cité.

Dumas. À lire le vrai-faux roman de Christine Deviers-Joncour, *Relation publique*³¹¹, les ventes d'armes prennent beaucoup plus de place que le pétrole dans les préoccupations de deux des principaux personnages, le ministre ami de la narratrice et le grand maniganceur qui l'a recrutée. Ce que l'on appelle "l'affaire Elf" est d'abord le scandale de commissions gigantesques sur les contrats d'armement. C'est pour cette activité-là que le « vrai patron » d'Elf, Sirven, a engagé et rémunéré Deviers-Joncour. Il est en mesure de mettre à disposition de Thomson le réseau Elf en Chine, avec un dénommé Edmond Kwan³¹². Ce qui veut dire que les réseaux Elf à l'étranger sont aussi capables de vendre des armes.

J'ai déjà évoqué l'histoire paradoxale de Pierre Léthier. Au faite de la DGSE, il retourne à la vie civile vers le milieu des années quatre-vingt. En apparence du moins : il n'aurait jamais été rayé des cadres. Il se reconvertit dans la vente d'armes, pour l'Afrique en particulier - où elles ne sont pas vraiment de première nécessité. Il reste en lien avec Sirven, "traité" à la DGSE par le lieutenant-colonel Olivier, qui va lui aussi se reconvertir... dans la vente d'armes en Afrique du Sud³¹³.

Comme par hasard, c'est ce Léthier aux multiples casquettes, littéralement insaisissable (vrai-faux barbouze, commerçant aisé, oscillant entre la Suisse et l'Afrique du Sud), qui est choisi comme relais financier dans une énorme escroquerie franco-allemande : le rachat par Elf, pour trois fois leur prix, de la raffinerie Leuna et des stations-service Minol. Une affaire d'État, et de détournements considérables (au moins 315 millions de francs), qui a fait perdre à Elf cinq milliards supplémentaires. Côté allemand, cela suffit à faire chuter une figure historique de l'Allemagne d'après-guerre, Helmut Kohl. Il y est aussi question de ventes d'armes et de services secrets. Leur mélange avec le financement d'un parti politique, la CDU, fait scandale Outre-Rhin. En deçà, cela n'émeut presque personne.

La justice n'y est pourtant pas inactive :

« Le parquet de Nanterre a lancé, lundi 28 juin [1999], [...] [une] enquête concernant [...] la vente par Elf, en juillet 1991, d'un vaste terrain de 32 000 m², idéalement situé en bord de Seine, à Issy-les-Moulineaux. [...]

Elf n'avait eu aucune peine à trouver un acquéreur, le groupe Thinet³¹⁴. Il est vrai que le pétrolier se montrait curieusement modeste, en ne demandant que 200 millions [...]. Six jours après la signature, la SEM 92 de Pasqua rachetait le terrain à Thinet pour 295 millions. [...]

Dans le dossier en possession du parquet [...] [figure] un "décompte de trésorerie", rédigé par l'un des protagonistes de l'opération, et qui apparemment, constituerait la comptabilité occulte [...]. Sur les 95 millions de la plus-value, Thinet n'a conservé que 23 millions. Le gros de la manne - 60 millions - a, toujours selon ce document, été versé à un dénommé "Fred", et 6 millions à un certain "Carlo"³¹⁵».

Seuls de mauvais esprits penseront au manitou d'Elf Alfred Sirven et à son ami Charles Pasqua. À l'époque, ceux-ci étaient bien trop préoccupés par la situation là-bas, au Congo-Brazza, pour s'occuper d'Issy. Une Conférence nationale souveraine cherchait des poux à leur ami Sassou. Face à la chienlit démocratique, Alfred et les émissaires de Charles, Daniel Leandri et Jean-Charles Marchiani, se voyaient contraints d'embaucher des mercenaires pour, quatre mois plus tard, tenter un coup d'État³¹⁶.

Au 12 rue Christophe Colomb, en face du Fouquet's, un immeuble luxueusement

³¹⁰. Rivale de la DGSE, la DST a fait savoir que, durant l'été 1998, Sirven avait « passé et repassé sans difficulté la frontière près d'Annemasse, à bord d'une voiture immatriculée en France » (*Sirven en Suisse*, in *Marianne* du 07/12/1998). Un tract anonyme, largement diffusé dans les rédactions, pourrait avoir relevé davantage du rideau de fumée que du faire-part : « Personne ne pourra aujourd'hui questionner Sirven, puisque les Corses l'ont liquidé, son silence permettant de le diaboliser... » (Cité par N. Beau, *Alfred Sirven, Mephisto d'escompte*, in *Le Canard enchaîné* du 20/01/1999).

³¹¹. Mazarine/Pauvert, 1999.

³¹². Cf. J. Caumer, op. cit., p. 42-43.

³¹³. Idem, p. 251.

³¹⁴. Dirigé par Dominique Santini, frère du député-maire d'Issy-les-Moulineaux (92).

³¹⁵. Hervé Martin, *La justice fait une incursion dans le fief de Pasqua*, in *Le Canard enchaîné* du 30/06/1999.

³¹⁶. Cf. chapitre 2.

aménagé accueillait, entre autres, la Fondation Elf et un appartement pour Sirven. Une part du matériel de surveillance avait été achetée à la société SECRETS de Paul Barril³¹⁷. À quel prix ? Au printemps 1991, le capitaine proposait à Sassou des mercenaires.

À la même adresse, en dessous de l'appartement de Sirven, "on" a installé Michel de Monchy, architecte indépendant mais attitré d'Elf. Il a fait les plans du siège d'Elf en Angola, dont le coût total affiché est de 200 millions de francs. Un spécialiste de l'Afrique a assuré à Julien Caumer qu'« avec 200 millions, il construit sans problème en Angola cinq vastes sièges sociaux en marbre recouverts de peaux de panthère. Et il dépose 20 millions sur un compte suisse ». Les juges se posent bien des questions sur les sièges sociaux d'Elf à l'étranger³¹⁸.

Le Floch pense que la guerre du pétrole se gagne avec de l'argent liquide. Sirven pense depuis longtemps que toutes sortes de guerres peuvent se gagner à coups de billets. Plus peut-être qu'une histoire de corruption exotique, un comportement patronal parlera aux salariés de Rhône-Poulenc, non loin desquels je travaille. Alfred Sirven épaulait Le Floch dans cette grande entreprise nationalisée. Il disposait, ont découvert Valérie Lecasble et Airy Routier, d'« un budget pour acheter le calme social et, en accord avec Le Floch, il n'hésitait pas à l'utiliser en payant directement certains de ses interlocuteurs syndicaux pour qu'ils se montrent plus attentifs aux souhaits de la direction ». Il aimait « conduire avec les syndicats une négociation secrète, si possible avec de l'argent liquide à la clef³¹⁹».

Une note saisie à la Tour Elf par les juges Joly et Vichnievsky³²⁰ semble indiquer que, dix ans plus tard, Sirven était passé à une autre dimension : « Chantage Sirven sur Chirac (juillet 1992) proposition d'argent ». Avait-il les moyens de faire chanter l'actuel président de la République ? Il avait en tout cas les moyens d'acheter - en une fois - pour 70 millions de francs de bijoux et œuvres d'art.

Étienne Leandri, protéiforme et multicartes

L'histoire extraordinaire d'Étienne Leandri a été racontée par Julien Caumer³²¹. Né en 1911, il commence sa carrière comme gigolo. Il se fait entretenir par la femme de Raimu, puis celle du génial parfumeur Émile Neal - dont il gère les ventes durant la guerre, amassant ainsi sa première collection de lingots d'or. Proche du fasciste Jacques Doriot, Leandri est un collaborateur de haut vol, informateur d'un haut gradé des services secrets nazis, le général SS Nosek. Doté d'un uniforme de la Gestapo, il installe celle-ci à l'hôtel de l'Ermitage. Enfui en Italie, il y devient trafiquant de cigarettes, de drogue, de fausse monnaie. Il se branche sur la filière corse de trafic d'opium en Indochine et se lie d'amitié avec deux caïds français, Jo Renucci et Antoine Guerini. En même temps, il représente le chef mafieux Lucky Luciano auprès de la CIA, dont il rencontre à plusieurs reprises le patron, Allen Dulles. Appréciant son anticommunisme, l'agence américaine obtient en 1955 l'annulation de sa condamnation à 20 ans de travaux forcés pour collaboration. Cet antisémite a d'ailleurs sauvé quelques Juifs.

Cofondateur du Service d'action civique, le célèbre SAC gaulliste, il devient un intime de Charles Pasqua et de son fils Pierre-Philippe. Il se lance dans l'immobilier, puis dans les contrats d'armement, grâce à sa société Tradinco³²². C'est alors qu'il devient l'ami inséparable de Nadhmi Auchi, Britannique d'origine irakienne.

Un multimilliardaire, selon les Renseignements généraux (RG). Il a « fait fortune dans le commerce des armes pendant la guerre Iran-Irak, explique un businessman moyen-oriental installé à Paris. Les contrats transitaient par la société Tradinco, rebaptisée plus tard Concepts in Communication ». Auchi avait commencé de s'enrichir en construisant des pipelines en Irak, avec une filiale d'Elf. Puis c'est

³¹⁷. Cf. J. Caumer, op. cit., p. 32-33.

³¹⁸. Ibidem, p. 56-57.

³¹⁹. *Forages en eau profonde*, Grasset, 1998, p. 119.

³²⁰. Note du chef du service de renseignement d'Elf, le colonel Jean-Pierre Daniel, citée par Karl Laske, *Chute d'une barbouze*, in *Libération* du 21/07/1998.

³²¹. *Les requins*, Flammarion, 1999.

³²². Cf. J. Caumer, op. cit., p. 93-99.

devenu un acrobate de la finance, un précurseur de la connexion entre paradis fiscaux. « Ses sociétés sont domiciliées au Luxembourg et à Panama, ce qui soulage considérablement les démarches administratives...³²³».

Nous l'avons un instant aperçu dans sa banque luxembourgeoise, la BCL, accueillant les comptes des alliés de la Françafrique : Bokassa, Houphouët, Kadhafi, Mobutu, Saolona et Jean-Pierre Bemba. Dans une autre de ses sociétés luxembourgeoises, la Pan African Invest, Auchi domicilie une filiale d'Elf. Il devient le cinquième actionnaire de la compagnie pétrolière, avec 1 % des parts. Et le premier de Paribas, avec 12 %. Dans les deux cas, on n'imagine pas que ce soit contre l'avis du gouvernement français.

L'Élysée donne d'ailleurs son accord quand, en 1990, le groupe Auchi s'entremet dans le rachat par Elf du réseau espagnol de distribution Ertoil, filiale du holding koweïtien KIO. Une opération-limite, amenée par Étienne Leandri et, bien sûr, très commissionnée : 300 millions. Auchi se rend indispensable en participant au sauvetage de la GMF, de feu Michel Baroin : il contribue à éviter une faillite qui eût éclaboussé jusqu'à l'Élysée. Qu'importe alors s'il traîne une réputation de blanchisseur d'argent de la drogue, relancée en 1997 par le rapport des Affaires étrangères belges sur la BCL. Il nie farouchement³²⁴. Mais le choix de ses implantations financières n'est pas un gage de transparence.

Est-ce sous l'impulsion d'Auchi, son premier actionnaire ? Paribas, on l'a vu, a le chic de surendetter les pays en guerre civile, comme le Congo-Brazza ou l'Angola, où le mélange armes-pétrole domine les flux financiers. Pure philanthropie.

Étienne Leandri, pour sa part, est en perpétuelle délicatesse avec le fisc, qui lui réclame des dizaines de millions. Il installe ses sociétés à Londres, plus près de son associé Auchi. « Ses principaux clients sont Elf, Thomson et Dumez », qui lui accorderaient un forfait mensuel de 300 000 francs. La participation d'Elf passe par sa filiale Technip³²⁵. Ainsi retrouve-t-on associés, dans la rémunération d'un trouble personnage à l'influence incroyable, un producteur de pétrole, Elf, un vendeur d'armes, Thomson, et une entreprise de bâtiment et travaux publics, Dumez, gourmande de constructions aux pays de l'or noir. Leandri et Auchi travaillent pour les trois secteurs ensemble, ils mêlent les contrats, l'argent, les compensations. À la direction zurichoise de la filiale suisse de Thomson-CSF, un lieu "stratégique", Leandri poste Giuseppe Merk, le fils de sa seconde compagnie.

Tout cela rapporte gros. Étienne Leandri n'a jamais hésité à afficher sa richesse. Il tient table ouverte au Caviar Kaspia ou au restaurant de l'hôtel Crillon. Il y accueille, entre autres, l'éminence grise élyséenne François de Grossouvre, l'écrivain Jean Montaldo, Alfred Sirven bien sûr, « un inspecteur général de la police en poste dans un service secret, un commissaire principal qui dirige alors l'Office central de répression du banditisme (OCRB), ou encore, plus rarement, le capitaine Barril ». Il possède des centaines de costumes sur mesure, et une magnifique villa de 500 m² à Marbella, en Espagne, « à laquelle on accède par l'entrée monumentale du palais du roi Fahd d'Arabie saoudite. [...] Leandri et Fahd se partagent une colline avec vue exceptionnelle sur la mer ». La richesse n'exclut pas les précautions : au volant de sa Bentley, son chauffeur-garde du corps est « un ancien gendarme du GIGN de Paul Barril »³²⁶.

Car si Étienne Leandri est poursuivi par le fisc, il est plutôt bien vu des forces de l'ordre. C'est l'un des géniteurs de la Société française d'exportation du ministère de l'Intérieur (la Sofremi), spécialisée dans les ventes d'armes. L'État en détient 35 %, le reste revenant, entre autres, à Thomson, Alcatel et l'Aérospatiale. La Sofremi est dirigée par des proches de Pasqua, Bernard Poussier et Bernard Dubois. Ces deux anciens de Thomson ont été nommés sur le conseil d'Étienne Leandri. C'est aussi via la Sofremi que Leandri propulse la carrière de Pierre Falcone, le fils d'un de ses amis. On a vu cette société à l'œuvre en Angola, de même que Pierre Falcone et son

³²³. Ibidem, p. 241 et 127.

³²⁴. Cf. J. Caumer, op. cit., p. 124-133.

³²⁵. Idem, p. 98, 125 et 284-292.

³²⁶. Idem, p. 63-67 et 101.

associé Gaïdamak. Leur ami commun Jean-Charles Marchiani, encore un ancien de Thomson, brigua en vain la direction de la Sofremi... En Angola, le duo Falcone-Gaïdamak, dans la mouvance du trio Leandri-Pasqua-Marchiani, a trouvé assez de milliards pour donner sa pleine mesure. Avec la même cible centrale : la conversion de pétrole en armement - ou en prestations de sécurité, ou en approvisionnement des forces armées.

Avant de décéder en 1995, c'est encore Étienne Leandri qui initie avec Sirven la vente de navires de guerre à Taïwan, laquelle va déclencher l'affaire Elf. Il s'agit d'une double opération, "Tango" et "Bravo", où Thomson décroche la part la plus juteuse. Selon Roland Dumas, l'ensemble a donné lieu « avec l'autorisation du ministère des Finances et celle de la Présidence » mitterrandienne, à une commission « de l'ordre de 500 millions de dollars, soit 2,5 milliards de francs »³²⁷.

Ni le passé d'Étienne Leandri, ni celui d'Elf ne détonneront dans une dernière série de coïncidences, où il est question d'un autre genre d'armes. J'ai évoqué l'affaire du réseau de prostitution de luxe instruite par le juge N'Guyen, où Paul Barril fut soupçonné d'avoir organisé la venue des demoiselles. Injustement, faut-il croire, puisque sans suite judiciaire. L'organisateur présumé du réseau a pris pour avocat Pierre Lemarchand, une figure historique du SAC. Qui trouve-t-on parmi les clients ? Un frère du roi Fahd, dont la propriété à Marbella jouxte celle d'Étienne Leandri. Le secrétaire du prince met en cause Samir Traboulsi. « Les portables des filles du réseau avaient une fâcheuse tendance à se contacter de longues minutes sur des lignes directes de la tour Elf³²⁸ ».

Moralité ? Elle est proposée par un proche d'Étienne Leandri, un professionnel aguerri du négoce de l'or noir : « Quant aux pays pétroliers d'Afrique, le pouvoir s'y obtient par les armes dans des luttes tribales horribles, et la corruption est un mode de vie de tous les dirigeants. Je grossis le trait, mais cela y ressemble : [...] on ne peut pas s'installer, à 10 000 kilomètres de chez soi, sans jouer le jeu³²⁹ ». Ni nourrir le feu ?

Aimer Elf et Pasqua

Quelques autres amis très proches de Charles Pasqua ont « joué le jeu » avec Elf. L'ancien ministre lui-même voyageait sur des avions affrétés par Elf, sous le pseudonyme de Fernandel. Il rencontrait en secret Roland Dumas dans le très cher appartement alloué à Christine Deviers-Joncour, rue de Lille³³⁰, et François Mitterrand dans la villa du docteur Raillard à Louveciennes, coûteusement acquise et entretenue par Elf³³¹.

Le milliardaire André Guelfi doit une partie de sa fortune à deux mamelles françaises : la pêche au large de la Mauritanie et les commissions d'Elf³³² - même s'il œuvrait davantage dans les pays de l'Est ou en Amérique latine qu'en Afrique. On le retrouve en première ligne dans une série de "pertes" d'Elf en Allemagne (affaire Leuna-Minol), en Ouzbékistan ou au Venezuela. La malchance, sûrement. Sa fiche RG (qu'il conteste) le dit « très proche de M. Charles Pasqua, qu'il a financé à plusieurs reprises ». Elle le présente comme le "banquier" spécial de Loïk le Floch-Prigent « pour des opérations de financement politiques au Congo et en Angola »³³³. Deux pays où la politique s'exprime en guerre civile...

En 1992, Elf consent au président camerounais Paul Biya un prêt de 45 millions de dollars.

« La justice suisse a constaté qu'un tiers de ce prêt [...] a été en toute discrétion

³²⁷. Entretien au *Figaro*, le 09/03/1998.

³²⁸. J. Caumer, p. 273-274.

³²⁹. Ibidem, p. 252-253.

³³⁰. Cf. S. Daniel et A. Routier, *Roland Dumas. Comment l'affaire a basculé*, in *Le Nouvel Observateur* du 25/03/1999.

³³¹. Si l'on en croit le docteur lui-même, qui a déclaré au *Parisien* (11/04/1997) que ces rencontres se produisaient « fréquemment ». Cf. J. Caumer, op. cit., p. 27-30.

³³². « Quand Philippe Jaffré débarque à Elf, il est effaré par les paiements à Guelfi, d'environ 800 millions de francs » (J. Caumer, op. cit., p. 253).

³³³. Cf. J. Caumer, op. cit., p. 240-241.

détourné vers la société Faraday, une offshore située dans les îles Vierges. [...] Ces fonds ont atterri, après ce bref séjour exotique, sur des comptes dont plusieurs titulaires déclarés ont été identifiés. À savoir des proches de Charles Pasqua. Daniel Leandri [...] ; un homme d'affaires [...] associé du fils Pasqua ; ou enfin André Guelfi [...].

Leandri [...] est déjà apparu dans la liste des 44 vrais-faux salariés d'Elf International, mais de façon discrète sous son deuxième prénom, Paul. Et avec une rémunération mensuelle, moins discrète, de 83 000 F. "*C'est vrai*, déclare au *Canard* Daniel Leandri, *je faisais beaucoup de missions en Afrique dans l'intérêt du groupe Elf et de la France*".

Le propre fils de Daniel Leandri, Marc, qui a longtemps assuré la garde rapprochée de Charles Pasqua, figurait également sur cette liste. Mais ses appointements, plus modestes, étaient de l'ordre de 25 000 F par mois.

Autre bénéficiaire de la commission camerounaise, un proche du RPR a été longtemps un associé de Pierre Pasqua [...] au sein de Moncey Investissements, une société anonyme ayant pour objet, sans compter la vente d'armes, d'"*étudier et mettre en œuvre [...] toutes opérations financières [...]*". [...] [Cela] a conduit cet homme d'affaires et le fils Pasqua [...] à s'intéresser de près [...] à un projet de zone franche à Sao Tomé [...].

Nombreux auront été les proches de Pasqua à bénéficier de la manne pétrolière [...]. Elf International avait fourni un peu d'argent de poche à [...] Bénédicte de Kerprigent, ancienne épouse de William Abitbol, éminence grise de Pasqua, ou Laurence Perrier, femme d'un de ses collaborateurs ; [...] l'ex-policier François Antona, spécialiste de missions en Afrique, notamment au Cameroun³³⁴».

Elf finançait ainsi à la fois l'activité politique hexagonale de l'actuel patron du RPF et ses "missions africaines", « *dans l'intérêt du groupe Elf et de la France* », confondu avec l'intérêt du clan Pasqua. On ne connaît pas le détail des missions, sûrement pacifiantes, de Daniel Leandri et François Antona auprès des dictateurs pasquaphiles. Le « proche du RPR » associé de Pierre-Philippe Pasqua est très probablement Jean-François Dubost, « financier spécialisé dans les services bancaires *offshore* », moteur du projet de paradis fiscal à Sao Tomé. Elf devait être l'un des principaux « usagers » de ce projet, porté par Moncey Investissements³³⁵. Laquelle société faisait aussi dans la vente d'armes...

D'autres bons amis de Charles Pasqua apparaissent encore dans le dossier Elf. Les frères Feliciaggi, par exemple. L'empire ludique de Robert s'implante d'autant plus aisément qu'un régime est autocratique et dépendant d'Elf. À commencer par le Congo de Sassou et l'Angola de Dos Santos - dont Charly approvisionne la Garde³³⁶.

Ce grand jeu se déroule, il faut le rappeler, dans une franche bienveillance envers la droite extrême. De 1995 à 1999, les personnels d'Elf en Angola ont été protégés par Jean-Pierre Chabrut et par Nicolas Courcelle : le premier, ancien suppléant de la candidate du Front national Marine Le Pen, a pris en mars 1999 la tête du DPS, la garde lepéniste ; le second est l'un des pivots du mercenariat d'extrême-droite³³⁷.

Le "monsieur Afrique" d'Elf, André Tarallo, est lui aussi très proche de Charles Pasqua. Il choyait l'intersection entre Elf, au sens large, et le clan Pasqua. Dans ce milieu à dominante corse, ils sont un certain nombre, comme l'ami d'Étienne Leandri, cité plus haut, à penser l'Afrique en termes de « *lutttes tribales* » ; ils sont plusieurs à en fournir les armes.

C'est Tarallo qui a béni l'attribution d'Elf-Corse à Noël Pantalacci et Toussaint Luciani, qui l'ont refilée aux frères Feliciaggi³³⁸. C'est lui qui a construit en Corse une case de 90 millions de francs, "Cala longa". « *Cette villa de réception est destinée aux rencontres franco-africaines* », a-t-il expliqué au juge suisse Perraudin. Combien d'Africains bénéficient de ces rencontres, et combien en pâtissent ? Devant le juge, Tarallo taisait obstinément les noms des mandataires

³³⁴. N. Beau, *L'odeur du pétrole d'Elf flotte aussi autour des amis de Pasqua*, in *Le Canard enchaîné* du 02/06/1999.

³³⁵. Cf. S. Smith, *Ces Corses qui font main basse sur les paris*, in *Le Magazine de Libération*, 18/03/1995.

³³⁶. Cf. *L'Angola en "zone d'influence"*, in *LdC* du 26/02/1998.

³³⁷. Cf. *NIRV* du 01/09/1999.

³³⁸. Alain Laville, *Un crime politique en Corse. Claude Éricignac, le préfet assassiné*, Le cherche midi, 1999, p. 119.

africains de ses opérations financières « *quand il s'agit d'affaires d'État*³³⁹ ». Mais Elf n'est il pas l'un des principaux artisans de la décomposition des États africains ?

La mission d'information parlementaire sur les compagnies pétrolières a reçu un avertissement de Philippe Jaffré - encore PDG d'Elf lors de son audition :

« *“Les ressortissants français sont à la merci des campagnes de presse. Les rumeurs en provenance d'Afrique qui mettent Elf à l'index, lorsqu'elles sont reprises par la presse française, deviennent en Afrique des vérités. Les agents d'Elf sont alors agressés et insultés. À ce titre, M. Jaffré a attiré l'attention sur les conséquences que pourraient avoir les conclusions écrites de la mission d'information”*. La mission a été très choquée de ces propos. Chercher à savoir revenait donc à mettre des vies françaises en danger ? Ne les met-on pas en danger en opérant dans un pays où la rente pétrolière semble n'être utilisée qu'à l'achat d'armes, alors que la population vit dans la guerre et le sous-développement ?³⁴⁰ ».

Se payer la classe politique, et tutti quanti

Il n'y a pas que les États africains à être gangrenés par Elf. On s'en aperçoit chaque jour un peu plus : la compagnie s'est placée délibérément hors des lois de la République française, et elle a beaucoup dépensé pour en rester là. Elle a tellement arrosé la classe politique hexagonale qu'elle y a noyé toute velléité de rompre les liens néocoloniaux. Elle a contribué à dissoudre dans la corruption le rapport droite-gauche, faisant le lit du Front national.

Des députés, des associations et des syndicats, français et africains, ont lancé le mot d'ordre : *Elf ne doit plus faire la loi en Afrique*³⁴¹. Ajoutons : ni dans les hautes sphères de la vie politique française. Un menu vitaminé, que ce “Collectif Elf” a détaillé dans une édifiante plaquette³⁴². Elf a attaqué en justice, et a perdu. Au nom du droit à la liberté d'expression. Les députés écologistes, co-initiateurs de cette campagne, ont obtenu fin 1998 la création d'une mission parlementaire d'information sur le rôle des compagnies pétrolières, présidée par Marie-Hélène Aubert. Nous n'avons pas fini de parler de cette mission, tant son rapport défriche des domaines jusque là interdits au Parlement. De leur côté, les juges Éva Joly et Laurence Vichnievsky ont osé mener une double perquisition à la Tour Elf.

Mais la résistance du pouvoir exécutif et de la classe politique reste très forte face à ces investigations. On a volé des pièces d'instruction jusque dans les locaux de la police : elles concernaient, entre autres, la fameuse villa « de rencontres franco-africaines ». Serré par la justice, Roland Dumas assure qu'auraient aussi disparu lors de ce vol « *des dossiers des plus compromettants pour de nombreuses personnalités et autorités*³⁴³ ». De son côté, la mission parlementaire sur les compagnies pétrolières s'est vu refuser l'accès à quantité de documents. Et son rapport a été plutôt fraîchement accueilli par une majorité de la commission des Affaires étrangères. On peut le comprendre.

« *J'ai de quoi faire sauter toute la classe politique française, de gauche comme de droite* », se targuait régulièrement Sirven auprès de ses proches³⁴⁴. André Guelfi explique au *Parisien*³⁴⁵ : « *Si la justice devait mettre en prison tous ceux qui ont touché de l'argent d'Elf, il n'y aurait pas grand monde en France pour former un gouvernement ! Elf arrosait tous azimuts. Tous les partis ont touché, le PS, le RPR, tout le monde* ». Omar Bongo gronde le 12 janvier 2000 sur RFI, puis le lendemain dans *Le Nouvel Observateur* : « *un jour, s'il le faut, je parlerai, et peut-être que certaines têtes tomberont*³⁴⁶ ». La Sofineg (sous-filiale genevoise d'Elf) a « *salarié des hommes politiques. Les dépenses de personnel atteignent 68 millions,*

³³⁹ . Propos cités par N. Beau, *3,5 milliards distribués par Elf en Afrique et ailleurs*, in *Le Canard enchaîné* du 27/10/1999.

³⁴⁰ . *Pétrole et éthique*, t. I, p. 124.

³⁴¹ . C/o Cédétim, 21 ter rue Voltaire, 75011-Paris. Tél. (0)1 40 63 83 52. Fax (0)1 40 63 98 81.

³⁴² . 20 p. Disponible à l'adresse du Collectif.

³⁴³ . Déclaration du 10/02/2000. La veille, le procureur Dintilhac avait requis le renvoi de Roland Dumas devant le tribunal correctionnel. Cf. K. Laske, *Dumas déchargé des frégates, pas d'Elf*, in *Libération* du 11/02/2000.

³⁴⁴ . Selon N. Beau, *Alfred Sirven, Méphisto d'escompte*, in *Le Canard enchaîné* du 20/01/1999.

³⁴⁵ . Du 18/02/1999.

³⁴⁶ . Interview au *Nouvel Observateur*. La veille aussi, sur RFI, Bongo avait parlé de ces « têtes » qui pourraient « *tomber* ».

mais la direction d'Elf est incapable de fournir le moindre tableau des effectifs ». « En Suisse aussi, toutes les archives et les pièces comptables de la société ont disparu, après un mystérieux cambriolage³⁴⁷ ».

Valérie Lecasble et Airy Routier précisent les mécanismes et les sommes en jeu :

« Le Floch [a] [...] laissé se développer le versement de commissions officielles, évaluées à 800 millions de francs par an [...]. À quoi s'ajoutent les commissions occultes et autres versements masqués effectués avec ou sans son accord, qui portent à 1,5 milliard de francs par an les sommes extraites des caisses d'Elf pour rejoindre celle de partis politiques ou de particuliers, pendant la période où il était président ».

« Le Floch est [...] au cœur du système Mitterrand. [...] Il en assumera les contraintes [...] lorsqu'il multipliera les commissions, dont il permettra qu'une partie revienne en France, pendant cette triste fin de règne où le Président cherche désespérément à assurer l'avenir de Mazarine et de sa mère Anne Pinget³⁴⁸ ».

« Lors des discussions sur un projet de contrat, [...] l'État producteur demande une commission [...]. Sur ces commissions légales qui rémunèrent soit l'État producteur, soit des intermédiaires commerciaux, Elf avait pris l'habitude de prélever 5 à 10 % pour financer les partis ou les hommes politiques français³⁴⁹ ».

Les comptes d'Omar Bongo sont l'un des réceptacles du trésor de corruption créé par Elf. Selon un avocat³⁵⁰, le juge suisse Perraudin « est persuadé que le chef de l'État gabonais n'était pas le bénéficiaire de certains de ces fonds, et que ce compte a été utilisé par ses amis français pour blanchir beaucoup d'argent ».

Julien Caumer raconte l'histoire de la call-girl Anne-Rose Thiam³⁵¹. Surnommée Lise, elle se prétendait l'une des filles d'Houphouët-Boigny. Elle était en relation téléphonique directe avec Loïk Le Floch-Prigent et plusieurs autres pontes d'Elf. La gendarmerie a retrouvé dans sa voiture parquée à Évian une note signée « Loïk » : « Lise, voilà 53. Les comptes sont 100 + 3 = 156 !! Que fais-tu de tout cet argent ! ». Anne-Rose a affirmé à Éva Joly qu'elle voyait Loïk deux fois par semaine dans son bureau de la Tour Elf, et qu'elle a « remis beaucoup d'argent à des hommes politiques », à des avocats, des journalistes, des financiers, dans une mallette Vuitton en crocodile. Au moins 500 millions en tout, dit-elle. Dans ses carnets de prison, Le Floch écrit : « Elle connaissait beaucoup trop de choses sur moi et sur le groupe Elf, et cela m'a inquiété ». L'inspecteur Guimares enquêtait sur elle. Il a été convoqué par son patron, qui lui a intimé l'ordre d'arrêter « à la demande de l'Élysée ».

Christine Deviers-Joncour, la luxueuse intermédiaire embauchée par Sirven, se croyait irrésistible. Jusqu'au jour où elle s'est retrouvée, si j'ose dire, le bouc émissaire de cette affaire. Depuis lors, elle étale ses munitions, par exemple dans son « roman » *Relation publique*. Particulièrement visés : l'ex-amant ministre, un ancien haut conseiller élyséen et un pilier de l'industrie d'armement. L'organisation de partouzes haut de gamme n'étonnera pas les observateurs de la FrancAfrique. Il est fréquent que soit ainsi scellée la « solidarité » entre initiés des marchés du cynisme.

Avant tout scrutin majeur, la conclusion d'un gros contrat d'armement apparaît une nécessité pour le trésorier du parti au pouvoir. « Si on signe avec le Bozanga, l'affaire est réglée. Un marché de vingt milliards payés cash à Zurich, dix pour cent de commission, et [...] aux urnes citoyens !³⁵² ».

« - Si on voulait vraiment nettoyer, il y aurait du travail ! Il faudrait vraiment du courage. Je serais d'ailleurs tout à fait d'accord pour qu'on le fasse... », confie l'héroïne, en verrouillant sa mallette de documents explosifs.

« - Ce sera peut-être toi le détonateur ? », répond son ami.

« - Peut-être ! »³⁵³.

Allons ! Un bon mouvement... Trop de bonnes âmes s'emploient à éteindre les

³⁴⁷. V. Lecasble et A. Routier, op. cit., p. 244 et 349.

³⁴⁸. Ibidem, p. 266 et 143.

³⁴⁹. Audition de V. Lecasble, *Pétrole et éthique*, t. I, p. 69.

³⁵⁰. Cité par N. Beau, *Un compte Elf peut en cacher 300 autres*, in *Le Canard enchaîné* du 18/11/1998.

³⁵¹. J. Caumer, op. cit., p. 266-270.

³⁵². *Relation publique*, Mazarine/ Pauvert, 1999, p. 124.

³⁵³. Ibidem, p. 203.

mèches d'un passé putride qui, faute d'être purgé, continue de pourrir la vie d'une dizaine de peuples africains. Durant toute la présidence de Philippe Jaffré, la FIBA, qui marie les intérêts d'Elf et de Bongo, a continué de servir de "sas" pour les redevances pétrolières du Gabon et du Congo-Brazza³⁵⁴ - un pays où Le Floch n'a pu s'empêcher de replonger. En 1996, son ex-épouse Fatima Belaïd a reçu pour son divorce un tardif dédommagement : 18 millions, qui s'ajoutent à 6 millions au moins de précédents "cadeaux de rupture"³⁵⁵. Juste avant d'être appelée à déposer par la juge Joly...

Même cette dernière, et sa collègue Vichnievsky, hésitent devant le volet africain de l'affaire Elf. Elles ont saisi à la Tour Elf, dans le coffre du colonel Daniel, la note suivante³⁵⁶: « *Éva Joly. Message au parquet. Ne veut pas aller trop loin et compromettre l'avenir d'Elf* ». Accessoirement, l'existence de cette note signale une liaison, directe ou indirecte, entre le procureur et la Tour Elf... L'on y suit aussi de très près les investigations de la presse : « *Débat au Canard. Angeli met pédale douce. À lire malgré tout demain*³⁵⁷ ».

Le juge suisse Perraudin, cependant, n'arrête pas d'envoyer des informations sur les bénéficiaires des largesses d'Elf - plus d'une centaine. « À l'Élysée, on espère que des lieutenants de Pasqua et des mitterrandiens en prendront ainsi pour leur grade. À Matignon, on se rassure en pensant que des proches de Juppé et des amis africains de Chirac vont aussi être mouillés³⁵⁸ ».

Certains milieux socialistes pressent Élisabeth Guigou de trouver une parade juridique pour éteindre l'affaire, en raccourcissant par exemple la prescription de l'abus de biens sociaux - ce délit qui permet aux juges d'en repêcher d'autres, plus vite prescrits. L'entourage de Lionel Jospin serait plus audacieux, estimant que « l'affaire Elf, si elle débouche sur la mise au jour de la véritable histoire du groupe pétrolier, par delà Roland Dumas, ébranlera l'édifice gaulliste³⁵⁹ ». D'où le feu vert donné au transport en Afrique du Sud des juges Joly et Vichnievsky, début 1999, à la recherche d'Alfred Sirven. Qui a été prévenu à temps.

Entre-temps, l'affaire des détournements de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) a connu une brutale accélération. Elle a touché des proches de Jospin. Des sources obligeantes ne manquent pas de faire le lien avec l'affaire Elf : elles signalent le lobbying pro-Taïwan du petit cercle des amis de la MNEF. Comme si personne n'avait su résister aux rétro-commissions du couple infernal pétrole-armement...

Total n'est pas vierge

Total s'est emparée d'Elf. Plus asiatique qu'africaine, elle ne manque pas cependant de références outre-Méditerranée : en Algérie, certes, mais aussi au sud du Sahara. Elle a, nous indique *La Lettre du Continent*, « quelques amis proches des palais africains comme Jean-Yves Ollivier au Gabon et au Congo-B, ou Charles Feliciaggi en Angola³⁶⁰ ». Ces deux noms rappelleront quelque chose au lecteur. Je viens de parler du second, frère de Robert, ami de Charles Pasqua.

Quant à Ollivier, il est de la trempe d'un Sirven. Il a pris le relais de ce dernier dans l'indéfectible soutien françafricain à Sassou Nguesso. On peut aussi se souvenir de ses débuts en "affaires", voici un quart de siècle : la société de négoce pétrolier Comoil, qu'il créa en Afrique du Sud, a œuvré au contournement du boycott contre l'apartheid. Une œuvre qui a mobilisé la Françafrique, alliée de ce régime. Total y a généreusement contribué. Ollivier est donc une vieille connaissance. D'autant qu'il était associé dans la Comoil au colonel Léthier, le futur officier traitant de Sirven³⁶¹!

Avant même l'absorption d'Elf, le rachat de la compagnie belge Fina avait dopé

³⁵⁴. Cf. *TotalElfina : l'Afrique est à nous...*, in *LdC* du 16/09/1999.

³⁵⁵. Cf. Karl Laske, *Le Floch-Prigent, un divorce généreux payé par Elf*, in *Libération* du 23/04/1999.

³⁵⁶. Citée par K. Laske, *Chute d'une barbouze*, in *Libération* du 21/07/1998.

³⁵⁷. Idem.

³⁵⁸. *Le feuilleton Elf-Joncour-Dumas peut encore réserver des surprises*, in *Le Canard enchaîné* du 10/03/1999.

³⁵⁹. Éric Merlen et Frédéric Ploquin, *Elf : les juges se rapprochent de Sirven*, in *L'Événement* du 01/04/1999.

³⁶⁰. *TotalElfina : l'Afrique est à nous...* du 16/09/1999.

la présence de Total en Afrique subsaharienne. Le groupe pétrolier français détenait déjà 14 % du raffinage-distribution sur le continent africain, et des participations dans plusieurs permis au large de l'Angola. Avec Fina, il contrôle 60 % de la raffinerie de Luanda, et il accède au bloc 17 angolais, à l'énorme potentiel.

Pour Total, le choix de l'Angola comme premier champ d'exploration-production au sud du Sahara n'était pas, on le devine, un signe de défiance des mœurs françafricaines : elles y sévissent à haute dose. Mais c'est l'implication de Total en Birmanie qui inquiète le plus sur le comportement du nouveau géant tricolore. Le pays, rebaptisé Myanmar, est en effet dirigé par une junte militaire impitoyable, contre la volonté quasi unanime de la population. Les élections de 1990, remportées de manière éclatante par le parti d'Aung San Suu Kyi - la fille du "père de l'Indépendance" -, ont été annulées. Les députés sont persécutés, de même que les minorités ethniques. *Témoignage chrétien* a publié sur le rôle de Total une remarquable enquête, signée Solomon Kane :

« [La junte birmane] avait, dès 1992, octroyé à un consortium de compagnies pétrolières une concession d'exploitation de gaz offshore dans le golfe de Martaban. [...] La plate-forme est reliée à la côte birmane par un gazoduc sous-marin de 400 kilomètres de long [...]. Le pipe-line traverse alors le Tenasserim sur près de 80 kilomètres jusqu'à [...] [la Thaïlande]. Total est le principal actionnaire et l'opérateur de ce projet de 1,2 milliard de dollars [...] avalisé par la Coface. [...]

Dans le Tenasserim, [...] la hausse subite d'effectifs militaires [à 10 000 hommes] a engendré une véritable explosion de cas de violations des droits de l'homme. Un déserteur de l'armée birmane [...] raconte comment [...] son unité réquisitionnait les civils dans les villages pour en faire des "porteurs bénévoles" [...], bon nombre d'entre eux mourant d'épuisement dans la jungle. [...] Les travaux forcés demeurent [...] - au même titre que les viols et exécutions sommaires - une pratique courante en Birmanie. [...] [Total] avait renforcé son système de sécurité en embauchant à des sociétés sous-traitantes trente-cinq mercenaires occidentaux, parmi lesquels cinq anciens officiers de l'armée française chargés de procéder en zone karen à des activités de renseignement pour le compte de l'armée birmane. Recrutés parmi des "soldats à la retraite" ayant servi dans le onzième Choc et la Légion étrangère, certains de ces "barbouzes" se seraient conduits de manière éhontée pendant leur mission. Responsable du dossier de la sécurité, la société OGS³⁶² avait finalement été remerciée par Total en 1997. [...]

La collusion entre les pétroliers et la junte a connu un nouveau tournant dès la fin des travaux de construction du pipe-line. En effet, depuis fin juillet 1998, Total et son partenaire Unocal verseraient mensuellement [...] près de 80 000 francs aux commandants de chacun des huit bataillons [...] chargés de la sécurité des "zones noires". Fin 1998, des pick-up neufs et des réserves de carburant ont même été distribués par Total aux bataillons 373 [...] et 282 [...]. Parallèlement, plusieurs témoins affirment [...] avoir vu des hélicoptères et des camions appartenant à la société française transporter de la nourriture et des munitions aux bataillons 373 et 282. [...]

Accusée par quatorze plaignants originaires du Tenasserim, la compagnie californienne Unocal [partenaire de Total] fait [...] l'objet d'une plainte selon laquelle "une compagnie américaine s'est rendue responsable de violation des droits de l'homme à l'étranger"... Une première aux États-Unis, qui pourrait faire jurisprudence³⁶³».

Les travaux préparatoires à ce gazoduc évoquent fâcheusement la construction du chemin de fer Congo-Océan (CFCO) au début du siècle... Au prix du travail forcé. Quant au partenaire birman de Total, la Myanmar Oil & Gas Enterprise, elle sert de lessiveuse aux énormes revenus de la production et la vente d'héroïne, dont la Birmanie est le premier exportateur mondial. Au bénéfice de la junte, donc de la répression. Dernière remarque : *Témoignage chrétien* ne compte pas parmi les nombreux médias tributaires de la manne publicitaire liée à l'OPA de Total sur

³⁶¹. Cf. *Le temps des fusibles*, in *LdC* du 20/05/1999 et Yves Loiseau, *Le Grand troc*, Hachette, 1988. Jean-Yves Ollivier était également le partenaire de Dieter Holzer, l'officier des Services allemands qui fut le pendant de Léthier dans le transfert des commissions Leuna-Minol.

³⁶². Organisation gestion sélection, fondée par Gonzague du Chevron du Pavillon, un ancien dirigeant de l'OAS.

³⁶³. Solomon Kane, *Birmanie : enfer TOTAL*, in *Témoignage Chrétien* du 24/06/1999.

Elf...

La mission parlementaire s'est longuement attardée sur l'engagement de Total en Birmanie. Elle a été auditionner Aung San Suu Kyi. Honorée du Prix Nobel, incontestable représentante du peuple birman, elle affirme : « *Les investissements étrangers, [...] aujourd'hui [...], confortent la junte au pouvoir*³⁶⁴ ». Par deux fois, le 19 février 1998 et le 16 septembre 1999, le Parlement européen a voté une résolution explicite dans laquelle il appelle les entreprises européennes à quitter la Birmanie. Beaucoup de multinationales en sont parties : Texaco, Hewlett-Packard, Pepsi, Interbrew, Carlsberg, Heineken, Reebok, C & A, Levi's, ... Le PDG de cette dernière a déclaré en se retirant : « *Vu les circonstances actuelles, il n'est pas possible de faire des affaires au Myanmar sans soutenir directement le gouvernement militaire et sa politique systématique de violation des droits de l'homme*³⁶⁵ ». La conviction n'a pas seule joué dans ces retraits. Souvent aussi la crainte d'un boycott.

En France, la justice sanctionne durement les appels au boycott. C'est donc en toute sérénité que le PDG de Total, Thierry Desmarest, peut témoigner de son "apolitisme" : « *La compagnie a pris l'engagement dans le contrat qu'elle a signé [...] de ne pas interférer dans les problèmes de politique intérieure* ». Comme toujours, cet apolitisme est un choix... politique. François David, le PDG de la Coface (qui gère l'assurance publique des investissements extérieurs), l'admet clairement : « *La décision de prendre en garantie l'investissement de Total en Birmanie a été une décision politique* ». Une décision prise « *au niveau ministériel* », précise le haut fonctionnaire Jean-François Stoll³⁶⁶. C'est-à-dire par le ministre de l'Économie Edmond Alphandéry. Je ne puis m'empêcher de remarquer qu'il est venu témoigner en faveur de Charles Pasqua, lors du procès de *La Françafrique* : voilà quelqu'un de cohérent !

Nouvel ambassadeur de France en Birmanie, Bernard du Chaffaut ne cache pas son enthousiasme dans *La Lettre birmane*³⁶⁷, un bulletin édité par l'Ambassade : « *C'est de mon propre choix et non par le fait d'un hasard de la bureaucratie parisienne, [...] que je me trouve prendre aujourd'hui [cette fonction] [...]. C'est dire que ne me manquent ni la motivation, ni la détermination, pour maintenir, voire, autant que faire se peut, rehausser le niveau des relations entre la France et la Birmanie, si les circonstances s'y prêtent* ». Il salue « *la constance et la persévérance manifestée par nos firmes à rester en Birmanie [...]. C'est grâce à leurs efforts, ô combien méritoires, que la France continue à tenir le premier rang parmi les partenaires occidentaux de Rangoon* ».

Bernard Amaudric du Chaffaut n'est pas le premier roturier venu. Au Quai d'Orsay, il avait accédé à un poste "sensible" : directeur-adjoint des Affaires africaines. Il fut surtout, de 1985 à 1993, Directeur des relations internationales d'Elf³⁶⁸ ! Il "couvrit" donc la grande période Sirven-Le Floch : le soutien aux deux parties de la guerre civile angolaise, l'appui enthousiaste à Bongo, Biya et Sassou, le boom de la diplomatie-bakchich, etc. C'est l'homme de la situation en Birmanie.

Pour le ministre des Affaires étrangères de la Junte, « *le pays n'est pas mûr pour la démocratie, car notre peuple est simple. Une constitution est en cours d'élaboration, mais pourquoi se presser ? Des élections peuvent avoir lieu dans un an ou 200 ans...*³⁶⁹ ». À quand l'admission de la junte birmane en Françafrique ?

L'ancien ministre français des Affaires étrangères Hervé de Charette n'y verrait aucun inconvénient. Critiquant vertement le rapport de la mission Aubert sur les compagnies pétrolières, il conclut : « *La France a raison d'être présente en Birmanie même si tout n'y est pas parfait, car le poids de nos intérêts est considérable d'autant que la compétition avec les États-Unis est sévère*³⁷⁰ ».

Mais il ne s'agit pas que de diplomatie :

³⁶⁴. Audition, *Pétrole et éthique*, t. I, p. 104.

³⁶⁵. Cité par G. Millman, *Troubling projects*, in *Infrastructure Finance*, 02/1996.

³⁶⁶. Auditions, *Pétrole et éthique*, t. I, p. 89-90.

³⁶⁷. Du 31/07/1999. Ibidem, t. I, p. 93.

³⁶⁸. D'après *LdC*, 03/06/1999.

³⁶⁹. Audition, *Pétrole et éthique*, t. I, p. 109.

³⁷⁰. Ibidem, p. 212.

« L'armée birmane, [...] pour assurer la "sécurité" du projet gazier [...], empêcher tout appui des populations à l'opposition armée [...] [est amenée] à pratiquer une guerre totale. [...] En 1991, la Banque mondiale avait refusé d'accorder un crédit pour le projet en conseillant une modification du trajet du gazoduc qui allait traverser une zone où la guérilla durait depuis [...] la fin des années quarante ³⁷¹».

« La plupart des [600] enfants [réfugiés, appartenant à la minorité Karen qui vit dans la région du gazoduc] avaient la même histoire personnelle, extrêmement douloureuse. Leurs villages avaient été investis par l'armée birmane, leur père et leurs frères obligés de travailler comme porteurs ou tués par l'armée, parfois ils avaient vu leur mère ou leur sœur maltraitée, voire violée par les forces birmanes ³⁷²».

On songe aux populations du Sud tchadien, dans la région pétrolifère de Doba... Pour le journaliste Cyril Payen, « des avions de Total avaient été utilisés pour transporter des troupes vers le gazoduc en vue d'une offensive prochaine ». Selon Tyler Giannini, directeur de l'ONG EarthRights International, « le gouvernement birman a en particulier acheté des hélicoptères à la Pologne en 1994 et M. Walesa, alors président de la République polonaise, avait indiqué que c'était la société Total qui les avait payés ». Le journaliste Francis Christophe confirme et précise : « Une nébuleuse d'entreprises françaises centrée sur la société Brenco a monté un véritable circuit de blanchiment permettant à l'armée birmane d'acquiescer des hélicoptères polonais en justifiant de l'origine des fonds par le versement de Total ³⁷³». Brenco ? Mais c'est la société de Pierre Falcone, au cœur de la nébuleuse prêts-pétrole-armement en Angola ! Une société « très proche de M. Jean-Charles Marchiani ³⁷⁴», le négociateur pasquaien. De ce point de vue, Total et Elf n'auront pas de difficulté à harmoniser leurs méthodes...

Total aurait d'ailleurs l'intention de confirmer, à la tête de la Direction de la sécurité et du renseignement du nouveau groupe, l'ancien patron du service Action de la DGSE, Patrice de Loustal. Et c'est au "semi-retraité" de la DGSE Philippe Jehanne que le PDG de Total a demandé durant l'été 1999 un rapport sur les réseaux africains d'Elf ³⁷⁵. Jehanne, un proche de Michel Roussin comme Jean-Yves Ollivier. Jehanne, l'ancien « officier traitant de nombreux aventuriers et mercenaires en Afrique ³⁷⁶», dont le trafiquant d'armes et d'argent politique Yannick Soizeau...

Marée noire, chassons le cauchemar

Le naufrage au large de la Bretagne d'un bateau rouillé chargé de fioul, l'*Erika*, affrété par Total-Bermudes à un armateur italien, voguant sous pavillon maltais avec un équipage indien, par le truchement de sociétés-écrans des Bahamas et du Panama, via un courtier londonien et un agent suisse, fonctionne comme une allégorie : de la mondialisation en général, du fonctionnement des majors pétrolières en particulier.

États-croupions, régimes sous influence, paradis fiscaux, pavillons de complaisance : les acteurs les plus puissants d'une mondialisation dérégulée empilent les masques et les sous-traitances, ils contournent ou diluent les contraintes. Parés pour une exploitation irresponsable de la planète.

Total se vante comme Elf de ses prouesses technologiques. Elle n'aurait jamais osé placer l'*Erika* sous son logo. Un armateur sans scrupules, un petit État avide d'enrichissement sans cause - Malte, comme le Liberia ou Panama -, autorisent quelques sordides économies ³⁷⁷. Sans risque financier, en principe. Même si en sort ternie l'image du PDG de l'année 1999, Thierry Desmarest.

Le comble est atteint lorsqu'on apprend d'un spécialiste en hydrocarbures que le fioul de l'*Erika* est « impropre à la consommation en France et en Europe, très

³⁷¹. Audition de Michel Diricq, d'*Info Birmanie*. Ibidem, p. 96-97.

³⁷². Audition d'Ester Saw Lone, présidente de l'Union des femmes Karen. Ibidem, p. 99.

³⁷³. *Pétrole et éthique*, t. II, p. 121; t. I, p. 96; t. II, p. 83.

³⁷⁴. Francis Christophe, *Total : les dessous du chevalier blanc du pétrole*, in *Golias Magazine*, 09/1999, p. 35.

³⁷⁵. Cf. *Prudence africaine...*, in *LdC* du 14/10/1999.

³⁷⁶. *L'affaire Soizeau*, in *LdC* du 29/09/1994. Cf. chapitre 13.

³⁷⁷. Même la société maritime Total, qui a affrété l'*Erika*, est domiciliée dans un paradis fiscal : les Bermudes. Cf. A. Routier, *Loi de la mer, loi de la jungle* in *Le Nouvel Observateur* du 30/12/1999.

visqueux, saturé en soufre et en métaux lourds ». C'est un « fond de colonne de distillation », la lie du raffinage. Officiellement envoyé en Italie, il devait sans doute gagner « les immenses raffineries siciliennes [où] ce genre de fioul est mêlé à d'autres saloperies et devient un combustible toujours très polluant mais bon marché. Il est ensuite vendu à bas prix à des pays d'Afrique de l'Est »³⁷⁸. Les riverains français de l'Atlantique auraient ainsi hérité de la pollution destinée aux Africains...

Greenpeace a rappelé pourquoi l'Organisation maritime internationale (OMI) était si complaisante envers les pratiques douteuses et opaques des affréteurs pétroliers : les ersatz d'État qui bradent leur pavillon pour une poignée de dollars ont une majorité d'office dans cette institution, puisque les droits de vote sont proportionnels au tonnage des navires enregistrés. Ces pays ne prennent même pas la peine d'envoyer des délégués à l'OMI : ils y sous-traitent leur représentation à des cabinets d'avocats internationaux, avant tout perméables aux raisonnements des gros clients du transport maritime, les Exxon, BP, Shell, Total & Co.

Ce système n'est pas plus ignoré des gouvernements du G7 que l'existence, à leur porte, de paradis fiscaux permettant de violer à grande échelle la légalité financière. Nul n'ignore de même, à Washington, Londres ou Paris, comment est sous-traitée à des dictatures criminelles l'oppression des populations « riches » en pétrole. Tandis que les compagnies exploitantes peaufinent des codes de bonne conduite, ou dissertent sur la création de valeur...

Cinq cents kilomètres de côtes souillées par le mazout feront peut-être prendre conscience que ces acteurs-là se moquent du monde. Et pas seulement de ceux qui nettoient les plages ou grattent les rochers.

Le nouveau groupe TotalFina-Elf dispose de 1 600 millions de tonnes d'hydrocarbures de réserves, pour une production de 130 millions de tonnes par an. Il a fait 23 milliards de francs de bénéfices en 1999. Comment n'abuserait-il pas de sa puissance si ne s'allient les victimes, polluées, surendettées, ruinées, meurtries ou endeuillées ?

Selon Jean-François Bayart, « il existe incontestablement une tradition de "covered actions", d'interventions secrètes. L'exploitation du pétrole génère un alliage curieux de pratiques assez machiavéliques (complots, constitution de réseaux) et de haute technicité (forages en eaux profondes) »³⁷⁹. Didier Sicot, le garde du corps de Loïk Le Floch-Prigent, en témoigne à sa manière : « La direction d'Elf, c'était quasiment la direction d'un État. Ils étaient prêts à beaucoup de choses pour obtenir un contrat. Tout ce que j'ai vu n'est pas racontable, notamment en Afrique³⁸⁰ ». Pourquoi les peuples concernés devraient-ils s'accommoder de ce machiavélisme ? La mission parlementaire confirme : « Au XX^e siècle, aucune autre matière première, fut-elle très précieuse, n'a suscité autant de tension, voire de guerre [...], d'interventions secrètes, de flux financiers occultes de vraies-fausses sociétés. [...] Malgré les redevances versées, les populations ne bénéficient d'aucune retombée en terme de développement, bien au contraire³⁸¹ ». Pourquoi les populations devraient-elles accepter cette régression ?

Les multinationales « peuvent aisément s'affranchir du respect des grandes conventions internationales tant que leur image n'en souffre pas³⁸² ». En d'autres pays occidentaux, l'opinion publique a fait plusieurs fois reculer les compagnies pétrolières par des campagnes de boycott. Même si en France elles restent punies de lourdes sanctions financières, l'émoi suscité par la marée noire de l'*Erika* a comme

³⁷⁸. Les propos de ce spécialiste, recueillis très tôt (*Pour qui le mazout polluant ?*, in *Le Canard enchaîné* du 05/01/2000) sont d'abord passés inaperçus. Puis un laboratoire indépendant, Analytika, les a étayés par une analyse du pétrole rejeté par l'*Erika*, vivement contestée par TotalFina avec le renfort de la plupart des experts. Le directeur environnement de l'Institut français du pétrole (IFP) « ne met pas en doute la parole du pétrolier ». Le directeur d'Analytika, Bernard Tailliez, relève l'omniprésence de TotalFina dans les organismes de contrôle (cf. Christophe Doré, *Les experts suivent TotalFina*, in *Le Figaro* du 01/02/2000). On songe au nuage radioactif de Tchernobyl, dont les experts tricolores, liés au lobby nucléaire, affirmaient qu'il s'était arrêté à la frontière française.

³⁷⁹. Audition, *Pétrole et éthique*, t. I, p. 9.

³⁸⁰. Interview au *Parisien* du 14/05/1999.

³⁸¹. *Pétrole et éthique*, t. I, p. 9.

³⁸². *Ibidem*, p. 16.

levé un tabou³⁸³. À défaut de se soucier des dégâts écologiques et humains, la quatrième compagnie pétrolière mondiale, TotalElf-Fina, devra peut-être se soucier de la dégradation de son image.

³⁸³. Les Verts ont appelé au boycott de TotalFina, puis Jacques Julliard dans sa chronique hebdomadaire (*Boycottons Total !*, in *Le Nouvel Observateur* du 30/12/1999).

20. La résistant ascension du tandem Bolloré-Roussin

« J'ai le sentiment qu'il y a une vraie volonté des dirigeants africains de supprimer les obstacles [*à la réalisation des affaires*]. Je vais vous faire une confidence : j'ai l'impression qu'il y a même moins d'obstacles en Afrique qu'en France ».

Vincent Bolloré³⁸⁴.

Leader mondial du papier mince pour livres et cigarettes, mais aussi des condensateurs, le groupe de Vincent Bolloré est devenu en dix ans le second conglomérat françafricain. Après Elf-Total, hors concours. Cela commence en 1991 par la mainmise sur l'armateur Delmas-Vieljeux. Le groupe impose son hégémonie dans le transport maritime en Afrique, élargit son domaine aux ports, aux chemins de fer, aux routes. Il reprend le groupe Rivaud, qui abritait simultanément la banque du RPR et cent mille hectares de plantations coloniales. Il fait un tabac dans la cigarette, étend ses concessions forestières, entre en force dans le négoce du cacao, guigne celui du coton. Bref, il ne cesse d'accroître ses positions de rente ou de monopole en Afrique francophone, ou "latine".

La dimension Roussin

Vincent Bolloré s'est mis à l'école d'un caïd de la finance, Antoine Bernheim, associé-gérant de la banque Lazard. Il s'est taillé une réputation de brillant gestionnaire : on l'a surnommé le "petit prince du cash-flow". Enrichi par une succession d'heureuses opérations boursières, secondé par un ancien du Crédit Lyonnais, Jacques Rossi³⁸⁵, il a adopté un profil encore plus aventureux. Le rachat du groupe de transport Saga de Pierre Aïm lui a ouvert un portefeuille de contacts avec les dictateurs africains les moins fréquentables, tels Sassou Nguesso et Idriss Déby, goulus de transactions illégales. Dans ce contexte profitable, mais dangereux, il renforce ses liens avec le monde des services secrets : il recourt aux compétences de Jean Heinrich, l'ex-patron très courtisé de la Direction du renseignement militaire (DRM). Surtout, il s'associe étroitement avec Michel Roussin, haut retraité des Services et de la gendarmerie.

Un homme-protégé que ce Roussin. En plus de ses états de Services, il a été successivement orchestrateur financier de la Chiraquie, ministre de la Coopération, PDG d'une entreprise de construction (SAE International) dans l'orbite de Paribas. En 1997, il cumulait cette fonction avec la présidence du comité Afrique du patronat français, la délégation de la Francophonie à la mairie de Paris, et une candidature avouée à la présidence d'Elf... Si l'on ajoute une touche présumée de GLNF, on respire un puissant bouquet françafricain. Roussin a d'ailleurs « son propre petit groupe de fidèles, discrets, placés à des endroits stratégiques du village franco-africain³⁸⁶ ». Parmi eux, le très proche Jean-Yves Ollivier, vu aux Comores et au Congo-Brazzaville. Et l'ancien colonel de la DGSE Jean-François Charrier, qui veille particulièrement sur la situation aux Comores et à Madagascar.

Ajoutons enfin que, né au Maroc, Michel Roussin est parfaitement en phase avec les gros intérêts du groupe Bolloré dans le royaume chérifien.

C'est dans ce conglomérat, donc, que l'ancien ministre a choisi d'investir son exceptionnel carnet de relations. Il en supervise désormais toutes les activités africaines (transports, tabac, transit, matières premières,...) et la turbulente filiale Saga, l'un des plus gros débiteurs privés de l'Agence française de développement³⁸⁷. L'homme est tellement incontournable que Jacques Chirac n'a pu faire autrement

³⁸⁴ Interview à *Jeune Afrique Économie* du 20/10/1997.

³⁸⁵ Cet originaire d'Ajaccio a débuté à la Compagnie financière Edmond de Rothschild au temps où Vincent Bolloré y était directeur. Il est passé par le Crédit Lyonnais à la grande période 1983-94. Directeur général de la principale compagnie maritime du groupe Bolloré, il a aussi géré la cession de l'hypersensible banque Rivaud au groupe Suez-Lyonnaise de Jérôme Monod.

³⁸⁶ *Bolloré, le dernier empereur d'Afrique*, in *LdC* du 01/07/1999.

³⁸⁷ Relevons, parmi tant d'autres concours financiers, que Saga a été « vivement soutenue par la CFD dans son OPA sur le trafic du bois congolais » (Olivier Vallée, *Pouvoirs et politiques en Afrique*, Desclée de Brouwer, 1999, p. 63). La Caisse française de développement (CFD) est devenue Agence (AFD).

que se réconcilier avec lui, après la “trahison” de 1994 - le ralliement de Roussin à la candidature d'Édouard Balladur.

Il vaut la peine de s'attarder un peu sur le parcours d'un tel “Monsieur Afrique”, si considérable qu'il situe aussitôt l'ambition du groupe qui l'emploie. Proche collaborateur du patron de la “Piscine” Alexandre de Marenches, il a comme lui fait les frais de l'alternance politique : Mitterrand a remplacé de Marenches par Pierre Marion, qui a prié Roussin d'aller nager ailleurs. Ce dernier s'est retrouvé à piloter le cabinet du maire de Paris, Jacques Chirac, et son parti, le RPR. Comme s'il s'agissait de deux services secrets...

« De son bureau de directeur de cabinet de la mairie de Paris, il dirigeait en sous-main la formation chiraquienne. C'est lui qui, en l'absence de Chirac, installait les nouveaux hiérarques du parti et leur passait les consignes ; lui qui recevait plusieurs fois par semaine - parfois quotidiennement en période électorale - Louise-Yvonne Casetta, la trésorière occulte du parti. Et lui qui, également, sans jamais apparaître physiquement rue de Lille régnait sur la petite armée de permanents et sur l'intendance du parti par le truchement de Louise-Yvonne Casetta - et surtout d'un colonel qui l'a suivi dans son ascension, Jacques Rigault [...], homme des missions discrètes en Afrique et en Asie pour le compte de l'Hôtel de Ville. Rigault l'a ensuite accompagné au ministère de la Coopération³⁸⁸».

Jacques Chirac avait fait attribuer ce ministère à Michel Roussin pour contrer les réseaux de Charles Pasqua. Or Pasqua et Roussin s'accordent à préférer le Premier ministre Édouard Balladur au président-fondateur du RPR. Cause ou conséquence, le ministre de la Coopération s'appuie en Afrique sur un trio d'entreprises “balladuriennes” : Elf, Bouygues et... Bolloré³⁸⁹.

Sitôt élu, le président Chirac se voit contraint de reconquérir son propre parti. Mais « la “déroussinisation” du RPR se heurte à une limite évidente : il convient certes de punir le traître et le maladroit, mais il faut surtout éviter qu'il ne soit tenté d'aller raconter tout ce qu'il sait³⁹⁰». Dès 1994, encore maire de Paris, Jacques Chirac avait été rappelé à l'ordre. Il venait de glisser quelques peaux de banane sous les pas du ministre qui lui échappait. Candidat à la présidence de la République, il venait aussi de publier un livre-programme, *Réflexions 1*. Devant un auditoire choisi, Michel Roussin dégage : « *Moi, je n'aurais pas besoin d'écrire un livre, une page suffira*³⁹¹ ». Le très renseigné Jean-Paul Cruse écrit à ce propos : « Roussin connaît énormément de choses. Sur l'activité des services secrets français, naturellement, en Afrique et ailleurs, sur la mairie de Paris, sur la famille Chirac même, à laquelle il est personnellement attaché, et sur l'organisation interne du RPR. Tous ces domaines sont d'ailleurs liés³⁹²».

La brouille ne pouvait pas durer. Dès la fin de 1995, Roussin est mis à l'abri du besoin : on lui octroie la présidence de SAE International.

« À la SAE, son rôle va consister à vendre des grands travaux à l'étranger, un métier où il faut savoir fermer les yeux sur les mauvaises fréquentations. Ainsi, les 10 et 11 juin 1996, il est reçu par la junte militaire de Rangoon avec les honneurs dus à un ancien ministre de la République française. Mais son déplacement visait surtout à faire du business : Roussin venait “vendre” la construction de deux hôtels en Birmanie³⁹³».

Fin 1999, l'Élysée nomme Michel Roussin au Conseil économique et social³⁹⁴. Un autre cadeau de réconciliation est survenu un an plus tôt, avec un poste d'administrateur à la Comilog (Compagnie minière de l'Ogooué). Cette sous-filiale du holding public ERAP est présidée par un ami de 30 ans de Jacques Chirac, Claude Villain³⁹⁵. Son objet affiché est déjà très riche : l'exploitation des mines

³⁸⁸. Alain Guédé et Hervé Liffra, Stock, 1996, p. 156.

³⁸⁹. Cf. *Les réseaux africains RPR*, in *LdC* du 01/04/1999.

³⁹⁰. *Péril sur la Chiraquie*, op. cit., p. 158.

³⁹¹. Cité par A. Guédé et H. Liffra, *La Razzia*, Stock, 1995, p. 68.

³⁹². *Un corbeau au cœur de l'État*, Éd. du Rocher, 1998, p. 160.

³⁹³. *Péril sur la Chiraquie*, op. cit., p. 159.

³⁹⁴. Cf. *Le retour en grâce de Roussin*, in *LdC* du 28/10/1999.

³⁹⁵. Cf. *Michel Roussin, administrateur de la Comilog*, in *LdC*, 24/09/1998. La holding ERAP est elle-même présidée par un autre membre du clan, Rémy Chardon.

gabonaises de manganèse. Elle est aussi au cœur du “réacteur” franco-gabonais, saturé de secrets d’État et de milliards égarés - entre un chemin de fer pharaonique, le Transgabonais, et la filière de l’uranium à Franceville. Curieusement, c’est à la Comilog qu’a été confiée la protection de cette filière. Quitte à y “perdre” beaucoup d’argent : un trou inexplicable de 400 millions de francs a été constaté en 1995, au détriment de la Caisse française de développement³⁹⁶. En tant qu’ancien ministre de tutelle de cette Caisse, Michel Roussin connaît sans doute les bénéficiaires de cette “aide au développement”.

Aïm, « comme un pêcheur »

On ne s’est pas beaucoup éloigné de Bolloré, puisque l’un des chevaux de bataille du groupe depuis 1997 est la remise en service d’un chemin de fer voisin du Transgabonais, et plus ou moins concurrent, le CFCO (Congo-Océan). Cette voie est l’axe économique du Congo-Brazzaville, mais aussi celui de la guerre. L’investissement de Bolloré se paie d’une position de pointe dans le soutien français à l’un des camps de la guerre civile, celui de Sassou II. Deux hommes copilotent cet engagement multidimensionnel : Jean-Yves Ollivier, homme d’affaires branché, très proche de Michel Roussin ; et Pierre Aïm, intégré chez Bolloré en même temps que son entreprise Saga.

Aïm préside la société RAIL par laquelle, au-delà du chemin de fer, Bolloré vise à dominer la logistique congolaise, le transport et le stockage de Pointe Noire à Brazzaville. Avec la perspective de récupérer plus tard une partie des flux de marchandises de l’ex-Zaïre. Tout cela s’opère, on l’a vu³⁹⁷, en étroite collaboration avec la famille Sassou : le neveu Willy, qui veille sur les droits du trafic maritime, l’épouse Antoinette, célébrée dans le château d’Aïm à Rambouillet.

La stratégie du groupe Bolloré l’a conduit à conforter un régime auteur de crimes contre l’humanité. Et puisque son investissement forcené est lié au sort des armes, il s’« intéresserait » même, selon *La Lettre du Continent*³⁹⁸, au projet *Hadès* - opération mi-mercenaire, mi-barbouzarde, réitérant la guerre secrète de 1993 au Rwanda, en faveur du régime Habyarimana³⁹⁹. Aïm aurait aussi battu le rappel de ses amis Idriss Déby et Hassan II⁴⁰⁰.

Ce qui est sûr, c’est qu’Aïm est en affaires à haut niveau avec une bonne partie de la coalition pro-Sassou, et qu’il n’ignore pas la voie des armes. Sa société Saga était accréditée Défense. Elle transportait en Afrique le matériel militaire des bases françaises⁴⁰¹.

Le Breton Vincent Bolloré est ravi : « *Pierre Aïm est comme un pêcheur : il ramène dans son filet quelques vieux poissons qui ne servent à rien et, tout d’un coup, il vous sort un rouget de roche formidable. [...] Il nous est très utile. Il joue le rôle de conseil, d’apporteur d’affaires*⁴⁰² »

Insatiable, Aïm se lance aussi dans les télécommunications avec Nexus, une filiale de France Télécom. Tout comme le stratège de l’Afrique centrale Jean-Yves Ollivier, associé avec la fille de Sassou dans la concession du réseau GSM.

Un trop gros appétit ?

Même si Michel Roussin fréquente de nouveau Jacques Chirac à l’Élysée, la maison Bolloré penche plutôt vers les libéraux, héritiers de Giscard. Aïm est proche de François Léotard. Gérard Longuet est le beau-frère de Vincent Bolloré. Jean-Pierre Binet, un autre beau-frère, animait avec les léotardiens le lobby pro-Savimbi. Vincent en était, mais, affaires obligent, il s’est rapproché du gouvernement anglais. Giscard aime venir chasser au Cameroun dans une grande concession

³⁹⁶. Cf. *La Françafrique*, p. 135 ; Dominique Lorentz, *Une guerre*, Éd. des Arènes, 1997, p. 133-152 ; *La note du manganèse*, in *LdC* du 08/06/1995 ; *Les milliards perdus du banquier de l’Afrique*, in *Capital*, 11/1997.

³⁹⁷. Chapitre 2.

³⁹⁸. 15/07/1999.

³⁹⁹. Cf. chapitre 1.

⁴⁰⁰. Ce sont d’ailleurs leurs intérêts communs pour les affaires royales qui ont accéléré le rapprochement de Pierre Aïm et Vincent Bolloré. Cf. *Rapprochement Bolloré/Saga par l’intermédiaire de l’ONA*, in *LdC* du 21/07/1994.

⁴⁰¹. Cf. *La Saga ambitionne de gérer l’OCTRA*, in *LdC* du 16/06/1994.

⁴⁰². Interview à *Jeune Afrique*, cité in *LdC* du 14/10/1999.

forestière du groupe, qui favorise cette passion. En lien avec Michel Roussin, Jean-Yves Ollivier a aidé Alain Madelin à se tisser un réseau africain. Vincent Bolloré a été proche de ce dernier, puis se serait brouillé⁴⁰³.

Côté finance, il reste fidèle à Antoine Bernheim, l'un des parrains du capitalisme français, qui le conseille dans tous ses coups : « *Antoine m'a créé et soutenu depuis le début. Sans lui le groupe n'existerait pas*⁴⁰⁴ ». Mais la créature investit la maison du créateur : le groupe a pris 11,5 % du holding Rue Impériale, qui contrôle les trois banques Lazard de Paris, Londres et New York. Vincent Bolloré a d'autres amis de poids, plus proches de sa génération : François David, le président de la Coface, qui instruit les garanties publiques d'investissement ; Claude Bébéar, patron de l'assureur Axa, président du club huppé "Entreprise et Cité". Bolloré adhère à cette étiquette civique. Mais, pour les circuits financiers de ses plantations de caoutchouc et de palmiers, il utilise la société de droit luxembourgeois Intercultures : la citoyenneté a des limites⁴⁰⁵.

La justice aussi. Rachetée par Bolloré, la banque Rivaud était à l'or vert des plantations ce que la FIBA est à l'or noir. Elle aimait mêler les genres, économie et politique, et jouer à saute-frontières. En juin 1997, le juge d'instruction Roger Ribault met en examen cette « banque du RPR » en tant que personne morale : une première du genre. L'enquête avait révélé un circuit de blanchiment de capitaux passant par la Suisse et Panama. La banque adorait les archipels paradisiaques, Vanuatu ou les îles Caïman. Elle était impliquée dans l'affaire des HLM de la Ville de Paris, elle hébergeait les finances du Club 89 et les comptes de campagne du candidat Chirac - ami intime de l'ancien patron de Rivaud, le comte Édouard de Ribes. Le parquet de Paris a fait appel de la mise en examen et obtenu l'annulation de l'essentiel de la procédure. Les documents les plus accablants, dont une note manuscrite décrivant le circuit de blanchiment, ont été rendus à la banque, qui a obtenu un non-lieu en juin 1999⁴⁰⁶ : personne ne souhaitait vraiment recommencer l'exploration de la République bananière.

Évidemment, si l'on se donne la peine d'aller investir et commercer en Afrique, c'est que l'on y escompte plus d'impunité et de profit qu'en France. Aux confins du Cameroun, du Centrafrique, du Congo-Brazzaville et du Gabon subsiste l'une des forêts équatoriales les plus précieuses, un écosystème unique par sa biodiversité. Des communautés locales en vivent. La région doit en principe être protégée d'une exploitation indiscriminée. Au Cameroun, où cela relève plutôt du saccage, le groupe Bolloré a apparemment obtenu un passe-droit :

« L'attribution récente de nombreuses concessions et de ventes de coupes a été faite en violation de la réglementation et en contradiction avec les projets financés par les bailleurs de fonds. La concession accordée à la Forestière de Campo/HFC, filiale du Groupe Bolloré Technologies dans la réserve de Campo, gérée par le Fonds pour l'environnement mondial (GEF) et l'aide bilatérale néerlandaise, en est un exemple⁴⁰⁷ ».

Après l'or noir et l'or vert, l'or blanc. La CFDT (Compagnie française pour le développement des fibres textiles, et non le syndicat hexagonal !) centralise la collecte du coton, selon des modalités néocoloniales qui ne laissent pas grand chose aux paysans. Elle a l'habileté de passer par l'intermédiaire de sociétés nationales : la spoliation des producteurs est organisée par les dictateurs locaux, leurs hommes de main et leurs gardes présidentielles, contre un confortable prélèvement. Le reste de la marge, souvent mirifique, peut remonter en France dans des conditions moins salissantes, en apparence, qu'avant les indépendances. Comme pour Elf, ce sont les

⁴⁰³. Cf. Odile Benyahia-Kouider, *Grand seigneur*, in *Libération* du 01/03/1999 ; *Le mariage Bolloré/Comazar et Madelin en tournée avec...* Jean-Yves Ollivier, in *LdC* des 09/07 et 12/02/1998.

⁴⁰⁴. Cité par O. Benyahia-Kouider, in *Libération* du 01/03/1999.

⁴⁰⁵. Cf. O. Benyahia-Kouider, *Bolloré le lézard s'invite chez Lazard*, in *Libération* du 18/06/1999 ; *Des marges impressionnantes dans le caoutchouc et Bolloré, le dernier empereur d'Afrique*, in *LdC* des 28/05/1998 et 01/07/1999.

⁴⁰⁶. D'après Renaud Lecadre, *Comment se débarrasser du RPR, Le banquier Rivaud n'ira pas en prison et Fin de l'affaire de la banque Rivaud*, in *Libération* des 07 et 19/08/1997, et 08/06/1999 ; *Toute une banque dans le bureau d'un juge*, in *Le Canard enchaîné* du 11/06/1997.

⁴⁰⁷. Lettre des Amis de la Terre aux ministres de l'Environnement et de la Coopération à propos du Sommet de Yaoundé sur les forêts d'Afrique équatoriale (05/03/1999), co-signée par 13 associations françaises.

hommes des réseaux RPR en Afrique qui ont contribué à développer la CFDT. Michel Fichet en était le PDG jusqu'à l'automne 1999. C'était un très proche de Chirac, dont il a assuré la communication télévisuelle. Entreprise publique un peu particulière, la CFDT ne peut plus désormais échapper à la privatisation. Dans cette perspective, Jacques Chirac a réussi à remplacer Fichet par un autre Foccartien, Dov Zerah - plutôt que par un ancien du cabinet de Roussin, Pierre Buchaillard. Bolloré continue pourtant de s'agiter en coulisses pour récupérer le joyau⁴⁰⁸. Et il ne manque pas de monnaies d'échange.

En Europe, la loi est de plus en plus contraignante à l'encontre des fabricants de tabac. Alors, pourquoi ne pas se développer au sud de la Méditerranée ? Bolloré est majoritaire dans la quasi totalité des affaires privées de tabac en Afrique de l'Ouest et à Madagascar⁴⁰⁹.

Sous l'ère Bédié, Vincent Bolloré et son beau-frère Jean-Pierre Binet ont élargi leurs positions dans le "chargement" du cacao ivoirien⁴¹⁰. Ce négoce privilégié se greffe sur un circuit de commercialisation qui fut longtemps l'une des caisses noires de la Françafrique. En 1998 encore, un milliard de francs s'y évaporait. Le circuit de répartition a la peau dure, mais il est toujours possible à un gros acheteur de presser le citron. Peut-être que l'offensive de Bolloré sur ce créneau goûteux est venue un peu tard : il n'est pas sûr que les dirigeants de l'après-Bédié veuillent ou puissent reconduire le système.

Allié des Sassou, Déby, Biya, Bédié, etc., Vincent Bolloré n'hésite pas à manier l'encensoir : « *J'ai pour eux [les dirigeants africains], en tout cas ceux que j'ai eu l'honneur de rencontrer, une grande admiration et une grande affection. Le travail qu'ils font est extraordinaire : ils sont en train de faire accomplir en trente ans à ce continent ce que l'Europe ou un pays comme la France ont mis deux cents ans à faire*⁴¹¹ ».

Bolloré n'en fait-il pas un peu trop ? Passant d'une exploitation relativement discrète à une captation boulimique, greffée sur les guerres civiles, ne risque-t-il pas de subir une réaction de rejet généralisé ? Sans bénéficiaire, au même titre que TotalElf, d'un immédiat réflexe de raison d'État. À moins que son groupe ne soit devenu le nouveau faux-nez des services secrets français en Afrique, à côté ou à la place d'une Elf surexposée. Ce ne serait pas incohérent avec le parcours d'un Michel Roussin, la proximité d'un Jean-Yves Ollivier, les prestations d'un Jean Heinrich. En tout cas, pour l'ex-« petit prince du cash flow », il est flatteur mais périlleux de s'être laissé surnommer « le dernier Empereur d'Afrique ».

⁴⁰⁸. D'après *Trois hommes pour un fauteuil*, in *LdC* du 16/09/1999.

⁴⁰⁹. Cf. *Le monopole de Vincent Bolloré*, in *LdC* du 31/07/1993.

⁴¹⁰. Cf. *Bolloré/Sifca, le duel*, in *LdC* du 28/10/1999.

⁴¹¹. Interview de Vincent Bolloré in *Jeune Afrique Économie* du 20/10/1997.

21. Chirac dans les bottes de Foccart.

« Jacques Chirac exprime ce refus de banaliser nos relations avec l'Afrique, et parmi ses conseillers il y a Jacques Foccart et aussi Fernand Wibaux. Pour nous Français, c'est une affaire de tradition »

Jacques Godfrain, alors ministre de la Coopération⁴¹².

Les lobbies françafricains, économiques, militaires ou barbouzards, puisent leur agressivité dans leurs attaches au pouvoir politique : il leur apporte, directement ou indirectement, une part de leurs finances ; surtout, il légitime plus ou moins leur action, il appuie diplomatiquement leur incrustation. Il est temps de s'intéresser à ces réseaux de pouvoir, capables d'amener le poids de la France au service de leur idéologie, de leurs calculs ou de leurs intérêts.

Ancré à droite de l'échiquier politique français, le réseau Foccart s'est scindé en plusieurs branches, d'inégale importance. La plus grosse est le réseau Pasqua, de plus en plus nettement différenciée depuis dix ans : j'y consacrerai l'essentiel du chapitre suivant. L'équipe Roussin a aussi une forme d'autonomie : son rapprochement avec les libéraux la laisse à distance des archéo-gaullistes, qui peuplent encore le tronc principal.

Un héritier négligent

Foccart n'a jamais renoncé à son propre réseau : il l'a entretenu jusqu'à sa mort, en 1997. Il a désigné un héritier, Jacques Chirac. Après les épisodes giscardien (1974-81) et socialistes (1981-86 et 1988-93), il a regreffé à deux reprises son réseau sur le pouvoir d'État : à Matignon, où lui-même disposait d'un bureau de 1986 à 1988, puis à l'Élysée où, à partir de 1995, il a dépêché son adjoint Fernand Wibaux. J'ai décrit dans *La Françafrique* la logique et l'histoire du système foccartien, jusqu'à sa débâcle zairoise⁴¹³. Je n'y reviendrai pas ici, m'attachant plutôt au fonctionnement africain du légataire, le président Chirac. Je rappelle seulement, pour montrer qu'il ne s'agit pas d'une transmission à la sauvette, ce passage d'un article écrit en 1996 par le journaliste Daniel Carton :

« Foccart [...] est [...], aux yeux de Chirac, le lien vivant avec De Gaulle et Pompidou. Ancien secrétaire général du RPF⁴¹⁴, promoteur du trop fameux SAC, dépositaire de tant et tant de secrets, au carrefour de tant et tant de réseaux, dans l'intimité élyséenne durant seize ans du Général puis de son successeur, Foccart donne à Chirac le sentiment de tutoyer le gaullisme. [...] Certains jours, le président appelle une bonne dizaine de fois ! Car Foccart n'est pas consulté que sur l'Afrique. [...] Il a aussi son mot à dire sur toutes les nominations⁴¹⁵».

Chirac, donc, chausse les bottes de Foccart - malgré son Premier ministre Alain Juppé, qui le lui déconseillait. Séquelle de ce différend, deux "cellules africaines" coexistent : l'officielle, au n° 2 de la rue de l'Élysée, est dirigée par l'ancien ambassadeur en Côte d'Ivoire Michel Dupuch, tandis que Fernand Wibaux et son équipe foccartienne sont hébergés au n° 14 - dans le même immeuble que l'état-major présidentiel. Une sorte de bigamie affichée ! Par ailleurs, la cohabitation au n° 14 démontre la force décuplée du réseau foccarto-chiraquien : son chef est désormais celui des Armées, et de la DGSE. On a vu ce que cela peut donner dans les deux Congos : des guerres secrètes, l'embauche de mercenaires, et la complicité au Congo-B de crimes contre l'humanité.

Il semble cependant que Jacques Chirac peine autant à imiter Foccart que De Gaulle. Il gère aussi mal le réseau foccartien que le parti gaulliste. Légué en 1997, le réseau comptait encore, pour l'essentiel, sur les vieux complices africains, les Mobutu, Hassan II, Bongo, Eyadéma, Sassou Nguesso, Hassan Gouled, etc., et sur

⁴¹². Entretien au *Monde* du 20/07/1995.

⁴¹³. Tout l'ouvrage tourne en fait autour du foccartisme. Sur le système Foccart, cf. p. 285-297. Sur les débuts de sa restauration élyséenne, cf. Agir ici et Survie, *Jacques Chirac et la Françafrique*, L'Harmattan, 1996.

⁴¹⁴. Le Rassemblement du peuple français de De Gaulle, et non l'avatar installé en 1999 par Charles Pasqua et Philippe de Villiers.

⁴¹⁵. *Foccart, l'homme des courts-circuits*, in *Le Nouvel Observateur* du 09/05/96.

les vieux grognards du Club 89. L'héritier était mis au défi de renouveler les générations. Côté Afrique, Hassan II et Mobutu sont morts, Hassan Gouled est à la retraite, les trois autres sont très contestés. Les greffes n'ont pas pris : en Côte d'Ivoire, le successeur d'Houphouët installé par Michel Dupuch, Henri Konan Bédié, a échoué sur toute la ligne ; au Niger, le poulain de Foccart, le général Baré Maïnassara, a été victime d'un putsch après une overdose de scrutins truqués⁴¹⁶ ; à Djibouti, Ismaël Omar Guelleh expose un peu trop sa brutalité. Quant à la génération intermédiaire, les Paul Biya, Idriss Déby, Ange Patassé, Lansana Conté, Teodoro Obiang Nguema, ..., elle est d'une fiabilité très relative.

Le maillage africain tissé puis entretenu par Foccart avait nécessité une forme de talent, et beaucoup d'obstination. Les jeunes Foccartiens, peu nombreux, ne sont pas forcément adroits, ni persévérants. Prenons l'exemple du « chiraquissime⁴¹⁷ » Jean-François Probst. Passé un temps par le n° 14 de la rue de l'Élysée, il s'est mis en tandem avec le communicateur François Blanchard - celui qui se flatte de « vendre » les chefs d'État africains aux médias comme des objets de consommation. Au Congo-Brazzaville, en 1997, le duo s'est montré à l'avant-garde du soutien à Sassou II. Puis il s'est affiché au côté de l'ancien ministre des Finances de Lissouba, Nguila MOUNGOUNGA, l'un des bailleurs de fonds de la rébellion. En termes de gestion de l'État congolais, les deux « produits » ne valent guère mieux l'un que l'autre. Le duo Probst-Blanchard jouait en contrepoint de Chirac, toujours accroché à Sassou : c'est une musique classique. Mais la prestation a tourné court. Puis les deux hommes ont concouru en Centrafrique à la réélection d'Ange-Félix Patassé, un placement aléatoire, et peaufiné l'image du président ivoirien Bédié - un cas désespéré.

Le duo mise un temps sur Michèle Alliot-Marie, candidate à la présidence du RPR. Le placement semble judicieux : la candidate est élue, elle dispose d'un réseau africain personnel, hérité pour partie de son père Bernard Marie, tandis que son compagnon, le député Patrick Ollier, a organisé l'implantation d'Elf au Nigeria⁴¹⁸. Mais Probst délaisse fin 1999 la présidente du RPR au profit d'un plus riche client, le maire de Paris Jean Tiberi⁴¹⁹ : un exemple en Francophonie, cerné par des histoires de marchés douteux, d'emplois fictifs et de faux électeurs⁴²⁰. Pas forcément un choix d'avenir.

Un autre émissaire chiraquien, très éclectique, a vu sa carrière écourtée depuis que la justice, en 1998, s'est intéressée d'un peu trop près à ses agissements :

« Un proche de Jacques Chirac vient de faire son entrée dans l'interminable dossier Elf, [...] Patrick Maugein, Corrèzien d'origine. [...] [Selon un témoin, il] mettait parfois son coucou [un Falcon 20] à la disposition de Roland Dumas et Christine Deviers-Joncour. [...] Il aurait joué les intermédiaires entre la tour Elf, à la Défense, et la mairie de Paris [au temps de Jacques Chirac]... »

Son chiraquisme s'exprime un peu plus au grand jour dans l'affaire du BRGM (Bureau de recherche géologique et minière). En 1994, cet établissement avait vendu une prometteuse mine d'or au Pérou à un industriel australien, dans des conditions très étranges : simulacre d'appel d'offres, prix sacrifié. L'État français risque d'y laisser quelques milliards de francs. [...] Maugein a longtemps fait croire qu'il représentait les intérêts de l'État français. [...] En fait, Maugein travaillait en coulisse pour le repreneur australien (Normandy). [...] Le juge Jean-Paul Valat [...] dispose de relevés téléphoniques prouvant que Maugein a eu [en 1995] des contacts quasi quotidiens avec l'Élysée⁴²¹».

La Françafrique, c'est le Pérou, on le savait. J'ignorais la réciproque. Mais depuis l'affaire Elf, on tient difficilement les juges. S'ils vont jusqu'à relever les appels à l'Élysée...

La Francophonie est une autre source d'influence et de prébendes. Depuis la fin des années quatre-vingt, Jacques Chirac occupait ce créneau via le Foccartien

⁴¹⁶ Voir chapitre 25.

⁴¹⁷ Patrice Lestrohan, *Michèle Alliot-Marie. L'état de glace*, in *Le Canard enchaîné* du 01/12/1999.

⁴¹⁸ Cf. *Pour qui roule Michèle Alliot-Marie ?*, in *NIRV* du 01/01/2000.

⁴¹⁹ Cf. *MAM ou Tiberi, il faut choisir*, in *Le Canard enchaîné* du 05/01/2000.

⁴²⁰ Dont il est présumé innocent.

⁴²¹ R. Lecadre, *Un invité corrézien de dernière minute*, in *Libération* du 25/12/1998.

Michel Guillou, patron de fait de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF). Patatras ! Un rapport établi par un magistrat de la Cour des comptes, à la demande des pays financeurs de l'AUF, contient une série de gros mots : « détournement de fonds », à propos de certains frais ou indemnités, « favoritisme » et « prise illégale d'intérêt » à propos de l'informatique. Guillou justifie le « *train de vie* » qui lui est reproché par son « *train de travail* ». Un train apparemment assez vain : au même moment un autre rapport, signé de dix experts, porte une évaluation négative sur l'activité de l'AUF, jugée « peu performante⁴²²».

Tout cela ne fait pas très sérieux. Pas plus que le courrier grotesque adressé à « Papa Bongo » par Robert Bourgi, proche auxiliaire de Foccart. Ou la mallette d'argent liquide destinée au Club 89, saisie à Roissy et restituée sur ordre de l'Élysée⁴²³. On ritait volontiers de ces anecdotes, dignes des Pieds nickelés, si elles ne transpiraient la dictature et le pillage, si elles n'étaient cautionnées par le chef d'un État membre permanent du Conseil de sécurité, chef d'une armée dotée de l'arme nucléaire, accoutumée à l'arme ethnique. En des terrains aussi dangereux que l'ex-Zaïre, l'équipe du 14 rue de l'Élysée est bien capable d'improviser une pantalonnade, tel le racolage mercenaire au chevet du régime Mobutu.

Les gens « sérieux », on les retrouve dans la mouvance de Michel Roussin, déjà évoquée, ou chez les souverainistes ralliés à Charles Pasqua. Il n'est donc pas étonnant que Jacques Chirac soit régulièrement conduit à se rapprocher de ces deux hommes, qui l'avaient lâché. Ils mènent leurs propres stratégies, avec de forts moyens de dissuasion. Au Congo-Brazzaville et en Afrique centrale, c'est un proche de Roussin, Jean-Yves Ollivier, qui s'est imposé comme un relais indispensable. En Angola, au Burkina, en Centrafrique, au Cameroun, entre autres, les Pasquaïens sont incontournables.

Les jeunes ne se bousculent pas

La relève manque cruellement dans le sérail foccartien. Peu surnagent chez les moins de soixante ans. L'ancien ministre de la Coopération Jacques Godfrain reste un utile émissaire auprès des chefs d'État africains. Le fief de la CFDT (Compagnie française de développement des fibres textiles) a été transmis à un quadragénaire atypique, Dov Zerah. Après avoir fait ses classes au bureau Afrique du Trésor, il a été directeur adjoint de l'Agence française de développement. En 1995, Alain Juppé veille à l'éloigner de l'Afrique : Dov Zerah se retrouve directeur de cabinet de la ministre de l'Environnement Corinne Lepage, puis de la commissaire européenne... Édith Cresson. Fin 1999, il rejoint la Françafrique à un endroit stratégique, le contrôle de la filière coton. La CFDT, multinationale de l'or blanc, est encore « l'un des « opérateurs politiques » de la présence française en Afrique⁴²⁴».

Chargé par Chirac de présider le Club 89, Jacques Toubon n'est plus de la première jeunesse. Trop obsédé par la conquête de la mairie de Paris, piégé comme saint Sébastien dans un panier de crabes, il a aussi raté la succession de Foccart. Alors, la vieille garde s'accroche. Le colonel Maurice Robert, ancien responsable du Sdece-Afrique et du service secret d'Elf, président du Comité d'orientation du Club 89, théorise dans *Le Figaro*⁴²⁵ le maintien du « domaine réservé » :

« Il est indispensable, compte tenu de la vocation africaine de la France, incontestable et incontestée, que le président de la République dispose d'une cellule africaine étoffée [...].

La légitimité de cette cellule réside dans les liens étroits et historiques existant entre la France et les pays africains et dans leur caractère stratégique face à l'ingérence américaine et à l'actuelle cohabitation, qui nuit à la cohérence de la politique africaine de la France ».

La « cellule africaine » est donc un moyen de court-circuiter le Premier ministre Lionel Jospin. Au nom de quel dessein ? L'argumentaire de Robert est trop

⁴²². *Une agence universitaire saisie par la francophonie des grandeurs*, in *Le Canard enchaîné* du 18/08/1999.

⁴²³. Voir chapitre 10.

⁴²⁴. *Trois hommes pour un fauteuil*, in *LdC* du 16/09/1999.

⁴²⁵. Du 27/11/1998.

visiblement dépassé. Le colonel, et l'ex-ministre de la Coopération Michel Aurillac, sentent la nécessité de structurer un courant de pensée, au delà d'un Club 89 qui bat de l'aile. Ils fondent le 17 juin 1999 l'Observatoire de l'Afrique. Cet aréopage réunit les fidèles de Jacques Foccart, tel Jacques Godfrain, et le gratin des grands anciens de la DGSE, tels les généraux Jeannou Lacaze et Patrice de Loustal. L'objectif affiché est de préserver la « vocation africaine, incontestée et incontestable » de la France. Il n'est pas sûr que cette constellation d'initiés et de barbouzes soit la mieux placée pour résister à la contestation.

Le taureau pris par les cornes... d'abondance ?

La sclérose idéologique n'est pas la vulnérabilité principale du réseau chiraquien. Celle-ci réside dans l'exceptionnel niveau d'affairisme, de corruption, de racket des marchés publics suscité par l'appétit de pouvoir et les ambitions présidentielles de celui qui fut pendant dix-huit ans maire de Paris. Il fallait pour cela une énorme pompe à finances, fortement connectée sur l'Afrique. Le "corbeau" le sait bien, qui distille aux juges d'inquiétantes "notes blanches" des Renseignements généraux : pour peser sur les choix présidentiels, en Afrique notamment, il fournit les numéros de comptes bancaires de la Chiraquie où se mêlent l'argent noir français et l'africain.

Commençons par quelques brefs aperçus. Côté français, les principaux marchés publics concernés étaient ceux de la ville de Paris, de la région Île-de-France et des divers offices d'HLM. Les journalistes Alain Guédé et Hervé Liffra ont mené sur le sujet une enquête explosive, au titre explicite, *La Razzia*, prolongée par *Péril sur la Chiraquie*⁴²⁶. Les déclarations à la justice du chef d'entreprise Jean-Claude Pittau, à propos de trois marchés, indiquent un pot-de-vin de 2 %. « Exactement le pourcentage dont font état de nombreux entrepreneurs quand ils se plaignent, dans des conversations privées, de devoir verser leur obole au RPR pour obtenir des contrats avec la Ville de Paris. À l'Office d'HLM, c'était également le montant généralement versé par les entreprises à [l'intermédiaire] Jean-Claude Méry. C'est le même pourcentage qu'ont dû verser des entreprises pour obtenir les marchés des lycées d'Île-de-France. Mais certains patrons affirment avoir dû payer 5 %, voire 10 % sur certaines opérations ». Pour les occupants des immeubles HLM, cela s'est traduit par une augmentation moyenne de 140 % de la facturation des travaux d'entretien en 1988, et par des malfaçons. « Apparemment, il était difficile de rénover à la fois les finances du RPR et les appartements des locataires⁴²⁷ ». Sur Paris et sa région, les marchés "taxables" représentent au total plusieurs dizaines de milliards par an...

J'ai évoqué plus haut le colonel Yannick Soizeau, vrai-faux mercenaire établi en Côte d'Ivoire. « Soizeau, l'ami du Président Houphouët-Boigny, qui blanchissait l'argent sale de la politique dans une bananeraie, a fait des émules : nombre des personnalités de la Chiraquie se sont dotés de véritables réseaux africains de transferts de fonds⁴²⁸ ». Ce qui n'est pas resté ignoré de tout le monde. La Chiraquie est parvenue au sommet de l'État, et nombre de ses « personnalités » sont vulnérables au chantage.

L'Arab Bank à Zurich, appartenant à un grand ami de Chirac, le milliardaire et ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, a été l'un des principaux centres d'hébergement des finances néogaullistes. Elle était en lien privilégié avec André Kamel, patron de Lyonnaise-Dumez au Nigeria, personnage-clef des grands contrats franco-africains. Tout cela permet de mieux situer l'intérêt des "notes blanches" de la commissaire des RG Brigitte Henri, adressées par le "corbeau" à la justice. Celle du 26 janvier 1995 fournit les numéros d'une vingtaine de comptes ou codes bancaires de l'Arab Bank, se terminant par Cleo. Certains de ces comptes, selon la note⁴²⁹, « auraient été utilisés dans le cadre de transactions liées à des trafics

⁴²⁶ Stock, 1995 et 1996.

⁴²⁷ *Péril sur la Chiraquie*, p. 240-241 ; *La Razzia*, p. 139.

⁴²⁸ *Péril sur la Chiraquie*, p. 276.

⁴²⁹ Citée par J.P. Cruse, *Un corbeau au cœur de l'État*, Éd. du Rocher, 1997, p. 53-54. Pourquoi, aussi, avoir choisi cet éditeur monégasque ?

d'armes, mais surtout à des blanchiments d'argent. Une douzaine de millions de dollars auraient ainsi transité sur les comptes. Il n'est pas exclu que certains intermédiaires français susceptibles d'avoir fait transiter une partie des commissions occultes [sur les marchés publics parisiens] aient eu connaissance de ces opérations de blanchiment, mais n'aient pas pour autant interrompu leurs transactions. L'un d'entre eux évoquait récemment avec inquiétude l'amalgame qui pourrait être fait ».

Interrogée par la justice, Brigitte Henri a admis qu'elle connaissait l'Arab Bank, et qu'« elle a étudié ses relations avec l'homme d'affaires André Kamel⁴³⁰ ». Une note du 8 novembre 1994⁴³¹ parle « de transferts de fonds à la Banque Rivaud, d'une rencontre de la "Cassette" [Louise-Yvonne Casetta, au cœur des finances du RPR] avec Jean-Christophe Mitterrand, fils de l'autre, - qui démentira -, de commissions sur des marchés africains, sur des ventes d'Airbus... ».

Durant l'été 1998, le juge Éric Halphen reçoit les résultats de sa commission rogatoire internationale en Suisse. Ils confirment entièrement les "notes blanches" de Brigitte Henri. « Les RG avaient au moins deux ans d'avance⁴³² ».

Le "corbeau" récidive le 30 octobre de la même année⁴³³. Il poste à la Nouvelle-Orléans une missive à l'adresse du juge Halphen. « Toute une filière est mise à nu, de Beyrouth à Paris, avec l'Afrique de l'Ouest en relais et le RPR pour épice ».

Le fil conducteur s'appelle André Kamel, grossiste du bâtiment et des travaux publics en Afrique. Il « faisait la navette entre Paris, Beyrouth et Lagos, capitale du Nigeria ». Le corbeau invite le juge à se pencher sur les liens de cet homme avec plusieurs personnes gravitant autour de l'ex-Premier ministre libanais Rafic Hariri, dont « l'avocat Basile Yared, relais de Hariri à Paris, qui a la réputation de traiter directement avec l'Élysée ».

Le corbeau insiste : une partie des commissions perçues dans l'affaire des HLM de Paris sont passées par l'Arab Bank, dont deux des dirigeants, Georges Tannous et Nasri Malahme, seraient liés à André Kamel. L'informateur anonyme décrit la carrière de l'un des principaux associés de Kamel, Abdallah el Hachem, « puis glisse le nom d'un associé de Kamel, Pierre Dubecq. Cerise sur le gâteau, il évoque une société offshore, Takayam ». « Les comptes spéciaux de l'Arab Bank de Paris sont effacés avec rétroactivité lorsque cela est nécessaire ». Arlette Dubecq a été durant vingt ans l'un des trois responsables français de l'Arab Bank. Elle aurait été, selon le corbeau, chargée des « comptes spéciaux ». Avant de quitter l'établissement en 1996.

Cela ne semble pas perturber Jacques Chirac. Alors, le chantage recommence :

« Le 15 octobre [...], dans le magazine syrien Al Shahr, [...], on affirme que Chirac a déjà "commencé sérieusement à réfléchir aux modalités de financement de sa propre campagne en 2002". Et ce serait Rafic Hariri, l'ancien premier ministre libanais [...], qui tiendrait le rôle principal dans la collecte des fonds, comme ce fut déjà le cas en 1988 et 1995. "Des juges d'instruction français, poursuit d'ailleurs le magazine, seraient sur le point de recevoir un dossier complet en provenance de sources politiques françaises et arabes, dont le contenu porterait exclusivement sur les relations financières du tandem Hariri-Chirac". Voilà des insinuations bien inamicales⁴³⁴ ».

L'incontournable ami Hariri est, depuis vingt ans, sur tous les gros coups des réseaux franco-arabes, souvent les mêmes que les réseaux franco-africains. C'est l'occasion de rappeler que Foccart s'est souvent appuyé sur les Libanais d'Afrique, dont sont très proches certains Syriens, et que le réseau Pasqua dispute ces relais aux Chiraquiens. Le "corbeau" étant d'idéologie souverainiste, l'Élysée ne doit pas avoir trop de difficulté à situer la source « inamicale ». Il faut encore noter que ce genre de coups bas est l'ordinaire franco-africain, depuis que le système pyramidal de Foccart s'est transformé en une juxtaposition de lobbies et réseaux concurrents.

⁴³⁰. Ibidem, p. 50.

⁴³¹. Citée par J.P. Cruse, op. cit., p. 44.

⁴³². Ibidem, p. 236.

⁴³³. Les deux paragraphes qui suivent s'inspirent d'Éric Merlen et Frédéric Ploquin (*L'ami libanais qui gêne Chirac*, in *L'Événement* du 10/12/1998), et les citent.

⁴³⁴. N. Beau, *La diplomatie planétaire de Chirac rattrapée par les affaires*, in *Le Canard enchaîné* du 17/11/1999.

Depuis lors, le Président se comporte plus, en Afrique, comme une tête de réseau que comme le représentant de la République française. Ce qui ne réduit pas, bien au contraire, le concert des nuisances au détriment des Africains.

Richesses amies

L'arrivée d'André Kamel dans le puzzle invite aussi à signaler que l'empire Suez-Lyonnaise-Dumez (190 milliards de chiffre d'affaires en 1998) est codirigé par un pilier de la Chiraquie, Jérôme Monod - qui en préside le conseil de surveillance. Ancien secrétaire général du RPR, il a été le patron de Lyonnaise des Eaux-Dumez jusqu'à la fusion avec Suez (1997). Comme Bouygues et la Générale des Eaux, muée en Vivendi, la Lyonnaise s'active simultanément dans la distribution d'eau et le bâtiment - les plus gros marchés publics. Les trois disputaient à Thomson et Dassault le podium de l'"arrosage" politique sur l'Hexagone. Avec André Kamel, on touche au versant africain et arabe de la discipline. On peut aussi se souvenir qu'Étienne Leandri, le roi du bakchich, avait à Londres un contrat de représentation permanente d'Elf, Thomson et... Dumez - dont le patron était un ami très proche, Jacques Gautherie⁴³⁵.

En fort peu de temps, François Pinault est "devenu" la deuxième fortune de France. Son intimité avec Jacques Chirac et un poste d'administrateur du Crédit Lyonnais sont totalement étrangers à cette bonne fortune. Elle est uniquement due à un labeur incessant, doublé d'une chance exceptionnelle : Pinault continue de toucher du bois (il débuta dans le négoce de ce matériau). Tout ce qu'il touche, d'ailleurs, se transforme en or. Deux comptoirs néocoloniaux, la CFAO et la Scoa, avaient prospéré dans la distribution sur les marchés protégés du "pré carré". Pinault a acquis la Compagnie française de l'Afrique occidentale. En 1990, le Crédit Lyonnais achète à son administrateur Pinault le siège parisien de cette vieille société. Prix : 1,3 milliards. Fin 1998, après une revente ratée au groupe immobilier Vaturi, le bâtiment restait sur les bras de la banque. Elle espérait récupérer au mieux 350 millions, alors que l'opération aura coûté au total, frais de portage inclus, près de 2 milliards⁴³⁶.

Ce double milliard, c'est aussi le chiffre d'affaires africain de la Scoa. Elle a été achetée au franc symbolique par la CFAO. Ce franc démultiplicateur fonctionne comme un symbole d'une fortune faite d'opportunités miraculeuses, dont le versant africain reste largement à explorer⁴³⁷. Ce sera d'autant plus difficile que, selon *The Economist*⁴³⁸, ce « businessman créatif » a un goût prononcé pour la « dissimulation ». Il disposerait dans le paradis fiscal de Curaçao d'un trésor de guerre d'un milliard de francs. De quoi infléchir quelques destinées.

Signalons seulement que le groupe Pinault, avec 15 % du capital, est devenu l'actionnaire de référence d'un mammouth françafricain, Bouygues. J'ai préféré traiter de Bolloré que de Bouygues, dont les méthodes sont plus connues et qui, comme Vivendi, s'oriente désormais davantage vers ce qu'on appelle la "nouvelle économie" - l'information et la communication. Mais il faudra observer le poids pris par ce conglomerat dans les privatisations du pré carré. Et se souvenir, lors des voyages de Jacques Chirac en Afrique, que lorsque le Président « place » des projets Bouygues, il réjouit l'ami Pinault.

Les libéraux aussi

Tandis que les Pasquaïens quittaient le RPR, les anciens Giscardiens s'en sont rapprochés. Ils ont mué leur Parti républicain en Démocratie libérale, qui a fait liste

⁴³⁵. Cf. J. Caumer, op. cit., p. 61. En 1999, Jacques Gautherie était encore vice-président de la Compagnie française d'entreprises, filiale de Suez-Lyonnaise.

⁴³⁶. Cf. Pierre-Angel Gay et Caroline Monnot, *François Pinault milliardaire*, Baland, 1999, p. 120. Ledit milliardaire avait accepté toutefois de conserver une part du risque lors de la vente à crédit au groupe Vaturi (aperçu au Congo-Brazzaville). Cela lui a coûté un chèque de 125 millions lorsque le Crédit Lyonnais a constaté la défaillance du promoteur. La restitution de Pinault représente moins de 10 % de ce qu'il a encaissé au départ, et 8 % de la perte du Crédit Lyonnais.

⁴³⁷. Le livre de Gay et Monnot, qui eut du mal à trouver un éditeur, fait à peine allusion au négoce de bois exotique, et ne traite pas des mutations de la CFAO - enrobée, il faut le préciser, dans une structure juridique fort peu transparente.

⁴³⁸. Du 19/02/2000. Cité par *Le Canard enchaîné* du 23/02/2000.

commune avec le RPR aux élections européennes de 1999 - sans grand succès. Ces libéraux aussi ont quelques bouts de réseaux africains, suggérés dans le chapitre précédent. Bolloré est de la famille. Le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, s'est rapproché de Michel Roussin. Lors de sa tournée en terre africaine en février 1998, pilotée par Jean-Yves Ollivier, il était accompagné du député Hervé Novelli et d'un "Monsieur Afrique", Philippe Bohn.

Les étapes de la visite sont tout à fait significatives : Abidjan, Libreville (où la délégation a pu rencontrer successivement Omar Bongo et son beau-père Sassou Nguesso), Kinshasa, Luanda, Pretoria et Maputo, capitale du Mozambique⁴³⁹. Les deux dernières villes sont les pôles du business austro-africain d'Ollivier. Les deux premières sont les plates-formes de la Françafrique traditionnelle. Les deux suivantes représentent sa nouvelle frontière. Pour Philippe Bohn, l'étape de Luanda a dû ressembler à Canossa : c'était l'un des animateurs du lobby pro-Savimbi.

François Léotard et Gérard Longuet avaient des amorces de réseaux africains, mais leurs déboires politico-judiciaires ne les ont pas aidés à les développer. Si le second devait resurgir de sa Lorraine, il ne manquerait pas d'atouts, avec ses beaux-frères Vincent Bolloré et Pierre Rochon, ses amis Alain Cellier et Étienne Lorenceau de Prienne - deux familiers des paradis fiscaux⁴⁴⁰.

Lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères (1995-97), Hervé de Charette a essayé de reprendre des restes du réseau Giscard. Pas grand chose à vrai dire, si l'on excepte les affaires directement gérées par la famille. De Charette a quand même récupéré un chargé de mission, l'ancien journaliste Hubert Lassier, curieusement investi dans une diplomatie parallèle sur le conflit touareg. On retrouvait aussi Lassier au Zaïre, au Cameroun, en Centrafrique.

Le 15 décembre 1995, il affrète un petit avion pour emmener le leader touareg Mano Dayak à un rendez-vous chez le chef de l'État nigérien. L'aéronef explose de manière bien suspecte, sitôt son décollage. Certes, le rôle joué par Hubert Lassier et Mano Dayak irritait beaucoup de monde à Niamey et à Paris. Mais de là à poursuivre la série des vrais-faux accidents...

Lassier avait aussi rapproché de Charette du maréchal Mobutu. Au Cameroun, son contact était le richissime Henri Damase Ogba, relais majeur des "affaires" en Afrique centrale, « passage obligé pour les contrats liés au pipeline pétrolier Tchad/Cameroun⁴⁴¹ ». Bolloré et Bouygues, qui avaient décroché deux des plus gros contrats sur ce coup-là, n'ignoraient sûrement pas ce genre de détail.

On peut se poser beaucoup de questions sur les sources d'information de Jean-Paul Cruse, et le canal par lequel il a récupéré les lettres du "corbeau" aux juges d'instruction, mais il faut reconnaître que la précision du résultat ressemble souvent à celle d'un missile téléguidé. Je laisse au lecteur le soin d'apprécier la vraisemblance d'un bref passage, à propos des frères Saincené étrangement suicidés dans leur garage : « ils "travaillaient" sur des circuits de financement politique occulte proches du Parti républicain (PR), dont les filières croisent, en Suisse, celle de l'enquête sur les fausses factures de l'Hôtel de Ville de Paris⁴⁴² ».

Les juges sont évidemment bien mieux placés que moi pour savoir si c'est vrai ou faux. Je relève simplement que dans nombre d'affaires de corruption politique, on observe la constitution de réceptacles transpartisans, à l'image des consortiums d'exploitation d'un champ pétrolier. Un tel réceptacle, gauche incluse, répartissait les "prélèvements" sur les marchés de la région Île-de-France. Il n'y a pas vraiment de raison qu'il en aille différemment pour certains mixages financiers franco-arabo-africains, entre partis de la minorité présidentielle.

⁴³⁹. Cf. *Madelin en tournée avec... Jean-Yves Ollivier*, in *LdC* du 12/02/1998.

⁴⁴⁰. Cf. Alain Carion, *De Mitterrand à Chirac : Les affaires*, Plein Sud, 1996, p. 86.

⁴⁴¹. *Hubert Lassier*, in *LdC* du 20/07/1995.

⁴⁴². J. P. Cruse, op. cit., p. 55.

22. La Nation et les initiés.

« Si des gens qui travaillaient avec moi étaient payés par Elf en même temps, je ne pouvais que l'ignorer ».

Charles Pasqua⁴⁴³.

La caractéristique des réseaux françafricains est de miser sur des formes d'appartenance exclusive, réservée à une "famille" d'initiés. Ces formes-là trouvent aisément des correspondances dans les cultures africaines, elles y confortent ce que ces cultures n'ont pas toujours de meilleur. En France, elles trouvent des terreaux plus ou moins fertiles. Charles Pasqua a su capitaliser certaines mauvaises habitudes corses. La franc-maçonnerie la plus droitière a poussé la fraternité entre initiés bien au-delà des affinités philosophiques. Et les sectes se régalent, notamment du côté des Rose-Croix et autres Templiers solaires.

Une certaine République

Les solidarités claniques sont peu favorables à la démocratie et à l'État de droit - systèmes ouverts, où les exclus du cercle initial peuvent revendiquer leur égale dignité par le jeu des contre-pouvoirs. À commencer par la justice, obstacle majeur au pouvoir arbitraire. L'idéologie politique prônée par les réseaux privilégie la Nation, la Souveraineté et l'Intérêt national, l'allégeance au superchef de clan. On veut bien parler de la République, à condition qu'elle surplombe les droits des personnes, qu'elle atomise la société civile. Une République bonapartiste, que désignent ces propos de Charles Pasqua :

« Il y a des déçus de la République, [...] il y a des déçus de la France [...]. Tout cela, c'est le peuple, j'espère qu'il me suivra. [...] C'est le peuple qui incarne la souveraineté, ce ne sont pas les parlementaires⁴⁴⁴».

« Les Français ne veulent pas abandonner la réalité de la République [...] au profit d'une nouvelle noblesse de fonctionnaires et de juges. Cette noblesse-là, on l'appelait en 1789 la noblesse de robe, et c'est précisément contre elle que l'on a fait la Révolution⁴⁴⁵».

Dans *Un corbeau au cœur de l'État*, Jean-Paul Cruse porte aux nues Charles Pasqua, le « petit-fils de berger corse ». Il résume ainsi la philosophie politique de l'ancien ministre de l'Intérieur, au terme d'un long panégyrique de 17 pages :

« La République, la vraie [...], contre les coups de poignard dans le dos des traîtres et des "vendus" de toute espèce, [...] doit compter sur des partisans soudés, résolus et organisés, capables d'actions légales au grand jour, et d'opérations secrètes bien ordonnées et calculées, aussi cruelles soient-elles, prêts à tout pour sauver l'essentiel - et loin, donc, de tout respect fétichiste pour les normes convenues de la démocratie molle... Cette conception combattante et militante de la politique [...] est partagée, d'ailleurs, par d'autres forces - l'extrême droite nationaliste, et les communistes⁴⁴⁶».

Le propos n'est certes pas de Charles Pasqua lui-même, mais il reflète bien la conviction de ses partisans les plus résolus. « Pour sauver l'essentiel », ces partisans flirteront volontiers avec « l'extrême droite nationaliste » et une certaine extrême-gauche non repentie du bolchevisme et des goulags - ce qui n'est pas le cas de la majorité des communistes. Tout baigne dans la même phobie des Américains et de « la démocratie molle ». Jean-Charles Marchiani, l'homme des missions secrètes, peut annoncer le 4 janvier 2000 dans *Nice-Matin* qu'il conduira aux élections municipales de Toulon une liste ouverte au Front national, et rester cependant au bureau du Rassemblement pour la France (RPF), le parti de Charles Pasqua. Avec ce dernier il reste, dit-il, « en parfaite harmonie », malgré les luttes intestines qui agitent le nouveau parti.

⁴⁴³. Déclaration au *Monde* du 22/12/1999.

⁴⁴⁴. Interview au *Journal du Dimanche* du 03/01/1999.

⁴⁴⁵. Interview à *La Une*, 08/1998.

⁴⁴⁶. P. 126-127.

Si j'ai insisté sur cette idéologie "révolutionnaire", c'est qu'elle n'est pas sans de profonds échos en une époque d'incertitudes identitaires, de précarité économique, de brassage des cultures, de fin du mythe de la France blanche. C'est un discours transversal, attrape-tout. Si le réseau Pasqua est plus ancré et plus inquiétant que le réseau Foccart repris par Chirac, c'est bien parce qu'il véhicule un discours totalisant. Ainsi, l'argent n'est pas le seul mode de recrutement et d'attachement de ses membres ou correspondants. Ce qui n'est plus souvent le cas dans l'écurie élyséenne.

Certes, c'est Foccart qui a réuni dès la fin de la guerre 1939-1945 « des partisans soudés, résolus et organisés, capables d'actions légales au grand jour, et d'opérations secrètes bien ordonnées et calculées », au service de l'idéologie gaullienne de la Résistance. Pasqua a été têt de ces partisans-là. Né en 1927 à Grasse, il participa durant deux ans au réseau de résistance "Tartane-Piraterie". Puis l'intuition gaullienne s'est muée en gaullisme, le Rassemblement du peuple français (le RPF original) en un parti ordinaire, variante de la droite française. Le noyau dur de son service d'ordre reste aux frontières de la légalité, ou à sa marge, tout comme bien sûr la branche gaulliste des Services. Entré à vingt ans au RPF, Charles Pasqua y prend aussitôt des responsabilités locales et se signale par son activisme. Fils de policier, il crée un bureau de police privée et joue les détectives.

En 1952, il trouve pour la poursuite de ses activités militantes une maison très accueillante : Paul Ricard, le célèbre fabricant de pastis, lui ménage une brillante carrière commerciale. Il y révèle tellement de dons qu'il accédera à l'état-major de la firme⁴⁴⁷. Cela ne l'empêche pas d'être l'un de ceux qui fonderont en 1959, sous la houlette de Foccart, le Service d'action civique (SAC). Avec son ami Étienne Leandri.

Après la mort du général De Gaulle, Foccart suit la pente légitimiste - Pompidou, Chirac - tandis que Pasqua récupère les fibres "révolutionnaires" du gaullisme. Il les transforme patiemment en un maillage étrange. Avec une fraction du SAC, une frange des services secrets et ses nombreux amis corses, il réussit à enlancer une part importante de la République souterraine, implantée pour l'essentiel hors de l'Hexagone : Elf en est le plus gros quartier, relié à d'autres comme les ventes d'armes et les prestations de "sécurité", les jeux et casinos, quelques matières premières spéculatives, certains très gros contrats. Ce monde de l'ombre se confond en partie avec la Francafrique : il s'étend au-delà, surtout vers les pays arabes ; inversement, les aspects les plus institutionnels du système Foccart lui échappent au moins partiellement : la Francophonie, le franc CFA, la présence militaire.

Depuis 1995, Charles Pasqua n'a plus qu'un accès contrarié au pouvoir d'État, et donc encore moins de prise sur ces domaines institutionnels. Elf est malmenée. Étienne Leandri, Alfred Sirven et André Guelfi, trois parrains pasquaiens de la République immergée, sont respectivement décédé, en fuite et démasqué. Mais l'emprise du réseau Pasqua demeure considérable, il s'est doté d'une idéologie officielle, le "souverainisme"⁴⁴⁸, et d'une vitrine légale, le Rassemblement pour la France. Il récupère ainsi le sigle RPF. Début 2000, il annonce sa candidature à la présidence de la République.

Je vais essayer de compléter l'inventaire des moyens dont il dispose déjà, au-delà de la galaxie Elf dont j'ai déjà traité. Le lecteur et électeur français, comme le lecteur africain, pourront ainsi plus aisément imaginer ce qu'il adviendrait si Charles Pasqua accédait à l'Élysée. Comme l'observe traîtreusement un bulletin britannique : « Le réseau tend à devenir non seulement un instrument de politique mais une manière de faire la politique, en écartant les procédures publiques

⁴⁴⁷. Cf. Thierry Meyssan, *L'énigme Pasqua*, Éd. Golias, 2000, p. 6-9 et 76. Curieusement, Pasqua raflera à l'époque les marchés de la maison Berger, dirigée par... François de Grossouvre. Sortant à peine de la prohibition, le pastis était alors une activité assez spéciale. La famille canadienne de l'épouse de Charles Pasqua s'était établie sur la Côte d'Azur, fortune faite. Thierry Meyssan suggère que cette fortune a à voir avec la prohibition de l'alcool en Amérique du Nord. Une journaliste canadienne souhaitait creuser le sujet : elle en a été fermement dissuadée.

⁴⁴⁸. « Ce terme est emprunté à Philippe Rossillon, un ancien du SAC [...]. Rossillon fut envoyé par De Gaulle au Canada pour structurer le mouvement indépendantiste québécois. Il inventa alors le "souverainisme" pour désigner l'indépendance des francophones par rapport aux Anglo-Saxons ». Th. Meyssan, op. cit., p. 50.

traditionnelles (et plus responsables)⁴⁴⁹».

Elf dans le réseau

S'agissant d'Elf et du pétrole, je résume les éléments avancés précédemment. Étienne Leandri, intime des Pasqua père et fils, mêlait à Londres la représentation permanente de trois géants de la "commission" : Elf, Thomson et Dumez. Les ventes d'armes croisaient ainsi les grands contrats et l'accès aux champs de pétrole. Leandri travaillait en étroite relation avec un pétro-banquier d'origine irakienne, Nadhmi Auchi, pionnier de l'interconnexion des paradis fiscaux. Le commerce de l'armement est un milieu à part. Leandri y a parrainé Pierre-Philippe Pasqua, Jean-Charles Marchiani, Pierre Falcone, Bernard Poussier. Ce dernier est corse par sa mère, originaire du même village que les Pasqua. Il est passé par Thomson, comme Marchiani, avant de diriger dans le même secteur un office semi-public très convoité, la Sofremi.

Proche de Marchiani, Falcone est devenu un pivot des fournitures d'armes au régime angolais. Avec le franco-russe Arcadi Gaïdamak, il s'est branché sur la Russie parallèle. Il se pose en partenaire incontournable des compagnies pétrolières dans les mirifiques gisements de pétrole au large de l'Angola. Mais on le retrouve aussi en Birmanie, au voisinage de Total.

Nadhmi Auchi partageait avec Paribas, dont il était le premier actionnaire, une filiale luxembourgeoise, la Banque continentale du Luxembourg (BCL ou Conti). Selon un rapport de la diplomatie belge, « la Conti semble [...] être le passage obligé, depuis une quinzaine d'années, d'opérations de blanchiment à l'échelle internationale⁴⁵⁰ ». Elle était aussi la banque du *Hutu power*, du mobutisme et d'une partie de la Françafrique. Auchi a fait de très grosses affaires avec Elf. Il était fortement lié à Paribas, fleuron de la finance parisienne, désormais absorbé par la BNP. Paribas est en pointe dans les financements pétrole-armement, avec une prédilection pour les pays en guerre civile.

Si Leandri n'est plus de ce monde⁴⁵¹, ses disciples pasquaïens ont appris de lui à mélanger les genres. Ils ne manquent pas de contacts avec les pays de l'ancien bloc soviétique, où les ventes d'armes et de pétrole ont quelque difficulté à emprunter les circuits légaux.

De 1989 à 1993, l'"honorable correspondant" Alfred Sirven, en lien direct avec Charles Pasqua, a été le véritable patron d'Elf. Il a montré sa capacité à mener des coups d'État et financer des guerres civiles, en recourant au besoin à des mercenaires procurés par l'entourage pasquaïen. Il a distribué des milliards de prébendes, compromettant un large éventail de la classe politique française. Il a gardé par devers lui plusieurs centaines de millions, peut-être pas loin d'un milliard.

« *C'était un peu comme la distribution des caramels* », a expliqué aux juges Christine Deviers-Joncour⁴⁵². Une partie de la distribution est allée vers les collaborateurs de Charles Pasqua ou leurs familles (Daniel et Marc Leandri, François Antona, Paul Polverelli, les épouses ou ex-épouses de William Abitbol, Jean-Marie de Morant, etc.). Y compris le tiers d'un prêt de 45 millions de dollars gagé sur le pétrole camerounais, détourné par les Îles Vierges. Avec une commission pour l'inévitable André Guelfi. Voilà expliquée une petite partie de l'énorme dette camerounaise⁴⁵³.

L'énarque corse André Tarallo était chez Elf bien avant l'arrivée de Sirven, il en est resté le conseiller jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix. Il brasse encore beaucoup de pétrodollars entre Brazzaville, Luanda et Paris. Selon Didier Sicot, garde du corps de Loïk Le Floch-Prigent, « *il était très proche de Charles*

⁴⁴⁹. *France/Afrique : l'ombre de M. Pasqua*, in ACF, 06/03/1995.

⁴⁵⁰. Cité par Jean-Frédéric Deliège et Philippe Brewaeys, *Cocktail explosif autour de la KB et Paribas*, in *Le Soir illustré* du 02/03/1999. Cf. chapitre 5.

⁴⁵¹. Il est décédé le 22 janvier 1995. Lors de son inhumation provisoire le 27, on pouvait rencontrer au cimetière Montparnasse Pierre-Philippe Pasqua, Bernard Poussier, Nadhmi Auchi, le président de Dumez, Jacques Gautherie, et Jean Montaldo. Cf. J. Caumer, op. cit., p. 61.

⁴⁵². Citée par *Libération* du 10/04/1998.

⁴⁵³. Cf. N. Beau, *L'odeur du pétrole d'Elf flotte aussi autour des amis de Pasqua*, in *Le Canard enchaîné* du 02/06/1999. Quand je pense que Charles Pasqua m'a réclamé cinq millions de francs de dommages et intérêts...

*Pasqua*⁴⁵⁴». Plus de 600 millions de francs ont transité sur ses comptes suisses ; il a fait construire en Corse une villa de 90 millions. Acculé par le juge suisse Paul Perraudin, Tarallo a développé dans un entretien au *Monde*⁴⁵⁵ deux remarquables théories : celle des “bonus parallèles” et celle de “l’indivision africaine”. J’ai cité la première dans le chapitre sur Elf : les « *bonus parallèles* », extra-budgétaires, sont destinés à cultiver « *un climat de confiance* » avec les dirigeants des États pétroliers africains. La confiance ne peut qu’être partagée. Les “bonus parallèles” aussi. En raison de « *l’indivision africaine du groupe Elf* ».

« *L’indivision* » à la corse

André Tarallo a lâché le mot de passe : « *l’indivision* »⁴⁵⁶. Un concept et une coutume profondément corses, autant qu’africains. La famille est si importante que l’on ne parvient pas à diviser l’héritage commun. L’on reste indéfiniment tenus les uns aux autres dans une relation immédiate, qui refuse la médiation d’un tiers, juge ou comptable - pour ne pas parler du percepteur. Cette solidarité a quelque chose de touchant, même si elle peut devenir paralysante et figer les inégalités.

Mais il est périlleux, à moyen terme, de gérer les relations internationales comme une famille ou un clan, corses ou africains. Jacques Foccart, on l’a dit, a immergé une grande partie des relations franco-africaines pour maintenir une dépendance contraire au droit international. C’était une stratégie. Elf y a tenu un rôle majeur. Le réseau corse de Charles Pasqua s’est incrusté dans et autour d’Elf. Il a traduit « dépendance » en « indivision » - du gâteau pétrolier et du domaine françafricain. Au profit d’un petit cercle d’initiés, héritiers ou cooptés. Le Gabon est une caricature de ce dispositif, le Congo-Brazzaville a suivi, avant l’Angola. Il fallait à cette indivision une “caisse noire” : la petite banque FIBA, à Libreville, Brazzaville et Paris, a été parfaite.

« Les Corses apparaissent à toutes les pages du dossier Elf, d’André Tarallo à André Guelfi, en passant par Charles-Henri Filippi, Charles Pasqua, son homme à tout faire Daniel Leandri ou ses bons amis les frères Feliciaggi », constatent Valérie Lecasble et Airy Routier⁴⁵⁷. Depuis le début de ce périple en Françafrrique, nous avons aussi rencontré Étienne Leandri (homonyme de Daniel, mais non apparenté), Jean-Charles Marchiani et Bernard Poussier, Toussaint Luciani et Noël Pantalacci, les policiers François Antona et Paul Polverelli, les diplomates Dominici, le patron au grand cœur Henri Antona, les entrepreneurs du jeu Jean-Pierre Tosi et Michel Tomi. Il faudrait ajouter Pierre Martini, autre ami des Feliciaggi, Paul Lanfranchi, ancien avocat de Mobutu, l’informaticien Dominique Vescovali, l’ancien maire de Pietroso, Antoine Pagni, etc.

Les Corses peuplent ainsi le ou les réseaux de Charles Pasqua (le cloisonnement est de rigueur). Son fils Pierre-Philippe est discret mais très actif. Il a appris ses gammes comme conseiller du groupe Mimran, la plus grosse entreprise agro-industrielle privée du Sénégal. C’est lui qui installa le “cabinet noir” pasquaïen, rue Clément Marot, pour développer tranquillement le fonds de commerce africain du réseau. En mêlant « adroitement business et tractations délicates »⁴⁵⁸. Pierre-Philippe Pasqua est officiellement agent immobilier à Grasse, mais ne dédaigne pas le commerce des armes, ni les montages audacieux dans les pays aux fiscalités aléatoires, africains ou est-européens. Avec un faible pour le Cameroun. Nous l’avons vu pointer sur un projet de zone franche à Sao Tomé. Cela tourne semble-t-il à l’hygiène de vie : s’il se confirme qu’il est résident monégasque⁴⁵⁹, cela fait un contributeur de moins au souverainisme de papa.

Entendu par la mission d’information parlementaire sur les compagnies

⁴⁵⁴. Interview au *Parisien* du 14/05/1999.

⁴⁵⁵. Du 25/10/1999.

⁴⁵⁶. « *Tarallo a trop parlé* », déclare Omar Bongo dans son interview menaçante au *Nouvel Observateur* du 13/01/2000. Une bonne partie du propos tente d’ailleurs de se déprendre de l’indivision. « *Je n’ai jamais mis les pieds en Corse* », coupe Bongo au sujet de la fastueuse villa construite par Tarallo pour accueillir des « *rencontres franco-africaines* ».

⁴⁵⁷. *Forages en eau profonde*, op. cit., p. 320.

⁴⁵⁸. Frédéric Ploquin, *Les hommes de Monsieur Charles*, in *L’Événement* du 25/08/1994.

⁴⁵⁹. Comme l’assurent V. Lecasble et A. Routier, op. cit., p. 325.

pétrolières, le politologue Jean-François Bayart a déclaré :

« Les réseaux de M. Charles Pasqua restent très actifs et intéressent fortement les gouvernements africains [...]. Le réseau corse joue sur le mode diastolique avec une sociabilité de terroir. Les Corses sont très présents dans la police, dans l'armée, dans la criminalité organisée, dans le personnel politique. Ils étaient représentés par M. André Tarallo dans le domaine du pétrole et par M. Bernard Dominici au ministère des affaires étrangères ⁴⁶⁰».

La diastole est la phase aspirante du pompage cardiaque. C'est la décontraction du cœur, ça peut-être très sociable. Très "terroir" même, dans une villa corse à 90 millions. L'île de Beauté a une extraordinaire capacité à aspirer plus de finance qu'elle n'en refoule, presque jusqu'à la congestion. Les relais du refoulement (les perceptions) pètent invariablement. Une telle philosophie, on le comprend, intéresse fortement les "gouvernements" africains. Comme la faconde de Charles Pasqua fascine bon nombre de téléspectateurs français. Ils pourraient être tentés de le laisser aspirer leurs voix. Tout comme les Africains laissent aspirer leurs billets par les paris et loteries du clan Pasqua...

Heureux Feliciaggi

La fortune des frères Feliciaggi, Robert et Charles, est étroitement associée à celle de Denis Sassou Nguesso, dont ils sont devenus intimes. Partis de la pêche et de l'hôtellerie, au Congo-B où ils ont grandi, ils se sont intéressés aux retombées financières du pétrole. Bien que leurs affaires soient restées en partie indivises, Charly a plutôt suivi le filon de l'or noir, en Angola, tandis que Robert développait son empire des jeux à travers le continent : les loteries et casinos, du classique, et une formule plus originale, le pari sur les courses hippiques françaises (le PMU, Pari mutuel urbain) ⁴⁶¹. Cette aliénation ludique a l'avantage de réduire les frais au minimum. Une condition à cette expansion : la symbiose avec les potentats locaux et leurs coutumes financières. Cela tombe bien, Charles Pasqua montre à cet égard beaucoup de compréhension. L'ancien commercial de chez Ricard, si l'on en croit la rumeur africaine, se serait fait l'avocat-ambassadeur de ses amis Feliciaggi et de leurs entreprises. Au Cameroun, de méchantes langues vont jusqu'à insinuer qu'il y a quelques parts. Un recours intensif à la discrète banque FIBA, filiale d'Elf, favorise par ailleurs les paris stratégiques de Robert Feliciaggi.

Il sait aussi renvoyer l'ascenseur. Il a fondé et pris la charge du mouvement pasquaien *Demain la Corse*, précurseur du RPF dans l'île-mère. Pressentant peut-être des lendemains plus difficiles en Afrique, l'empereur des jeux franco-africains a regagné la terre ancestrale et y investit de plus en plus, politiquement et financièrement. Maire de Pila Canale, il a conduit en 1999 une liste aux élections régionales ; élu à l'Assemblée de Corse, il y préside un groupe politique. J'ai évoqué la location-gérance d'Elf-Corse : un morceau choisi, obtenu avec les compliments d'un ami très influent à la Tour Elf, André Tarallo ⁴⁶².

Robert Feliciaggi a aussi choisi d'élargir son attirail ludique : il a pris le contrôle du Gazelec Football Club Olympique d'Ajaccio (GFCOA). Chacun sait que le football, a fortiori dans le contexte méditerranéen, agrège quantité de dimensions sociales et peut favoriser toutes sortes d'ambitions. Le GFCOA, troisième du championnat de National 1, pouvait prétendre monter en Division 2 à l'automne 1999. La Ligue nationale de football s'y est opposée, invoquant un point de règlement. Elle est présidée par Noël Le Graët, qui mit fin aux mœurs débridées de l'ère Tapie. Robert Feliciaggi a voulu porter plainte contre Le Graët pour « *racisme anti-corse* ⁴⁶³ ». Son directeur général voit dans la Ligue « *une république bananière* ». Le GFCOA a saisi les tribunaux administratifs, dénonçant « *les magouilles et le copinage qui règnent dans les instances nationales du football* ».

⁴⁶⁰. *Pétrole et éthique*, t. I, p. 78. La mission « craint [...] que le poids de l'Histoire incarné par la persistance des réseaux ne continue de bloquer les évolutions nécessaires ».

⁴⁶¹. Charly n'a quand même pas manqué l'occasion de « monter de toutes pièces le PMU en Angola » (J. Caumer, op. cit., p. 58).

⁴⁶². Selon Philippe Madelin (*La France mafieuse*, Éd. du Rocher, 1994), c'est André Tarallo qui aurait ouvert aux frères Feliciaggi le marché de l'importation en Corse des produits pétroliers.

français ». Paroles d'experts...

La DNCG (l'instance de contrôle de gestion de la Ligue) avait aussi reproché au GFCOA l'insuffisance de son budget. Mais le problème a été aisément résolu : « *il n'existe pas. Lorsque nous sommes montés à la DNCG et que ses membres [...] ont demandé pourquoi un zéro apparaissait devant le nom du président, on leur a répondu que M. Feliciaggi mettrait le chiffre qui manquait si la DNCG n'estimait pas notre budget assez solide* »⁴⁶⁴. L'équivalent de quelques plaques de casino...

Dans sa longue enquête sur l'assassinat du préfet de Corse Claude Érignac⁴⁶⁵, le journaliste Alain Laville s'est rendu compte que, sur l'île, les réseaux Pasqua sont « partout ». Il explique comment ils réinvestissent une partie des gains pêchés dans le Golfe de Guinée - dans le pétrole, les jeux, le négoce en tout genre.

Le "président" Robert Feliciaggi est, précise Laville, le « grand ami de Jean-Jérôme Colonna », dit Jean-Jé. Il s'agit, selon le journaliste, du « "parrain" de l'île », fiché au grand banditisme, chef présumé de la "bande du Valinco". En « relation privilégiée » avec Robert Feliciaggi, on trouve également Noël Pantalacci, qui prodigua ses conseils à plusieurs chefs d'État françafricains. Autoproclamé « premier des Africains de Pasqua », Pantalacci a lui aussi beaucoup fréquenté le Congo-Brazzaville⁴⁶⁶. Entre la Corsafrique et ce pays, le bénéfice ne semble pas avoir été réciproque.

Fréquentations

Noël Pantalacci fut un « ennemi intime » du préfet Érignac - qui s'intéressait peut-être d'un peu trop près aux circuits financiers d'un réseau d'amis, tout empreint d'une "sociabilité de terroir". Il a présidé la Cadec (Caisse de développement de la Corse), célèbre pour l'ampleur de ses prêts irremboursables. À Jean-Jé nécessaires, la Cadec a prêté jusqu'à 12 millions, non remboursés. Objet et gage du prêt, l'hôtel Miramar à Propriano a été saisi, puis vendu à la SCI Punta Mare de... Robert Feliciaggi. Contre le préfet Érignac, Pantalacci a soutenu l'installation de 40 machines à sous au casino d'Ajaccio - où Jean-Jé a des intérêts. Cela a permis d'y doubler un premier lot de "bandits manchots" autorisé en 1993 par le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua⁴⁶⁷.

Michel Valentini, qui présidait la Chambre d'agriculture de la Haute-Corse, « est un fidèle de Charles Pasqua ». Il a réussi à obtenir quinze prêts du Crédit agricole, pour un montant de 14,8 millions de francs. Jean Cardi, président de la Coordination rurale, a osé demander un audit du Crédit agricole. « Il a reçu des explosifs en retour, puis a été menacé de mort par Jean-Angelo, l'un des frères Guazzelli, membre présumé [du gang] de La Brise de mer. Celui-ci l'a pris à partie, avec des mots violents, dans un restaurant » où il dînait en compagnie de Michel Valentini⁴⁶⁸.

Les amis de l'ancien ministre de l'Intérieur n'ont décidément pas de préjugés : leurs fréquentations ne semblent pas avoir de limites. L'ennui de cette sociabilité indivise, c'est qu'on finit par ne plus très bien savoir qui, dans ce microcosme, est ou n'est pas concerné par les propos d'un personnage officiel, Éric Danon - directeur de cabinet du ministre de la Coopération Charles Josselin⁴⁶⁹ :

« [On assiste en Afrique] à une extension et une banalisation de la criminalité politique, [...] [ainsi qu'au] dédoublement de systèmes sociaux entre un "pays légal" et un "pays réel" [...]. L'Afrique est reliée au reste du monde par une toile complexe de relations marchandes informelles, souvent frauduleuses, qui ont généralement une forte connotation ethnique, confrérique ou "communaliste". Et, contrairement à ce qui se passe dans le reste du monde, les énormes profits des trafics ne sont pas

⁴⁶³. Je subirai sûrement le même reproche. Ce n'est pas parce qu'on critique durement le comportement des Amin Dada, Mobutu ou Bokassa qu'on fait du racisme anti-noir. J'estime que c'est plutôt le contraire : on pense que l'Afrique peut s'offrir (et nous offrir) mieux que ça. Ce n'est pas parce que je stigmatise tout un système de comportements français en Afrique que je n'aime pas mon pays : il sait faire beaucoup mieux. Chaque civilisation a ses qualités et ses défauts. La prévalence des seconds n'est pas une fatalité. La Corsafrique non plus.

⁴⁶⁴. Jean-Jacques Massoni, directeur administratif et financier du GFCOA, cité par *France-Football* du 27/07/1999.

⁴⁶⁵. *Un crime politique en Corse*, Le cherche midi, 1999.

⁴⁶⁶. Ibidem, p. 297, 113-119.

⁴⁶⁷. Cf. A. Laville, op. cit., p. 114-119 et 154.

⁴⁶⁸. Idem, p. 138-141.

⁴⁶⁹. Intervention au CHEAM. Cité par *LdC*, 18/02/1999.

réinvestis en Afrique. [...]

La criminalisation de l'Afrique menace la France et l'Europe. [...] Différents marchés de matières premières [...] peuvent [...] permettre de convertir en toute quiétude de l'argent liquide d'origine douteuse en actifs licites : [...] les casinos (Gabon, Cameroun, Côte d'Ivoire), le PMU et la loterie (différents pays de la zone franc) [...]. L'image de la zone, comme celle de la France en Afrique, a souffert de ces pratiques au cours de ces dernières années ».

Ces pratiques dégagent tellement d'argent liquide qu'on peut se demander s'il existe vraiment des sas étanches avec les capitaux qui financent l'expansion asiatique du milieu corse, signalée par exemple dans *Le Monde du Renseignement*⁴⁷⁰:

« À Oulan-Bator, plusieurs membres des réseaux criminels corses font l'objet d'une surveillance bienveillante de la part du service de sécurité d'État mongole [...]. Ceux-ci se livrent à des investissements disproportionnés dans des établissements de restauration et d'hôtellerie et ont mis en place ces derniers mois un important réseau de prostituées européennes. Des spécialistes régionaux affirment qu'il s'agit d'un circuit de blanchiment d'argent, mais les autorités locales laissent faire. "Nous voulons transformer Oulan-Bator en Las Vegas de l'Asie" : tel est le leitmotiv de plusieurs chefs de l'armée mongole qui prévoient d'organiser avec ces étranges partenaires, et quelques capitaux japonais, une chaîne de casinos pour touristes ».

En France, me direz-vous, la police est moins tolérante que les autorités et l'armée mongoles. Ce n'est peut-être pas aussi simple. Roger Dupré, alias "Roger la Banane", avait organisé à Lille de vastes escroqueries autour du Crédit immobilier. Il protégeait les voyous locaux grâce à ses excellentes relations avec un magistrat et de hauts responsables policiers. Le ministère de la Justice a fait le ménage : le magistrat compromis, qui a touché de grosses sommes, a été incarcéré.

Le ministère de l'Intérieur fait le ménage en sens inverse. Il limoge littéralement (l'expédiant à Limoges !) une jeune commissaire trop curieuse - « *en train d'élargir l'affaire du Crédit immobilier, qui, selon un avocat*⁴⁷¹, *est beaucoup plus importante qu'on ne le croit* ». La place Beauvau obtient la mutation d'un procureur au franc-parler. Et elle rechigne à dépêcher l'Inspection générale de la police. Il faut dire que, parmi les éminences policières amies de "la Banane", on trouve le commissaire en retraite Lucien Aimé-Blanc, ancien patron de l'Office central de répression du banditisme (OCRB). Un pivot du réseau Pasqua, qu'il représenta en Guinée, puis en Centrafrique diamantifère auprès du président Ange-Félix Patassé⁴⁷².

Revenons un instant à Étienne Leandri. Intime de la famille Pasqua, figure majeure du réseau, il avait commencé sa fortune dans la collaboration pro-nazie et la grande mafia internationale. Ses activités de corrupteur et de marchand de canons l'ont-elles jamais éloigné du "milieu" ? Enquêtant sur Michele Sindona, "le banquier de la mafia", les carabinieri italiens ont remarqué la fréquence de ses contacts avec la société de vente d'armes de Leandri. Pourtant, parmi les plus fidèles invités de ce dernier au Caviar Kaspia ou au restaurant de l'hôtel Crillon, Julien Caumer croisait « un inspecteur général de la police en poste dans un service secret [et] un commissaire principal qui dirige alors l'Office central de répression du banditisme (OCRB)⁴⁷³ ». Un successeur d'Aimé-Blanc. Ce qui témoigne pour le moins d'une continuité dans le choix des fréquentations.

Policiers spéciaux

En réalité, Charles Pasqua tend parfois à considérer la police comme un service secret - ce que favorise le rassemblement, sous la tutelle du ministre de l'Intérieur, de la police ordinaire, d'une police politique (les Renseignements généraux), d'une

⁴⁷⁰. *La mafia corse s'installe en Mongolie*, 10/1998.

⁴⁷¹. Cité par Renaud Lecadre, "Roger la Banane" fait tomber un juge lillois, in *Libération* du 25/05/1999.

⁴⁷². Cf. Michel Deléan, "Roger la Banane" rallume la guerre police-justice, in *Le Journal du Dimanche* du 11/07/1999 ; Erich Incyan, *Rumeurs, polémiques et mutations au Service régional de police judiciaire de Lille*, in *Le Monde* du 03/08/1999 ; Olivier Hamoir, *Roger la Banane jugé pour délits d'amitié*, in *Libération* du 11/11/1999.

⁴⁷³. J. Caumer, op. cit., p. 101. Cf. aussi p. 236-237.

police exportable (le SCTIP, Service de Coopération technique internationale de la Police) et d'un service de sécurité (la DST). « *Ses initiatives, observe en connaisseur Jacques Foccart, combinent généralement différents facteurs parmi lesquels le souci de se donner des armes, des "dossiers" dont il pourra tirer quelque bénéfice*⁴⁷⁴ ». L'appartenance de Pasqua au réseau Foccart puis au Service d'action civique a ancré chez lui cette mentalité propre aux Services : la fin est trop importante pour qu'on soit très regardant sur les moyens, ni sur les forbans avec lesquels, éventuellement, il serait nécessaire de travailler.

Patron du SCTIP en 1986-87, le contrôleur général Jacques Delebois « seconde Charles Pasqua dans les affaires délicates⁴⁷⁵ ». Dès 1973, il est impliqué dans le scandale de la pose de micros au *Canard enchaîné*. En 1986, il est en première ligne dans l'affaire du vrai-faux passeport d'Yves Chalié, l'homme du *Carrefour du Développement*. En 1991, il se lie à Pierre Oba, le Monsieur Sécurité de Sassou Nguesso. En 1992, il "fait" la campagne électorale de ce dernier. On le retrouve au Liberia avec deux escrocs, qui oscillent entre la vente d'armes à Charles Taylor et le placement de machines à sous. Il est l'ami de Thierry Isaïa, fastueux mandataire de Taylor, en contact avec les mafias russe et italienne⁴⁷⁶. En 1995, il est au cœur des luttes intestines qui agitent le ministère de l'Intérieur : les partisans de Charles Pasqua, évincé au profit de Jean-Louis Debré, échantent les coups tordus avec les "légitimistes", ralliés à Alain Juppé. Delebois incarne un intenable mélange des genres.

Dans la même veine, Charles Pasqua réintégrera en 1993 l'inspecteur des RG Gérard Vavrand « soupçonné de jouer les barbouzes au Congo et au Gabon ». Ce policier avait aussi des liens étroits avec Jacky Renaudat, dit "Jacky des Halles", un truand parisien reconverti dans le trafic international d'armes de guerre, mort en 1989 dans l'attentat du DC10 d'UTA⁴⁷⁷. En quoi tout cela concernait-il les Renseignements généraux ? Plus généralement, à quoi sert cette police politique, sans équivalent dans les démocraties occidentales, sinon à accumuler les moyens de chantage sur les journalistes, la classe politique, et tous ceux qui pourraient compromettre les agissements d'un cercle d'initiés ? Destinataire des notes les plus confidentielles des RG, Charles Pasqua a accumulé en 4 ans (1986-88 et 1993-95) de quoi intimider bien de ses adversaires. En 1999, un ralliement spectaculaire au RPF n'y serait pas étranger.

Auprès du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, grassement rémunéré par Elf, le fidèle brigadier Daniel Leandri servait d'émissaire secret à destination des correspondants africains du réseau. « *Dans l'intérêt du groupe Elf et de la France* », reconnaît-il. Dans un rôle voisin, un autre proche collaborateur du ministre, le policier François Antona, avoue avoir effectué « *une cinquantaine de voyages* » dans l'intérêt d'Elf, en Afrique et en Suisse. Daniel Leandri admet être l'"ayant-droit économique" de plusieurs comptes helvétiques. Mais il n'a fait, précise-t-il, que prêter son nom pour préserver certains intérêts africains⁴⁷⁸. Toujours l'indivision. C'est sans doute dans la même logique et pour le même intérêt indivis que le ministère de l'Intérieur ne répugne pas à informer les Sécurités africaines des écoutes réalisées sur les opposants à leurs régimes séjournant en France.

Avec l'arrivée d'Alain Juppé à Matignon, Daniel Leandri est « muté dans un petit bureau perdu, rue Nélaton, privé de chauffeur et de secrétaire. [...] Il attendra pour retrouver, rue Cambacérès, statut, honneurs, bureau et secrétaire - et regard sur les affaires policières mais aussi corses ou africaines - le remplacement de Jean-Louis Debré par... Jean-Pierre Chevènement⁴⁷⁹ ». Au nom du souverainisme ?

Jean-Charles, l'ami de trente ans

⁴⁷⁴. Foccart parle, Fayard/Jeune Afrique, t. 2, 1997, p. 316.

⁴⁷⁵. Patricia Tourancheau, *Sopoglian, parasite de haut vol*, in *Libération* du 04/09/1996.

⁴⁷⁶. Cf. *La Françafrique*, p. 213.

⁴⁷⁷. Cf. Alain Léauthier et Patricia Tourancheau, *Un nid d'espions démasqué au ministère de l'Intérieur*, in *Libération* du 17/10/1995 ; J.P. Cruse, *Un corbeau au cœur de l'État*, op. cit., p. 60.

⁴⁷⁸. Cf. Hervé Gattegno, *L'enquête sur l'affaire Elf s'approche des réseaux Pasqua*, in *Le Monde* du 22/12/1999.

⁴⁷⁹. J.P. Cruse, op. cit., p. 222-223. Daniel Leandri est parti en retraite fin 1998.

Avec Jean-Charles Marchiani, on continue dans la logique de l'action secrète, dont il est issu. En 1969, il est évincé du Sdece (ancêtre de la DGSE) lorsque Georges Pompidou y donne un coup de balai. Le nouveau Président avait été ulcéré par une campagne de rumeurs contre son épouse, agrémentée de photos douteuses. La manipulation venait d'une fraction intégriste du gaullisme. Hostile au dauphin du Général, trop "banquier" à son gré, elle avait des partisans au Sdece. Foccart s'en désolidarise fermement⁴⁸⁰, assurant Pompidou de son légitimisme. En face, Pasqua est l'un des meneurs de la fronde. Foccart est le grand chef du Service d'action civique (SAC), dont Pasqua est vice-président. Il relate ainsi la réunion du 3 octobre 1969 : « *Je suis l'objet d'une véritable agression de la part de Pasqua* ⁴⁸¹ ». Les deux hommes ne se réconcilieront jamais vraiment : au moins autant que leurs positionnements, leurs ambitions étaient incompatibles ⁴⁸². Sans doute peut-on dater de cette réunion la naissance du réseau Pasqua. L'adhésion de Jean-Charles Marchiani ne doit donc rien au hasard. Ni le mépris que lui témoigne Foccart dans ses mémoires : « *je ne le connais pas, [...] je ne sais pas s'il est grand ou petit* ⁴⁸³ ».

Marchiani a dû ramer en marge du courant principal. En 1986, Charles Pasqua accède au ministère de l'Intérieur. Marchiani l'y rejoint. Il peut travailler avec la DST. Il se rend célèbre par une série de négociations acrobatiques - avec l'Iran notamment, qui commande les prises d'otages au Liban. Cela permet au réseau Pasqua de renforcer ses contacts proche-orientaux, déjà conséquents : en Afrique, il est fréquemment associé à des hommes d'affaires issus des communautés libanaises.

En 1988, Marchiani, parrainé par Charles Pasqua et Étienne Leandri, se fait embaucher chez Thomson. Il s'y taille une réputation dans l'exportation d'armes, et les *deals* qui vont autour. Dans les négociations parallèles qu'il continue de mener régulièrement, un gros bouquet d'armes peut venir corser le "paquet final". Le passage chez Thomson a conforté une vocation : Marchiani, « c'est l'homme d'affaires de la bande ⁴⁸⁴ ». Il administre une banque au Portugal, dont les activités s'étendent jusqu'à l'Angola ⁴⁸⁵.

Outre le goût des missions secrètes et le sens du commerce, on repère une autre constante dans la trajectoire de Marchiani, l'ouverture avouée vers l'extrême-droite. Séquelle de son engagement pour l'Algérie française ? Cela peut éclairer les deux résumés antagoniques qui suivent. Chacun à leur manière, Jean-Paul Cruse, admirateur de Marchiani, et les Services américains résument la négociation qui a obtenu la libération de deux pilotes français prisonniers du général Mladic :

Dès l'automne 1995, Pasqua s'est assuré, « dans la coulisse et dans le dos du Premier ministre [*Alain Juppé*], la réouverture de quelques "lignes de communication" privilégiées avec l'Élysée. Chirac a eu besoin de lui pour assurer la "récupération" spectaculaire de deux pilotes français tombés entre les mains des milices serbes, à la suite d'un bombardement stupide, injustifiable, imposé par l'Élysée, pour faire plaisir à la presse américaine, qu'une agence de publicité, celle-là même qui avait inventé les massacres de bébés dans les couveuses du Koweït, a retournée contre les Serbes. L'homme de confiance de Charles Pasqua pour les affaires de renseignement, Jean-Charles Marchiani, [...] flanqué d'"assistants" corses, a pris contact, directement, avec le général Mladic, et négocié la libération des pilotes, au grand dam des Américains ⁴⁸⁶ ».

⁴⁸⁰. D'autant plus que le nom de l'une de ses cousines, Melle Kamenka, était cité dans cette manipulation, avec celui de Jean-Charles Marchiani. Lié à cette affaire, l'assassinat de Stefan Markovic, le garde du corps d'Alain Delon, avait fait éclater le scandale (cf. Th. Meyssan, *L'énigme Pasqua*, op. cit., p. 14).

⁴⁸¹. *Dans les bottes du Général. Journal de l'Élysée - III. 1969-1971*, Fayard/Jeune Afrique, 1999, p. 126-127. La réunion et la querelle se sont poursuivies les 4 et 5 octobre. Pasqua a quitté la salle. Cf. *Foccart parle*, Fayard/Jeune Afrique, t. 2, 1997, p. 19-22.

⁴⁸². Foccart dépeint ainsi l'ambition de son rival : « *Pasqua est entouré, jusque dans sa propre famille, de gens qui, pour reprendre une expression du général de Gaulle, "lui cassent l'encensoir sur la tête"* ». *Foccart parle*, op. cit., t. 2, p. 468.

⁴⁸³. Ibidem, t. 2, p. 407. Quand on sait l'attention de Foccart aux nominations, on ne s'étonne pas de l'échec des candidatures de Marchiani à la présidence de la Sofremi puis à la direction de la DGSE.

⁴⁸⁴. Frédéric Ploquin, *Les hommes de Monsieur Charles*, in *L'Événement* du 25/08/1994.

⁴⁸⁵. Cf. Th. Meyssan, op. cit., p. 48.

⁴⁸⁶. J.P. Cruse, op. cit., p. 202-203.

« [En Bosnie], où 7 500 militaires américains sont présents, une vieille querelle les oppose aux Français. Voilà deux mois, une note de leurs services de renseignement (référence A-273) a été transmise à l'état-major de la Forpronu et au parquet du Tribunal international de La Haye. À plusieurs occasions, y est-il précisé, les soldats français auraient pu, dans la zone qu'ils contrôlent, arrêter Karadzic, Mladic et quelques autres criminels de guerre. Et la note américaine d'indiquer : "Nous portons à votre connaissance le motif de ce manque d'efficacité. Le préfet Jean-Charles Marchiani s'est engagé (lors de sa négociation pour la libération, en décembre 1995, des pilotes français prisonniers des Serbes) à ce que Karadzic, Mladic et un colonel ne soient pas capturés"⁴⁸⁷».

Ce n'est pas que Jean-Charles Marchiani, avocat d'un catholicisme droitier, privilégie les chrétiens au détriment des musulmans. Pas au Soudan en tout cas : en s'associant au courant qui, en France, favorise le régime islamiste de Khartoum, il néglige pour le moins les millions de victimes sud-soudanaises, le plus souvent chrétiennes. Dans les deux cas, c'est l'anti-américanisme qui l'emporte, conduisant ce courant à pactiser avec les auteurs de crimes contre l'humanité. Admettons avec Jean-Paul Cruse que la propagande américaine sait mentir. La serbe et la française aussi. Ce n'est donc pas un critère suffisant. Seuls les faits comptent. Il aura fallu attendre la veille de l'an 2000 pour que les commandos français arrêtent enfin en Bosnie un inculpé par le tribunal de La Haye, Zoran Vukovic.

Entrée de Services

Par delà les figures les plus notoires du réseau Pasqua, les services secrets recèlent par définition quantité de personnalités peu ou pas connues, dont une part cultive de longue date une idéologie souverainiste. On pense évidemment à ceux qui pilotent l'opération "corbeau" contre les frères ennemis de la bande rivale, le tronc foccarto-chiraquien : ce « groupe d'officiers de renseignements, français, disposant de "correspondants" au sein des Renseignements généraux, de la magistrature, de la PJ et de la presse, et de très gros moyens ». Le fait qu'ils aient aussi « joué un rôle [...] dans les divers ennuis de François Léotard⁴⁸⁸ », l'ennemi varois de Marchiani, va dans le même sens.

Le chantage mis en œuvre étonne par son ampleur et sa mise en scène. Comme s'il s'agissait aussi d'une démonstration de puissance. Mais juger nécessaire une si longue démonstration, n'est-ce pas un aveu de faiblesse ? Les partisans de l'ombre peineraient-ils autant que le parti officiel, le RPF, à recruter de jeunes souverainistes ? Il m'est impossible de répondre à cette question. Je ne peux que constater qu'avec la retraite du général Jean-Claude Mantion, de la DGSE, la mouvance a perdu un leader d'envergure, évoluant sur tout le centre-est de l'Afrique, de N'Djaména à Djibouti et de Khartoum à Kinshasa. Et que les Barril ou Gilleron, ces "privés" très relatifs, ont passé l'apogée de leur carrière. Je ne reviendrai pas sur le premier, dont l'idéologie plutôt souverainiste doit s'accommoder de la présence de Jacques Chirac à l'Élysée. Son ex-associé Gilleron s'est accroché à un train d'enfer, le tandem financier Tarallo-Sigollet. Cela donne les moyens d'agir. Je n'en sais pas plus, car l'homme est beaucoup plus discret que Barril. A-t-il observé le résultat de son engagement auprès du général Habyarimana ? S'il se sent encore l'âme d'intervenir au Congo-Brazzaville, du côté du manche - c'est-à-dire dans le camp des pétroliers et de leur contremaître, le général Sassou Nguesso -, ce n'est pas un gage de lucidité.

L'argent n'a pas d'odeur

Nous l'avons vu à plusieurs reprises, l'idéologie des souverainistes les plus combattifs justifie, dans un contexte de menace permanente contre l'intérêt national, le recours aux coups tordus et aux moyens criminels. Le trafic de drogue peut faire partie de ces accommodements. Lors de la guerre d'Indochine, au début des années cinquante, le service Action n'a pas hésité à financer ses troupes indigènes avec la

⁴⁸⁷ C. Angeli, *Comédie américaine au Kosovo*, in *Le Canard enchaîné* du 21/10/1998.

⁴⁸⁸ J.P. Cruse, op. cit., p. 260.

vente de l'opium, expédié par « l'Union corse, la mafia locale », à quatre grandes familles de Marseille. « Les noms de leurs chefs sont tristement célèbres : Joseph Orsini, ancien agent de la Gestapo, lié à la mafia américaine ; les frères Jean et Dominique Venturi, dont le partenaire à Tanger, Jo Renucci, travaille aussi pour le Sdece ; Antoine (“Mémé”) Guerini, “honorabile correspondant” du Sdece à ses heures ; et, enfin, Marcel Francisci⁴⁸⁹ ».

À partir de 1960, la priorité gaulliste devient la lutte contre l'Organisation de l'armée secrète (OAS), hostile à l'indépendance algérienne. Sous la tutelle de Foccart, Charles Pasqua rassemble les militants du RPF les plus déterminés et forme le Service d'action civique (SAC). Simultanément, des hommes comme Alexandre Sanguinetti, Dominique Ponchardier et l'avocat Pierre Lemarchand constituent des groupes de choc, les « barbouzes », chargés de liquider les commandos de l'OAS. Pour le SAC comme pour les barbouzes, on recrute à tout va, notamment les Francisci, les Venturi, leurs amis, tel Ange Simonpieri, et leurs hommes de main. Marcel Francisci devient un personnage de la République. Il reçoit à sa table, à son club ou sur son yacht les Pasqua, Foccart, Sanguinetti⁴⁹⁰.

C'était vraiment la guerre et l'OAS menaçait vraiment la République. Mais ce qui n'aurait dû être qu'une entorse temporaire s'est installé. Le trafic de drogue continue. En 1967, Simonpieri apparaît comme le fournisseur de 100 kg d'héroïne à destination des États-Unis. Il est employé par le Sdece et par le SAC. Il peut se replier tranquillement en Corse, à... Pila Canale, le village des Colonna et des Feliciaggi. En 1971, Roger Delouette est arrêté aux USA alors qu'il prend livraison de 49 kg de cocaïne. C'est un agent du Sdece, impliqué dans les livraisons d'armes au Biafra, formé par Jean-Charles Marchiani⁴⁹¹.

Grande première en 1995. Les États-Unis accordent l'asile politique à deux citoyens français, Ali Auguste Bourequat et Jacqueline Hémard, qui craignent pour leur vie dans l'Hexagone. Le premier est un rescapé des oubliettes de Tazmamart, où l'avait expédié Hassan II : en 18 ans de bagne avec les réprouvés du régime, il a entendu bien des confidences. La seconde est mariée à l'un des héritiers du groupe familial Pernod-Ricard. Tous deux ont fait des révélations stupéfiantes sur la filière franco-marocaine de la drogue, la *french-moroccan connection*, relayées dans deux articles du *San Francisco Chronicle*⁴⁹².

Au début des années soixante, une partie du dispositif anti-OAS a installé au Maroc, avec la bénédiction du jeune monarque Hassan II, une multinationale de stupéfiants. Selon Ali Bourequat, « *Pernod-Ricard servait de couverture aux services spéciaux français, pour le trafic de drogue comme pour le reste* ». Autrement dit, une joint-venture reliait le Sdece, le SAC, Hassan II, la pègre et Ricard. Or tout cela n'est peut-être pas à conjuguer au passé. La déposition de Jacqueline Pile-Hémard a ébranlé les autorités US en charge du droit d'asile :

« [...] Mon mari, M. Éric Hémard [...], était étroitement lié avec des membres influents du gouvernement français. [...] La famille Hémard a contribué à mettre en place des installations de transformation de la cocaïne au Maroc. Le ministre de l'Intérieur, M. Pasqua, et le roi du Maroc, aussi bien que la famille de mon mari, étaient impliqués dans la mise en place de laboratoires.

Cela démarra il y a de nombreuses années, vers 1962, avec le père de mon mari et d'autres individus. Cela se développa dans les années 70 et 80. M. Pasqua travailla dix ans pour la famille Hémard, dans la branche exportation de leur entreprise nommée Pernod & Ricard, avec le roi du Maroc. C'est pour le compte de l'entreprise Pernod & Ricard qu'ils mirent en place les laboratoires de drogue. [...]

Mon mari [...] m'expliqua que les 100 000 dollars que chacun des Hémard recevait chaque année de leur mère [...] provenaient des revenus issus du trafic de drogue au Maroc. D'évidence, c'était devenu très lucratif. [...]

⁴⁸⁹. R. Faligot et P. Krop, *La Piscine*, Le Seuil, 1985, p. 123.

⁴⁹⁰. Cf. Alain Jaubert, *Dossier D... comme Drogue*, A. Moreau, 1973, p. 143-145.

⁴⁹¹. Idem, p. 187-194. Cf. aussi *La Françafrique*, p. 143-144, et Th. Meyssan, *L'énigme Pasqua*, op. cit., p. 16-17 et 81-82.

⁴⁹². Franck Viviano, *Asylum Granted to French Citizen* (L'asile accordé à un citoyen français), 04/04/1995, et *French Journalist Links Officials to Drug Ring. Accusation contained in asylum plea* (Un journaliste français met en cause des responsables politiques dans un réseau de vente de trafic de drogues. L'accusation figure dans la demande d'asile), 06/04/1995. Cf. aussi *Audition de Monsieur Bourequat*, in *NIRV*, 24/06/1999. C'est le mensuel *Maintenant* qui, dans son ultime numéro (20/03/1996), a sorti ce dossier.

Je crois que, si je retourne en France, je serai persécutée en raison des informations que je possède à propos d'individus, à l'intérieur du gouvernement français, qui sont profondément impliqués dans le trafic de drogue ».

Ajoutons que Jean Venturi, l'un des destinataires de l'opium indochinois, est resté jusqu'en 1967 le représentant du pastis Ricard au Canada, importateur et distributeur pour toute l'Amérique du Nord. Rappelons qu'une partie des réseaux mafieux suscités par la prohibition de l'alcool aux États-Unis avaient établi des bases arrière au Canada. Sur la fiche de police américaine de Jean Venturi, on pouvait lire : « Principal distributeur de l'héroïne française aux États-Unis ». Son supérieur hiérarchique chez Ricard ? Charles Pasqua.

À celui-ci, des journalistes américains ont demandé en novembre 1972 pourquoi il était si riche. Il leur a expliqué que sa fortune provenait de son aptitude « à *faire marcher quelques bonnes affaires* »⁴⁹³.

En 1995, Ali Bourequat a déclaré à la justice américaine qu'il avait été menacé par la DST, placée sous les ordres du ministre de l'Intérieur. C'était alors... Charles Pasqua.

Fâcheux souvenirs

De curieuses coïncidences remontent à la surface. Lorsque Jean Venturi est inculpé en 1967, Charles Pasqua quitte Ricard avec un très proche ami, Lætizio Bourgeois. Il fonde avec lui la société Europe-Alimentation (Euralim), qui exploite la marque d'apéritifs Americano Gancia⁴⁹⁴. À la même date, il devient vice-président du SAC, basé 5 rue de Solférino. Les bureaux de Ricard sont au numéro 2 de la même rue. En 1974, « en quelques mois, Alexandre Sanguinetti, René Tomasini et Charles Pasqua prennent le contrôle complet du parti gaulliste. Ils se coordonnent avec Matignon par le canal de deux proches du Premier ministre [*Jacques Chirac*], Roger Romani et Jean Tiberi, tous corses. Des hommes de Ricard et d'Euralim [*la société de Pasqua*] s'installent au siège du parti, 123 rue de Lille, tandis que, selon une vieille habitude, l'immeuble en face abrite des bureaux de la maison Ricard⁴⁹⁵». Le RPR noyé dans l'alcool ?

Le 29 octobre 1979 disparaît le ministre du Travail Robert Boulin. Il est retrouvé mort le lendemain en forêt de Rambouillet, agenouillé, la tête dans trente centimètres d'eau. La thèse officielle ne variera pas : c'est un suicide. Résistant, gaulliste historique, Boulin a détenu le record de longévité ministérielle (17 ans). C'était un candidat sérieux à Matignon, mais son intégrité dérangeait de plus en plus. Il avait été de 1976 à 1978 ministre délégué à l'Économie. Ses services avaient obtenu des informations de première main sur le trafic international des stupéfiants et les circuits de blanchiment qui lui sont liés. Robert Boulin était aussi de ces personnages auxquels des fonctionnaires écœurés sont tentés d'apporter les preuves de la corruption - qui infestait une droite confite dans le pouvoir. Dans une enquête exceptionnelle, d'une précision accablante, Francis Christophe démontre que la thèse du suicide est aberrante⁴⁹⁶. Il raconte deux décennies de truquages et de censure. Lionel Jospin lui-même n'a-t-il pas déclaré que le ministre Boulin avait été « *assassiné* » ?

Le 29 octobre 1979 après-midi, Robert Boulin retire du coffre du ministère une pile de dossiers, qu'il amène chez lui, dans le bureau de son appartement. Il s'absente. Le soir, trois visiteurs intempestifs s'invitent chez les Boulin. L'un d'eux s'isole dans le bureau, d'où l'on peut quitter l'appartement sans être vu des autres occupants. Les dossiers ont disparu.

Quelques mois plus tôt, une vive altercation avait eu lieu entre Robert Boulin et Charles Pasqua. Le premier exige du président du RPR, Jacques Chirac, qu'un arbitrage soit rendu par le président de la commission des conflits, l'ancien député

⁴⁹³. D'après A. Jaubert, op. cit., p. 114-116.

⁴⁹⁴. Cf. Th. Meyssan, op. cit., p. 10-11.

⁴⁹⁵. Ibidem, p. 17 et 12.

⁴⁹⁶. *Le grand maquillage*, in *Golias*, 11/1999. p. 12-20. Giles Perrault était convaincu du suicide de Robert Boulin. Il a lu cet article. Il a écrit à Francis Christophe qu'il n'avait jamais changé aussi rapidement d'avis.

Charles Bignon. À la suite de quoi, Chirac doit se séparer de Pasqua, l'homme fort de son parti et son allié le plus efficace. Huit jours après le "suicide" de Boulin, l'évincé réintègre le giron du RPR. Quatre mois passent. En mars 1980, Charles Bignon meurt « d'un mystérieux accident de la route : vers deux heures du matin, son véhicule immobilisé sur la file du milieu de l'autoroute A10, tous feux éteints et frein à main serré, est percuté par un camion danois et prend feu ». « Cette forme d'accident mortel est un classique des services spéciaux. La victime, préalablement tuée ou inconsciente, est installée dans un véhicule muni d'un dispositif incendiaire se déclenchant sous l'effet du choc. Il suffit alors de placer au bon moment le véhicule en position d'être percuté. Aucune recherche sur les causes réelles de la mort n'est envisageable⁴⁹⁷ ».

Je ne fais pas partie de ceux qui savent quels sont les auteurs de l'assassinat de Robert Boulin et leurs possibles commanditaires. Police et justice ont tôt fait le ménage⁴⁹⁸. De lourds secrets ont circulé à cette époque dans les hautes sphères du pouvoir. Si lourds que la seule évocation du meurtre de Boulin a plusieurs fois servi, sous le long règne de Mitterrand, à stopper net les interpellations intempestives de la droite sur les "affaires" en cours. Cela contribuera de fait à cimenter un peu plus un commun attachement aux privilèges de l'impunité. La République souterraine a permis l'exécution d'un ministre, puis étouffé ce crime.

Haut de scène

Le passage de Pasqua au ministère de l'Intérieur a marqué les esprits. Mais il n'y est resté que quatre ans au total. Sur une période beaucoup plus longue, il tire une grande partie de son pouvoir et de ses ressources politiques d'un fief électoral imposant, les Hauts-de-Seine (92). C'est le département le plus riche de France, une sorte d'émirat. Elf et Total y ont leurs sièges.

La Chambre régionale des comptes fait de désagréables observations au président du Conseil général Charles Pasqua. Elle a dans son collimateur la Société d'économie mixte "SEM 92" qui, comme par hasard, a fait de grosses affaires avec quelques mamouths français. C'est Bouygues qui a obtenu la construction du pôle universitaire Léonard de Vinci, alors qu'il n'était pas le moins-disant. Le marché a été complété par de précieux avenants. À propos d'Elf, on a vu qu'en cinq jours la revente d'un terrain du groupe a dégagé une plus-value de 95 millions, ventilée vers des comptes "Fred" et "Carlo".

La Chambre s'étonne aussi des coûteux chantiers de coopération avec le Gabon. Lequel, comme on sait, est un pays sans ressources, ni caisse noire, ni compte en Suisse : c'est pure bonté que de s'y investir. Le 5 janvier 1994, Charles Pasqua lance un vibrant appel lors de l'émission *La Marche du Siècle* : « *Il faut que la France prenne la tête d'une véritable croisade en faveur du développement. On sait qu'à l'heure actuelle, tous les experts sont là pour le dire, si nous consacrons à l'aide au développement des pays sous-industrialisés, sous-développés, l'équivalent de 1 % de notre PIB, le problème serait résolu* ». Joignant le geste à la parole, le président des Hauts-de-Seine décide d'affecter 0,7 % du budget départemental à la "coopération décentralisée" :

« Premier bénéficiaire : le président Omar Bongo, du Gabon [...]. 30 millions de francs ont été débloqués, dont 15 millions, en 1992, pour la construction d'écoles. [...] Seule bizarrerie, comme l'a révélé *Le Canard enchaîné*, c'est toujours la même entreprise de l'homme d'affaires libanais Hassan Hojeij qui remporte tous les contrats financés par les Hauts-de-Seine. Un homme entreprenant qui a ses entrées à la présidence gabonaise⁴⁹⁹ ».

« Au siège de Coopération 92, à Nanterre, les comptes sont en règle, contrôlés, à

⁴⁹⁷. Ibidem, p. 19 et 20.

⁴⁹⁸. Francis Christophe multiplie les exemples. Des enquêteurs de police connaîtront de rapides promotions. Des journalistes aussi. *TF1* avait mis en place une cellule d'investigation consacrée à l'affaire Boulin : elle sera dissoute quelques semaines plus tard. Le responsable du service, Jean-Marie de Morant, deviendra le patron de la communication du département des Hauts-de-Seine (ibidem, p. 18).

⁴⁹⁹. Antoine Glaser, *Quand passe la caravane de "Pasqua l'Africain"*, in *Libération* du 02/02/1993. Hassan Hojeij a été l'un des relais de Charles Pasqua dans le cycle interminable des négociations avec l'Iran (cf. Th. Meyssan, op. cit., p. 36). Il est aussi devenu un gros créancier du Congo-Brazzaville.

disposition. À Libreville, on n'en démord pas : une partie "importante" des fonds engagés aurait été ristournée par Hassan Hojeij aux deux commanditaires des travaux⁵⁰⁰».

En 1992 déjà, « avec ses propres équipes, le sénateur [Pasqua] est capable de fournir un service à la carte, pour préparer des élections, construire des écoles ou commercialiser du pétrole⁵⁰¹».

La SEM 92 et Coopération 92 ont été dirigées de 1990 à 1993 par Pierre-Henri Paillet, l'un des plus fidèles collaborateurs de Charles Pasqua, qui le fera nommer directeur de l'Aménagement du territoire. Parmi les associés de ces sociétés philanthropiques : la Lyonnaise et la Générale des Eaux (Vivendi), Bouygues, Elf, Sucre et Denrées. Et l'Office HLM. Le directeur de cet office départemental était, jusqu'à sa fuite en exil, le fastueux Didier Schuller, en relations très suivies avec les Pasqua père et fils. Il louait 2 000 hectares de chasse et y accueillait volontiers Pierre-Philippe⁵⁰². Schuller est mis en examen dans le vaste circuit de fausse facturation Méry - et donc présumé innocent. Il a été "Vénérable" de la loge "Silence", affiliée à la Grande Loge nationale de France (GLNF). Pierre-Henri Paillet était membre de "Silence"⁵⁰³. Selon Daniel Carton⁵⁰⁴, Jean-Jacques Guillet, député des Hauts-de-Seine et secrétaire général du RPF, l'un des plus proches collaborateurs de Charles Pasqua, est lui aussi un dignitaire de la GLNF.

Paillet côtoyait régulièrement Étienne Leandri. Coopération 92 construit des écoles en Angola⁵⁰⁵, tandis que les "filleuls" d'Étienne et les amis de Charles y vendent des armes.

Parmi les tout premiers bénéficiaires des marchés publics sur le département, on trouvait Henri Antona, ancien trésorier de la Fédération socialiste des Hauts-de-Seine, recentré RPR tendance Pasqua. Cet important homme d'affaires, proche de Jean-Claude Méry, a été épinglé par le juge Halphen. Il pilotait une bonne dizaine de sociétés de sécurité, d'installation ou de gestion de l'eau, du gaz, du chauffage, dans le sillage de Vivendi. Il s'occupait aussi d'hôtellerie ou d'exploitation forestière, à cheval entre la région parisienne et l'île de Beauté⁵⁰⁶. Maire de Coti-Chiavari, élu à l'assemblée de Corse, il y préside le Comité régional des prêtres. Voilà qui devrait conforter sa présomption d'innocence.

Longtemps n° 2 de la future Vivendi, promoteur de haute volée, Jean-Marc Oury entretenait les meilleures relations avec Étienne (Leandri), Charles (Pasqua) et André (Guelfi). Sa Compagnie immobilière Phénix fera 10 milliards de pertes, mais Guelfi gagnera de belles commissions. 30 millions financeront le *Quotidien du maire*, édité dans les Hauts-de-Seine par le futur pivot du RPF Jean-Jacques Guillet⁵⁰⁷. Ce dernier est aussi très redevable à Étienne Leandri, dont Julien Caumer a eu le mérite de révéler le rôle majeur dans l'expansion de la galaxie Pasqua.

Certains trouveront que j'ai peut-être trop insisté en ce chapitre sur la partie française de cette galaxie : c'est la force des réseaux francoafricains que d'être également implantés des deux côtés de la Méditerranée. C'est bien parce que Charles Pasqua a accès en France à des ressources importantes qu'il a pu devenir l'ami personnel des chefs d'État d'Algérie, d'Angola, du Cameroun, du Centrafrique, du Congo-Brazzaville, du Soudan, du Tchad, du Zaïre, de l'Arabie saoudite, etc.⁵⁰⁸

Amitiés

Quelques mots pour finir sur son positionnement politique. Le réseau Pasqua a eu beaucoup d'atomes crochus avec le réseau Mitterrand. Les deux hommes

⁵⁰⁰ . Éric Fottorino, *Charles Pasqua l'Africain*, in *Le Monde* du 03/03/95.

⁵⁰¹ . A. Glaser, art. cité.

⁵⁰² . Cf. A. Guédé et H. Liffra, *La Razzia*, op. cit., p. 258-259.

⁵⁰³ . Cf. J. Caumer, op. cit., p. 187-191.

⁵⁰⁴ . *La deuxième vie de Charles Pasqua*, Flammarion, 1995, p. 34.

⁵⁰⁵ . Cf. J. Caumer, op. cit., p. 191.

⁵⁰⁶ . Cf. J.P. Cruse, op. cit., p. 121.

⁵⁰⁷ . D'après J. Caumer, op. cit., p. 297-315.

⁵⁰⁸ . Cf. Th. Meyssan, op. cit., p. 44.

partageaient la même forme de regard cynique sur la nature humaine. La naïveté n'est pas une vertu, mais trop de cynisme est, déjà, profondément corrupteur. Avant même qu'il soit question d'argent. En 1981, les hommes de Pasqua (Joël Gali-Papa, Bruno Telenne, William Abitbol, Dominique Vescovali) ont apporté une contribution décisive à l'élection de Mitterrand en organisant le report vers le candidat de la gauche d'une partie des suffrages néogaullistes⁵⁰⁹. Contre Giscard.

Charles et François se rencontraient fréquemment à Louveciennes, assure leur "hôte" le docteur Raillard - gardien de sa propre maison transformée en lieu de rendez-vous, payé par Sirven et Elf⁵¹⁰. J'ai aussi évoqué, déjà, les excellentes relations entre Charles Pasqua et Roland Dumas, à propos du Congo-Brazzaville : on ne s'en étonnera guère, ni de leurs accointances avec Denis Sassou Nguesso - qui a du cynisme à revendre, en sus du pétrole.

Là où Charles Pasqua fait très fort, c'est quand il réussit à séduire toute une frange de "purs et durs" ancrés à gauche, séduits par son discours "sans concession" contre les Yankees et la mondialisation capitaliste. Jean-Paul Cruse évoque par exemple la « sympathique bande » qui se réunissait au restaurant de la Boucherie - le juge Jacques Bidalou, Guy Grall, Christian Lançon, « et un quatrième », sans doute Cruse lui-même. Ces radicaux de la lutte anti-corruption se découvrent des objectifs voisins de ceux des Pasquaïens issus du SAC. Avec « un ami commun et proche, le "cardinal" Vergès⁵¹¹».

Le RPF n'a pas encore beaucoup de députés, mais il en est un qui fait beaucoup de bruit, Jacques Myard. Ce diplomate de profession s'est beaucoup agité lors de la mission d'information sur le Rwanda. À ce stade de notre exploration caverneuse, ses imprécations sans fard ont quelque chose de rafraîchissant :

« Ce que je souhaite de la part des universitaires [*que nous auditionnons*], c'est quand même un travail de rigueur et pas d'être des témoins à charge ne serait-ce que pour vendre des livres. [...] Je suis atterré par le manque de rigueur scientifique d'un certain nombre de témoins qui amalgament... [...] Il y a d'un certain côté un exercice d'auto-flagellation d'un certain nombre de milieux intellectuels français. [...] Il est évident qu'on voit aujourd'hui de manière beaucoup plus claire qu'il y a un battage médiatique, fait d'amalgames, fait de pointillisme, fait de faits montés en épingle savamment rapprochés. [...]

Nous sommes dans une région du monde où, à intervalles réguliers, malheureusement, les gens se massacrent allègrement. [...]

Je rappelle que [*l'opération*] Noroît [*de soutien au régime Habyarimana, en 1990*] a été lancée pour des raisons humanitaires. [...] Le parlement était parfaitement au courant [...]. Je pense que le chef de l'État [*François Mitterrand*] [...] a eu une action extrêmement cohérente et je pense que ce n'était pas inintéressant, y compris pour la France, y compris pour le développement des Africains eux-mêmes, que la France, je dirais, intervienne au Rwanda. Que certaines puissances en aient pris ombrage, ça nous le savons...⁵¹²».

« La campagne de presse mettant en accusation la France [*à propos de son rôle au Rwanda*] est en réalité une grossière manipulation organisée, via quelques idiots utiles, par des intérêts étrangers et peut-être, avec la complicité de quelques personnes qui veulent régler des comptes personnels. [...] Jacques Myard s'est engagé à analyser, avec la plus grande objectivité, les éléments versés au dossier. [...] Il poursuivra sa recherche dans ce sens, en souhaitant que l'hystérie médiatique cesse⁵¹³».

Le 13 octobre 1999, lors de l'examen par la commission des Affaires étrangères du rapport *Pétrole et éthique* de la mission Aubert, Jacques Myard a déclaré hésiter entre les qualifications d'« *angélisme enfant de chœur* » et de « *gauchisme primaire* ». Le 23 février 2000, il a voté contre la ratification par la France des

⁵⁰⁹ Idem, p. 21-22.

⁵¹⁰ Cf. *Le Parisien* du 11/04/1997 ; J. Caumer, op. cit., p. 27-30.

⁵¹¹ J.P. Cruse, op. cit., p. 191-194. Avocat et ami des dictateurs africains, Jacques Vergès est proche à la fois de Paul Barril et d'Henri Krasucki - dont Cruse déplore la défaite face à Robert Hue, lors de la succession de Georges Marchais.

⁵¹² Interview sur *LCI* le 05/04/1998.

⁵¹³ In *La lettre de votre député Jacques Myard*, 10/1998.

statuts de la Cour pénale internationale⁵¹⁴. Il est chargé des relations internationales au RPF : on peut en déduire que pour ce parti, la sanction universelle du génocide est une entrave à la bonne entente entre les peuples, et entre leurs leaders éclairés.

Pendant ce temps, des observateurs avisés croient repérer les indices d'un vif intérêt, voire d'un soutien, de certains milieux ultra-conservateurs américains à « la montée en puissance de Charles Pasqua ». Tel serait le choix du Carlyle Group, par exemple, « qualifié par la presse américaine de “banque de la CIA” tant il paraît lié au complexe militaro-industriel washingtonien. Il est présidé par Franck Carlucci (ancien secrétaire à la Défense) et comprend parmi ses administrateurs George Bush (ancien directeur de la CIA et ancien président des États-Unis)⁵¹⁵». Carlyle aurait racheté *Le Figaro* dans cette perspective, et obtenu la nomination d'un nouveau directeur du service politique, Patrick Buisson, supporter de Charles Pasqua et de son compère Philippe de Villiers. Cet ancien de l'hebdomadaire d'extrême-droite *Minute* est l'auteur de *L'Album Le Pen*, une hagiographie. Charles Pasqua aurait par ailleurs fait alliance, au plan international, avec le candidat à la présidence américaine George Bush Jr, fils du précédent⁵¹⁶.

Je ferai simplement trois remarques :

- Étienne Leandri, dont on a vu à quel point il a accompagné la famille Pasqua, a été réintroduit en France par la CIA ;
- Pendant au moins cinq ans (1962-1967), les Américains se sont montrés bien tolérants envers les activités de Jean Venturi, subordonné de Charles Pasqua chez Pernod-Ricard, qu'ils avaient repéré comme le « principal distributeur de l'héroïne française aux États-Unis ».
- Qu'est-ce que les tenants de l'hégémonie américaine ont le plus à craindre : une France isolée, montée sur ses ergots, où une dynamique européenne ?

Le casque néocolonial de la GLNF

En octobre 1999, le procureur de Nice, Éric de Montgolfier, a jeté un pavé dans la mare. Il n'en pouvait plus des pressions exercées dans sa juridiction par les réseaux de la Grande loge nationale française (GLNF). Après avoir levé le couvercle dans *Le Nouvel Observateur*, il est allé s'en expliquer auprès de sa ministre, Elisabeth Guigou. Ces réseaux, très présents dans la justice, la police et la promotion immobilière, n'ont cessé de harceler ou entraver le juge Jean-Pierre Murciano, qui enquête sur les “affaires” de la Côte d'Azur - celles par exemple de l'ancien maire de Cannes, le “frère” Michel Mouillot, avec Jean-Marc Oury et André Guelfi.

Les magistrats n'ont pas désavoué leur collègue Montgolfier : « *Dans le cadre du débat sur l'impartialité du juge, il est difficile de faire l'impasse sur la franc-maçonnerie* », reconnaît Valéry Turcey, président du syndicat majoritaire, l'USM. « *On doit se poser des questions, et notamment celle du secret, embraille la présidente du Syndicat de la magistrature, Anne Crenier. Il était autrefois justifié [...] en raison de persécution. Le danger serait qu'il serve commodément à abriter des réseaux, qui au minimum pratiquent des formes de connivence incompatibles avec le fonctionnement du juge. On peut également s'interroger sur les limites du devoir de solidarité maçon* ». Un haut magistrat enfonce le clou : « *Le vrai problème est posé par la culture du secret dans la franc-maçonnerie, alors que d'autres opinions religieuses ou politiques sont vécues au grand jour*⁵¹⁷ ».

Certes, les francs-maçons furent les éclaireurs de la République : songeons aux La Fayette, Mirabeau, Sieyès, Condorcet, Schoelcher, Jules Ferry, Gambetta. Certes, l'on doit aux parlementaires francs-maçons une grande partie de la législation sociale. Mais aujourd'hui la critique fuse de leurs propres rangs. Dès 1990, des frères réunis sous l'appellation de “groupe Clémenceau” ont dénoncé la « *mainmise des vautours et des affairistes* ». « *La franc-maçonnerie s'est*

⁵¹⁴. Avec Christine Boutin (UDF).

⁵¹⁵. *Le nouveau visage du Figaro*, in *NIRV*, 01/12/1999.

⁵¹⁶. Cf. Th. Meyssan, op. cit., p. 51-52.

⁵¹⁷. Propos recueillis par Armelle Thoraval, *À Nice, un procureur lassé des pressions maçonniques*, in *Libération* du 14/10/1999.

fossilisée. [...] C'est devenu un lieu de promotion sociale et politique. Une coopérative de médiocres », confiait un "Vénérable" à la journaliste Ghislaine Ottenheimer⁵¹⁸.

Celle-ci évoque un certain nombre de francs-maçons qui ont défrayé la chronique des années quatre-vingt-dix : le président de l'ARC Jacques Crozemarie, les organisateurs ou pivots présumés de réseaux de corruption Michel Reyt, Jean-Claude Méry, Francis Poullain, Didier Schuller, René Trager, Roger-Patrice Pelat et Max Théret, le promoteur Michel Mauer, l'avionneur Serge Dassault, de curieux "financiers" gravitant autour du Crédit Lyonnais (Giancarlo Piretti, Floro Fiorini, Pierre Despesailles), le commissaire Jacques Delebois, les anciens ministres Roland Dumas, Christian Nucci ou Maurice Papon, les ex-maires Jean-Michel Boucheron et Jacques Médecin, l'ex-patron de la GMF Jean-Louis Pétriat, les "messieurs Elf" André Tarallo, André Guelfi et Alfred Sirven. Ajoutons Michel Pacary et Olivier Spithakis. On en passe, mais l'échantillon est évocateur.

Pour éviter tout malentendu, j'insiste : j'admire la tradition de liberté et de tolérance portée par la franc-maçonnerie, et je ne souhaite qu'une chose, qu'elle demeure un levain des valeurs républicaines. Mais il y a du ménage à faire. L'Afrique et son fric facile, dans un contexte de paternalisme néocolonial, ont fait beaucoup de dégâts. La plupart des grands corrupteurs français, francs-maçons malheureusement, ont trempé dans la Françafrique. Avec la complicité ou l'aveuglement des "forces de l'ordre".

« Dans les grands groupes qui travaillent sur l'Afrique, les directeurs sont souvent francs-maçons, tout comme les hauts responsables militaires de la Coopération », observent Antoine Glaser et Stephen Smith⁵¹⁹. La très droitière GLNF, pilier du lobby colonial, est devenue celui de la Françafrique - civile, militaire et barbouzarde. C'est la GLNF qui, à mes yeux, fait le plus problème. Accessoirement, c'est la seule grande obédience à accepter des membres du Front national. Au Congo-Brazzaville, elle favorise le frère Sassou. L'état-major fraternel de TF1 n'est pas pressé d'évoquer les crimes contre l'humanité de ce dernier.

Le Tchadien Idriss Déby, le Burkinabè Blaise Compaoré, le Gabonais Omar Bongo et son éminence grise, Georges Rawiri, appartiennent aussi à la GLNF, tout comme les anciens ministres de la Coopération Jacques Godfrain et Michel Roussin. Dans la proximité de Charles Pasqua, j'ai mentionné Alfred Sirven et Jean-Jacques Guillet. Le Camerounais Paul Biya se serait laissé séduire.

Car la GLNF a une stratégie d'expansion très offensive, dans une perspective élitiste. En onze ans (1988-99), elle est passée de 6 000 à 27 000 membres⁵²⁰. Elle cible les centres nerveux du pouvoir. Sur son site Internet⁵²¹, elle se vante de ce que « pratiquement toute l'élite du pays et les dirigeants font partie » de la Grande Loge du Gabon, « avec plus de 300 Frères lors de la cérémonie de consécration et d'installation ». Elle se flatte d'avoir recruté le Premier ministre d'Eyadéma. Les Déby, Sassou, Bongo, Compaoré, usent et abusent des frères français pour perpétuer leurs dictatures criminelles ou leurs démocraties prédatrices. On est loin du siècle des Lumières.

Qualifiant la GLNF de « maçonnerie d'affaires », le Grand Orient de France a décidé à l'automne 1998 de rompre toute relation avec elle. En Afrique, on suit ses membres sur les circuits de liquidités. Marcel Chastan, de la GLNF, avait créé une officine de PMU en Guinée qui a rapporté en un an plus de 140 millions de francs (dont seulement 52 % ristournés aux joueurs). Le "service" a été interrompu mi-1999 par les autorités. Chastan est un habitué. Il a aussi tenté sa chance à Madagascar et Djibouti. Dans ce dernier pays, William-Jean Gauci a su faire prévaloir son poids de dignitaire de la GLNF. Son PMU est soutenu à fond par le président-policier Omar Guelleh⁵²².

J'ai déjà signalé l'histoire du *Fondo sociale di cooperazione europea* (FSCE), « cette petite affaire Elf », assure l'un des protagonistes du dossier. Cette

⁵¹⁸ Le vrai pouvoir des francs-maçons, in *L'Express* du 02/04/1998.

⁵¹⁹ L'Afrique sans Africains. *Le rêve blanc du continent noir*, Stock, 1994, p. 129-130.

⁵²⁰ Cf. Ghislaine Ottenheimer, *Le vrai pouvoir...*, art. cité.

⁵²¹ 22/10/1999.

⁵²² Cf. PMU, in *LdC* du 15/07/1999 ; *Le PMU va démarrer*, in *LOI* du 03/04/1999.

“coopérative financière” de droit italien avait été un temps récupérée par la célèbre loge P2, avant d’être reprise par l’homme d’affaires Charlie Chaker, proche de la DST. Elle s’est ouverte à une brochette d’anciens des services, de la DST mais aussi de la DGSE, comme Jean-Louis Chanas, ancien responsable du service Action. C’est devenu le carrefour d’une “coopération” plus spéciale que sociale, plus mondiale qu’européenne ou italienne. Qu’il y soit d’abord question de profits mirifiques avec la Russie et le Moyen-Orient ne nous éloigne pas du sujet : les circuits et intermédiaires des trafics et bakchichs avec l’Afrique se branchent de plus en plus sur ces contrées. Les fournitures d’armes à l’Angola sont un cas typique. La “raffinerie” FSCE « met en évidence, selon le journaliste Renaud Lecadre, un réseau de financement organisé par les francs-maçons de la Grande Loge nationale de France⁵²³».

Les ratés du Fondo, qui promettait des taux d’intérêt de 20 à 25 %, ont mouillé des personnalités de droite. Outre François Léotard est apparu le nom d’un énarque de sa promotion (celle aussi de Philippe Jaffré et Gérard Longuet) : Serge Hauchart. Chargé des finances de Raymond Barre en 1994, puis du Parti républicain, il présidait le Fondo⁵²⁴.

La GLNF a fait un petit ménage en 1995. Elle a mis en veilleuse la loge « Silence » animée par Schuller et procédé à des enquêtes internes⁵²⁵. Le résultat n’a pas dû être suffisant puisque le 30 septembre de la même année, un membre éminent de la GLNF, l’ancien patron de la DGSE Pierre Marion, écrivait au grand-maître Claude Charbonniaud : « Faute d’une manifestation vigoureuse d’autorité [...] et d’un raffermissement moral, [...] [notre obédience] se trouverait plus encore entraînée dans la spirale des trafics d’influence et de compromissions de nature à plonger l’ordre dans une crise majeure ». L’ancien “premier surveillant” de la GLNF, Pierre Bertin, renchérisait en août 1996. Il égrenait la liste des affaires « qui causent un énorme préjudice à notre obédience » : le carnage du Temple solaire, le dossier de l’ARC, celui des cliniques de Marseille, l’assassinat de Yann Piat, les affaires Pacary, Schuller-Maréchal, de la Tour BP ou encore Conserver 21...

Selon le journaliste Jérôme Dupuis, qui livre en janvier 2000 les réactions de ces deux protestataires, « la GLNF devrait prendre des mesures disciplinaires à leur rencontre⁵²⁶ ». C’était peut-être le sens véritable du titre volontariste barrant une page du *Parisien*, le 30 novembre 1999 : *Les maçons de la GLNF vont faire le ménage*. Sous le titre, l’article est quasiment vide. La France à fric et les ploutocrates français peuvent continuer de combiner tranquilles, ils ne seront pas les premiers délogés.

Les Rosicruciens et leur Temple au soleil

La frontière entre la GLNF et les sectes rosicruciennes, templières ou solaires n’est pas toujours très nette. *L’Enquête sur la France templière*, de Christophe Deloire, nous sera une initiation indispensable dans ce dédale⁵²⁷. Le journaliste évalue à une centaine le nombre d’organisations templières en France, comptant chacune de quarante à mille membres. En parallèle, la loge Opéra, scission maçonnique d’inspiration templière, rassemble quelque deux mille initiés. Quant à l’Ancien et mystique Ordre de la Rose-Croix (Amorc), le nombre de ses adhérents francophones s’élève à une trentaine de milliers, dont un tiers dans l’Hexagone. Le spécialiste Renaud Marhic observe « une similitude entre le discours des templiers et celui des catholiques intégristes. Les uns comme les autres regrettent la décadence de l’Occident, prônent des valeurs moyen-âgeuses et fraient avec les mouvances royalistes. L’antimarxisme est leur combat commun⁵²⁸ ».

« Au XVIII^e siècle, [...] des courants francs-maçons se sont inventé une filiation

⁵²³. *Du ballon rond à la politique*, in *Libération* du 07/07/1998.

⁵²⁴. J. Caumer, op. cit., p. 261-265.

⁵²⁵. Cf. *Ménage dans les loges*, in *LdC* du 09/03/1995.

⁵²⁶. *Francs-maçons. Le dessous des affaires*, in *L’Express* du 27/01/2000.

⁵²⁷. *Le Point*, 09/01/1999.

⁵²⁸. Cité par Christophe Deloire, *Enquête sur la France templière*, ibidem.

templière. [...] Ces sociétés secrètes sont aussi des faux nez financiers très prisés pour servir de camouflages à des magouilles en tout genre. [...]

Le 12 juin 1952, au château d'Arigny, dans le Beaujolais, l'ordre du Temple disparu resurgit une fois encore. C'est dans ce même édifice qu'Hugues de Payns l'avait fondé. [...] Ce jour-là, l'éminent occultiste Jacques Breyer rallume la flamme des croisades. Ses "miracles" embrasent le petit monde de l'ésotérisme et raniment les moines-soldats. Jacques Breyer est entouré d'émissaires francs-maçons, notamment de la Grande Loge nationale française (GLNF). Convaincus par cette renaissance, un millier de frères férus de rites templiers quittent la GLNF et donnent naissance à une nouvelle obédience : la loge maçonnique Opéra. Les services secrets, y compris le Sdece, l'ancêtre de la DGSE, s'intéresseront de près à la renaissance templière née à Artigny, qui sera baptisée Ordre souverain du Temple solaire (OSTS). [...]

À l'automne 1970, [...], les hommes de Charly Lascorz, responsable de l'Etec, une entreprise proche du Service d'action civique (SAC), organisent un putsch au sein de l'Ordre souverain et militaire du Temple de Jérusalem (OSMTJ), multinationale de l'ésotérisme créée au début du siècle. Dès lors, les barbouzes du Service d'action civique n'auront de cesse qu'ils n'infiltrèrent les commanderies de l'ordre⁵²⁹».

Jacques Massié, dont la famille fut massacrée dans son village provençal d'Auriol, en juillet 1981, était responsable du SAC et membre de l'OSMTJ. Le patron hexagonal du SAC, Pierre Debizet, anticipe la dissolution du mouvement. Il crée en novembre 1981 le Mouvement initiative et liberté (MIL), qui aurait continué à entretenir des liens avec l'OSMTJ. Lequel a un faible pour les policiers et les militaires, notamment les officiers de l'Otan. La branche américaine de l'OSMTJ serait très liée à la CIA. L'OSMTJ européenne aurait été l'un des supports du projet Gladio - ces réseaux dormants censés être réactivés en cas d'attaque soviétique, dont de Grossouvre fut l'un des hommes-clefs⁵³⁰. En Italie, la loge P2 (Propaganda Due) aurait joué un rôle semblable. Quant à la loge GLNF-Opéra, elle est proche des réseaux issus du gaullisme.

Jo Di Mambro a fondé en 1983 puis dirigé l'Ordre du Temple solaire (OTS), qui a débouché en Europe et au Canada sur une série de "suicides" collectifs. Il fréquentait des membres de la loge P2 et il avait été le grand-maître nîmois de la Rose-Croix. Au moins 72 membres de l'OTS ont été rosicruciens. L'autre gourou de l'OTS, le médecin homéopathe Luc Jouret, est un ancien membre de la GLNF-Opéra et de l'Ordre rénové du Temple - fondé par Raymond Bernard, Grand-maître à vie de la Rose-Croix dans les pays de langue française. Jouret était lié aux services secrets belges, comme son successeur Denis Guillaume.

La doctrine de l'OTS s'inspire directement de celle de la Rose-Croix, avec une méthode spirituelle permettant d'influencer les grands dirigeants de la planète. « L'Ordre du Temple solaire était la caricature tragique de ces organisations à tiroirs qui comportent divers degrés d'initiation et entretiennent autant de caches secrètes⁵³¹ ». Le commandant de police Gilbert Houvenaghel, qui a dirigé l'enquête sur le massacre de membres de l'OTS en Isère, en 1995 (après ceux de Suisse et du Québec), laisse entendre dans son rapport de synthèse que le chef d'orchestre de l'OTS pourrait bien être, non Joseph Di Mambro, mais Raymond Bernard.

Créée en 1909 en Californie par Henry Spencer Lewis, l'Amorc revendique 250 000 membres dans le monde. Rien qu'en France, il existe près de 200 loges. La Rose-Croix se présente comme un « mouvement philosophique, initiatique et traditionnel mondial ». Elle propose une initiation par degrés - jusqu'au douzième. Elle possède un superbe patrimoine, dont les châteaux d'Omonville et de Tanay⁵³².

Grand-maître des loges rosicruciennes francophones depuis 1959, Raymond

⁵²⁹. Ch. Deloire, art. cité. En 1968, l'hôtel de passe de Charly Lascorz à Levallois-Perret a servi de QG aux colleurs d'affiches musclés du candidat à la députation Charles Pasqua, impliqués dans une fusillade (Th. Meyssan, op. cit., p. 13-14).

⁵³⁰. Les liens SAC-OSMTJ-CIA, ou Pasqua-Barril-Grossouvre-Gladio, ou CIA-Étienne Leandri-Pasqua montrent qu'avant d'être anti-yankees, les "souverainistes" ont été alliés des Services américains dans la lutte anti-communiste. D'où une ambivalence persistante, qui a permis bien des deals, sur les circuits protégés de la drogue, les marchés d'armement, l'exploitation du pétrole...

⁵³¹. Ch. Deloire, art. cité.

⁵³². D'après Ch. Deloire, *Les secrets de la Rose-Croix*, in *Le Point* du 09/01/1999.

Bernard a cédé la place à son fils Christian, qui est devenu en 1990 Grand-maître mondial, *Imperator*. Serge Toussaint leur a succédé à la tête de l'Amorc francophone. Il déclare : « Nous sommes une espèce de franc-maçonnerie ».

Raymond Bernard se dit membre de la Grande Loge de France, mais il a surtout appartenu à la GLNF-Opéra. Il est entré à l'Amorc en 1949. Il aurait été "initié" à l'occultisme par le fondateur des Templiers Jacques Breyer. Il a été fait commandeur de l'OSMTJ, en 1963. Il a créé l'Ordre martiniste traditionnel et l'Ordre rénové du Temple, à la tête duquel il a propulsé un ancien collaborateur sous Vichy, Julien Origas. Vous êtes un peu perdu(e) ? C'est normal, c'est le but du jeu : « de telles organisations se plaisent à brouiller les pistes, à changer de nom, à multiplier les cercles intérieurs, accessibles aux hauts initiés⁵³³ ». La suite est plus compréhensible.

Après Jacques Breyer, mort en 1996, Raymond Bernard est dans presque tous les organigrammes. Il a influencé ou initié nombre d'Africains, dont « certains sont devenus chefs d'État. Nous sommes restés amis, c'est normal. J'ai été le conseiller de plusieurs d'entre eux ». Omar Bongo et Paul Biya sont des rosicruciens notoires. En 1988, Raymond Bernard fonde le Cercle international de recherches culturelles et scientifiques (Circes), puis l'Ordre souverain du Temple initiatique (OSTI). Le Cercle est très actif au Cameroun, au profit de la Fondation Chantal Biya⁵³⁴. Selon Raymond Bernard, Paul Biya aurait versé environ 40 millions de francs au Cercle, et lui aurait alloué à titre de conseiller personnel une indemnité de plusieurs millions⁵³⁵. « Dans ce monde étrange où se croisent templiers et francs-maçons, présidents africains et grands-mâîtres européens, tous partagent le même goût du secret, qu'il soit spirituel ou bancaire⁵³⁶ ». Et le même goût du service secret, devrait-on ajouter, quand l'on voit ou devine la cohorte de barbouzes infiltrés dans ces réseaux foisonnants, et néanmoins cloisonnés.

Au Cameroun, Paul Biya n'était pas le plus gradé de la fraternité initiatique rosicrucienne : son médecin personnel Titus Edzoa, Secrétaire général de la Présidence, y avait le titre de Grand-maître⁵³⁷. La Rose-Croix africaine initie à une cosmologie politique : comment se protéger, anticiper sur l'agresseur, multiplier et consolider le pouvoir, pactiser avec les "puissances". L'attraction, voire la fascination exercées par cette "mystique" du pouvoir viennent de ses accointances avec des pratiques et représentations des peuples des forêts de l'Afrique centrale.

Une bonne partie des virements d'argent au Cercle ou à Raymond Bernard passaient par la Société nationale des hydrocarbures (SNH), qui contrôle toute la partie camerounaise de la chaîne pétrolière. C'est le Secrétaire général de la Présidence qui, ès-qualité, préside la SNH. Il s'agissait, avant sa disgrâce, de Titus Edzoa, grand-maître dans l'ordre de la Rose-Croix... Souvent, dans les pompes Africaines, la réalité dépasse la fiction.

⁵³³. Philippe Broussard, *L'enquête sur le Temple solaire révèle le monde des sociétés secrètes*, in *Le Monde* du 24/12/1999.

⁵³⁴. Cf. Ch. Deloire, *Les secrets...*, art. cité.

⁵³⁵. D'après Philippe Descamps, *La fortune africaine d'un homme d'influence*, in *Le Point* du 09/01/1999.

⁵³⁶. Ph. Broussard, art. cité.

⁵³⁷. Cf. *Des têtes connues à de nouveaux postes*, in *ACf*, 29/08/1994.

23. Les réseaux pluriels de la gauche.

« J'ai beaucoup d'amis dans la nouvelle majorité [*de gauche*], mais ne me demandez pas leurs noms ».

Omar Bongo⁵³⁸.

À l'écart du pouvoir pendant 23 ans, de 1958 à 1981, la gauche n'a pas pu structurer l'équivalent d'un réseau Foccart. On a donc affaire de ce côté à des mouvances moins intriquées aux composantes militaires, économiques et administratives du système de décision français. Il y eut bien sûr le réseau Mitterrand, dont on considérera les restes. Depuis que Lionel Jospin s'est imposé en leader du Parti socialiste et de la gauche plurielle, se pose la question de son attitude vis-à-vis de la Françafrique, et de son degré de liberté par rapport aux réseaux socialistes préexistants.

Hors du PS - auquel je rattache, comme dans la liste aux élections européennes, les radicaux de gauche et l'exception chevènementiste - la visite sera vite faite. Les Verts ont obtenu depuis trop peu de temps un portefeuille ministériel pour s'être laissé prendre dans le moule français. Le Parti communiste ne s'est que très récemment conçu comme un parti de gouvernement. Ses réseaux en Afrique étaient au croisement de deux logiques : le refus du colonialisme, auquel des militants ont sacrifié leur carrière, parfois leur vie (il faudra bien un jour leur rendre justice), et l'affrontement des blocs, qui faisait peser sur le Parti, son orientation et son action, la stratégie soviétique. Une stratégie pas vraiment angélique, où l'émancipation réelle des peuples africains passait au second plan. Elle eut ses réseaux de l'ombre et quelques circuits économiques. Mais, malgré des têtes de pont à Conakry, Brazzaville, Addis Abeba ou Luanda, Moscou n'a pas su s'enraciner dans le continent noir.

La participation des communistes français à la stratégie africaine de l'URSS est demeurée marginale. Si bien que, malgré quelques scories ici ou là, à Ouaga ou à Brazza, la conviction anticolonialiste l'emporte nettement dans les choix du Parti. Nous avons pu constater depuis quinze ans son soutien déterminé à la mise en œuvre d'une véritable coopération et au rejet des mœurs françaisafricaines⁵³⁹. Ce qui est aussi, très clairement, la position des Verts.

Certains diront : cela montre qu'ils ne sont pas encore vraiment des "partis de gouvernement". D'autres observeront que si les réseaux ont si bien mordu dans la famille socialiste, c'est qu'un certain nombre de ses membres n'ont jamais été de gauche, ou ne le sont plus depuis longtemps. Ou bien encore que les réseaux de gauche n'ont jamais été que des excroissances des réseaux de droite. Il est vrai qu'à suivre les péripéties africaines des Mitterrand ou d'un Dumas...

Resucées mitterrandiennes

L'objet de ce livre, l'actualité de la Françafrique, est une raison de plus de ne pas tirer sur une ambulance. Démissionnaire du Conseil constitutionnel, Roland Dumas peut désormais à loisir cultiver la nostalgie de ses riches amitiés africaines, les Bongo, Eyadéma, Sassou ... Celui par qui le clan Mitterrand se branchait sur Elf attend la descente de l'écran Total. Il compte sur la compréhension de la majorité de ses pairs en politique. Il la stimule de temps à autre. Il a, par exemple, choisi de révéler un chiffre énorme : sur le seul épisode des frégates de Taïwan (qui pourrait bien n'être, en partie, « qu'un habillage pour masquer un simple détournement de fonds des caisses d'Elf⁵⁴⁰»), le montant total des commissions et rétro-commissions aurait atteint 5 milliards de francs. Autrement dit, « je ne coulerais pas tout seul ».

Il faut quand même relativiser un mythe : que la richesse, accélérée par la corruption, serait au fondement de l'élégance. Un raisonnement ancré dans l'inconscient français depuis les fastes du Roi-Soleil et de sa cour, qui justifie la

⁵³⁸. Cité par *Jeune Afrique* du 11/06/1997.

⁵³⁹. Cf. Agir ici et Survie, *Les candidats et l'Afrique*, in *Dossiers noirs n° 1 à 5*, L'Harmattan, 1996, p. 337-346.

⁵⁴⁰. Une hypothèse des enquêteurs, selon Jacques Follorou, M. *Le Floch-Prigent à nouveau entendu par les juges Joly et Vichnievsky*, in *Le Monde* du 10/03/1998.

perpétuelle résurgence d'un monde de privilèges. Ainsi, même à gauche, les gens cultivés devraient nécessairement s'enrichir rapidement pour honorer les lettres, les arts et les métiers du luxe. À en juger par l'attitude de Roland Dumas vis-à-vis de Christine Deviers-Joncour, l'élégance n'est pas toujours au bout du chemin : « *Je n'ai jamais laissé un costume chez elle, ni une paire de chaussures [sic]. Elle était une maîtresse, c'est tout*⁵⁴¹ ».

Il se trouve quelqu'un, tout de même, pour décerner un brevet de moralité au fidèle ministre de Mitterrand : Omar Bongo, l'« ami intime⁵⁴² », qui joue aux Louis XIV dans son Versailles gabonais. « *Roland Dumas, c'est un gars bien* ». Les cadeaux de Christine Deviers-Joncour ? « *C'est comme si M. Roland Dumas était un chômeur et qu'à cause d'elle il se retrouve avec des pantalons, des chemises, des chaussures*⁵⁴³ ».

Jean-Pierre François est l'ami de Roland Dumas depuis 1940. Ancien vendeur d'armes et consul honoraire de Panama, il s'est fait en Suisse la réputation d'être le banquier de François Mitterrand. Ce n'est pas lui qui arrêtera la Françafrique. Il observe avec fatalisme le train de vie de la politique, et ses effets : « *La France est une république bananière. Une campagne législative coûte au minimum 5 millions de francs. Pas un homme politique sur cinquante ne les possède...*⁵⁴⁴ ». Si l'on admet cette logique, il ne faut pas s'étonner qu'Alfred Sirven ait développé un système de prébendes portant « à 1,5 milliard de francs par an les sommes extraites des caisses d'Elf pour rejoindre celle de partis politiques ou de particuliers⁵⁴⁵ ».

Sur ce registre, les croisements “droite”-“gauche” relèvent de l'évidence. Je rappelle les fréquents entretiens Dumas-Pasqua et Mitterrand-Pasqua évoqués au chapitre précédent. Lorsque les réseaux Pasqua et Foccart, mobilisés par Alfred Sirven, organisent en 1991 un coup d'État au Congo-Brazzaville, Christine Deviers-Joncour comprend que Roland Dumas « *était parfaitement au courant, et que Sirven agissait avec son plein accord, si ce n'est à son initiative*⁵⁴⁶ ».

En portant son imprudent ami à la tête du Conseil constitutionnel, François Mitterrand savait ce qu'il faisait : pas seulement une ultime provocation, mais la possibilité d'un verrouillage. Dans la longue bataille menée par Roland Dumas pour préserver son poste, la complicité avec l'Élysée a été constante. Objectif : étouffer les affaires qui étreignent solidairement les clans Mitterrand et Chirac. Ainsi, le Conseil constitutionnel a permis aux candidats Chirac et Balladur de rectifier leurs comptes de campagne, irrecevables. Il a validé l'élection de Jean Tiberi, successeur de Jacques Chirac à la mairie de Paris, malgré un taux de fraude digne des colonies : il fallait ménager ce personnage, assis sur un monceau de dossiers sensibles. De même le Conseil, prétextant la modification constitutionnelle requise par les statuts de la Cour pénale internationale, a rendu un avis garantissant l'impunité du président de la République, sauf cas de haute trahison.

Ces alliances transpartisanes ne concernent pas que le partage du butin. Il est aussi question des moyens occultes et souvent inavouables qui permettent de l'amasser. Le réseau Mitterrand ne se réduit pas qu'à un pourcentage sur Elf, à la fortune de Roland Dumas ou aux incartades du fils-émisnaire, Jean-Christophe. C'est, beaucoup plus dangereusement, la mise en place d'une cellule d'action secrète, les “gendarmes de l'Élysée”, et sa dissémination à travers l'Afrique sous forme de sociétés de sécurité, presque toutes marquées à droite. C'est, avec l'opération DAMI-Panda au Rwanda, l'institution d'un dispositif militaire à la discrétion de l'Élysée, à l'instar des Gardes présidentielles africaines.

La droite n'est pas seule à instrumentaliser les Services. Un vieux complice de

⁵⁴¹. Propos tenu au *Nouvel Observateur*, cité par *Le Monde* du 28/11/1998 (*Des déclarations contradictoires*).

⁵⁴². Ainsi qu'il se qualifie dans *Confidences d'un Africain : Omar Bongo*, Albin Michel, 1994. Cité par *LdC* du 10/11/1994.

⁵⁴³. Déclaration sur *France-Inter*, le 23/04/1999. Plutôt que le chômage, Olivier Vallée suggère un emploi du temps assez chargé : « Roland Dumas, qui est l'avocat d'Omar Bongo, est aussi le conseiller de la SASEA » - cet énorme holding, entre escroquerie et mafia, qui creusa une partie du “trou” du Crédit Lyonnais, *Pouvoirs et politiques en Afrique*, Desclée de Brouwer, 1999, p. 94.

⁵⁴⁴. Cité par *Libération* du 03/12/1998.

⁵⁴⁵. V. Lecasble et A. Routier, op. cit., p. 266.

⁵⁴⁶. Cité par S. Daniel et A. Routier, *Roland Dumas. Comment l'affaire a basculé*, in *Le Nouvel Observateur* du 25/03/1999.

Mitterrand, Roger-Patrice Pelat, s'est retrouvé au centre du scandale Péchiney, plantureux délit d'initiés débouchant sur un compte offshore Élyco - comme Élysée & Co. Juste avant d'être interrogé par la justice, il meurt à l'hôpital américain de Neuilly, « d'un arrêt cardiaque au sein d'un des meilleurs services de réanimation de Paris, où il avait été admis après un malaise. Il avait reçu une mystérieuse visite peu de temps auparavant⁵⁴⁷ ». C'est un ami de l'éminence grise élyséenne Michel Charasse, Jacques Fournet, qui se trouve alors à la tête des Renseignements généraux (1988-90), avant de diriger la DST (1990-93). Il sait rendre service. Il fait récupérer les archives de Roger-Patrice Pelat. Par la suite, il fera surveiller de Grosseuvre, « trop empressé de révéler les turpitudes de la fin de règne mitterrandien à toute la presse parisienne »⁵⁴⁸.

J'ai évoqué une note de la commissaire des RG Brigitte Henri à propos du groupe de personnages qui, selon elle, "collent" de trop près à ses investigations sur les financements des partis politiques. Elle cite pêle-mêle Daniel Leandri, Henri Antona, Jean-François Dubos (secrétaire général de Vivendi, ancien membre du cabinet de Charles Hernu), Alain Gomez (patron de Thomson), Michel Charasse, Jacques Fournet, ...⁵⁴⁹. Quel patchwork !

Michel Charasse, faut-il le préciser, s'entend fort bien avec Charles Pasqua, dont il partage les méthodes et l'aversion des juges. Il continue de suivre de très près les financements franco-africains. Il est rapporteur du budget de la Coopération au Sénat et représentant de cette assemblée au Fonds d'aide et de coopération (FAC), transformé en FSP (Fonds de solidarité prioritaire...). Il y trône en arbitre « omnipotent »⁵⁵⁰.

Il n'y a pas que Dubos pour garder le flanc "gauche" de Vivendi. Thierry de Beaucé, ancien conseiller Afrique de Mitterrand (1991-95), est aujourd'hui directeur international de la multinationale de services. Il avait occupé jadis (1981-86) les mêmes fonctions chez Elf. Un parcours qui donne à penser.

Un autre conseiller de Mitterrand suit la voie tracée par l'ancien président. Jacques Attali, on l'a vu, avait noué à Brazzaville un gros contrat de lobbying financier en faveur du régime du général Sassou Nguesso - acceptant donc de concourir à la relance d'une guerre civile, au service d'un camp dont il aurait pu savoir les atrocités. Il avait été introduit par une conseillère hyperactive en relations publiques et culturelles, Ingrid van Galen, d'OMI-Conseil. Elle affirme avoir touché en sept mois 1,4 millions de francs d'honoraires. Elle aurait travaillé pour Jacques Attali lorsqu'il présidait la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), mais aussi pour Roland Dumas. En avril 1998, Attali s'est rendu en Angola dans un avion privé de l'"homme d'affaires" pasquaïen Pierre Falcone. Lequel s'est vu confier un garde du corps peu commun : celui de Jean-Christophe Mitterrand lorsqu'il dirigeait la cellule africaine de l'Élysée⁵⁵¹.

Ce dernier a connu son heure de gloire, introduit dans l'intimité de nombreux palais africains. « À chaque fois que Jean-Christophe Mitterrand débarquait [à Kigali], quinze Mercedes l'attendaient. [...] On constatera une complicité incroyable, un compagnonnage auquel on ne comprendra rien entre Jean-Christophe Mitterrand [...] et Jean-Pierre Habyarimana, fils du président rwandais », témoigne Thérèse Pujolle, ancien chef de la mission civile de coopération au Rwanda⁵⁵². Devant la mission d'information parlementaire sur le Rwanda, Jean-Christophe Mitterrand a affirmé solennellement qu'il ne connaissait pas Jean-Pierre Habyarimana. Une telle relation cacherait-elle quelque chose ?

Après la disparition de son père, celui qu'on surnommait dans toute l'Afrique "Papamadit" a continué de cultiver ses relations. Avec Sassou II, par exemple, qui

⁵⁴⁷. V. Lecasble et A. Routier, op. cit., p. 268, note 1. Une source proche du défunt m'a expliqué pourquoi, à ses yeux, il ne s'agissait certainement pas d'une mort naturelle.

⁵⁴⁸. R. Faligot et P. Krop, *DST*, Flammarion, 1999, p. 440.

⁵⁴⁹. Cf. J.P. Cruse, op. cit., p. 116.

⁵⁵⁰. Cf. *Coopération. Bras de fer entre les deux Quais*, in *LdC* du 23/12/1999.

⁵⁵¹. Cf. A. Glaser, S. Smith et M.L. Colson, *Attali, très cher conseiller de Sassou Nguesso au Congo*, in *Libération* du 11/02/1999 ; *Garde du corps*, in *LdC* du 01/07/1999.

⁵⁵². Citée par Patrick de Saint-Exupéry, *France-Rwanda : "services", réseaux, familles*, in *Le Figaro* du 01/04/1998. Fin 1999, Thérèse Pujolle est entrée au cabinet du ministre de la Coopération Charles Josselin. Un signe d'évolution.

l'a reçu fin 1997 dans sa suite de l'hôtel Crillon⁵⁵³. Après avoir été, un temps, rémunéré conjointement par le groupe Elf et par Vivendi (encore Générale des Eaux), il s'est mis au service d'une société new-yorkaise, BMP, dirigée par le franco-américain Philippe Murcia. Spécialité : l'obtention de concessions à long terme dans toutes sortes d'activités "rentières" - minerais, pétrole, pierres précieuses, pêche, sites touristiques. En contrepartie, la BMP proposait de créer un fonds de "développement local", sur un compte étranger... Le président centrafricain Ange-Félix Patassé a signé avec enthousiasme⁵⁵⁴.

Mais "Papamadit" manque trop désormais de relais étatiques pour entretenir un réseau. Deux de ses compagnons de route les plus fameux ont connu des sorts opposés, également symboliques. L'ancien directeur Afrique du Quai d'Orsay, Paul Dijoud, a été nommé à la tête de l'exécutif monégasque. Le flamboyant Jeanny Lorgeoux, ami de Mobutu, qui pendant une douzaine d'années alluma tant de fêtes françaises, a eu moins de chance.

Maire de Romorantin, battu aux élections législatives, il a défrayé la chronique pour avoir "collé" sa ville avec un financier douteux, Charles Magistrello, branché sur de curieuses banques suisse et luxembourgeoise : elles étaient, selon le fisc, familières des « montages financiers de casinos, discothèques ou hôtels liés au milieu », et suspectes de ce fait de « blanchiment d'argent ». Magistrello a obtenu la caution de la ville de Romorantin pour y construire un hôtel. Puis il a fait faillite, laissant les contribuables locaux régler l'addition. Il s'était vu confier auparavant la renégociation de la dette municipale⁵⁵⁵ : la baisse des taux a dégagé de telles marges... Michel Pacary, qui a aussi sévi au Congo-Brazzaville, s'était montré un pionnier sur ce terrain fertile.

Au sein du Parti socialiste, le courant de Laurent Fabius a recueilli les mitterrandistes orphelins. Ils montent au créneau chaque fois que Lionel Jospin invoque le nécessaire « inventaire » de l'héritage mitterrandien. Les chapitres africains restent un sujet ultra-sensible⁵⁵⁶. Ancien ministre de Mitterrand, président de la commission de la Défense et de la mission d'information sur le Rwanda, Paul Quilès a contenu d'une main de fer les travaux de cette dernière. Il a bataillé sévèrement contre de possibles "débordements"⁵⁵⁷. Quant à Laurent Fabius lui-même, il ne manque pas de relations dans les milieux pétroliers. Le directeur de la communication de Total, Jo Daniel, a quitté ses fonctions fin 1998 pour rejoindre le cabinet du président de l'Assemblée nationale⁵⁵⁸.

Inversement, le nouveau "Monsieur Afrique" de TotalElf, Michel Benezit, est un ancien du cabinet Fabius à Matignon. Responsable depuis 1995 des raffineries et stations-service Total sur le continent, il a eu le temps de jauger la Françafrique. On va le voir à l'œuvre.

De Chevènement à Rocard

L'intérêt de Jean-Pierre Chevènement est plus tourné vers le Moyen-Orient que vers l'Afrique. Il fut solidaire du lobby pro-Saddam qui, avant 1990, abreuva d'armes françaises le régime irakien. C'est un ami de longue date du PDG de Thomson Alain Gomez, son camarade de promotion à l'ENA. Avec lui, il évolua très à droite dans le groupe Patrie et progrès, animé par l'inventeur du "souverainisme", Philippe Rossillon⁵⁵⁹. Puis ils basculèrent dans l'anticapitalisme de gauche en fondant un courant au Parti socialiste (le CERES). Thomson et Elf, je le

⁵⁵³. Cf. Congo-B. *Les visiteurs de Sassou II*, in *LdC* du 01/01/1998.

⁵⁵⁴. D'après J-C Mitterrand en affaires, in *LdC* du 23/04/1998.

⁵⁵⁵. D'après K. Laske, *Les tours de passe-passe de Captain Hôtel*, in *Libération* du 08/09/1997.

⁵⁵⁶. Il faut noter cependant que le très mitterrandien président de la commission des Affaires étrangères, Jack Lang, n'a pas fait obstacle au souci d'information de certains commissaires : il a laissé se développer, par exemple, la mission sur les compagnies pétrolières. Il a aussi soulevé certains sujets délicats, comme Djibouti ou les mercenaires.

⁵⁵⁷. Il a aussi bloqué une demande de commission d'enquête parlementaire, présentée par le député socialiste Pierre Brana, sur les responsabilités françaises dans le massacre de Srebrenica, en juillet 1995. Le commandant des forces de l'ONU, le général Janvier, reçut de l'Élysée l'interdiction d'envoyer l'aviation au secours des habitants de cette enclave bosniaque, dont une dizaine de milliers allaient être massacrés. Cf. *Citoyens-citoyennes pour la Bosnie-Herzégovine*, 01/2000 et chapitre 18. Il s'agit là encore de protéger l'irresponsabilité du couple Élysée-État-major.

⁵⁵⁸. Cf. *NIRV*, 04/11/1998.

⁵⁵⁹. Cf. Th. Meyssan, op. cit., p. 50.

rappelle, étaient représentées à Londres par Étienne Leandri, dont l'associé privilégié était le milliardaire irako-britannique Auchi. Un homme dont Chevènement « ne néglige pas d'entendre l'opinion » sur l'Irak⁵⁶⁰.

Les relations sont souvent excellentes entre les Chevènementistes du Mouvement des citoyens (MDC) et les Pasquaiens du RPF. Un membre éminent du MDC, Didier Motchane, a appelé à voter Pasqua lors des élections européennes. Le 18 novembre 1998, le MDC a reçu Charles Pasqua et l'a ovationné. Un temps, le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement s'est attaché les conseils du préfet pasquaien Jean-François Étienne des Rosaies, au curriculum éloquent : il a fait du renseignement auprès des présidences camerounaise et gabonaise, avant de s'intéresser « *aux dossiers algériens et proche-orientaux* ». Le ministre a dû se séparer de ce spécialiste lorsque celui-ci a été soupçonné d'avoir forcé une porte des archives pour fouiller dans les dossiers des préfets de Corse Érignac ou Bonnet⁵⁶¹. Il n'en garde pas moins beaucoup de compréhension envers le pouvoir algérien, contrôlé par un petit cercle de généraux cruels et corrompus, et envers le régime congolais de Sassou II.

Aux yeux de nombreux Français, l'image de Michel Rocard paraît très éloignée des miasmes françafricains - à l'opposé de celle de Mitterrand. En Nouvelle-Calédonie, il a réussi une difficile étape de la décolonisation. Il a tenu des propos courageux sur le rôle de la France au Rwanda. Mais il a plusieurs types de conseillers : certains qui portent sur les relations franco-africaines un regard lucide et généreux, d'autres depuis longtemps compromis avec les potentats africains.

J'étais ressorti effondré en 1988 d'un entretien avec le "Monsieur Afrique" du Premier ministre Rocard, Michel Dubois. Le cynisme du propos était si mitterrandien... Dubois, par ailleurs, « a toujours travaillé *la mano en la mano* avec des proches de Jacques Foccart⁵⁶² ». Il a « des entrées multicartes dans tous les palais du bord de mer du Golfe de Guinée⁵⁶³ ». Il n'a cessé d'entretenir les meilleures relations avec Omar Bongo, dont l'avion personnel transporte volontiers Michel Rocard. Bongo, direz-vous, ce n'est pas le pire. Il est très riche, certes, et le peuple gabonais n'est pas son premier souci.

Depuis 1998, l'ancien Premier ministre, habillé en président de la commission Développement du Parlement européen, semble vouloir rattraper le temps perdu. Se mêlant de la crise comorienne, il se rapproche des réseaux néogaullistes qui firent main basse sur l'archipel en association avec le régime sud-africain d'apartheid, et en particulier de Saïd Hilali, homme d'affaires comorien vivant en France, très introduit à Tripoli.

Hilali est le grand ami de Jean-Yves Ollivier, devenu à Brazzaville le poisson-pilote de Denis Sassou Nguesso. Fin janvier 1999 justement, sur la radio *Africa n° 1*, Michel Rocard déclare que « *le pouvoir de Monsieur Sassou semble ouvert aux vertus du dialogue* ». Ce pouvoir venait de commettre d'épouvantables massacres dans les quartiers sud de Brazzaville.

Au Togo, tous les observateurs sérieux, à commencer par ceux de l'Union européenne, savent que le général Eyadéma a été battu au scrutin présidentiel de 1998 par Gilchrist Olympio. Le dictateur s'accroche cependant au pouvoir, continuant d'opprimer et piller son pays. L'opposition refuse de se prêter aux élections législatives du 21 mars 1999, qui n'auraient servi qu'à avaliser le coup de force d'un président délégitimé. C'est le moment que choisit Michel Rocard pour s'afficher au côté de ce dernier : « *Nous sommes liés d'amitié. [...] On ne peut reporter la date d'une élection sans qu'il y ait une fragilité constitutionnelle. Ça représente un risque devant lequel le président de la République hésite*⁵⁶⁴ ».

Non seulement le président de la commission Développement du Parlement européen vient témoigner son amitié à un tyrannosaure de la Françafrique, mais il

⁵⁶⁰ J. Caumer, p. 42.

⁵⁶¹ Cf. *Les "Africains" des paillottes corses*, in *LdC* du 06/05/1999, et Franck Johannès, *Qui a voulu fouiller dans le dossier du préfet Bonnet ?*, in *Libération* du 01/05/1999.

⁵⁶² *Les Africains du Président*, in *LdC* du 04/05/1995.

⁵⁶³ *Pas de "cellule" pour Jospin*, in *LdC* du 09/03/1995.

⁵⁶⁴ Cité par le journal pro-gouvernemental *Togo-Presse* (18/03/1999).

désavoue la stratégie de l'opposition (majoritaire). Au nom d'une Constitution qu'Eyadéma ne cesse de bafouer - bien qu'elle ait été taillée à sa mesure. Il est épaulé par l'ancien député européen Jean-Paul Benoît, secrétaire national du Parti radical de gauche, venu regretter le boycott du scrutin législatif et célébrer « *la liberté totale de vote et d'accès aux bureaux de vote* »⁵⁶⁵.

Rocard n'était bien sûr pas mandaté par le Parlement européen pour cette démonstration de sympathie. Il s'empresse cependant d'adresser un rapport aux instances européennes⁵⁶⁶:

« Des élections législatives viennent de se dérouler au Togo le 21 mars dernier. [...] L'opposition [...] les a totalement boycottées. Cette situation traduit une régression de la démocratie.

[Lors de] l'élection présidentielle de 1998, [...] les pressions exercées sur la Commission Nationale Électorale sont très largement le fait des militants de M. Olympio et de son parti. [...] L'histoire récente, la structuration du monde rural et l'implantation, notamment ethnique, des candidats, semblaient ne laisser aucun doute sur la réélection vraisemblable de M. Eyadéma au 2^{ème} tour [...].

En dehors de M. Olympio, les autres membres de l'opposition se disaient prêts à entreprendre et conclure une négociation qui ne mette pas en cause le mandat du Président. [...]

Amnesty International, à sa manière qui est unilatérale [...], vient d'établir un rapport secret qui a de quoi inquiéter. [...]

Le Président [se heurte à] une opposition [...] excessivement intransigeante. [...] Les élections législatives [sans candidats de l'opposition] se sont déroulées sans incidents le dimanche 21 mars 1999. Les observateurs internationaux⁵⁶⁷ ont relevé un bon déroulement du scrutin. [...] La chambre élue est totalement monocolore [...].

Le Président est loin d'être le seul ni même peut-être le plus gravement responsable de cette situation. [...] L'opposition a globalement fait preuve d'un radicalisme qui dépassait de loin à la fois l'état réel de ses forces et la conscience des exigences minimales d'un processus de discussions politiques et constitutionnelles avec un pouvoir internationalement reconnu ».

Seule la Françafrique refuse d'admettre qu'un raz-de-marée de bulletins a, en juin 1998, désigné Gilchrist Olympio contre le dictateur en place. Même Eyadéma a fait confiance de sa défaite. Dès lors que l'opposition, forte de ce rejet populaire massif, refuse de légitimer le pouvoir en participant à un scrutin subsidiaire, elle serait « excessivement intransigeante » et radicale ? Elle serait plutôt indigne des suffrages reçus si elle avalisait le coup de force du dictateur. Sa fermeté est un progrès et non une « régression de la démocratie ». D'ailleurs, depuis l'assassinat de Sylvanus Olympio par le sergent Eyadéma, en 1963, le Togo n'est jamais sorti de l'autocratie.

François Mitterrand n'aimait pas Sylvanus, ce président élu qu'il jugeait trop favorable aux "Anglo-Saxons". Il est surprenant qu'au sujet de son fils Gilchrist ou d'Amnesty, Michel Rocard retrouve l'éthique, ou les tics, de son défunt adversaire.

C'est un grand ami d'André Guelfi, Christian Guilbert, qui a loué de beaux locaux à Michel Rocard, boulevard Saint-Germain⁵⁶⁸. L'ancien Premier ministre, qui prône le retour à la Realpolitik en Afrique, est en contact avec Elf via Michel Dubois. Sirven le côtoyait⁵⁶⁹. Rocard s'est aussi rapproché d'autres grands opérateurs français sur le continent, à commencer par Bolloré.

Le 23 juin, ses collègues socialistes au nouveau Parlement européen délogeaient Michel Rocard de la présidence de la commission Développement, tremplin de ses initiatives africaines. Il était "promu" contre son gré à la présidence de la commission de l'Emploi et des Affaires sociales - politiquement beaucoup plus importante, mais moins riche d'opportunités. Tout cela malgré l'intercession des parlementaires de droite...⁵⁷⁰, et une campagne dont la grandiloquence a sidéré les dirigeants sociaux-démocrates : « *Les chefs d'État africains attendent beaucoup de*

⁵⁶⁵. Cité par Togo-Presse du 23/03/1999.

⁵⁶⁶. Note relative au Togo, et à ma récente mission dans ce pays, 01/04/1999.

⁵⁶⁷. Il s'agit en fait de quelques touristes de l'« Observatoire international de la démocratie ». Voir p. xxx, note x.

⁵⁶⁸. J. Caumer, op. cit., p. 314-315.

⁵⁶⁹. Cf. Elf, *L'empire d'essence*, Les Dossiers du Canard enchaîné, 03/1998, p. 58.

⁵⁷⁰. Cf. Jean Quatremer, *Un affront socialiste pour Rocard à Strasbourg*, in *Libération* du 23/07/1999.

ma reconduction. *Le Togo, le Niger et le Congo ont besoin de moi. Il s'agit d'éviter des guerres civiles* »⁵⁷¹. Ces chefs d'État ne se gênèrent pas, en 1982, pour exiger le limogeage du rocardien Jean-Pierre Cot, ministre trop réformiste de la Coopération. Les députés socialistes européens ne se sont pas gênés pour signifier ce qu'ils pensaient des initiatives personnelles de Rocard, au Togo, au Niger et au Congo.

Jospin profil bas

De Pierre Mauroy encore, Omar Bongo déclare : « *il m'est très proche* »⁵⁷². On comprend qu'en 1994, au congrès socialiste de Liévin, Lionel Jospin se soit retrouvé bien isolé à dénoncer dans les relations franco-africaines « *la politique du secret, les multiples interventions discrètes, l'indulgence trop longtemps maintenue à l'égard d'excès internes de toutes sortes, les liens personnels entre chefs d'État - soi-disant "à l'africaine" - prévalant sur les relations diplomatiques en usage dans d'autres pays* ».

À la veille des législatives de mai 1997, il déclarait encore : « *Si le peuple nous fait confiance, nous changerons profondément la politique africaine de la France* »⁵⁷³. Surprise : le peuple accorde cette confiance. Accédant inopinément au pouvoir, Jospin se trouve face à l'Afrique, je l'ai dit, coincé dans le triangle des trois E : l'Élysée, l'État-major et Elf. Il choisit aussitôt de ne pas chercher à s'en affranchir. Pour des raisons politiques :

- Il aurait fallu déployer une énergie considérable, que le nouveau Premier ministre préfère investir ailleurs. Parce qu'il y a certes de graves problèmes en France, dont un chômage record. Parce que dans toutes les démocraties, il paraît plus payant électoralement d'investir sur les questions de politique intérieure.

- Chirac campe sur son "domaine réservé". Contester la politique africaine de l'Élysée aurait enfreint un prétendu axiome de la cohabitation : le premier des deux cohabitants qui dégaîne, meurt.

Envoyer Hubert Védrine au Quai d'Orsay, c'était comme hisser le drapeau blanc avant d'avoir livré bataille. L'auteur d'une grosse apologie de la politique étrangère du précédent Président, *Les mondes de François Mitterrand*⁵⁷⁴, sait d'autant mieux de quoi il parle qu'avec Michel Charasse il a exercé pendant de longs mois le plus clair du pouvoir élyséen : à la fin de son deuxième mandat, le chef d'État malade n'allait guère au-delà des tâches de représentation. L'ex-Secrétaire général de l'Élysée porte donc une responsabilité majeure dans la politique menée par la France au Rwanda, spécialement en 1994. Deux phrases de son audition devant la mission d'information la résumant bien :

« On a formé l'armée au Rwanda. Ce n'est pas à la France de dire [...] qu'on va former ceux-ci et pas ceux-là. D'autant que les recrues hutues représentaient 80 % de la population. On a ailleurs, formé des armées moins représentatives » (déjà citée).

« La France était seule à avoir des contacts avec les uns et les autres, elle n'a pas jugé les uns plus légitimes que les autres. [...] La France ne trie pas, ne distingue pas. Elle parle alors avec les uns et les autres »⁵⁷⁵.

Hubert Védrine reconnaît formellement que, pour lui-même et François Mitterrand, commettre un génocide n'est pas source de délégitimation. C'est bien pourquoi la France a pu, et peut encore, rester l'alliée du *Hutu power*. Védrine fut aussi de ceux, au sein du gouvernement, qui combattirent le projet de Cour pénale internationale, aux côtés de l'Élysée et de l'État-major.

Lors d'un Conseil des ministres, Lionel Jospin, ministre d'État, osa critiquer la politique africaine de Mitterrand - ce que ce dernier ne lui pardonna pas. Depuis qu'il dirige le gouvernement, il laisse son ministre des Affaires étrangères bénir

⁵⁷¹. Cité par *Le Canard enchaîné (Rocard l'Africain, 28/07/1999)*.

⁵⁷². In *Confidences d'un Africain*, op. cit. (cf. LdC du 10/11/1994).

⁵⁷³. Le 15/05/1997, cité par *La Croix* du 17.

⁵⁷⁴. Fayard 1996, 784 pages.

⁵⁷⁵. Audition du 05/05/1998.

régulièrement la politique africaine de Chirac - comme lors de l'indécemment périple mauritanien, fin 1998. Ou la nimbard de silence, comme à propos du Congo-Brazzaville. Védrine joue aussi de ses contacts personnels dans les cercles fastueux des pouvoirs algérien et marocain. À cette aune, le placide Josselin, ministre adjoint en charge de la Coopération, fait presque figure de révolutionnaire.

Un conseiller de Matignon a l'air de s'étonner : « *Il y a un triangle Védrine-Villepin-Chirac qui fonctionne parfaitement et qui a tendance à nous marginaliser. On a la désagréable impression que Chirac veut se réserver la grande politique étrangère*⁵⁷⁶ ». Il y a eu comme un chassé croisé entre Dominique de Villepin et Hubert Védrine : le premier, ancien directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, a remplacé le second au poste de Secrétaire général de l'Élysée. Faut-il, au triangle des trois E, rajouter un angle Q... comme Quai d'Orsay ?

Depuis juin 1997, les réseaux et lobbies peuvent donc continuer assez tranquillement leurs pratiques criminelles envers toute une série de pays africains : guerres d'agression, maintien de dictatures par la fraude électorale, pillage des ressources, détournement de l'aide publique. Ils vibronnent d'autant plus librement qu'ils ont été épargnés par les travaux de la mission d'information parlementaire sur le Rwanda. Lors des Assises de la Coopération décentralisée, au printemps 1999, le ministre Charles Josselin voulait proposer, à la tête du nouveau Haut conseil de la Coopération, l'ancienne présidente Verte de la région Nord-Pas-de-Calais, Marie-Christine Blandin. Le choix de cette militante, convaincue de la nécessité d'un autre style de relations Nord-Sud, eût été un symbole fort. Le Premier ministre a mis son veto, et imposé Jean-Louis Bianco - Secrétaire général de l'Élysée de 1982 à 1991, au temps de Mitterrand.

Puisque Lionel Jospin choisit le profil bas, le Parti socialiste joue les vestales de ce repli. C'est un ancien chevènementiste qui est chargé des relations internationales au PS, Pierre Guidoni. Le 25 novembre 1998, les Verts organisaient une manifestation contre les présupposés du Sommet franco-africain du Louvre. Guidoni leur écrit : « En toute hypothèse, manifester aujourd'hui contre le sommet franco-africain prend un sens, qui n'échappera à personne, de désaveu de l'action du gouvernement sur une question essentielle ». À observer la passivité de Matignon face aux aventures criminogènes de l'Élysée en Afrique, on peut risquer une explication indulgente : la question n'est pas « essentielle » pour Lionel Jospin. Mais si pour le PS le sommet franco-africain - un show néocolonial imaginé par Giscard, enflé par Mitterrand et Chirac - exprime le « sens » de « l'action du gouvernement sur une question essentielle », il ne reste qu'un diagnostic possible : une rapide recontamination par le syndrome français. Au long de la guerre civile au Congo-Brazzaville, l'attitude pro-Sassou de Pierre Guidoni et de Guy Labertit, le « Monsieur Afrique » du PS, n'a pas infirmé cette hypothèse.

Il reste que Lionel Jospin est l'un des rares leaders politiques français, dans le spectre qui va du RPF aux socialistes, à ne pas avoir adossé sa carrière à des réseaux français. Et à ne pas avoir envie de le faire : il « *semble loin des questions africaines* », reproche Omar Bongo⁵⁷⁷. Malgré le suivisme officiel, « entre Matignon et l'Élysée, les relations avec l'Afrique sont l'un des rares sujets de politique étrangère qui « fâchent »⁵⁷⁸ ». Cette divergence a pesé dans l'heureuse issue du coup d'État à Abidjan, fin décembre 1999. Jospin, par ailleurs, détient les clefs de Bercy : autant que possible, il empêche Chirac d'aider ses amis Bongo, Eyadéma, Sassou, Bédié ou Biya lorsque les huissiers du FMI sont à la porte. « Pas la moindre petite ardoise magique sur la dette bilatérale du Gabon pour l'ami Omar »⁵⁷⁹.

Mais la fâcherie reste bien bordée. Le Président est englué dans les « affaires », en France comme en Afrique, à un degré que la plupart des Français peuvent difficilement imaginer. Lionel Jospin n'a pu fréquenter les allées du pouvoir hexagonal, jusqu'à l'avant-dernière marche, sans être totalement indemne. Il a

⁵⁷⁶. Cité par *Le Canard enchaîné* du 07/04/1999.

⁵⁷⁷. Interview du 13/01/2000 au *Nouvel Observateur*.

⁵⁷⁸. Jean-François Bayart, *Ombre africaine sur la cohabitation*, in *Croissance*, 12/1999.

⁵⁷⁹. Cf. *Chirac/Jospin : Amitiés africaines*, in *LdC* du 11/11/1999.

accepté, pour le scrutin présidentiel de 1995, que son allié au PS, Michel Rocard, lui prête son “conseiller spécial pour l’Afrique”, Michel Dubois : « Michel Rocard a en effet mis tous ses moyens financiers au service de Lionel Jospin ⁵⁸⁰ ».

Proche de la famille Jospin, mécène de Lionel, Richard Moatti a été apporteur d’affaires pour le groupe Dumez, où officiait André Kamel - ex-ténor de la Françafrique. Selon le Réseau Voltaire ⁵⁸¹, Moatti aurait été l’aiguilleur des commissions versées lors de l’implantation de grandes surfaces, par l’entremise de sociétés panaméennes et luxembourgeoises. En 1994, il aurait procuré à Lionel Jospin une partie des moyens de sa campagne pour le poste de Premier secrétaire du PS. *Le Canard enchaîné* évoque des facilités de locaux et de personnel ⁵⁸².

Quant aux Jospiniens, ils sont épinglés pour l’utilisation trop possessive des ressources de la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France), avec une tentacule vers Taïwan et l’affaire Elf. André Tarallo, le “Monsieur Afrique” d’Elf, serait une « proche connaissance » de Dominique Strauss-Kahn. C’est lui qui, en 1993, aurait demandé à Alfred Sirven de rémunérer, via un compte en Suisse, une collaboratrice du futur patron de Bercy ⁵⁸³. Le portefeuille ministériel de ce dernier a été emporté dans un tourbillon de révélations.

Certes, le stock total des casseroles de Jospin et de son courant politique ressemble à celui d’une petite épicerie face aux supermarchés d’autres courants socialistes et aux hypermarchés de la droite. Mais l’opinion peine à distinguer entre la ponction des millions et le pompage des milliards, certes aussi condamnables dans leur principe. Dominique de Villepin a beau jeu d’exposer, depuis le donjon de l’Élysée, sa théorie de la dissuasion : « *Il y a entre les deux têtes de l’exécutif une sorte de pacte de bonne conduite. Et cela pour deux raisons : toutes ces affaires nuisent à l’image de la France ; et chacun sait qu’il peut être demain à son tour l’objet de nouvelles attaques et qu’il aura besoin de la neutralité, sinon de la solidarité de l’autre* ⁵⁸⁴ ». Une variante ampoulée du refrain : « Je te tiens, tu me tiens, par la barbichette ».

Concluant cette troisième partie, je me permets de suggérer à Lionel Jospin que de Villepin a probablement tout faux. Le Premier ministre sait, bien entendu, que la « solidarité » ou même la « neutralité » de son rival annoncé à l’élection présidentielle de 2002 sont des chimères. L’Élysée ne manquera pas, et ne manque pas déjà, de distiller aux médias les références des articles surgelés à l’arrière de la petite épicerie jospinienne. Question barbichette, Matignon n’a peut-être que quelques poils à perdre : il a commencé de se les couper lui-même, avec les démissions consécutives à l’affaire MNEF. En face, Jacques Chirac essaie par sa jovialité de conserver ou retrouver la complicité des Français. Elle pourrait ne pas résister à la révélation crue des mécanismes financiers grâce auxquels le Président a construit sa carrière politique ⁵⁸⁵.

À une toute autre échelle que pour Lionel Jospin, ces mécanismes passent par l’étranger, par l’Afrique en particulier, tordant depuis longtemps la politique extérieure de la France. « *L’image de la France* », Monsieur de Villepin, en a pris un sacré coup depuis trop longtemps. J’y reviendrai. Nous croyons pour notre part qu’un ravalement lui ferait le plus grand bien.

⁵⁸⁰. Cf. *Pas de “cellule” pour Jospin*, in *LdC* du 09/03/1995.

⁵⁸¹. Note 0409 de 1999, confortée ensuite par l’enquête de Jean-François Julliard, *L’encombrant ami de Jospin a bien négocié son tour de piste judiciaire*, in *Le Canard enchaîné* du 19/01/2000.

⁵⁸². Ibidem.

⁵⁸³. Selon Jean-Alphonse Richard, *Comment l’affaire Elf rattrape DSK*, in *Le Figaro* du 25/11/1999. Le ministre dément avoir demandé quoi que ce soit. Pendant deux ans, il a été salarié par la Sofres dont le directeur Pierre Weil, ami personnel de Loïk Le Floch-Prigent, a conclu au moins trois contrats avec Elf (cf. K. Laske, *Deuxième mise en examen pour DSK*, in *Libération* du 29/01/2000). Par ailleurs, “DSK” connaissait « *depuis très longtemps* » l’industriel du textile Maurice Bidermann, a déclaré Le Floch à la justice. En 1992, ministre de l’Industrie, il est intervenu en faveur de Bidermann auprès du PDG d’Elf. « *J’ai considéré que la lettre de Strauss-Kahn était un ordre* », avance Le Floch. Le financement de Bidermann par Elf s’est traduit par une “perte” de plus de 600 millions.

⁵⁸⁴. Cité par *Le Canard enchaîné* du 24/03/1999.

⁵⁸⁵. Éric Merlen et Frédéric Ploquin suggèrent la même chose dans *L’Événement* du 01/04/1999. Je les cite à nouveau : Matignon sait que « l’affaire Elf, si elle débouche sur la mise au jour de la véritable histoire du groupe pétrolier, par delà Roland Dumas, ébranlera l’édifice gaulliste ». Et il n’y a pas que l’affaire Elf...

